



**Université Toulouse - Jean Jaurès**

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques  
à Toulouse (IPEAT)**

**Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés  
Parcours Espaces, sociétés, cultures dans les Amériques**

**L'évolution du rôle des femmes au sein du conflit armé avec les FARC et depuis  
les Accords de Paix en Colombie : trajectoires de militantes.**

Mémoire de 2<sup>ème</sup> année présenté par :

Natalia VILLA JARAMILLO

Sous la direction de :

Carmen SALAZAR-SOLER

**Année Universitaire 2018-2019**

**L'évolution du rôle des femmes au sein du conflit armé avec  
les FARC et depuis les Accords de Paix en Colombie :  
trajectoires de militantes.**

## REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce à deux personnes à qui je voudrais témoigner toute ma reconnaissance :

Toute ma gratitude s'adresse à Madame Carmen Salazar-Soler pour avoir accepté de diriger mon travail, mais aussi, pour ses enseignements et ses orientations bienveillantes au cours de mon parcours qui m'ont permis d'avancer tout au long de mes recherches de Master.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers mon époux Edgar Duque pour son soutien permanent, sa patience ainsi que son aide précieuse à la relecture de mon mémoire.

Je voudrais exprimer toute ma gratitude à mes parents qui, malgré la distance, m'ont soutenu et m'ont encouragé constamment.

**Je dédie cette recherche à toutes les victimes colombiennes ayant souffert du conflit armé.**

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL .....</b>	<b>18</b>
<b>CHAPITRE II : CONTEXTE HISTORIQUE DE LA VIOLENCE EN COLOMBIE.....</b>	<b>31</b>
<b>CHAPITRE III : CONTEXTE DE L'ACCORD FINAL ENTRE LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN ET LES FARC :2012-2016 .....</b>	<b>67</b>
<b>CHAPITRE IV : LA STRUCTURE PATRIARCALE COLOMBIENNE .....</b>	<b>71</b>
<b>CHAPITRE V : LA STRUCTURE PATRIARCALE DES FARC .....</b>	<b>77</b>
<b>CHAPITRE VI : LES FEMMES PENDANT LE CONFLIT ARMÉ DES FARC.....</b>	<b>86</b>
<b>CHAPITRE VII : LA TRANSFORMATION DU RÔLE DES FEMMES CHEZ LES FARC.....</b>	<b>104</b>
<b>CHAPITRE VIII : LA STRUCTURE PATRIARCALE DES FARC ET SON IMPACT SUR LES FEMMES MILITANTES.....</b>	<b>123</b>
<b>CHAPITRE IX : DESCRIPTION D'UN CAMPEMENT CHEZ LES FARC COMMANDE PAR UNE FEMME MILITANTE .....</b>	<b>151</b>
<b>CHAPITRE X : LES FARC ET LA PERIODE 2010-2018 EN COLOMBIE .....</b>	<b>155</b>
<b>CHAPITRE XI : L'ACCORD FINAL ET LA PERSPECTIVE DU GENRE .....</b>	<b>163</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>167</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>171</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>192</b>

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>8</b>
<b>CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL</b> .....	<b>18</b>
1.1 Concept de « conflit » .....	18
1.2 Concept de « violence » .....	24
1.3 Concept de « Genre » .....	26
1.4 Concept de « Patriarcat » .....	28
<b>CHAPITRE II : CONTEXTE HISTORIQUE DE LA VIOLENCE EN COLOMBIE</b> .....	<b>31</b>
2.1 La terre au milieu du de la violence colombienne .....	31
2.2 L'impact de la pensée communiste en Colombie et les FARC .....	34
2.3 La structure des FARC : une rencontre entre le communisme et les armes .....	41
2.4 L'organisation des FARC.....	47
2.5 Nouvelles dynamiques du conflit .....	52
2.6 La participation des guérillas en la construction de la Constitution politique colombienne.....	56
2.7 Les FARC et le narcotraffic .....	57
2.8 Nouveaux dialogues pour la paix.....	59
<b>CHAPITRE III : CONTEXTE DE L'ACCORD FINAL ENTRE LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN ET LES FARC :2012-2016</b> .....	<b>67</b>
3.1 Les négociations : la démarche de l'Accord Final avec les FARC -EP .....	69
<b>CHAPITRE IV : LA STRUCTURE PATRIARCALE COLOMBIENNE</b> .....	<b>71</b>
4.1 Les femmes dans la sphère publique colombienne.....	71
4.2 La participation politique des femmes en Colombie .....	72
4.3 La violence contre les femmes.....	74
4.4 Dernier rapport sur la violence sexuelle dans le cadre du conflit armé.....	75
<b>CHAPITRE V : LA STRUCTURE PATRIARCALE DES FARC</b> .....	<b>77</b>
5.1 Le chef des FARC : l'homme suprême de la guérilla .....	77
5.2 Marulanda : la concentration du pouvoir chez les FARC.....	78
5.3 L'importance des hommes dans la structure des FARC .....	80
5.4 Les membres de l'organe le plus important des FARC : le Secrétariat .....	82
<b>CHAPITRE VI : LES FEMMES PENDANT LE CONFLIT ARMÉ DES FARC</b> .....	<b>86</b>
6.1 Certaines femmes les plus proches de Marulanda.....	87
6.2 Les premières femmes chez les FARC.....	89
6.3 Les années 1980 : les femmes entre la paix, la politique et les armes en Colombie .....	91
6.4 Le communisme dans le cœur des FARC en 1980.....	92
6.5 Les femmes et la promotion active du communisme.....	96

6.6 Certaines militantes du communisme des années 1980 dans la politique colombienne actuelle et leur impact sur le processus de paix 2012-2016 .....	98
6.7 La condition des femmes militantes dans le système normatif des FARC.....	101
<b>CHAPITRE VII : LA TRANSFORMATION DU RÔLE DES FEMMES CHEZ LES FARC .....</b>	<b>104</b>
7.1 Le rôle et la situation des femmes au cours des premières années des FARC .....	104
7.2 Le rôle des femmes militantes des FARC dans le cadre du processus de paix des années 1980 .....	106
7.3 Le nombre de femmes militantes .....	108
7.4 Les femmes : entre la décision et l'obligation d'être militantes .....	110
7.5 La possibilité d'une vie luxueuse chez les FARC .....	113
7.6 Les possibles impacts du narcotrafic et les militants des FARC .....	115
7.7 Le machisme et la sexualité dans les FARC-EP .....	116
7.8 Le contexte des femmes militantes des FARC : 1990 – 2000 .....	118
7.8.1 Les mineurs chez les FARC .....	119
<b>CHAPITRE VIII : LA STRUCTURE PATRIARCALE DES FARC ET SON IMPACT SUR LES FEMMES MILITANTES.....</b>	<b>123</b>
8.1 Les méthodes de contraceptions chez les FARC, les hôpitaux clandestins des FARC et des nouveaux rôles des femmes .....	130
8.2 La planification familiale obligatoire.....	130
8.3 Les femmes et les structures clandestines des Farc.....	132
8.4 Les cliniques clandestines des FARC et les femmes militantes .....	134
8.5 La place des sentiments chez les FARC .....	138
8.6 Le jour de la naissance du fils de Clara Rojas chez les FARC.....	140
8.7 Le rôle des femmes militantes dans le cadre du Processus de Paix des années 1998-2000 .....	141
8.7.1 La communication : un nouveau rôle .....	141
8.8 Le contexte des femmes militantes des FARC au cours les années 2002 – 2018.....	144
8.9 Entre 2002-2010 : des nouveaux rôles féminins chez les FARC ?.....	145
8.10 Les femmes militantes et les relations internationales des FARC.....	145
8.11 'Tanja' et 'Sonia' : deux femmes clés dans les relations internationales des FARC.....	147
8.11.1 Tanja Nimeijer: la militante néerlandaise des FARC .....	147
8.11.2 Sonia: la première femme militante des FARC extradée aux États-Unis .....	149
<b>CHAPITRE IX : DESCRIPTION D'UN CAMPEMENT CHEZ LES FARC COMMANDE PAR UNE FEMME MILITANTE .....</b>	<b>151</b>
<b>CHAPITRE X : LES FARC ET LA PERIODE 2010-2018 EN COLOMBIE .....</b>	<b>155</b>
10.1 Le processus de paix des années 2012-2016 : un processus patriarcal .....	155
10.2 La question des armes : un sujet masculin parmi le processus de paix .....	156
10.3 Les femmes militantes dans les négociations du processus de paix 2012-2016 .....	157
10.4 La Sous-commission de Genre du processus de paix.....	160
10.5 Les négociations, la perspective du genre et le rôle des femmes militantes à Cuba.....	161
10.6 Victoria Sandino : la leader féministe des FARC.....	161
<b>CHAPITRE XI : L'ACCORD FINAL ET LA PERSPECTIVE DU GENRE .....</b>	<b>163</b>

11.1 Les femmes après la signature de l'Accord Final .....	165
11.2 Les autres femmes militantes dans l'étape de post conflit .....	165
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>167</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>171</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>192</b>

## INTRODUCTION

Lorsque les États-Nations d'Amérique Latine sont devenus indépendants et se sont consolidés au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Colombie s'est développée lentement en raison d'une recrudescence de corruption et de violence. Ces dernières représentent un enjeu d'actualité hérité de différentes politiques et d'une inégalité persistante depuis plus d'un siècle.

A partir de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Colombie a été gérée par une classe politique clivée entre libéraux<sup>1</sup> et conservateurs<sup>2</sup> dont les différences idéologiques ont laissé en héritage, violences et inégalités sociales. Ce contexte a déclenché un long conflit interne, délaissant l'investissement social du pays au sein de zones marginales notamment.

La recrudescence et les transformations complexes de ces problèmes ont eu lieu avec l'apparition en Colombie de groupes armés illégaux tels que les guérillas, l'autodéfense, les Bacrim<sup>3</sup>, le narcotrafic, les cartels de la drogue et le paramilitarisme. L'activité de ces groupes a laissé environ huit millions de victimes<sup>4</sup> et 220 000 morts en à peine plus de cinquante ans et selon un rapport de l'IDMC et le NCR, la Colombie est classée parmi les dix premiers pays du monde touché par les déplacements forcés depuis 2003 et selon l'UNHCR, depuis 1985 le pays a un taux de 7,7 millions de personnes déplacées<sup>5</sup>.

Parmi ces groupes illégaux, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) sont reconnues comme étant la guérilla la plus ancienne d'Amérique latine, avec une durée de cinquante-

---

<sup>1</sup> Les Libéraux colombiens suivent le « *Parti Liberal* » lequel est né depuis 1848. « Le concept 'libéral' est né au sein de l'Assemblée Française le 4 Août 1789 avec la publication des Droits de l'Homme et du Citoyen, mais a été mentionné dans le *Diccionario Crítico Bursesco* publié par Bartolomé José Gallardo en 1812, où ont été définies, les idées libérales basées sur l'amour et la liberté ». Cependant, le concept de « libéral » a été utilisé dans le cadre de la politique dans les Cortes de Cadix de 1810 à 1813, pour référencer les personnes luttant pour la liberté. En Colombie le Libéralisme lutte contre toute force qui vise à limiter la liberté collective.

LLANO ISAZA Rodrigo, « Historia resumida del Partido Liberal Colombiano », Bogotá D.C., mai 2009, (en ligne). Disponible sur : <https://www.partidoliberal.org.co/userfiles/file/historiaresumidadelplc.pdf> (Consulté le 04/11/2016)

<sup>2</sup> La naissance du Parti Conservateur a pour antécédent direct le *Programa Conservador de 1849*, qui se caractérise par la défense de la religion, le soutien à l'ordre et l'application stricte de la Constitution. Partido Conservador, « Nuestra Historia », (en ligne). Disponible sur : <http://partidoconservador.com/el-partido/historia/> (Consulté le 04/11/2016)

<sup>3</sup> Les Bacrim sont des bandes criminelles organisées en Colombie.

<sup>4</sup> Depuis des années 1990, le gouvernement a comptabilisé 11000 victimes à cause des mines antipersonnel. FISAS Vincenz, *Negociar la paz con las Farc, una experiencia innovadora*, 2017, p. 68.

<sup>5</sup> Observatoire des Situations de Déplacement Interne (IDMC) et le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NCR), « *Rapport mondial 2017 sur les déplacements internes (GRID 2017)* », (en ligne). Disponible sur : [http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2017/downloads/IDMC-GRID-2017-Highlights\\_embargoed-FR.pdf](http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2017/downloads/IDMC-GRID-2017-Highlights_embargoed-FR.pdf) (Consulté le 05/06/2019)

The UN Refugee Agency (UNHCR), *Colombia*, septembre 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://www.acnur.org/5b97f3154.pdf> (Consulté le 05/06/2019)

deux ans. En d'autres termes, la Colombie se construit avec le conflit interne contemporain le plus long qu'elle n'a jamais connu.

Avec une idéologie communiste, les FARC ont émergé au cours des années 1960 dans un contexte où la classe politique colombienne faisait preuve de violence envers les classes rurales et ouvrières. Cependant, entre 1980 et 2000 elles se sont transformées en une des guérillas les plus riches grâce à l'augmentation de la commercialisation des feuilles de coca, du narcotrafic à l'échelle de la Colombie, des enlèvements et de l'extorsion. En même temps, elles sont identifiées par les États-Unis comme étant un groupe terroriste<sup>6</sup>.

Le 12 novembre 2016 après quatre ans de négociations, le Gouvernement colombien et les FARC ont signé l'Accord Final appelé « *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* »<sup>7</sup>.

En même temps, lors de la mise en place de ce processus de paix, d'autres problèmes sociaux apparaissent et deviennent particulièrement importants, notamment parce qu'ils touchent les populations vulnérables telles que les LGTB, les afro-descendants et les peuples autochtones et indigènes<sup>8</sup>. Aussi, la situation des femmes militantes et paysannes et leur réintégration au sein de la société émerge alors comme une nouvelle problématique faisant écho aux questions des violences vécues durant le conflit armé.

<sup>6</sup> TREJOS ROSERO Luis Fernando, *Un actor no estatal en el escenario internacional, el caso de las FARC-EP (1966-2010)*, Capítulo 2: Política exterior del Estado colombiano, Muchas continuidades con pocas rupturas, desde inicios del siglo XX corto, La violencia (1948-1953). Anticomunismo y Guerra Fría en los antecedentes históricos de las Farc-EP, Barranquilla, Universidad del Norte – Grupo Editorial Ibáñez, 2015, p. 28.

« Entre 1996 et 2003 la rentabilidad económica des enlèvements pour tous les groupes armés illégaux en Colombie a été environ de \$162.709,6 millions de pesos, soit en 2003 environ \$56,5 millions de dollars US, dont 43.9% auraient été pour les Farc ». Observatorio del Programa Presidencial de DD.HH y D.I.H, « Dinámica espacial del secuestro en Colombia 1996-2007 », Vicepresidencia de la República, Bogotá, 2009, p. 12, (en ligne). Disponible sur : <http://www.derechoshumanos.gov.co/Prensa/Comunicados/2009/Documents/2009/Secuestro.pdf> (Consulté le 17/07/2017)

Centro Nacional de Memoria Histórica, *Guerrilla y población civil, Trayectoria de las FARC 1949-2013*, Tercera Edición, Bogotá: CNMH, 2014, p. 195-210, (en ligne). Disponible sur : <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/informes/publicaciones-por-ano/2013/guerrilla-y-poblacion-civil-trayectoria-de-las-farc-1949-2013> (Consulté le 14/06/2019)

<sup>7</sup> Tout le long de cette recherche le terme « Accord Final » sera utilisé pour évoquer le document « *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* ».

<sup>8</sup> En 2016, en Colombie, 1,4 millions d'indigènes (3.3% de la population colombienne) et 4.3 millions d'afro descendants (10.6% de la population) occupaient 35,6% du territoire national. FISAS Vicenç, *Op. cit.*, p. 116-117.

C'est pour cette raison, que l'on voit que l'Accord Final porte une attention particulière envers ces populations vulnérables, une attention qui cherche à leur assurer une égalité de bénéfices accordés dans la construction d'un contexte de post-conflit<sup>9</sup>.

Concernant ce point, la situation des femmes dans le cadre de l'Accord Final prend une résonance particulière : celles-ci représentent 40% des personnes ayant intégré les FARC. Par ailleurs, dans le cadre du conflit 400 000 femmes sont mortes et plus de 2 700 000 femmes ont été victimes de déplacements forcés entre 1995 et 2011, ce qui représente 51% des personnes déplacées à cause du conflit armé<sup>10</sup>.

D'ailleurs, certaines parties de l'Accord Final soulignent l'importance du rôle des femmes au moment du post-conflit notamment en ce qui concerne la productivité des femmes paysannes, l'augmentation de la participation politique féminine, la participation des femmes dans les cultures de remplacement de la coca et la différenciation des impacts du conflit par rapport au genre. Cela implique la nécessité d'un changement des politiques publiques afin de pouvoir garantir l'égalité face aux bénéfices accordés lors de la mise en place de l'Accord Final<sup>11</sup>.

Pour donner une crédibilité majeure aux différents engagements pris, l'Accord Final prend comme référence plusieurs documents comme la *Constitución Política Colombiana*<sup>12</sup> et plusieurs traités internationaux<sup>13</sup> liés aux droits de l'Homme. Par exemple, en décembre 2014 la Cour Pénale Internationale a signalé que l'accord avec les FARC doit respecter le Statut de Rome<sup>14</sup>. De même,

<sup>9</sup> Gouvernement Colombien, « Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera », Deuxième document publié le 12 novembre 2016, p. 2-3, (en ligne). Disponible sur : [www.acuerdodepaz.gov.co](http://www.acuerdodepaz.gov.co) (Consulté le 20/12/2016)

<sup>10</sup> Journal El Pais, « Lo que quieren las mujeres de las Farc », par Sally Palomino, 24 Avril de 2017. (en ligne). Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578\\_863705.html](https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578_863705.html) (Consulté le 12/02/2018)

ONU Mujeres, « Las mujeres en Colombia », (en ligne). Disponible sur : <http://colombia.unwomen.org/es/onu-mujeres-en-colombia/las-mujeres-en-colombia> (Consulté le 15/03/2019)

<sup>11</sup> « Acuerdo final », Point 1 Reforma Rural Integral, *Op. cit.*, p. 10-11.

Point 2 Participación política, *Ibid*, p. 35-36

Point 4 Solución al Problema de las Drogas Ilícitas, *Ibid*, p. 105-106-117

Point 5 Acuerdo sobre las Víctimas del Conflicto, *Ibid*, p. 130-132.

Introducción, *Ibid*, p. 6.

<sup>12</sup> Constitución Política de Colombia, Article 13, par rapport au droit de l'égalité en Colombie: «toutes les personnes naissent libres et égaux vis-à-vis la loi colombienne quels que soient le sexe, l'origine ethnique, la langue, l'opinion politique et la religion (...) l'État doit les protéger et punir les abus contre eux».

Constitución Política de Colombia, (en ligne). Disponible sur :

<http://www.constitucioncolombia.com/titulo-2/capitulo-1/articulo-13>. (Consulté le 30/09/2018)

<sup>13</sup> « Acuerdo final », Préambule, *Op. cit.*, p. 2

<sup>14</sup> Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale : a le droit d'exercer sa juridiction concernant les crimes plus graves comme les crimes de génocide contre l'humanité et de guerre, entre autres. Naciones Unidas, « Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional », (en ligne). Disponible sur :

[http://www.un.org/spanish/law/icc/statute/spanish/rome\\_statute\(s\).pdf](http://www.un.org/spanish/law/icc/statute/spanish/rome_statute(s).pdf) (Consulté le 14/03/2017)

dans le Préambule de cet accord sont exposés d'autres documents<sup>15</sup> comme le Droit International<sup>16</sup>, le Droit International des Droits de l'Homme<sup>17</sup> et le Droit International Humanitaire<sup>18</sup>. Également, la Colombie a signé plus de dix traités internationaux liés aux droits des personnes dont :

**- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**

- **Cedaw** : Cet accord est adopté par les Nations Unies le 18 décembre 1979 et ratifié par 186 pays en 2010. La Colombie l'a signé en 1999 et l'a ratifié en 2007<sup>19</sup>.

Cette convention engage les pays d'une part, à intégrer dans leurs lois des droits qui y sont énumérés et d'autre part, de prendre des mesures nécessaires pour arrêter la discrimination envers les femmes. Parmi ces droits, on trouve le principe de « pleine égalité » des femmes – quelles que soient leurs nationalités et conditions sociales (population autochtone, âge, entre autres) – par rapport aux hommes, l'accès à l'éducation, à la santé, à une nationalité, et la protection du gouvernement envers les femmes vivant dans des zones rurales<sup>20</sup>.

**- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) :** Adopté le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 3 janvier 1976. Il exprime que le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde est lié à la reconnaissance de la dignité inhérente à la

<sup>15</sup> « Acuerdo final », Préambule, *Op. cit.*, p. 2

<sup>16</sup> Droit International : expose les responsabilités respectives des États par rapport à la manière dont il convient de poursuivre l'examen et le traitement sur les questions de droit de l'homme, guerres, désarmement etc. De même, les chefs d'États sont chargés de sanctionner les délits par rapport au Droit International, entre autres. Naciones Unidas, « Derecho Internacional y justicia », (en ligne). Disponible sur : <http://www.un.org/es/globalissues/law/> (Consulté le 14/03/2017)

Comité Internacional de la Cruz Roja, « Principios de Derecho Internacional reconocidos por el Estatuto y por las sentencias del Tribunal de Nuremberg », 31-12-1950 Tratado, Tomado de Proyecto de Código de Delitos contra la Paz y la Seguridad de la Humanidad -Compendio de instrumentos internacionales pertinentes, ONU, A/CN.4/368,13 avril 1983, (en ligne). Disponible sur : <https://www.icrc.org/spa/resources/documents/misc/treaty-1950-ihl-nuremberg-5tdmhe.htm> (Consulté le 14/03/2017)

<sup>17</sup> Comité Internacional de la Cruz Roja, « El Derecho Internacional Humanitario y el Derecho Internacional de los Derechos Humanos », 29 octobre 2010, (en ligne). Disponible sur : <https://www.icrc.org/spa/war-and-law/ihl-other-legal-regmies/ihl-human-rights/overview-ihl-and-human-rights.htm>

<sup>18</sup> Droit Humanitaire International (DIH) : montre la réglementation pour protéger les humains affectés par les conflits armés, aussi bien au niveau au sein d'un pays qu'au niveau international. Également, est exposé qu'il est interdit d'assassiner les adversaires ayant déposé les armes entre autres. Comité Internacional de la Cruz Roja, « El Derecho Internacional Humanitario, respuestas q sus preguntas », mars 2005, (en ligne). Disponible sur : [https://www.icrc.org/spa/assets/files/other/icrc\\_003\\_0703.pdf](https://www.icrc.org/spa/assets/files/other/icrc_003_0703.pdf) (Consulté le 14/03/2017)

<sup>19</sup> Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), « Firma y ratificación del Protocolo Facultativo de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer », actualisé le 22 avril 2009, (en ligne). Extrait de : Oficina del Alto Comisionado para los Derechos Humanos (Base de datos sobre el estado de firma y ratificación del Protocolo Facultativo de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer. Disponible sur : <https://www.cepal.org/mujer/html/ProtocoloFacultativo.htm> (Consulté le 02/11/2018)

<sup>20</sup> « La pleine égalité exige que des mesures ou des actions soient entreprises pour garantir aux filles et aux femmes le même accès, les mêmes possibilités et des résultats similaires à ceux des hommes », UNICEF, « CEDAW, La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en quelques mots », Juin 2011, (en ligne). Disponible sur : [https://www.unicef.org/gender/files/UNICEF-CEDAW\\_FR\\_Web.pdf](https://www.unicef.org/gender/files/UNICEF-CEDAW_FR_Web.pdf) (Consulté le 02/11/2018)

personne humaine et de leurs droits égaux et inaliénables. Reconnaître l'idéal de l'être humain libre doit permettre à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques<sup>21</sup>.

Les pays qui ont signé ce pacte doivent garantir que les droits énoncés seront exercés sans discrimination par rapport à la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale sociale, entre autres. Parmi les droits cités on trouve le droit au travail, l'assurance de la part du gouvernement d'une orientation ainsi que la formation technique et professionnelle, l'élaboration de programmes, de politiques et de techniques pour un développement économique, social, culturel et productif, le droit de former des syndicats, entre autres.

**-Pacte international relatif aux droits civils et politiques CCPR :** Adopté le 16 décembre 1966 et entrée en vigueur le 23 mars 1976. Ce document réaffirme que le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde passe par la reconnaissance de la dignité inhérente à la personne humaine et de leurs droits égaux et inaliénables<sup>22</sup>. De même, il montre que tous les peuples peuvent librement déterminer de leur statut politique et assurer leur développement économique, social et culturel sans être privé de leurs propres moyens de subsistance. De plus, ce document aborde l'interdiction de l'esclavage, des travaux forcés, des droits par rapport aux personnes privées de leur liberté.

Compte tenu du fait que les intégrants des FARC démobilisés ainsi que leurs victimes – la société civile – sont les principaux bénéficiaires de l'Accord Final, j'ai en premier lieu posé ma réflexion sur le rôle et les conditions des femmes en tant que militantes démobilisées des FARC dans le sens où, cette guérilla oscille de façon ambiguë entre un système de domination patriarcal<sup>23</sup> dès son origine et se termine par un appel à l'égalité des sexes en contexte de l'Accord Final.

Cette question de l'impact du conflit armé des FARC sur les femmes et leur rôle retient toute mon attention car elles sont concernées à plusieurs titres : elles peuvent être à la fois victimes et militantes, volontaires ou non, de ce groupe. Elles sont également actrices dans toutes les phases du

<sup>21</sup> Nations Unies, Droits de l'homme, Haut-commissariat, « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966. Entrée en vigueur : le 3 janvier 1976, conformément aux dispositions de l'article 27, (en ligne). Disponible sur :

<https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx> (Consulté le 02/11/2018)

<sup>22</sup> Nations Unies, Droits de l'homme, Haut-commissariat, « Pacte international relatif aux droits civils et politiques », adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, entrée en vigueur : le 23 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 49, (en ligne). Disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx> (Consulté le 02/11/2018)

<sup>23</sup> Patriarcat : « utilisé par les sciences sociales pour faire référence à une répartition inégale du pouvoir entre les hommes et les femmes, où les hommes ont la prééminence par rapport à plusieurs aspects publics, politiques et religieux », (en ligne). Disponible sur : <http://lexicoon.org/es/patriarcal> (Consulté le 10/12/2018)

conflit en incluant les processus de paix et le post-conflit (désarmement, démobilisation, réintégration et l'adoption des politiques de reconstruction et de développement).

Par ailleurs, la question des femmes militantes semble être un sujet novateur et en plein essor, notamment depuis que la guerre froide est finie. La recherche de Irantzu Media Azkue montre une augmentation de l'intérêt académique et politique sur ce sujet depuis les années 1990. Cet intérêt aurait émergé grâce à la participation des femmes dans le cadre du processus post-guerre et de construction de la paix<sup>24</sup>.

Si l'on regarde d'autres textes qui analysent les femmes comme actrices des conflits, on remarque que la plupart des références utilisées datent depuis les années 1997<sup>25</sup>. On notera les travaux de Johanna González et Rocío Maldonado qui ont fait une analyse comparative entre les pratiques et les discours des femmes militantes liées aux FARC et les femmes militantes du PCP-SL (Partido Comunista del Perú - Sendero Luminoso)<sup>26</sup>.

Aussi, l'article d'Alba Nubia Rodríguez Pizarro et María Eugenia Ibarra Melo présente les premiers résultats d'une recherche sur la question du « genre » et du féminisme en Colombie. Cette recherche a été élaborée par quatre centres de recherche colombiens entre les années 2000 et 2010<sup>27</sup>.

D'un point de vue institutionnel, depuis les années 2000 l'ONU a publié huit résolutions consacrées aux femmes, à la paix et à la sécurité afin de promouvoir la paix et maintien de celle-ci en ce qui concerne l'égalité des sexes.

La Résolution 1325 est née de la réflexion des effets préjudiciables des conflits armés sur les femmes et les enfants, leurs rôles dans la prévention et le règlement des conflits et de la nécessité de respecter les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme<sup>28</sup>. Cette résolution présente un ensemble de données par rapport aux femmes et aux petites filles telles que le fait qu'elles présentent des atouts à tous les niveaux de prise de décisions au sein des institutions et,

<sup>24</sup> MEDIA AZKUE Irantzu, *La división sexual del trabajo por la paz, Género y rehabilitación posbélica en El Salvador y Bosnia-Herzegovina*, 2014, p. 15.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> GONZÁLEZ Johanna (Instituto de Estudios Políticos de Bordeaux-Francia) et MALDONADO Rocío (Universidad Autónoma Metropolitana, Xochimilco-México), « Mujeres Guerrilleras: la participación de las mujeres en las Farc y el PCP-Sendero Luminoso, los casos de Colombia y Perú », p. 3, (en ligne). Disponible sur: [https://gric.univ-lehavre.fr/IMG/pdf/gonzalez\\_maldonado-3.pdf](https://gric.univ-lehavre.fr/IMG/pdf/gonzalez_maldonado-3.pdf) (Consulté le 10/02/2019)

<sup>27</sup> RODRÍGUEZ PIZARRO Alba Nubia et IBARRA MELO María Eugenia, « Los estudios de género en Colombia. Una discusión preliminar », *Sociedad y Economía*, Cali, juin 2013, (en ligne). Disponible sur: [http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1657-63572013000100002](http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1657-63572013000100002) (Consulté le 22/01/2019)

<sup>28</sup> Nations Unies, Conseil de Sécurité, Résolution 1325 (2000), 31 octobre 2000, (en ligne). Disponible sur: [http://undocs.org/fr/S/RES/1325\(2000\)](http://undocs.org/fr/S/RES/1325(2000)) (Consulté le 22/01/2019)

dans les mécanismes pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Également, ce document présente la mise en œuvre d'un plan d'action qui garantit la participation des femmes à la prise de décisions concernant la réglementation des conflits et les processus de paix, ainsi que l'incorporation d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les opérations de maintien de la paix.

Dans le cadre de ma carrière professionnelle en tant que journaliste et de mon expérience de recherche, j'ai pu aborder de façon différente les incidences économiques et politiques de l'Accord Final colombien. Les questions de ces impacts sur les femmes militantes m'ont passionné et je voulais également réfléchir sur les situations de vulnérabilité auxquelles elles étaient et sont soumises, à la fois par le pouvoir patriarcal des FARC mais aussi par celui du gouvernement colombien. J'ai donc décidé de travailler cette thématique car, elle constitue une opportunité d'approfondir du point de vue anthropologique la question du conflit par rapport aux femmes colombiennes et, en même temps, d'apporter une analyse scientifique de la situation des femmes militantes des FARC à un moment spécifique de l'histoire colombienne : l'arrêt d'un conflit interne d'une durée d'un demi-siècle.

Pour cette raison, la présente enquête est mise en place afin d'identifier et d'analyser l'évolution du rôle et des conditions des femmes en tant que militantes des FARC comme démobilisées après la signature de l'Accord Final et d'analyser certaines implications de cet accord qui représentent une opportunité de contribuer aux questions relatives aux femmes colombiennes.

Pour cette raison, je me pose la question suivante :

***¿ Quelle est l'évolution du rôle des femmes au cours du conflit armé avec les FARC et des Accords de Paix ? Que peut-on apprendre depuis les trajectoires des femmes militantes au sein du conflit et depuis les accords de paix ?***

Dans l'histoire colombienne plusieurs femmes ont joué des rôles révolutionnaires importants. C'est le cas de Policarpa Salavarrieta, une femme révolutionnaire qui s'est engagée contre la colonisation espagnole pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et qui a lutté aux côtés d'autres femmes et hommes insurgés<sup>29</sup>. Toujours considérée comme une héroïne en Colombie<sup>30</sup>, Policarpa a été fusillée par les Espagnols pendant la guerre d'indépendance.

---

<sup>29</sup> CASTRO CARVAJAL Beatriz, « Policarpa Salavarrieta : heroína por excelencia de la República », Red Cultural del Banco de la República en Colombia, (en ligne). Disponible sur :

Aussi, Juana Julia Guzmán, une paysanne colombienne née en 1892, est devenue une des leaders pour l'émancipation des femmes et l'amélioration des conditions de travail de la classe ouvrière et paysanne en Colombie<sup>31</sup>.

Plus récemment, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle Maria Cano est connue comme étant une activiste, son combat se concentre sur les injustices commises par les classes dominantes colombiennes et elle lutte notamment pour améliorer les droits des travailleurs<sup>32</sup>.

Cette recherche se concentrera sur le rôle des femmes militantes dans la guérilla depuis 1964, spécifiquement dans les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - FARC.

Pour faire cette analyse, il faut tout d'abord établir le contexte historique de la violence en Colombie et y étudier le déroulement de l'histoire des FARC au sein même de ce contexte. Pour ce faire, on utilisera des sources secondaires telles que la recherche de Mario Aguilera Peña et Daniel Pécaut qui porte sur l'évolution des FARC et du conflit armé<sup>33</sup>.

Également, des portails spécialisés comme Verdadabierta.com créé par la FIP et la Revista Semana, avec l'appui de USAID, le Centro Nacional de Memoria Histórica, entre autres institutions seront utilisés comme références<sup>34</sup>.

---

<http://www.banrepcultural.org/biblioteca-virtual/credencial-historia/numero-73/policarpa-salavarrieta-heroina-por-excelencia-de-la-republica> (Consulté le 13/11/2018)

<sup>30</sup> DROUHAUD Pascal, *FARC, confessions d'un guérillero*, Paris, 2008, p. 35

<sup>31</sup> DIAZ SUASA Dora Isabel, « Situación de la mujer rural colombiana. Perspectiva de Género 9, Cuadernos Tierra y Justicia », Bogotá D.C., Décembre 2012, p. 5-6, (en ligne). Disponible sur :

<http://bdigital.unal.edu.co/40035/1/Situacion%20de%20la%20mujer%20rural.pdf> (Consulté le 02/11/2018)

<sup>32</sup> María Cano Fundación Universitaria, « María de los Ángeles Cano Márquez », (en ligne). Disponible sur :

<http://www.fumc.edu.co/institucional/maria-los-angeles-cano-marquez/> (Consulté le 02/11/2018)

<sup>33</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Actores armados y población civil. Las FARC: La guerrilla campesina, 1949-2010 ¿Ideas circulares en un mundo cambiante?, Primer Periodo: Marginalidad guerrillera con legitimidad social. 1949-1978*, Corporación Nuevo Arco Iris – CNAI, Bogotá D.C., Primera Edición, Novembre, 2010, p. 9-11, (en ligne). Disponible sur : <https://repository.oim.org.co/bitstream/handle/20.500.11788/909/COL-OIM%200359.pdf?sequence=1;COL-OIM> (Consulté le 08/03/2018)

PÉCAUT Daniel, *Violencia y política en Colombia, elementos de reflexión*, Medellín, 2003.

<sup>34</sup> FIP-Fundación Ideas para la Paz: est un centre de réflexion indépendant qui a été créé en 1999 par un groupe d'entrepreneurs colombiens. Sa Directrice exécutive est politologue, spécialisée dans les domaines de la criminalité, la violence, les politiques de sécurité nationale, entre autres. (en ligne). Disponible sur:

<http://www.ideaspaz.org/foundation/about> (Consulté le 16/08/2017)

Revista Semana : c'est un des plus grands magazines hebdomadaires colombien. [www.semana.com](http://www.semana.com) (Consulté le 16/08/2017)

USAID: Agence des États-Unis pour le Développement International (United States Agency for International Development).

Centro Nacional de Memoria Histórica: Institution Publique au niveau national dont l'objectif est de réunir et récupérer le matériel documentaire sur les violations de la Loi de Victimes et la restitution des terres.

<http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/somos-cnmh/que-es-el-centro-nacional-de-memoria-historica> (Consulté le 16/08/2017)

Dans un deuxième temps, une analyse sur la structure des FARC et de leur système de norme (statuts, conférences et normes) ainsi que le discours de cette guérilla par rapport à l'égalité entre les deux sexes sera développé. Par ailleurs, une reconstruction de l'évolution des conditions et des rôles des femmes des FARC sera effectuée.

A travers la croisée de textes et récits multiples, une reconstruction de l'identité et du rôle de certaines femmes militantes et d'un campement des FARC géré par une femme commandante sera effectuée. Également, à partir de vidéos, témoignages, interviews, reportages et publications on analysera d'une part, les conditions socio-économiques des femmes avant de devenir militantes et d'autre part, l'image des militantes véhiculée au cours du conflit.

Aussi, il sera nécessaire d'analyser les impacts entraînés par l'Accord Final signé en 2016 concernant les femmes, par les politiques publiques colombiennes mais aussi l'inclusion de ces femmes pendant la période du post – conflit en 2019.

Pour cette recherche, il apparaît fondamental de baser notre analyse sur des documents provenant des FARC tels que leurs *Conferencias Nacionales*<sup>35</sup>, leurs Statuts, règlements, plans stratégiques, ainsi que tous les documents qui se trouvent sur le site Internet des FARC et des femmes militantes. Plusieurs travaux de recherches sur les concepts principaux de conflit, violence et système patriarcal seront mobilisés comme la recherche faite par Irantzu Mendia Azkue, Diego Becerril Ruiz et Antonio M. Lozano Martín entre autres<sup>36</sup>.

De même, plusieurs récits deviennent clés pour cette recherche : ils nous permettent de voyager au cœur des FARC, d'accéder à la compréhension du fonctionnement de la structure de cette guérilla et nous donnent également des pistes sur le rôle des femmes.

Parmi ces récits, celui d'Estéban Ávila<sup>37</sup> donne des pistes sur la structure politique des FARC dans

<sup>35</sup> Conferencias Nacionales Guerrilleras: sont les espaces démocratiques des Farc pour évaluer et fixer leurs Plans d'action. « Qué es la Conferencia Nacional de Guerrilleros ? », (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html> (Consulté le 13/11/2017)

<sup>36</sup> MEDIA AZKUE Irantzu, *La división sexual del trabajo por la paz, Género y rehabilitación posbélica en El Salvador y Bosnia-Herzegovina*, Madrid, 2014.

BECERRIL RUIZ Diego et LOZANO MARTÍN Antonio M., *Sociología del conflicto en las sociedades contemporáneas, Colección Paz y Conflictos*, cordonné par Francisco Jiménez Bautista, Madrid, 2016.

LANES MARSALL Julien, MARCILHACY David, RALLE Michel, RODRÍGUEZ Miguel (eds.), *De los conflictos y de sus construcciones. Mundos ibéricos y Latinoamericanos*, Paris, 2013.

<sup>37</sup> Né en 1957, alias 'Estéban Ávila' est un ancien militant des Farc qui a été cadre du Blocage Sud, à Florencia, Colombie. Le livre ne montre pas son vrai nom pour des raisons de sécurité. DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 9, 12, 61 et 63

le cœur du Parti Communiste Colombien ; la recherche de Loïc Ramirez<sup>38</sup> donne quant à elle des pistes sur le rôle des femmes dans le cadre du parti politique des FARC au cours des années 1980.

Le récit d'Ingrid Betancourt, femme politique colombienne qui a été candidate à la présidence en 2002 et, qui en février 2002, a été captivée par les FARC pendant six ans et demi, sera également mobilisé. À ce moment-là, Betancourt a été cataloguée comme une politicienne interchangeable<sup>39</sup>; sa prise en otage est tellement devenue médiatique qu'elle a capté l'attention internationale. En 2010 elle a publié un livre qui raconte ses années chez les FARC et qui révèle aux lecteurs le rôle des femmes dans cette guérilla.

Ces documents seront donc juxtaposés et leur lecture systématiquement croisée, pour nous permettre de faire émerger la réalité des femmes militantes, de préciser les rapports sociaux de domination dans le système de la guérilla et de réfléchir sur la pertinence de l'Accord Final signé en 2016 par rapport aux femmes militantes.

Cette réflexion nous permettra ainsi de donner une réponse aux questions suivantes :

Le rôle et la condition des femmes militantes ont-ils évolués au cours du conflit armé des FARC ? L'action des femmes militantes aura-t-elle un impact réel dans le pouvoir et les politiques colombiennes en cours dans un contexte de post-conflit ? Les femmes militantes ont-elles eu une influence décisive par rapport aux engagements de l'Accord Final ? Est-ce que grâce à l'Accord Final colombien l'égalité économique et sociale des femmes militantes dans les FARC a été impulsé ? Le discours sur l'égalité des dirigeants des FARC dans le cadre de l'Accord Final a-t-il eu un impact dans les médias vis-à-vis des élections présidentielles de 2018 en Colombie ? Les engagements de l'Accord Final pourront-ils améliorer les conditions des femmes militantes ? Est-ce que le discours des dirigeants des FARC a changé au cours du conflit par rapport aux conditions des femmes militantes ?

---

<sup>38</sup> RAMIREZ Loïc, *La Rose Assassinée, Échec d'un processus de paix avec les Farc et anéantissement de l'Union patriotique, 1984-2012*, 2015.

<sup>39</sup> Interchangeable : Appellation donnée par les Farc aux otages politiques susceptibles de faire l'objet d'un échange avec des guérilleros détenus dans des prisons colombiennes.

BETANCOURT Ingrid, *Même le silence a une fin*, Paris, 2010, p. 112 et 104.

## CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL

Pour bien comprendre la structure du fonctionnement des FARC et le rôle des femmes militantes pendant le conflit armé, il est primordial d'aborder les concepts de « conflit », « violence », « genre » et « patriarcat » à travers différentes approches théoriques. Ces concepts sont clés pour analyser le contexte historique colombien tel que la reconfiguration du conflit interne, la transformation de la guérilla et la construction du processus de paix.

### 1.1 Concept de « conflit »

Pour décrire le contexte colombien de ces cinquante - deux dernières années, le gouvernement national, les FARC, mais aussi, plusieurs politiciens, journalistes et chercheurs ont employé et utilisent encore l'expression de « conflit armé ». En d'autres termes l'adoption de cette notion fait référence pour une partie des personnes qui se proposent d'apporter un regard sur cette situation contemporaine tout comme celles qui expérimentent ce contexte. Ainsi, le conflit devient un outil conceptuel qui constitue le fil conducteur de cette recherche et se révèle indispensable pour penser et comprendre ses causes et les différents aspects complexes qu'il déploie, notamment celui de l'évolution des femmes militantes pendant la guérilla et au moment de la mise en place du processus de paix.

Le « Dictionnaire de l'essentiel en sociologie » définit que le terme conflit signifie : « *Opposition entre individus ou groupes d'individus aux intérêts divergents*<sup>40</sup> ». L'ouvrage montre qu'il s'agit d'un phénomène présent dans toutes les structures d'une société, qu'il est inhérent aux différents groupes sociaux et qu'il peut être aussi source de maintien ou de changement d'une structure sociale<sup>41</sup>. Par la suite, le dictionnaire définit le conflit social comme l'affrontement entre divers acteurs sur un ou plusieurs enjeux économiques, politiques ou sociaux<sup>42</sup>. Pour compléter cette définition, l'ouvrage « *Sociología del conflicto en las sociedades contemporáneas* », met en évidence, d'un point de vue ethnographique et sociologique que le conflit appartient à la réalité sociale, qu'il est multidimensionnel, dynamique car en constante transformation<sup>43</sup>.

---

<sup>40</sup> COUET Jean-François, DAVIE Anne et LE FLANCHEC Alice, *Dictionnaire de l'essentiel en sociologie*, Collection Dictionnaire de l'essentiel, quatrième édition, septembre 2004, p. 27.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 28 et 172

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 28

<sup>43</sup> BECERRIL RUIZ Diego et LOZANO MARTÍN Antonio M., *Sociología del conflicto en las sociedades contemporáneas*, Colección Paz y Conflictos, coordonné par Francisco Jiménez Bautista, Madrid, 2016, p. 15-19

Grâce à cette perspective on remarque la présence de plusieurs déclencheurs et plusieurs types de conflits au cœur d'une société. Parmi les déclencheurs diverses questions émergent telles que, le taux de chômage d'un pays, la précarité des emplois dans une société, les expériences particulières de chaque personne, les relations interpersonnelles, le contexte politique des nations et les politiques publiques adoptées par un gouvernement, entre autres<sup>44</sup>.

L'adoption de nouvelles politiques de la part d'un gouvernement par exemple, entraîne plusieurs changements sociaux, lesquels entraînent aussi à leurs tours leurs propres conflits avec en même temps, de nouvelles situations et parfois donc des conflits collatéraux. A titre d'exemple et pour suivre les propos de l'ouvrage cité ci-dessus, on voit que la signature d'un Accord Final censé mettre fin à un conflit armé dans un pays entraîne des changements dans la structure sociale du pays, lesquels entraînent à leurs tours d'autres situations conflictuelles telles que l'insertion d'ex-militants dans le système économique, l'acceptation de ceux-ci par les citoyens, l'adoption de nouvelles normes dans le pays, entre autres.

L'ouvrage souligne aussi que le conflit peut être une situation connaturelle. Pour illustrer cet aspect, l'exemple de l'entreprise comme représentant d'une structure sociale est mis en avant. L'entreprise est intégrée par plusieurs groupes sociaux ayant divers objectifs. Ces groupes cohabitent jour après jour avec des intérêts différents qui peuvent se constituer en des conflits consubstantiels. Par exemple, le conflit du travail est classé selon le nombre des personnes affectées et de leurs intérêts. Face à ce conflit et à ses caractéristiques, l'entreprise prend des mesures pour le gérer ; en d'autres termes, il y a une institutionnalisation du système pour résoudre les conflits qui se présentent dans l'organisation<sup>45</sup>.

Concernant la méthode, l'ouvrage présente une ethnographie des adolescents marocains en Espagne. Ce travail nous montre que la condition d'immigrants entraîne des situations complexes telles que la pauvreté et/ou le manque d'opportunités dans le pays récepteur. Ces dernières situations échappent à ces adolescents marocains et, en même temps, sont à l'origine de plusieurs conflits sociaux liés à l'exclusion et la discrimination des immigrants<sup>46</sup>.

Enfin, l'ouvrage montre à travers une analyse sur les conflits de genre en Tanzanie et au Pérou, que le conflit peut aussi émerger à partir d'un sentiment personnel. Par exemple, on s'aperçoit dans ces

---

<sup>44</sup> *Ibid*, p. 15-19

<sup>45</sup> Chapitre « El desempleo y la precariedad laboral como conflicto social: análisis del contexto laboral español » par Rafael Martínez Martín. *Ibid*. p. 15-19.

<sup>46</sup> Chapitre « Buscarse la vida en Andalucía: migraciones autónomas de adolescentes marroquíes », par Ainhoa Rodríguez García de Cortázar, *Ibid*. p. 59-68.

deux pays qu'une femme cherchant à rejeter les situations d'inégalité soulève certains conflits et, qu'au sein d'une société patriarcale, le conflit interne lié au genre devient visible à partir du moment où les droits à l'égalité sont exigés<sup>47</sup>.

*« ... les conflits du genre sont présentés comme l'insatisfaction ou le manque d'acceptation des hommes et des femmes par rapport aux rôles traditionnels ou les schémas de comportement attribués par la même société d'une manière générale et homogène à eux-mêmes, qui se construisent sur les idéaux de masculinité et de féminité de la culture de cette société ... »<sup>48</sup>*

A la diversité des types de conflits et des éléments qui les déclenchent, s'ajoute la dimension de la temporalité. Les conflits en tant qu'objet de recherche émergent d'une part, comme le mentionne Mendia Azkue, à différentes échelles ; le conflit au niveau interpersonnel, familial, communautaire, du travail, et d'autre part, dans un contexte contemporain. Elle note que les études des conflits nationaux et internationaux<sup>49</sup> ont augmenté après la première guerre mondiale.

Il existe également des conflits sociaux face aux politiques publiques et leurs impacts sur la population : l'ampleur des problématiques politiques laisse entendre que le terme de conflit est lié à la culture politique<sup>50</sup>.

Aussi, Michel Ralle explique que les conflits entraînent parfois, un degré de violence représenté par différentes formes comme les répressions militaires dans certains conflits situés en zones rurales<sup>51</sup>.

D'autres exemples montrent que les conflits émergent à cause de la substitution de la question politique à la question humanitaire et que par conséquent des contrastes apparaissent pour des conflits traitant la même question. Dans le cas d'une industrie plusieurs conflits-peuvent apparaître

<sup>47</sup> Chapitre « Conflictos de género y liberalización del mercado en contextos de cambio social y desigualdad : Tanzania y Perú » par Roser Manzanera Ruiz et Lorena Romera Grande', *Ibid.*, p. 197

<sup>48</sup> « ... Los conflictos de género se presentan como la insatisfacción o falta de aceptación de hombres y mujeres frente a los roles tradicionales o pautas de comportamiento atribuidas por la propia sociedad de forma generalizada y homogénea a los mismos, de acuerdo a los ideales de masculinidad y feminidad de la cultura de dicha sociedad... » (Paterna y Martínez, 2003), Extrait de : Chapitre 'Conflictos de género y liberalización del mercado en contextos de cambio social y desigualdad: Tanzania y Perú' par Roser Manzanera Ruiz et Lorena Romera Grande'. *Ibid.*, p. 196-197.

<sup>49</sup> MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 28

<sup>50</sup> « ... Les affrontements politiques occupent évidemment beaucoup d'espace. En effet, les poids des conjonctures, souvent particulières, les logiques internes de pouvoir et les expressions symboliques, ouvrent différents chemins de recherche. El conflit paraît souvent lié aux cultures politiques ».

LANES MARSALL Julien, MARCILHACY David, RALLE Michel, RODRÍGUEZ Miguel (eds.), *Op. cit.*, p. 10 et 16.

<sup>51</sup> Cet exemple est exposé par RALLE Michel, *Ibid.* p. 17-18

suite à une grève des ouvriers tout comme une rupture de stock, une crise économique et humanitaire, par exemple,<sup>52</sup>.

Ainsi, si l'on prend en compte que le conflit avec les FARC est le plus long de l'Amérique latine et qu'il a dépassé l'échelle nationale<sup>53</sup>, il devient pertinent de poursuivre le travail fait par Mendia Azkue qui, en étudiant la guerre, la paix et la sécurité depuis divers courants présente certains enjeux des relations internationales comme éléments d'analyse pour pouvoir ainsi les illustrer.

D'abord, Mendia Azkue présente les courants classiques et rationalistes caractérisés par des postulats ontologiques (une branche philosophique qui étudie l'être, l'existence et la réalité) et des postulats épistémologiques (une branche philosophique qui s'interroge sur la démarche scientifique et la validité de ses énoncés)<sup>54</sup>.

Elle explique ensuite dans le cadre de ces courants que les relations internationales considèrent l'État comme un acteur souverain qui cherche à défendre ses intérêts. Donc, du point de vue de l'État, le conflit violent représente une menace à combattre avec la force militaire et de cette manière, on attend de la sécurité nationale qu'elle représente la paix<sup>55</sup>.

Ensuite, elle montre que le courant libéral (une branche philosophique qui propose de limiter le pouvoir de l'État sur les êtres humains et la société civile), évoque la nécessité de fixer des normes et des dispositifs d'organisations internationales communs à tous les États afin d'examiner et réguler les conflits pour garantir la paix. Depuis cette perspective, elle explique qu'actuellement, les Nations Unies représentent la principale entité régulatrice sur le plan international<sup>56</sup>.

Enfin, elle présente le courant structuraliste qui a été présent pendant la Guerre froide et, concernant les FARC, on peut penser que l'idéologie de cette guérilla s'insère dans ce courant :

---

<sup>52</sup> *Ibid.* p. 14 et 16

<sup>53</sup> On verra plus tard que les Farc auront été alliés avec d'autres pays du continent. Également, qu'elles ont été classifiées comme un groupe terroriste par les États-Unis. Voir p. 66 du présent document.

<sup>54</sup> MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 26

« Ontologique », (en ligne). Disponible sur : <https://www.significados.com/ontologico/> (Consulté le 04/02/2019) ; « Épistémologie », (en ligne). Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/philosophieterminale/epistemologie\\_ix026.html](https://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/philosophieterminale/epistemologie_ix026.html) (Consulté le 04/02/2019)

<sup>55</sup> MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 26

<sup>56</sup> *Ibid.* p. 26, 27

HUERTA DE SOTO Jesús, « Liberalismo », (en ligne). Disponible sur : <https://www.liberalismo.org/articulo/306/13/liberalismo/> (Consulté le 04/02/2019)

«... (le courant structuraliste) un courant théorique d'inspiration marxiste qui à partir de l'analyse critique des relations de pouvoir dans le système international, il relie la paix avec les notions de justice et d'équité.

*Une idée fondamentale de ce courant est que pour l'obtention de la paix il faut changer d'une manière radicale les règles du jeu politiques et économiques de ce système...<sup>57</sup>»*

Ainsi, Mendia Azkue nous fait réfléchir sur le rôle de chaque acteur au sein d'un conflit sur le plan international, mais aussi sur l'influence des intérêts de chacun au sein du conflit.

Après un panorama des différents courants d'analyse autour du concept de conflit, l'opinion de Mark W. Chernick sur le conflit entre le gouvernement colombien et les FARC semble davantage correspondre à notre analyse, car il définit le conflit armé de la Colombie comme :

*« Le conflit armé qui caractérise la Colombie depuis les trois dernières décennies ne peut pas être défini comme une guerre civile mais plutôt comme une lutte prolongée entre un État faible et une insurrection armée qui reste invaincue mais minoritaire.<sup>58</sup> »*

Mendia Azkue considère en ce qui concerne conflit armé, que la violence apparaît quand plusieurs acteurs utilisent la force au sein du conflit comme dispositif pour modifier la volonté et les intérêts des autres protagonistes<sup>59</sup>. Elle évoque une série de diverses définitions sur ce que signifie un conflit armé, toujours basées en fonction des acteurs du conflit et sur le nombre de victimes. Par exemple, pour l'Armed Conflict Report un conflit armé, est un conflit politique où participent une ou plusieurs forces armées d'un ou plusieurs États, faisant au moins milles morts<sup>60</sup>.

Aussi, l'Institut International de Recherche pour la Paix de Stockholm (SIPRI), reconnaît une situation de conflit armé à partir du moment où l'État (ou plusieurs États) utilise des armes et apparaît ainsi acteur du conflit et lorsque le nombre de victimes s'élève à 25 morts par an<sup>61</sup>.

<sup>57</sup> «... (la corriente estructuralista) una corriente teórica de inspiración marxista que, a partir del análisis crítico de las relaciones de poder dentro del sistema internacional, vincula la paz con las nociones de justicia y equidad. Una idea sustancial de esta corriente es que la consecución de la paz implica cambiar radicalmente las reglas de juego políticas y económicas de ese sistema ...», *Ibid.* p. 27

<sup>58</sup> « El conflicto armado, característico de las tres últimas décadas en Colombia, no puede ser definido como una guerra civil sino como una lucha prolongada entre un Estado débil y una insurgencia en armas, no derrotada pero aún minoritaria », Mark W. Chernick, 'Insurgency and Negotiations', *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Volume 30, Nombre 4, Winter 1988-1989. Extrait du : Chapitre 2, 'Estrategias de paz y apertura democrática : une balance de las administraciones Betancourt y Barco' par BEJARANO Ana María, LEAL BUITRAGO Francisco et ZAMOSCA León, *Al filo del caos, crisis política en la Colombia de los años 80*, Bogotá, 1990, p. 60.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 42

<sup>60</sup> L'Armed Conflict Report : ce document fait partie du projet Ploughshares né en Ontario (Canada) en 1976. Ce projet a effectué une enquête sur la question de la relation du militarisme avec le sous-développement. Depuis 1977 ce projet fait partie du Conseil canadien des Églises. Extrait du : MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 43.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 43.

Compte tenu de l'existence de plusieurs conflits liés au politique et au social, il faut en Colombie distinguer le type de conflit que l'on analyse. La lecture de Daniel Pécaut nous paraît alors pertinente pour évoquer le conflit et sa relation avec le conflit armé en Colombie.

Tout d'abord, dans l'ouvrage de Pécaut on voit que l'enseignant Alberto Valencia analyse que le politique ne signifie pas seulement ce qui concerne à l'État ; mais plutôt qu'il structure, telle une colonne vertébrale, les relations sociales, alors que l'État lui, est un espace symbolique. Donc, pour analyser un conflit on ne peut pas se limiter à la présence ou absence physique de l'État dans les différentes régions<sup>62</sup>.

Par ailleurs, Pécaut explique que dans les zones où les conflits se sont structurés au travers de syndicats ou d'associations de paysans, la rencontre avec des acteurs armés a eu comme résultat un type de violence stratégique<sup>63</sup>, c'est-à-dire, une situation entraînant la soumission de ces organisations sociales à la violence des acteurs armés tant légaux (l'armée) comme les illégaux (guérillas et paramilitaires).

Ici il devient important de reprendre les mots de l'ancien commandant des FARC, Estéban Ávila, lorsqu'il évoque les militants de la guérilla colombienne :

*« ... Le conflit révolutionnaire s'alimente des désillusions politiques, sociales voire psychologiques d'un peuple, en fonction de sa géographie sociale. Le réveil est d'autant plus violent que les animateurs de la Révolution sauront faire apparaître comme insupportables les inégalités sociales et la mauvaise répartition des richesses...<sup>64</sup>»*

En conclusion, la relation entre le gouvernement colombien et les FARC constitue un conflit avec plusieurs éléments déclencheurs tels que la répression du gouvernement face à la force politique communiste, la répression du gouvernement contre les guérillas, la rencontre et la relation des guérillas avec le narcotrafic et la précarité des zones rurales entre autres. Par ailleurs, ce conflit a la spécificité d'être considéré comme armé où chaque acteur fait preuve de violence. D'un point de vue des FARC, l'usage de la violence contre les populations est une stratégie de négociation alors que d'un point de vue du gouvernement, la violence de la répression militaire est un dispositif de contrôle.

<sup>62</sup> PÉCAUT Daniel, *Op. cit.*, Présentation par Alberto Valencia Gutiérrez., p. 10

<sup>63</sup> «... allí donde los conflictos se han logrado estructurar por medio de sindicatos o de asociaciones campesinas, la implantación de los actores armados ha producido una mezcla de violencia 'estratégica'...», *Ibid.*, p. 22

<sup>64</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.* p. 34-35

## 1.2 Concept de « violence »

Comme on vient de voir, un conflit peut apparaître pour une personne ou peut avoir un impact sur plusieurs personnes. De même, il n'entraîne pas toujours l'existence de la violence. Pour cette raison, il est important d'aborder le concept de « violence » car certains conflits sont plus que d'autres susceptibles d'y être confrontés.

Michel Ralle concernant cette question, montre que les conflits des mouvements sociaux qui touchent à des thématiques socio-politiques sont fortement susceptibles d'être violents. Par exemple, quand il y a des affrontements entre migrants et résidents, entre les mouvements des paysans et les forces militaires ou quand il y a un des affrontements pour prendre le pouvoir local<sup>65</sup>, entre autres.

Par ailleurs, Francisco Alonso-Fernández montre que certains auteurs estiment que les comportements violents sont liés aux personnes qui utilisent la force comme instrument, en portant atteinte à l'intégrité physique-psychologique d'une personne ou comme un signe d'intimidation. Également, il expose que la violence est l'expression maligne d'une agressivité offensive, injustifiée et illégitime et que la mort est un signe de violence et la violence un signe de mort<sup>66</sup>.

Concernant cette question, pour Mendia Azkue la violence n'est pas un mécanisme de réponse face aux conflits mais plutôt la conséquence d'un processus rationnel :

*« Je considère que la violence n'est pas un mécanisme de réponse face aux conflits sociaux caractérisés par l'irrationalité, mais la conséquence d'un processus d'analyse rationnel – individuel ou collectif, qui inclut la recherche d'un équilibre entre les bénéfices et les pertes (politiques, économiques, social, etc.) qui peuvent dériver de leur utilisation...<sup>67</sup> ».*

Alonso-Fernández expose qu'il y a des hypothèses qui expriment la possibilité d'une relation entre la frustration et l'agression, cependant, le rang de la tolérance et de la frustration est relatif à l'instinct de chaque personne, en fonction de leur enfance, leur éducation, de l'origine socio-culturelle, entre autres<sup>68</sup>.

<sup>65</sup> LANES MARSALL Julien, MARCILHACY David, RALLE Michel, RODRÍGUEZ Miguel (eds.), *Op.cit.*, p. 16-18 et 66.

<sup>66</sup> L'auteur explique que le manque de communication à travers des mots conduit à l'agressivité qui peut-être une attaque. ALONSO-FERNÁNDEZ Francisco, *Raíces psicológicas de la violencia*, Madrid, 1984, p. 7-9 et 22.

<sup>67</sup> «... considero que la violencia no es un mecanismo de respuesta ante los conflictos sociales caracterizado por la irracionalidad, sino la consecuencia de un proceso de análisis racional - individual o colectivo - que incluye la búsqueda de un equilibrio entre las ganancias y las pérdidas (políticas, económicas, sociales, etc.) que pueden derivarse de su uso...», MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 42.

<sup>68</sup> ALONSO-FERNÁNDEZ, *Op. cit.*, p. 26-27

Également, cet auteur signale qu'il y a deux types d'agressivité : premièrement, l'agressivité destructive, maligne, motivée par la haine et la jalousie, inhérente à l'être-humain et qui peut pousser une personne à tuer quelqu'un d'une manière irrationnelle. Deuxièmement, l'agressivité défensive qui est inhérente tant aux animaux qu'à l'homme et qui peut être motivée par les injustices et l'impuissance <sup>69</sup>.

De son côté, Mendia Azkue explique que depuis 1970, le norvégien Johan Galtung<sup>70</sup> a développé un modèle triangulaire de la violence, basé sur trois types de violence que l'on détaille par la suite<sup>71</sup>:

- *La violence directe* qui fait référence à la conduite ; c'est la plus visible car elle constitue la menace, le fait de blesser ou de tuer une ou plusieurs personnes.

- *La violence structurelle* qui fait partie des structures sociales, économiques et politiques discriminatoires et exclusives, elle fait ainsi émerger différents objectifs suite à la rencontre avec différents acteurs.

- *La violence culturelle* qui utilise des aspects culturels pour justifier les deux formes de violences antérieures comme la religion, le langage, l'art et la science. Elle fait émerger des enjeux de croyances, de stéréotypes, entre autres.

Mendia Azkue souligne qu'au milieu d'un conflit il y a souvent une rencontre de ces trois types de violences. De même, elle signale que pour transformer un conflit violent il faut modifier les aptitudes, les comportements et les conditions structurelles qui l'ont provoqué<sup>72</sup>.

Si Mendia Azkue remarque l'impossibilité de faire disparaître un conflit, elle souligne en revanche les enjeux de sa régulation qui sont la réduction maximale de ses impacts négatifs ou les transformations de ceux-ci en une opportunité positive afin de trouver une solution à ses causes<sup>73</sup>.

Pour illustrer les propos de Mendia Azkue on notera que l'Accord Final signé avec les FARC a cherché à impulser la démobilisation de la plupart des militants de cette guérilla afin de réduire les impacts négatifs du conflit armé en Colombie. Aussi, comme l'occupation et la propriété des terres ont été deux causes du conflit en Colombie, l'Accord Final a également fixé la mise en marche

---

<sup>69</sup> *Ibid*, p. 30.

<sup>70</sup> Johan Galtung est considéré comme l'auteur le plus important en ce qui concerne les études sur les processus de paix à partir de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. XX<sup>e</sup> siècle. MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 29

<sup>71</sup> *Ibid*, p. 29

<sup>72</sup> *Ibid*, p. 29

<sup>73</sup> *Ibid*, p. 32

d'une réforme agraire comme l'une des solutions possibles à la situation de violence et d'inégalité dans le pays.<sup>74</sup>

On peut voir que le conflit colombien présente une rencontre de plusieurs éléments déclencheurs politiques, économiques et sociaux. Pour cette raison, la fin du conflit armé représente aussi grâce à la signature de l'Accord Final, les bases de changements à venir, comme les causes de l'inégalité par exemple.

Ainsi, le conflit colombien est complexe, dynamique et malléable car il s'est adapté aux nouvelles situations telles que le narcotrafic et le terrorisme qui rendent difficile la définition du conflit armé dans le pays.

### **1.3 Concept de « Genre »**

L'approche des FARC à travers l'angle du « genre », permet de faire apparaître et d'analyser de multiples dimensions dans le contexte produit par cette guérilla notamment grâce à l'analyse de l'évolution du rôle des femmes militante FARC. Également, cela nous permet de comprendre l'importance que le « genre » a acquis dans le cadre de l'Accord Final signé en 2016.

Le concept de genre sera abordé depuis son sens à son utilité en fonction de plusieurs points de vue comme le montre Mendia Azkue en affirmant qu'à partir d'une dimension relationnelle, le concept de genre devient une source de conflits et un point important dans le cadre des études sur la violence<sup>75</sup>.

Mendia Azkue signale qu'au milieu des structures de domination et de pouvoir oppressives au cours de l'histoire, notamment les structures patriarcales, on voit une résistance des femmes face à l'exclusion et à la violence à travers différentes stratégies. Parmi ces stratégies on trouve la création de groupes, d'alliances entre femmes, entre autres.

D'autre part, Geneviève Fraisse explique que le mot « genre » est un ancien mot qui signale plusieurs aspects dans la vie comme, notre espèce sur la terre (genre humain), la classification entre féminin et masculin ou un genre grammatical<sup>76</sup>.

---

<sup>74</sup> Voir p. 30-33 du présent document.

<sup>75</sup> MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 34

<sup>76</sup> FRAISSE Geneviève, *Les excès du genre. Concept, image, nudité*, Paris, 2014, p. 9-10

Elle décrit d'abord que le terme « genre » a évolué pour devenir un concept, rentré dans le champ de la pensée et de la philosophie. Ce concept aujourd'hui permet d'analyser diverses situations comme le neutre et la dualité, l'être sexué et les deux sexes par exemple<sup>77</sup>. Ensuite, elle souligne que l'ambition du concept « genre » est ample et complexe car il peut être, à la fois une solution ou un problème lorsque celui-ci limite les analyses. Pour cette raison, d'un point de vue épistémologique et méthodologique, Fraisse exprime qu'il y a des excès dans l'utilisation de ce concept<sup>78</sup>.

Dans un contexte de luttes pour l'égalité entre les deux sexes et les droits de la population LGTB, et d'un point de vue épistémologique, Fraisse explique que l'abstraction du concept genre peut causer également un effet contraire à l'égalité. Par exemple, le mot genre peut cacher de véritables différences entre l'être homme et l'être femme et de cette manière, l'utilisation du concept peut entraîner une certaine inégalité<sup>79</sup>.

D'un point de vue méthodologique, Geneviève Fraisse expose que le concept genre est complexe car il entraîne le risque d'élargir ou de limiter l'image et le sens de ce que signifie être femme ou homme quand on parle du sexe d'une personne par exemple. On le souligne souvent à travers les termes de violence sexuelle et violence de genre où les idées de chaque personne jouent un rôle essentiel pour le comprendre<sup>80</sup>.

Ainsi, le « genre » comme concept, représente un outil d'analyse, une grille de lecture pour analyser et penser les rapports entre les sexes. Cependant, dans un contexte humain où cohabitent des enjeux naturels, culturels, biologiques et sociaux, ce concept représente un problème car le mot sexe est mis en opposition au mot genre<sup>81</sup>.

Autre problème, selon Fraisse de basculement du concept entre son ambition de ne s'attacher à aucune tradition et à une « sexuation du monde » atemporelle mobile où il est nécessaire de reconnaître et représenter l'histoire et le monde faits par les sexes. Fraisse pose ainsi la question suivante sur le sens de l'opposition : « *le sexe produit-il le genre, ou inversement, le genre produit-il le sexe ?* <sup>82</sup> ».

---

<sup>77</sup> *Ibid.* p. 9-10

<sup>78</sup> *Ibid.* p. 12-16

<sup>79</sup> *Ibid.* p. 12

<sup>80</sup> *Ibid.* p. 13-14

<sup>81</sup> *Ibid.* p. 15

<sup>82</sup> *Ibid.* p. 28

D'un autre point de vue, les auteurs Fanny Chevalier et Jean-Jacques Rassial exposent :

*« La différenciation entre sexe et genre émerge d'une fracture avec l'idée que le sexe biologique déterminerait l'identité sexuée et sexuelle. Dans cette nouvelle terminologie, le sexe ne renvoie plus alors qu'à la dimension anatomique et biologique, tandis que le genre renvoie à la construction psychologique et sociale du sexe...<sup>83</sup> »*

À travers Chevalier on voit d'abord que le terme de genre apparaît comme un outil complexe au niveau descriptif, analytique et critique et ensuite comment il est utilisé par la médecine, le mouvement féministe, les académiques et les chercheurs afin de trouver des explications aux situations déterminantes de la vie sociale, politique, historique et culturelle<sup>84</sup> :

*« ... Ce terme a en effet d'abord émergé dans le champ de la psychologie et de la psychiatrie avec la clinique des intersexuels et des transsexuels, pour désigner l'écart entre le sexe anatomique et ce qui a d'abord été nommé les 'rôles de genre' puis 'l'identité de genre' ...<sup>85</sup> »*

Comme on l'a vu plus haut, Fraisse et Chevalier coïncident et ne considèrent pas les mots genre et sexe comme étant des synonymes. De plus selon Chevalier, le concept du genre aiderait à la construction psychologique et sociale du sexe alors que le sexe signale la dimension anatomique et biologique d'une personne<sup>86</sup>.

Ces explications nous aideraient à comprendre l'importance de la question du genre en Colombie et au sein des FARC notamment, dont les structures sociales et politiques sont toujours patriarcales, comme on verra plus tard à travers cette recherche.

#### **1.4 Concept de « Patriarcat »**

Les sciences sociales utilisent ce terme pour faire référence à une répartition inégale du pouvoir entre les hommes et les femmes dans la société. Une société où les hommes ont la prééminence dans toutes les sphères du pouvoir telles que les espaces publics, politiques et religieux<sup>87</sup>.

<sup>83</sup> Issu d'un colloque qui s'est déroulé à Aix-Marseille Université le 6 et 7 juin 2014, sous la direction de CHEVALIER Fanny et RASSIAL Jean-Jacques, *Genre et Psychanalyse : la différence des sexes en question*, Toulouse, 2016, p. 7-8

<sup>84</sup> Chapitre 'Genre et psychanalyse : la différence des sexes en question', par Fanny Chevalier, CHEVALIER Fanny et RASSIAL Jean-Jacques, *Op. cit.*, p. 13-14.

<sup>85</sup> *Ibid.* p. 13

<sup>86</sup> *Ibid.* p.14

<sup>87</sup> Patriarcat, (en ligne): Disponible sur: <http://lexicoon.org/es/patriarcal> (Consulté le 20/11/2018)

Mendia Azkue explique que le concept du patriarcat représente un type d'organisation sociale dont l'homme est le chef au sein de la famille et le propriétaire du patrimoine. De même, elle dit que depuis les années 1960, ce terme est de plus en plus utilisé par le courant féministe comme une manière de souligner l'oppression des femmes<sup>88</sup>.

Elle démontre que les théories d'oppression du genre affirment que les différences et l'iniquité entre les différents genres sont un sous-produit du système patriarcal<sup>89</sup>.

En effet, Francisco Alonso-Fernández explique que ce système patriarcat a construit, à travers l'histoire, les systèmes des sociétés avec un caractère machiste. La femme a donc eu peu de marges de manœuvre pour ce qui est de son développement en revanche elle a été exploitée et soumise à des situations de vulnérabilité extrêmes<sup>90</sup>. Aussi, il explique la corrélation entre l'agressivité et le masculin d'un point de vue biologique, psychologique et socio-culturelle :

*« Les idéaux radicalisés du patriarcat machiste peuvent conduire à la création d'un régime social de paix totale et absolues, une paix de cimetière, imposée au travers la violence. En effet, certaines dictatures politiques et militaires dénuées d'une idéologie spécifique se sont inspirées, pour s'organiser et survivre, sur les idéaux du machisme radicalisé. Et cette phallocratie ou idée phallocratique (terme utilisé pour désigner une structure sociale patriarcale) est reflétée aussi avec l'augmentation des agressions sexuelles, figure délictuelle qui représente l'archétype de criminalité machiste <sup>91</sup>».*

Ainsi, selon lui, les idéaux machistes stimulent l'acceptation de l'autorité, la soumission, l'individualisme, la rivalité et la valeur agrandie du pouvoir dans la société. Une des figures les plus communes d'autorité machiste serait les agressions sexuelles qui sont de plus en plus dénoncées par les mouvements féministes<sup>92</sup>.

Parmi les théories féministes, Mendia Azkue développe sur la théorie du féminisme marxiste qui a mis en lien les relations de genre avec la structure du système capitaliste, démontrant ainsi la relation entre l'inégalité des genres et l'inégalité de classes<sup>93</sup>.

---

<sup>88</sup> MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 87

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 87

<sup>90</sup> ALONSO-FERNÁNDEZ Francisco, *Op. cit.*, p. 63-65

<sup>91</sup> « Los ideales radicalizados del patriarcado machista pueden conducir al establecimiento de un régimen social de paz total y absoluta, una paz de cementerio, impuesta mediante la violencia. De hecho, algunas dictaduras políticas y militares carentes de una ideología concreta se han inspirado, para organizarse y sobrevivir, en los ideales del machismo radicalizado. Y esta falocracia o ideología falocrática se refleja también en el incremento de violaciones, figura delictiva que representa el arquetipo de criminalidad machista », *Ibid.*, p. 64-65

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 64-66

<sup>93</sup> Il y a plusieurs théories autour du féminisme : le féminisme libéral, le féminisme marxiste, le féminisme radical, le féminisme social et le féminisme de la troisième vague. MENDIA AZKUE Irantzu, *Op. cit.*, p. 84-90

Concernant cette relation entre le capitalisme et les rapports de genre, la recherche de Mendi Azkue montre que les relations de genre sont insérées dans le même système de classes actuelles, et que par conséquent les expériences propres à chaque personne correspondent à leur position sociale et leur genre<sup>94</sup>.

*« Le féminisme marxiste contemporain remarque que, dans toutes les classes sociales, les femmes sont désavantagées par rapport aux hommes en ce qui concerne les biens matériels, le pouvoir, le statut et la possibilité d'auto réalisation, et que les causes de cette inégalité reposent sur l'organisation du propre capitalisme »<sup>95</sup>»*

Mendi Azkue montre, à travers des chercheuses comme Pamela Abbott et Claire Wallace, que plusieurs femmes révolutionnaires ont suivi la théorie du féminisme marxiste mais, au moment de défendre leurs droits d'égalité afin d'éliminer les classes, ces femmes révolutionnaires ont eu des difficultés<sup>96</sup>.

Dans ce contexte, et compte tenu du fait que les FARC sont fondée sur une idéologie marxiste-léniniste, la théorie du féminisme marxiste peut nous aider à comprendre la raison de la structure patriarcale de cette guérilla. Également, elle permet d'analyser l'acceptation de rapports d'inégalité entre les deux sexes au sein des FARC comme on le verra plus tard.

*« ...l'inégalité entre les genres peut être éliminée si seulement l'oppression des classes disparaît ... pour éliminer ce système de classes, l'action révolutionnaire d'une classe salariée unie comprenant des hommes et des femmes est nécessaire. Ainsi, n'importe quelle mobilisation directe qui oppose les femmes et les hommes est considérée comme contre révolutionnaire dans la mesure où elle divise la classe salariée.»<sup>97</sup>»*

---

<sup>94</sup> «... Desde la preocupación por explicar la posición de las mujeres en el capitalismo, plantea que las relaciones de género se enmarcan en la estructura más fundamental del sistema de clases contemporáneo y que, desde ese punto de vista, la naturaleza de las experiencias vitales de las personas constituye, en primer lugar, un reflejo de sus posiciones de clase y, en segundo lugar, de su género...», *Ibid.*, p. 85

<sup>95</sup> «El feminismo marxista contemporáneo subraya que, en todas las clases, las mujeres están en desventaja frente a los hombres en lo que se refiere a bienes materiales, poder, status y posibilidad de autorrealización, y que las causas de esta desigualdad residen en la organización del propio capitalismo », *Ibid.*, p. 86

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 86-87

<sup>97</sup> «... la desigualdad entre los géneros solo puede eliminarse si desaparece la opresión de clase... Para la desaparición del sistema de clases, es necesaria la acción revolucionaria de una clase asalariada unida que incluya tanto a los hombres como a las mujeres. Por ello, cualquier movilización directa de las mujeres contra los hombres es considerada contra revolucionaria en la medida en que divide a la clase trabajadora...», *Ibid.*, p. 86

## CHAPITRE II : CONTEXTE HISTORIQUE DE LA VIOLENCE EN COLOMBIE

Pour analyser l'évolution du rôle des femmes militantes des FARC au cours du conflit armé et du post-conflit, cette étude se base sur le contexte historique du travail de recherche fait dans le cadre de mon Master 1 « *Les impacts économiques et politiques de l'Accord de Paix signé entre le Gouvernement colombien et les FARC*<sup>98</sup> ».

Cette recherche reconstruit à travers une approche historique le contexte de violence en Colombie en l'inscrivant dans le cadre de fortes différences politiques, de l'attribution inégale des terres, d'une mauvaise gestion du pouvoir, de l'apparition de guérillas, d'autodéfenses et du paramilitarisme<sup>99</sup>.

### 2.1 La terre au milieu de la violence colombienne

La question de la terre se situe au cœur de la violence colombienne. Les lois nationales relatives à l'occupation et la propriété des terres ont toujours été liées aux éléments déclencheurs du conflit colombien. En 2016, afin de mettre fin au conflit armé<sup>100</sup>, une nouvelle réforme agraire a été présentée dans l'Accord Final signé entre le Gouvernement et les FARC.

En Colombie plus de 75% de la superficie du territoire équivaut à des terres situées en zone rurale ce qui explique que traditionnellement les Colombiens soient reconnus comme des paysans. Aussi, le potentiel agricole du pays fait qu'il est reconnu comme une puissance mondiale de production alimentaire<sup>101</sup>.

Cependant, la zone rurale constitue également le lieu où se croisent plusieurs enjeux sociaux. Par exemple, la pauvreté monétaire qui, en 2017 a touché 36% des paysans et la pauvreté extrême qui a

<sup>98</sup> VILLA JARAMILLO Natalia, Mémoire de M1 « Les impacts économiques et politiques de l'Accord de Paix signé entre le Gouvernement colombien et les Farc sur les Politiques Publiques », Sous la direction de Mme. Carmen SALAZAR-SOLER, Institute Pluridisciplinaire pour les Études des Amériques – IPEAT, 2016 /2017

<sup>99</sup> *Ibid*

<sup>100</sup> « Acuerdo final », Point No.1, *Op. cit.*, p. 10-34

<sup>101</sup> Instituto Geográfico Agustín Codazzi (IGAC), « Tan solo el 0,3 por ciento de todo el territorio colombiano corresponde a áreas urbanas: IGAC », mai 2015, (en ligne). Disponible sur : <https://noticias.igac.gov.co/es/contenido/tan-solo-el-03-por-ciento-de-todo-el-territorio-colombiano-corresponde-areas-urbanas-igac> (Consulté le 01/07/2017)

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, « La FAO acompañará a Colombia para alcanzar la paz y la seguridad alimentaria », 29 janvier 2016, Bogotá, (en ligne). Disponible sur : <http://www.fao.org/americas/noticias/ver/es/c/381807/> (Consulté le 01/07/2017)

touché 15,4% des paysans<sup>102</sup> en font un territoire particulièrement touché par des phénomènes de violence et d'inégalité.

En effet, la situation d'inégalité dans la zone rurale colombienne est issue d'un long processus historique car depuis 1821, une année avant que la Colombie soit déclarée indépendante, de grands propriétaires fonciers attirés par ces zones rurales ont acheté de grandes quantités de terre. Ce phénomène a provoqué un renforcement des inégalités par rapport aux petits paysans, la population afro-descendante ainsi que les peuples autochtones et indigènes.

La situation devint si critique dans le pays que la création de la loi 13 de 1821, fût une des premières réformes qui chercha à protéger les terres rurales des indigènes, avec notamment la mise en œuvre de « Titres de Propriété » et l'adoption du concept de terrains « baldíos »<sup>103</sup>.

Plus tard et jusqu'en 2010, le pays aura vécu onze périodes de réformes agraires<sup>104</sup> où les gouvernements successifs auront mis en place plusieurs lois ayant pour objectif de transformer la réalité rurale. Ces réformes n'auraient pas eu de résultats optimaux puisque deux siècles après ces premières mesures, en 2018, un des points les plus importants de l'Accord de Final signé en 2016, n'est autre qu'une nouvelle réforme agraire.

<sup>102</sup> En Colombie l'indice du niveau de pauvreté monétaire est basé sur le coût par habitant d'un panier de consommation d'articles de base (alimentaires et non alimentaires). En 2017 le coût minimum et nécessaire par habitant était de 81 dollars (\$250.620). En 2017 le Gouvernement a considéré comme pauvre un total de quatre membres d'une même famille avec des revenus inférieurs à 324 dollars (\$1.002.480). Également, a considéré comme pauvres extrêmes quatre membres d'une même famille avec des revenus inférieurs à 150 dollars (\$465.320). Departamento Nacional de Estadística (Dane), Boletín técnico « Pobreza monetaria y multidimensional en Colombia, año 2017 », 22 mars 2018, (en ligne). Disponible sur :

[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones\\_vida/pobreza/bol\\_pobreza\\_17.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/bol_pobreza_17.pdf) (Consulté le 20/03/2019)

Departamento Nacional de Estadística (Dane), Comunicado de prensa « Estadísticas de pobreza monetaria 2017. En 2017 la pobreza monetaria fue 26,9% y la pobreza extrema fue 7,4%, en el total nacional », 22 mars 2018, (en ligne). Disponible sur :

[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones\\_vida/pobreza/cp\\_pobreza\\_monetaria\\_17.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/cp_pobreza_monetaria_17.pdf) (Consulté le 20/03/2019)

Taux de change : on a utilisé la valeur du Dollar et la monnaie colombienne (Pesos) avec le TMR \$3.095 à 20 mars 2019, (en ligne). Disponible sur : <https://dolar.wilkinsonpc.com.co> (Consulté le 20/03/2019)

<sup>103</sup> 'Títulos de Propiedad' (Titres de Propriété) : les « Cédulas Reales de El Pardo » régissaient l'appropriation illicite de terrains (changements des limites illégaux) et en 1821 ces « Cédulas » ont été appelées « Títulos de Propiedad ».

FRANCO, A., DE LOS RÍOS, I. (2011), « Reforma agraria en Colombia : evolución histórica del concepto, Hacia un enfoque integral actual », Cuad. Desarro. Rural. 8 (67): 93-119 », recherche faité dans le cadre du projet Sustainable development in agricultura, 30 décembre 2011, p.101, (en ligne). Disponible sur : <http://www.scielo.org.co/pdf/cudr/v8n67/v8n67a05.pdf> (Consulté le 25/04/2017)

'Baldío' : ce sont des terres qui ne sont pas cultivées ni labourées. Ces terres sont « ... du domaine éminent de l'État et susceptible d'appropriation privée au travers de l'occupation pour le travail ou pour l'achat des bons de l'État ». « Baldío », (en ligne). Disponible sur : <http://dle.rae.es/srv/search?m=30&w=bald%C3%ADo> (Consulté le 25/04/2017)

<sup>104</sup> FRANCO, A., DE LOS RÍOS, I. *Op. cit.*, p. 97.

« ... La période du Frente Nacional a été caractérisée comme fortement anticommuniste ... Les gouvernements du Front National se sont occupé de combattre la violence et de neutraliser l'apogée des mouvements insurgés de gauche, mais avec peu de résultats, puisque c'est dans cette période qu'apparaissent les mouvements de guérillas les plus importants comme celle des FARC, ELN et M-19. C'est aussi durant cette période que l'on a tenté plusieurs fois de mener une réforme agraire afin de mettre en place une répartition de petites parcelles aux paysans, mais le processus a été lent et peu efficace <sup>105</sup>»

À côté de ces problèmes, la zone rurale colombienne est également comme le lieu du déroulement de la violence au cours de l'histoire. En 2015 par exemple, la violence des groupes armés a causé 6.1% de la migration interne<sup>106</sup>. L'agriculture traditionnelle a été remplacée petit à petit par des cultures illégales de coca (Voir annexe No. 1 : Localisation de la distribution par région selon la permanence des cultures illégales de coca 2007-2016).

Tout cela, ajouté à la violence suscitée par les différences idéologiques entre le Parti Libéral et le Parti Conservateur<sup>107</sup> pour contrôler le pays au niveau politique et administratif, a plongé la Colombie dans un long conflit interne en laissant de côté l'investissement social et le développement du pays jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>108</sup>. Par la suite, deux exemples illustrent comment cette situation a occasionné le mécontentement général de la population la plus vulnérable en Colombie :

Le premier, correspond à la perte du territoire du Panama. Une fraude électorale lors des élections présidentielles de 1897 a déclenché la *Guerra de los Mil Dias*. Elle s'est déroulée entre 1899 et 1902 entre libéraux et conservateurs colombiens. Elle a déstabilisé le pays au niveau politique et social, en laissant de nombreux morts et en facilitant le processus d'indépendance du Panama, notamment, vis-à-vis de la construction du Canal de Panama<sup>109</sup>.

<sup>105</sup> « El periodo del Frente Nacional se caracterizó por ser fuertemente anticomunista ... Los gobiernos del Frente Nacional se preocuparon por combatir la violencia y por neutralizar el auge de los movimientos insurgentes de izquierda, aunque sin mayores resultados, pues fue durante este periodo que aparecieron los movimientos guerrilleros más importantes, como es el caso de las FARC, el ELN y el M-19. También durante este periodo se intentó varias veces llevar a cabo una reforma agraria con el fin de repartir pequeñas parcelas a campesinos, pero el proceso fue lento y poco eficiente ». Subgerencia Cultural del Banco de la República,

« El Frente Nacional », 2015, Red Cultural del Banco de la Republica, (en ligne). Disponible sur : [http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/ayudadetareas/politica/el\\_frente\\_nacional](http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/ayudadetareas/politica/el_frente_nacional) (Consulté le 08/01/2017)

<sup>106</sup> Ministerio de Salud y Protección Social, « Encuesta Nacional de Demografía y Salud – ENDS Colombia 2015 », (en ligne). Disponible sur :

[https://www.minsalud.gov.co/Documents/General/20161212\\_B\\_ENDS%202015\\_Migracion.pdf](https://www.minsalud.gov.co/Documents/General/20161212_B_ENDS%202015_Migracion.pdf) (Consulté le 26/04/2017)

<sup>107</sup> Voir les Notes 1 et 2, p. 2 du présent document

<sup>108</sup> GANDILHON Michel, *La Guerre des paysans en Colombie, De l'autodéfense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, 2011, p. 28.

<sup>109</sup> Facultad de Ingeniería, Universidad de Antioquia, Centro de Capacitación Internet, « La pérdida de Panamá », Ítem : La Guerra de los Mil Días, 1. Introducción : Los comienzos del siglo XX", « Historia Socioeconómica de Colombia », (en ligne). Disponible sur :

Le deuxième, correspond au *Masacre de las Bananeras* en 1928. Ce massacre s'est déroulé dans le cadre d'un conflit idéologique entre libéraux et conservateurs qui a déclenché des situations de violence et d'oppression envers les paysans et la classe ouvrière. Une centaine d'ouvriers colombiens qui travaillaient pour l'entreprise américaine United Fruit Company ont été assassinés pour avoir fait une grève qui revendiquait le respect de leurs droits mais aussi parce qu'ils furent accusés de sympathiser avec le Parti Communiste<sup>110</sup>.

En effet, le Parti Communiste a marqué un tournant dans le conflit interne colombien car il constituait une troisième force politique dans le pays. Pour comprendre le conflit armé des FARC il faut reconstruire l'histoire du communisme en Colombie car il constitue la base idéologique de cette guérilla.

## 2.2 L'impact de la pensée communiste en Colombie et les FARC

Réfléchir sur la pensée communiste est nécessaire car elle représente une des bases de la révolution en Amérique latine, mais surtout elle correspond l'idéologie des FARC. Pour cette réflexion l'analyse de Jules Monnerot<sup>111</sup> qui montre l'évolution de cette pensée et la raison de la position dominante des FARC dans le concept de la révolution sera reprise :

*« Le marxisme russe du XIXe siècle était d'abord une importation, un 'emprunt' à l'Europe ; le communisme européen du XXe, de la mort de Lénine à la 'guerre froide', se présente de plus en plus comme l'immixtion agressive et continue de l'oligarchie dominante russe dans les affaires intérieures de l'Europe, et d'ailleurs du reste du monde ... la stratégie communiste est-elle la stratégie révolutionnaire du marxisme, ou bien la révolution marxiste est-elle une 'spécialité stratégique du 'super-État' russe ? <sup>112</sup> ».*

L'idée de faire la révolution en Amérique latine, notamment en Colombie, a été inspirée de cette pensée marxiste-léniniste dont les idées communistes ont touché une partie de la population colombienne.

Pour le comprendre il faut revenir en 1926 lorsque la pensée socialiste est devenue importante pour la classe ouvrière colombienne, ce qui a donné naissance au Partido Socialista Revolucionario (PSR). Le PSR a lutté contre les injustices des classes dominantes en Colombie mais aussi en 1928

---

<http://docencia.udea.edu.co/regionalizacion/irs-505/contenido/clase1-3.html> (Consulté le 01/06/2017)

<sup>110</sup> Biblioteca virtual Biblioteca Luis Ángel Arango, « La masacre de las bananeras », Revista Credencial Historia, Bogotá D.C., Edición 190, octobre 2005, (en ligne). Disponible sur :

<http://www.revistacredencial.com/credencial/historia/temas/la-masacre-de-las-bananeras> (Consulté le 01/07/2017)

<sup>111</sup> MONNEROT Jules, *Sociologie du communisme*, Paris, 1949

<sup>112</sup> *Ibid*, p. 9

dans le cadre du *Masacre de las Bananeras*. Grâce à ses idées socialistes, c'est devenu l'un des membres du Comintern qui a été fondée par le Parti Communiste russe dans le cadre de la Révolution Russe<sup>113</sup>.

La Troisième Internationale est née dans le cadre de ce contexte global. Elle a été chargée de diriger la révolution hors de Russie, où l'on imagine l'implication de l'Amérique latine et notamment de la Colombie<sup>114</sup>. Ce point est intéressant parce qu'on voit comment la classe ouvrière colombienne a été liée au communisme russe. De même, cette situation peut-être une explication de l'idéologie des FARC et son intérêt par rapport aux processus révolutionnaires en Amérique latine, notamment à Cuba et Nicaragua.

Jules Monnerot explique également qu'au cours du XX<sup>e</sup> siècle l'exploitation et l'exclusion du pouvoir de la population en général a provoqué certains actes de rébellion contre cette situation d'inégalité. En effet, la pensée communiste est devenue le catalyseur de ce mécontentement en cherchant l'émancipation des classes, de toutes les personnes exclues du pouvoir<sup>115</sup>. Ceci peut expliquer le cas Colombien où l'on trouve que le principal objectif de la révolution des FARC, fût de prendre le pouvoir colombien.

---

<sup>113</sup> JEIFETS Lázar et JEIFETS Victor, « El Partido comunista colombiano, desde su fundación y Orientación hacia la transformación bolchevique, varios episodios de la historia de relaciones entre Moscú y el comunismo colombiano », Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura, Número 28, 2001, Universidad Nacional de Colombia (Bogotá), Facultad de Ciencias Humanas, Departamento de Historia, p. 8, (en ligne). Disponible sur : <http://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/16899> (Consulté le 01/07/2017)

GANDILHON Michel, *Op.cit.*, p. 28.

Comintern : en 1919 les dirigeants du Parti Communiste russe ont fondé le « Communiste International » (connu comme Comintern). Pour être admis dans le Comintern il était nécessaire d'avoir des idées communistes et créer une organisation subversive. Portail Web Spartacus Educational, (en ligne). Disponible sur : <http://spartacus-educational.com/RUScomintern.htm> (Consulté le 01/07/2017)

La révolution russe: « c'est l'ensemble des événements ayant conduit en février 1917 au renversement spontané du régime tsariste de Russie, puis en octobre de la même année à la prise de pouvoir par les bolcheviks et à l'installation d'un régime léniniste (« communiste »). Cet épisode débouche sur une guerre civile d'une grande violence ... La révolution en Russie donne également naissance au communisme, au sens contemporain du terme ». Wikipedia, « La révolution russe », (en ligne). Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Révolution\\_russe](https://fr.wikipedia.org/wiki/Révolution_russe) (Consulté le 01/07/2017)

L'inclusion du PSR dans la Comintern a eu lieu dans le cadre du VI Congrès Mondial de La Troisième Internationale dont, ceci peut signifier que le Parti Communiste Mondial a considéré toutes les personnes socialistes qui exerçaient la révolution dans le monde comme sympathisants du communisme.

FAJADOR Juan, *Op.cit.* et JEIFETS Lázar et JEIFETS Victor, *Op.cit.*, p.8.

<sup>114</sup> La III Internationale : Son objectif était de mettre en pratique le marxisme, le socialisme et le mouvement ouvrier. « La Tercera Internacional y su lugar en historia », Marxiste Internet Archive, 2000. Première publication : mai 1919, Biblioteca de Textos Marxistas, Archive V. I. Lenin (Escritos de Vladimir Ilich Lenin), Directeur de l'archive : Juan Fajardo, (en ligne). Disponible sur : <https://www.marxists.org/espanol/lenin/obras/1910s/iv-19.htm> (Consulté le 01/07/2017)

MONNEROT Jules, *Op. cit.*, p. 12-13

<sup>115</sup> *Ibid*, p. 10 -11

Finalement, en 1930 le Parti Socialiste Révolutionnaire sera renommé comme Parti Communiste Colombien (PCC)<sup>116</sup>. Rapidement, le PCC deviendra une troisième force idéologique en Colombie, avec un grand impact sur la classe rurale et ouvrière notamment grâce à l'idée de mettre en place des réclamations organisées plus efficacement à travers la création de syndicats agricoles, industriels, entre autres, en marquant un tournant dans le conflit interne colombien<sup>117</sup>.

La même année, le parti Libéral montra également que les demandes de la classe ouvrière étaient justifiées. Ce qui généra certaines hypothèses d'une possible alliance entre le parti Libéral et la pensée communiste colombienne. Cependant, elles ont été niées par certains hommes libéraux à plusieurs reprises<sup>118</sup>.

Cette époque a coïncidé avec la publication de la loi 200 de 1936 (Ley de Tierras) qui a cherché à régulariser la propriété des terres, à reconnaître le droit à la terre par leur exploitation économique, à redistribuer les terrains *baldios*, entre autres sujets<sup>119</sup>. Cela peut signifier que, peut-être, il a eu certaine influence du PCC sur la classe rurale pour que celle-ci formule de façon efficace plusieurs réclamations.

Après cinq présidents qui suivaient tous une idéologie libérale, le conservateur Mariano Ospina Pérez est devenu président colombien entre 1946 et 1950. Le conflit politique s'est intensifié durant cette période puisque dans un contexte mondial d'après-guerre, ce gouvernement fût marqué par la répression contre les sympathisants du Parti Libéral et du Parti Communiste<sup>120</sup>.

Dans ce contexte, le pays est entré dans une période connue comme « La Violence (1946 – 1964) », où les massacres ont laissé plus de deux cent mille morts. Toutefois, c'est le 9 avril 1948 que le

---

<sup>116</sup> *Ibid.* p. 8 et « Partido Socialista Revolucionario », (en ligne). Disponible sur : [https://es.m.wikipedia.org/wiki/partido\\_Socialista\\_Revolucionario\\_\(Colombia\)](https://es.m.wikipedia.org/wiki/partido_Socialista_Revolucionario_(Colombia)) (Consulté le 01/07/2017)

<sup>117</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 21- 23.

<sup>118</sup> Notes de PÉCAUT Daniel dans le document « Contribución al entendimiento del conflicto armado en Colombia », rendu par la Comisión Histórica del Conflicto y sus Víctimas (CHCV) pour la Mesa de Diálogos de La Habana, février 2015, p.11.

REHM Lukas, « La construcción de las subculturas políticas en Colombia : los partidos tradicionales como antípodas políticas durante La Violencia, 1946-1964 », *Revista Historia y Sociedad*, No. 27, Medellín, juillet - décembre 2014, p. 27, (en ligne). Disponible sur : <http://www.scielo.org.co/pdf/hiso/n27/n27a02.pdf> (Consulté le 28/06/2017)

Voir Introduction, p. 2, notes 1 et 2 sur le Parti Libéral et le Parti Conservateur.

<sup>119</sup> FRANCO, A., DE LOS RIOS, I., *Op.cit.*, p. 102.

<sup>120</sup> TREJOS ROSERO Luis Fernando, Chapitre 2 : Política exterior del Estado colombiano, Muchas continuidades con pocas rupturas, Desde inicios del siglo XX corto, La violencia (1948-1953). Anticomunismo y Guerra Fría en los antecedentes históricos de las Farc-EP, *Op.cit.*, p. 26.

conflit s'est exacerbé à la suite de l'assassinat du libéral Jorge Éliecer Gaitán, candidat à l'élection présidentielle de 1950 et fortement apprécié de la classe rurale et ouvrière à ce moment-là<sup>121</sup>.

Le 9 avril 1948 connu comme « El Bogotazo » marquera le début d'une vague de violence qui fera environ trois mille morts et disparus<sup>122</sup>. El Bogotazo s'est déroulé dans le cadre de la IX<sup>e</sup> Conférence Panaméricaine où a été instituée l'O.E.A. et où les États Unis y avaient des objectifs spécifiques concernant la sécurité collective<sup>123</sup>.

Ce jour-là est également connu parce qu'il coïncide avec la visite de l'étudiant Fidel Castro à Bogotá venu chercher l'appui de Jorge Éliecer Gaitán afin de réaliser le Congrès des Étudiants Latino-américains. Fidel Castro sera reconnu plus tard comme le leader de la Révolution Cubaine<sup>124</sup>.

Depuis 1948 différentes hypothèses existent sur l'assassinat de Jorge Éliecer Gaitán. Certaines accusent le communisme d'être l'auteur intellectuel de l'assassinat au point que les relations diplomatiques entre la Colombie et l'Union Soviétique seront rompues. D'autres, pointent le conservatisme ou accusent le libéralisme. Cependant, aucune de ces hypothèses n'a été confirmée à ce jour<sup>125</sup>.

C'est dans ce contexte de la période appelée La Violence que sont nés les premiers groupes de guérillas ainsi que les groupes illégaux d'autodéfense en Colombie. Certains membres ont commencé à utiliser des pseudonymes tels que « Commandant » et « Major » pour s'identifier.

---

<sup>121</sup> GÓMEZ MARTÍNEZ Eugenio, « La Guerrilla Liberal, Ítem : El por qué de la lucha », Revista Credencial Historia, Biblioteca Virtual Luis Ángel Arango, Banco de la República, Actividad Cultural, (en ligne). Disponible sur : [www.banrepcultural.org](http://www.banrepcultural.org) (Consulté le 15/05/2017)

Ministerio de Educación Nacional, Republica de Colombia, Portail Web : Colombia Aprende, la red del conocimiento, « 9 de abril, El Bogotazo », (en ligne). Disponible sur : <http://www.colombiaprende.edu.co/html/home/1592/article-122701.html> (Consulté le 20/05/2017)

<sup>122</sup> *Ibid.*

<sup>123</sup> La IX Conférence Panaméricaine : réalisée à Bogotá pendant laquelle le 'Traité Américain de Règlement Pacifique' et la 'Déclaration Américaine des Droits et Devoirs de l'Homme' sont fixés. « La IX Conférence Panaméricaine », (en ligne). Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Conferencias\\_Panamericanas](https://es.wikipedia.org/wiki/Conferencias_Panamericanas) (Consulté le 28/05/2017)

L'Organisation des États américains (O.E.A.) : « ...regroupe l'ensemble des États souverains de l'Amérique ... Sa charte constitutive lui donne pour objectifs d'œuvrer au renforcement de la paix et de la sécurité sur le continent, d'assurer le règlement pacifique des différends entre États, de défendre la pleine souveraineté de chacun d'eux, de favoriser enfin la coopération économique, sociale et culturelle sur le continent ... ». « L'Organisation des États américains (O.E.A.) », (en ligne). Disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/organisation-des-etats-americains/> (Consulté le 28/05/2017)

« Carta de la OEA », chapitre VI : Seguridad Colectiva et chapitre VII : Desarrollo Integral, (en ligne). Disponible sur : <http://www.oas.org> (Consulté le 28/05/2017)

<sup>124</sup> Journal El Espectador, « 9 de abril, El Bogotazo según Fidel Castro », Bogotá, 8 avril 2014. Extrait du livre *Fidel Castro Ruz, Guerrillero del tiempo*, une conversation autobiographique publiée en 2012 par Katuska Blanco Castiñeira, (en ligne). Disponible sur : <http://www.elespectador.com/noticias/bogota/el-bogotazo-segun-fidel-castro-articulo-485781> (Consulté le 28/05/2017)

<sup>125</sup> TREJOS ROSERO Luis Fernando, *Op.cit.*, p. 26.

En même temps, dans le département de Tolima, zone colombienne la plus touchée par l'activité communiste, apparaissent des embuscades contre les agents de la force publique, la prise illégale de plusieurs villages et le vol d'armement public<sup>126</sup> (Voir Annexe No. 2 : Localisation du départements colombiens où le Parti Communiste a eu d'activité entre 1930 et 1940).

Cela a eu pour conséquences, une augmentation de l'immigration des populations rurales vers les villes. En effet, en 1938 70% de la population vivait en milieu rural, et selon la banque mondiale, ce pourcentage est retombé en 1960 à 55%<sup>127</sup>. L'ampleur de cet exode a modifié le paysage du pays entre 1946 et 1960 :

*« Ce conflit s'est étendu entre les années 1946 et 1960 et à cause de son ampleur, il a impacté en grande partie le changement des relations entre la population rurale et la population urbaine. La Colombie est devenue un pays de municipalités et de villes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1938 seulement 30,9 % de la population colombienne vivait dans les zones urbaines, ce chiffre qui s'élevait à 39,6% en 1951, passe à 52,1% en 1964, à 63,1% en 1973, puis à 67,2% en 1985 et à 72,3% en 1994...<sup>128</sup> »*

Dans ce contexte et après un coup d'État, le général Rojas Pinilla est arrivé au pouvoir en 1953 en mettant en œuvre l'unique dictature de l'histoire colombienne. Cette dictature proposa une amnistie pour encourager la démobilisation des groupes armés illégaux (guérillas et autodéfenses paysannes) mais aussi, en même temps, considéra le communisme<sup>129</sup> comme illégal<sup>130</sup>.

<sup>126</sup> Département de Tolima : « ... est l'un des 32 départements de Colombie, situé dans la zone andine, dans le centre ouest du pays. Il est entouré au nord est par le département de Caldas, à l'ouest par le département de Cundinamarca, au sud par le département de Huila et à l'ouest par les départements de Cauca, Valle del Cauca, Quindío et Risaralda... ». « Département de Tolima », (en ligne). Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tolima> (Consulté le 28/05/2017)

AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 32.

<sup>127</sup> RUEDA PLATA José Quinto, « El campo y la ciudad : Colombia, de país rural a país urbano », Protagonistas, obras y sucesos del siglo XX, Revista Credencial Historia, No. 119. Bogotá, Colombia, 1999, (en ligne). Disponible sur : [www.banrepcultural.org](http://www.banrepcultural.org) (Consulté le 21/05/2017)

Banque Mondial, « Population rurale (pourcentage total) », (en ligne). Disponible sur : [www.datos.bancomundial.org](http://www.datos.bancomundial.org) (Consulté le 21/05/2017)

<sup>128</sup> « Este conflicto se extendió entre los años 1946 a 1960 y que por su magnitud determinó en gran medida el cambio en la relación población rural-población urbana. Colombia pasó a convertirse en un país de municipios y ciudades, las cifras hablan por si solas: En 1938 solamente el 30.9 por ciento de la población colombiana residía en las áreas urbanas, cifra que ascendió al 39.6 por ciento en 1951, al 52.1 por ciento en 1964 luego al 63.1 por ciento en 1973, posteriormente al 67.2 por ciento en 1985 y al 72.3 por ciento en 1994... ». NIÑO PAVAJEAU José Francisco, « Las migraciones forzadas de población, por la violencia, en Colombia : una historia de éxodos, miedo, terror, y pobreza », doctorant en Geografía Humana, Universidad de Barcelona, Iberoamérica ante los retos del siglo XXI, Actes du I Coloquio Internacional de Geocrítica, Scripta Nova Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona, No. 45 (33), 01 août 1999, (en ligne). Disponible sur : <http://www.ub.edu/geocrit/sn-45-33.htm> (Consulté le 15/06/2017)

<sup>129</sup> Revista Semana, « Historia de las otras treguas », 17 janvier 2000, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/especiales/articulo/historia-otras-treguas/40722-3> (Consulté le 14/06/2017)

Cependant, certains groupes de guérillas n'ont pas accepté la proposition du Général Pinilla. La dictature exerçant des opérations militaires sur eux,<sup>131</sup> ces groupes décidèrent d'émigrer vers la zone la plus touchée par le communisme : le département de Tolima<sup>132</sup>.

Avec cette migration, les surnoms de « Manuel Marulanda Vélez » et de « Charro Negro », deux personnages qui ont suivi les instructions du Parti Communiste pour diriger l'expansion du groupe vers les zones rurales du sud et le centre du pays, commencèrent à circuler. Ces déplacements ont été appelés « Columnas de Marcha »<sup>133</sup>. (Voir Annexe No. 3 : Localisation de l'expansion des guérillas pendant les années 1950. Certaines zones rurales du sud et le centre colombien).

En 1958 la dictature du Général Pinilla arriva à terme lorsque le Parti Libéral et le Parti Conservateur créèrent une coalition, appelée Frente Nacional, destinée à lutter démocratiquement. Elle a alterné dans chaque mandat présidentiel entre les deux partis au cours des quatre mandats présidentiels suivants à l'exclusion du Parti Communiste (PCC) et d'autres forces politiques<sup>134</sup>.

Depuis la fin de cette dictature, le libéral Alberto Lleras Camargo fût le premier président de la coalition. Il rencontra les guérillas pour leur donner une nouvelle opportunité :

*« ... pour l'année 1959 on est arrivé à un accord. Sans mettre de côté les armes, certes, mais en laissant la rébellion de côté, les guérillas ont constitué des groupes d'autodéfense paysans chargés de prendre soin des terrains afin de protéger les personnes de nouveaux groupes armés<sup>135</sup> »*

<sup>130</sup> No logró encontrar en ninguna parte alg textual que diga que el Partido Comunista era legal o ilegal. Lo único que encuentro es que el general Rojas Pinilla declaró ilegal el comunismo en Colombia y desde esa época no hay un Partido Comunista legalmente en el país ; el Partido Comunista habría quedado como ilegal.

<sup>131</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 35-36.

<sup>132</sup> Verdadabierta.com, « El origen 1953-1964 », 18 novembre 2012, (en ligne). Disponible sur : <https://verdadabierta.com/el-origen-1953-1964/> (Consulté le 09/01/2017)

<sup>133</sup> Pedro Antonio Marín : était un guérillero qui avait pour pseudonyme Manuel Marulanda Vélez. C'était également le vrai nom d'un syndicaliste assassiné. On le reconnaît aussi avec alias 'Tirofijo'. Il était le chef des Farc depuis sa création en 1964. DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 9.

Jacobo Prias Alape, alias 'Charro Negro' : a été un des premiers guérilleros en Colombie. C'était le beau-frère de Marulanda. Charro Negro a appris la pensée communiste à Marulanda et nomma Marulanda comme chef militaire de la guérilla. « Charro Negro : Un crimen de Estado que prendió la guerra ». MUÑOZ ALTAMIRANDA Fredy, « Charro Negro : Un crimen de Estado que prendió la guerra », Partido Comunista Colombiano , 04 avril 2017, (en ligne). Disponible sur : <http://www.pacocol.org/index.php/comites-regionales/tolima/509-charro-negro-un-crimen-de-estado-que-prendio-la-guerra> (Consulté le 16/02/2017)

Columnas en Marcha : est le nom des déplacements de la guérilla par les zones rurales et la montagne. Verdadabierta.com, *Op. cit.* et AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 35.

<sup>134</sup> « Frente Nacional », *Op.cit.*

TREJOS ROSERO Luis Fernando, *Op.cit.*, p. 33-34

<sup>135</sup> « ... para 1959 se logró un acuerdo. Sin dejar sus armas, pero ya no en rebeldía, las guerrillas conformaron grupos de autodefensa campesina que se encargaron de cuidar el campo para proteger a la gente de nuevos grupos armados », Verdadabierta.com, *Op. cit.*

Cependant, dès 1960 les premiers paramilitaires accusés d'avoir assassiné Charro Negro, étaient présents ; cette situation a fait émigrer Marulanda qui se réfugia dans une petite zone rurale appelée Marquetalia<sup>136</sup>. Marulanda y prit la tête d'un groupe armé illégal composé de plusieurs membres d'autodéfenses communistes<sup>137</sup>. (Voir Annexe No.4 : Localisation de Marquetalia, Corregimiento de Gaitanita, Municipio de Planadas, Département du Tolima, Colombie).

Le conservateur Guillermo León Valencia fût élu pour le mandat présidentiel de 1962 à 1966. Il continua les offensives militaires contre ces guérillas et mit en œuvre le plan « Opération Marquetalia » dans le cadre du « Plan Lasso » sous le conseil militaire des États-Unis :

*« ... une offensive violente par terre et air de 16 000 soldats avec l'assistance des militaires américains du 'Plan Lasso' (Latin American Security Operation), un chapitre de la Guerre Froide dans la région, contre les guérillas communistes...<sup>138</sup> »*

Pendant cette période, les offensives militaires contre les groupes de guérillas continuèrent. Cette situation aurait donné naissance aux FARC. Elles seraient la réponse d'un petit groupe de paysans à l'oppression militaire, Marulanda Vélez apparaissant comme le chef de cette rébellion.

Le portail Web des FARC-EP montre qu'à leurs débuts les FARC étaient composées de 48 paysans qui habitaient Marquetalia<sup>139</sup>. En 2017, cette guérilla fut reconnue comme étant la guérilla la plus grande de Colombie et la plus ancienne d'Amérique latine avec 53 ans d'existence.

*« Avec l'agression engagée contre les colonies de Marquetalia, el Pato, Riochiquito y El. Guayabero nous sommes nées, les FARC-EP, comme réponse armée pour prendre le pouvoir politique dans le pays conjointement avec la non-conformité et la rébellion des grandes masses de dépossédés des campagnes et des villes<sup>140</sup> »*

<sup>136</sup> Marquetalia : « ... une zone autonome constituée en 1958 en Colombie. Cette zone se trouve dans Département de Tolima et vit en marge du pouvoir central colombien entre 1958 et 1964, à tel point qu'elle a parfois été décrite comme une république indépendante. Elle fut utilisée comme refuge par des populations fuyant la violence. « Marquetalia », (en ligne). Disponible sur :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/République\\_de\\_Marquetalia](https://fr.wikipedia.org/wiki/République_de_Marquetalia) (Consulté le 09/01/2017)

<sup>137</sup> Verdadabierta.com, *Op. cit.*

<sup>138</sup> « ... un feroz embate por aire y tierra de 16.000 soldados y la asesoría de militares estadounidenses del Plan Lasso (Latin American Security Operation), un capítulo de la Guerra Fría para la región, contra las guerrillas comunistas », *Ibid.*

<sup>139</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 39

« Quiénes somos y porqué luchamos », Secrétariat National des FARC-EP, (en ligne). Disponible sur : <http://www.farc-ep.co/nosotros.html> (Consulté le 02/01/2017)

<sup>140</sup> *Ibid.*

Pendant toute la période de La Violence le paysage de la Colombie commença à changer avec l'augmentation de l'immigration des populations rurales vers les villes : la Colombie connaît alors un phénomène d'urbanisation sans précédent. En effet, la population qui vivait dans les zones urbaines est passée de 39,6% en 1951 à 52,1% en 1964<sup>141</sup>.

Durant cette même période, les premières guérillas et les groupes illégaux d'autodéfense en Colombie apparaissent :

*« ... (son nées) les guérillas et les groupes d'autodéfenses libéraux et communistes, ces dernières caractérisées par un objectif politique bien défini et par une structure militaire plus disciplinée. Ensuite, de nombreux guérilleros libéraux sont devenus bandits tandis que les mouvements paysans armés illégaux d'origine communiste donnèrent naissance aux FARC-EP<sup>142</sup>»*

Selon Daniel Pécaut, les FARC se sont constituées en 1966 comme l'élargissement du groupe des autodéfenses de paysans avec la direction du Parti Communiste orthodoxe. Cependant, selon Estéban Ávila, ancien commandant des FARC, cette guérilla a été créée officiellement en 1964<sup>143</sup>.

### **2.3 La structure des FARC : une rencontre entre le communisme et les armes**

En Colombie on affirme que le Parti Communiste Colombien (PCC) a été fondé en 1930 cependant, selon Daniel Pécaut, le Parti Communiste était déjà arrivé en Colombie avant des années 1930 dans certaines zones comme Cundinamarca et le sud du Tolima cette idéologie ayant déjà influencée d'autres conflits durant les années 1930 entre les paysans et les grandes exploitations de café colombien.

Cela coïncide avec l'expansion de l'idéologie communiste à une échelle globale comme il l'a été vu précédemment. De même, il est important de rappeler que ces zones, où cette idéologie s'est établie, ont constituées le refuge des guérilleros avant la naissance des FARC<sup>144</sup>.

À partir des années 1930 ces zones sont restées contrôlées par les communistes et leurs alliés. Par exemple, dans la région Sumapaz, un des anciens militants du parti Liberal s'est rapproché peu à peu du Parti Communiste et, pendant la période de La Violence, cette zone a constitué l'un des pôles de la résistance armée contre les militants conservateurs et l'armée colombienne. En effet,

<sup>141</sup> NIÑO PAVAJEAU José Francisco, *Op. cit.*

<sup>142</sup> TREJOS ROSERO Luis Fernando, *Op.cit.*, p. 28.

<sup>143</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 25

<sup>144</sup> Voir p. 33 et 40 du présent document

l'ex guérillero Estéban Ávila a signalé que les premières actions des FARC ont été marquées par le libéralisme colombien<sup>145</sup>. (Voir annexe No. 5 : Localisation du Sumapaz, Département du Cundinamarca, Colombie).

Comme on l'a déjà vu, pendant la période de La Violence plusieurs paysans incluant indigènes et colons se sont organisés en *Columnas en Marcha*<sup>146</sup> pour se réfugier dans la montagne et, vers les années 1950, ces déplacements s'organisèrent par la suite en guérillas

Par la suite, certaines *Columnas en Marcha* se sont rapprochées du Parti Communiste au moment où Manuel Marulanda Vélez devint chef d'une d'elles. Cet exode vers la montagne est considéré comme l'une des premières actions du mouvement guérillero colombien<sup>147</sup>.

Ces guérillas communistes se sont situées dans certaines zones du département de Tolima et du département du Huila<sup>148</sup> pour imposer à la population leurs règlements concernant la propriété de la terre, notamment la répartition de celle-ci et les règles concernant le comportement des habitants. Donc, plusieurs grands propriétaires fonciers dans ces zones ont été obligés de payer des contributions aux guérillas ou d'abandonner la zone<sup>149</sup>. (Voir annexe No. 6 Localisation de départements colombiens où les guérillas communistes se sont situées au cours des années 1950 et 1960).

Comme vu précédemment entre les années 1950-1964, les différents gouvernements colombiens ont mis en place diverses opérations militaires pour combattre les guérillas. A chaque action militaire, de petits groupes de paysans armés se sont déplacés vers d'autres zones rurales parfois vides. La plupart de ces guérilleros avaient l'idée de récupérer l'accès à la terre et d'autres projetaient de faire une révolution<sup>150</sup>.

---

<sup>145</sup> Sumapaz : « ... situé au sud et centre-sud de Bogotá, la capitale de la Colombie. C'est un páramo protégé par le décret 2811 de 1874 ... ». « Sumapaz », (en ligne). Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sumapaz\\_\(Bogotá\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sumapaz_(Bogotá)) (Consulté le 02/01/2017)

«... el segundo de estos lideres comienza su carrera en la línea de las corrientes de izquierda del Partido Liberal pero poco a poco se aproxima a los comunistas. El Sumapaz se transforma durante La Violencia en uno de los polos de la resistencia armada contra los conservadores. El Ejercito...», PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 61

DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 25

<sup>146</sup> On rappelle que *Columnas en Marcha* est le nom des déplacements de la guérilla.

PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 61

<sup>147</sup> *Ibid*, 61

<sup>148</sup> Département du Huila: localisée dans le sud-est de Colombie, avec une surface 19 890 Km<sup>2</sup>. Au Sud du département prennent naissance les cordillères Centrale et Orientale. « Département du Huila », (en ligne). Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila\\_\(Colombie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila_(Colombie)) (Consulté le 02/01/2017)

<sup>149</sup> PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 61-62

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 62 et 63

Dans ce contexte, une vague de violence débuta entre propriétaires et paysans armés dans laquelle les actions de l'État correspondirent à la force armée. En même temps, une partie de ces paysans se déplacèrent dans d'autres zones où la guérilla agissait pour eux en commençant par délimiter le territoire. En agissant de la sorte, la guérilla devint une forme de protection pour ces paysans<sup>151</sup>.

Cependant, Pécaut explique que depuis 1954 les actions du communisme et des guérillas n'étaient pas acceptées par certains paysans et petits propriétaires terriens car elles étaient pour eux synonyme de vagabondage et de surcroît plus violentes encore que la violence déjà existante provenant de l'État et des partis politiques<sup>152</sup>.

Cela illustre que dix ans avant la naissance des FARC, le conflit armé des guérillas colombiennes n'était pas considéré par toute la population comme une lutte pour les droits des paysans.

Aussi, avant 1970, année qui correspond à l'arrivée au pouvoir du conservateur Misael Pastrana Borrero (1970-1974) dernier président de la coalition Frente Nacional, les FARC ont été financées grâce à l'enlèvement, l'extorsion de propriétaires d'haciendas et l'exploitation agricole des terres qu'ils occupaient.

D'ailleurs, en 1961 le Parti Communiste avait autorisé la combinaison de toutes formes de lutte en incluant la lutte armée avec comme objectif la création d'un mouvement national qui prendrait le pouvoir. Pour cette raison, en 1964 la conférence guérillera<sup>153</sup> eu lieu pour pouvoir coordonner les actions des guérillas, tout comme les mêmes types de conférences qui aujourd'hui stipulent les règles FARC-EP :

*« ... FARC-EP nous sommes un mouvement révolutionnaire de caractère politique et militaire qui est né en 1964 sur les montagnes du sud du département de Tolima ... »<sup>154</sup>*

Concernant la naissance des FARC, Daniel Pécaut signale que :

---

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 63-64

<sup>152</sup> *Ibid.*, p. 64

<sup>153</sup> La Conferencia Guérillera est connue aussi comme le Congreso des Farc-EP, il s'agit de l'instance plus haut des Farc qui garantit l'intégration des politiques et les règles de leur structure. Depuis sa naissance, les Farc ont réalisé 10 conférences entre 1965 et 2016. FARC-EP, Máxima instancia des Farc, « Qué es la Conferencia Nacional de Guerrilleros? », (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html> (Consulté le 22/01/2017)

<sup>154</sup> « ... Farc-EP somos un movimiento revolucionario de carácter político militar nacido en el año de 1964 en las montañas del sur del departamento del Tolima... », FARC-EP, « Quiénes somos y porqué luchamos », Secrétariat National des Farc, (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/nosotros.html> (Consulté le 22/01/2017)

« ... La série de décisions qui ont permis la création officielle des FARC constitue une expression de la subordination de la résistance des paysans à la stratégie politique – militaire. En 1961, le Parti Communiste qui a adopté la ligne de ‘combiner toutes les formes de lutte’, présente un projet révolutionnaire. Son secrétaire général affirme à ce moment-là que la lutte ne se limite pas défendre la vie et les biens d’une communauté régionale sinon qu’elle cherche à faire émerger un grand mouvement national qui soit capable de prendre le pouvoir<sup>155</sup>»

Pour l’auteur Mario Aguilera, la pensée marxiste-léniniste comme tendance mondiale est arrivée en Colombie entre 1960 et 1970. Pendant les années 1970, le Parti Communiste Colombien (PCC) a s’est fixé comme principaux objectifs révolutionnaires la diffusion de cette idéologie et la prise du pouvoir colombien à travers la lutte armée. Aussi, le PCC critiquait le manque d’unité du mouvement ouvrier du pays à cause d’une part, de diverses tendances politiques et d’autre part, de l’intrusion de l’idéologie bourgeoise dans les syndicats<sup>156</sup>.

Il faut remarquer que la pensée marxiste-léniniste a influencé une partie de la population en général, des paysans, des étudiants ainsi que des observateurs critiques du système politique bipartite. Par ailleurs, le PCC coordonnait des fronts dans le secteur colombien académique et étudiants<sup>157</sup>.

Également, les FARC constituaient la stratégie armée du PCC puisque ce parti considérait chaque guérillero comme étant une personne rebelle. Cela, a facilité l’acceptation de cette guérilla pour certains<sup>158</sup>.

Concernant les actions des FARC, Pécaut explique que depuis sa création, cette guérilla livrait une lutte armée contre les forces militaires colombiennes : embuscades, prise de petits villages, attaques militaires contre la police et contre les installations du gouvernement<sup>159</sup> entre autres, illustrent les actions que pouvaient effectuer cette guérilla.

<sup>155</sup> « La serie de decisiones que da como resultado la creación oficial de las FARC es una expresión de la subordinación de la resistencia campesina respecto a la estrategia político-militare. En 1961, el Partido Comunista, al adoptar la linea de la ‘combinación de todas las formas de lucha’, presenta un proyecto revolucionario. Su secretario general afirma en ese momento que la lucha « no se limita a buscar la defensa de la vida y los bienes de la comunidad regional » sino que busca « desatar un gran movimiento nacional que sea capaz de tomar el poder », PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 64-65

<sup>156</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 18 et 57

Partido Comunista de Colombia M.L., *Combatiendo unidos venceremos*, Documentos 4, Primera edición, septembre 1975, p.7-10.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p.14.

<sup>158</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 17, 18 et 57

<sup>159</sup> PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 65-66

Pendant la même période, le PCC redoublait ses efforts pour rendre autonome la classe ouvrière afin qu'elle devienne l'avant-garde de la lutte révolutionnaire en Colombie. Également, le PCC a signalé la nécessité d'agrandir le nombre de leurs sympathisants, faire des alliances entre les ouvriers et les paysans et d'augmenter le nombre de guérilleros<sup>160</sup>.

En 1964 au moment de la naissance des FARC, le PCC a créé sa propre organisation syndicale qui, 10 ans plus tard, fut reconnue comme la *Confederación Sindical de Trabajadores de Colombia* (CSTC). La CSTC aurait impulsé plus de 40% des grèves colombiennes contre les entités publiques pendant ces années<sup>161</sup>.

Même si le Frente Nacional tout comme la coalition faite entre les partis Liberal et Conservateur, avaient déclaré le Parti Communiste Colombien- PCC illégal, ce parti utilisa plusieurs noms en Colombie et a obtint un peu de pouvoir pendant les élections de 1968 avec 118 conseillers municipaux. En 1972, à travers des coalitions d'opposition au Gouvernement, le PCC a obtenu cinq représentants dans la Chambre des représentants, deux sénateurs au niveau national et, en 1978, il gagna au niveau national plus de postes politiques<sup>162</sup>.

À ce moment-là, la migration interne continuait à cause de la violence. Résultat : plusieurs zones rurales sont restées vides et sans présence de l'État. Les FARC, bras armé du Parti Communiste<sup>163</sup>, se sont rapidement répandues vers ces zones, notamment la Région de Magdalena Medio, el Urabá ainsi que les départements du Caquetá, Meta et Huila<sup>164</sup>. (Voir Annexe No. 7 : Localisation des zones d'expansion des FARC au cours des années 1960-1970)

Cette guérilla a eu une croissance militaire simultanée à l'activité politique du Parti Communiste Colombien car les membres des FARC auraient été recrutés en même temps que la guérilla étendait

<sup>160</sup> *Combatiendo unidos venceremos, Op.cit.*, p.12.

<sup>161</sup> PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 66-67

<sup>162</sup> Frente Nacional, voir p. 39 du présent document

« Juventud Comunista Colombia », (en ligne). Disponible sur :

[https://es.wikipedia.org/wiki/Juventud\\_Comunista\\_Colombiana](https://es.wikipedia.org/wiki/Juventud_Comunista_Colombiana) (Consulté le 09/12/2018)

PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 67-68

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 66 et voir p. 38 du présent document

<sup>164</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 18

Magdalena Medio : se trouve entre les Départements d'Antioquia, Bolívar, Boyacá, Cesar y Santander et il touche les Départements de Caldas, Cundinamarca et Tolima. « Magdalena Medio », (en ligne). Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Magdalena\\_Medio](https://es.wikipedia.org/wiki/Magdalena_Medio) (Consulté le 03/03/2017)

Urabá : Région géographique où se rejoignent quatre départements colombiens et qui constituait une frontière avec le Panamá. La zone est appelée comme Golfo del Urabá. C'est une zone stratégique car elle se trouve entre l'Océane Pacifique et l'Océan Atlantique. « Urabá », (en ligne). Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Urabá> (Consulté le 03/03/2017)

le groupe politique dans les zones sans appui de l'État. Un exemple : la Juventud Comunista (JUCO) qui était formée par de jeunes colombiens et qui aurait également formé des combattants<sup>165</sup>.

Le cas d'Estéban Ávila, ex commandant du Front 15 des FARC qui est né dans une petite ville colombienne où son père gérait un petit atelier de réparation mécanique, illustre le propos ci-dessus. Afin de rentrer à l'Université, Ávila déménagea à Bogotá, la capitale colombienne,<sup>166</sup> où il y fit la rencontre de jeunes communistes.

Ávila décida d'intégrer la section du Parti Communiste Colombien. Où il se chargea de jeunes à l'université et se forma également comme militant opérationnel<sup>167</sup> :

*« ... Au début, il s'agissait pour moi d'une simple curiosité pour les activités d'une organisation très présente à l'université. On pouvait lire sur les murs des affichettes pour la lutte révolutionnaire, des slogans exigeant plus de justice sociale et prônant la lutte contre les régimes autoritaires d'Amérique latine ...<sup>168</sup> »*

En effet, Ávila explique qu'un de leurs objectifs, en tant qu'étudiants de droit à l'Université Nationale de Colombie, était d'intégrer le JUCO et qu'un de ses rêves était de se battre avec les FARC. Il signale aussi qu'il voulait agir avec ses camarades du département des sciences humaines<sup>169</sup>.

Finalement, Ávila fut formé militairement par le JUCO et il devint également le représentant de cette organisation dans les rencontres internationales des jeunesses communistes, en Pologne, Allemagne, et Roumanie. En 2008, dans l'ouvrage de Pascal Druhaud, Ávila explique que l'appui des étudiants est encore en vigueur car essentiel pour la révolution des FARC<sup>170</sup>.

*« ... Il est vrai que j'avais été choqué comme beaucoup de jeunes issus des milieux ouvriers, par le coup d'État contre le Président Allende, au Chili, le 11 septembre 1973 ... l'agitation sociale qui secouait de nombreux pays d'Amérique latine, gagnait la jeunesse colombienne...<sup>171</sup> »*

À travers le cas d'Ávila on remarque qu'au niveau social les militants des FARC sont très diversifiés. Il y avait des militants communistes, des paysans impactés par la violence, des étudiants,

<sup>165</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 60

PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 68

<sup>166</sup> DRUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 15 et 16

<sup>167</sup> *Ibid*, p. 19

<sup>168</sup> *Ibid*, p. 19

<sup>169</sup> *Ibid*, p. 20, 30, 32 et 36

<sup>170</sup> *Ibid*, p. 30-37

<sup>171</sup> Mots d'Estéban Ávila, ex commandant des Farc. *Ibid*, p. 19

mais aussi des hommes et des femmes attirés par un sentiment de justice au niveau national et au niveau latino-américain.

On constate alors un rythme accéléré de l'influence et de l'acceptation en Colombie tant de la pensée communiste que celle des FARC. On verra plus tard qu'en 2018 des personnages montrent que ces deux structures ont réussi à imprégner la communauté académique et politique de la vie nationale.

En effet, en 2018, il semble que le JUCO continue d'être actif car le site internet de JUCO est présenté comme une organisation politique, démocratique, révolutionnaire et anti-impérialiste, liée au PCC qui diffuse un socialisme ayant des bases marxistes léninistes<sup>172</sup>.

Également, si on visite le site web de JUCO, on y voit que l'*Universidad Nacional* à Bogotá y est référencée. Ce qui amène à penser que certains de leurs militants appartiennent ou eurent appartenu à cet établissement (Voir Annexe No. 8 Image site internet de JUCO – Juventud Comunista Colombiana).

Le site Internet Wikipédia date l'apparition de JUCO à 1932 avec la *Liga Juvenil Comunista de Colombia* (LJCC) qui était chargée d'orienter la création de syndicats avec une forte participation des jeunes. Finalement, la LJCC a disparu et leurs membres auraient intégré le Parti Communiste Colombien - PCC<sup>173</sup>.

Le JUCO est né officiellement le 01 mai 1951 chargé des luttes des étudiantes contre le régime. Le site Internet Wikipédia avance que le Frente Nacional l'avait déclaré illégal avec le Parti Communiste Colombien. On trouve aussi que le JUCO et de jeunes libéraux, auraient influencé la création de la *Federación de Estudiantes Colombianos* le 8 juillet 1954<sup>174</sup>.

## 2.4 L'organisation des FARC

Concernant la question militaire, les FARC à la fin des années 1960, étaient bien organisées au niveau administratif car elles avaient un règlement interne et menaient des congrès appelés *Conferencias Nacionales del Movimiento*. Concernant la question politique et afin de s'organiser

---

<sup>172</sup> « JUCO », (en ligne). Disponible sur : <http://juconalbogota.blogspot.com/p/que-es-la-juco.html> (Consulté le 12/04/2019)

<sup>173</sup> « Juventud Comunista Colombia », (en ligne). Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Juventud\\_Comunista\\_Colombiana](https://es.wikipedia.org/wiki/Juventud_Comunista_Colombiana) (Consulté le 12/04/2019)

<sup>174</sup> *Ibid*

avec le PCC, les FARC participaient aux congrès appelés *Congresos del Partido Comunista Colombiano*<sup>175</sup>.

Depuis 1966 ces groupes ont voulu s'étendre aux villes en accroissant leurs réseaux humains et, à partir des années 1974, les FARC commençaient à être reconnues grâce aux menaces proférées contre les propriétaires terriens ainsi que contre toute personne qui dénonçait leur présence et leurs actes<sup>176</sup>.

En 1978 les FARC avaient un groupe de militants en zone urbaine et de manière générale, comptaient avec 802 membres dont 46% étaient équipé d'armes lourdes comprenant notamment des armes volées aux forces de l'ordre (force publique).

Au cours de la même année les FARC se sont projetées comme une armée révolutionnaire avec un impact au niveau national. Pour cette raison, les FARC se sont réorganisées en adoptant des Statuts, un Règlement du Régime Disciplinaire, des normes de commandement, de nouvelles stratégies pour chaque front et, elles ont créé leur propre secrétariat d'État-Major Central. Lors des chapitres suivants, certaines règles de ces documents en lien aux femmes militantes seront analysées<sup>177</sup>.

---

<sup>175</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 52-53

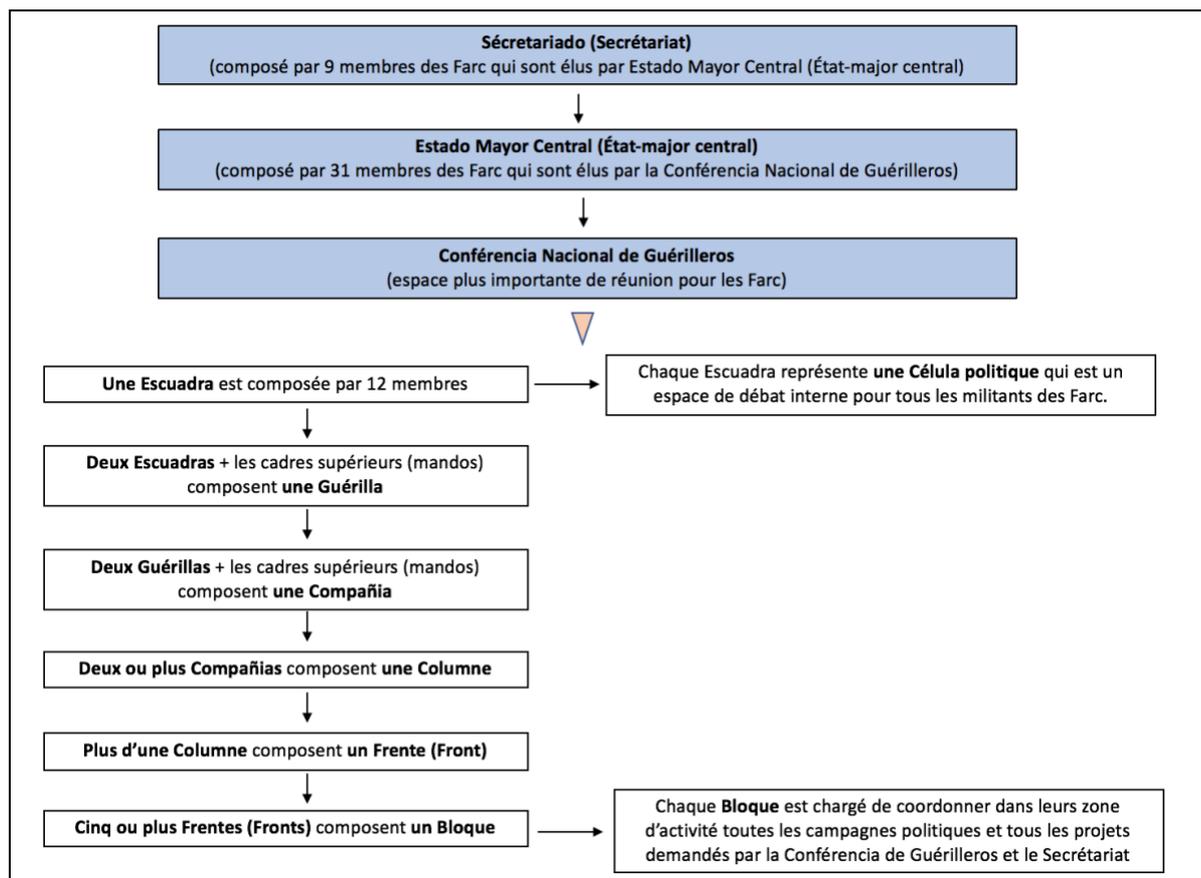
<sup>176</sup> LEÓN PALACIOS Paulo César, « La ambivalente relación entre el M-19 y la Anapo », ACHSC, Vol. 39, No. 2, Colegio de México, juillet- décembre 2012, p. 241, (en ligne). Disponible sur : <http://www.scielo.org.co/pdf/achsc/v39n2/v39n2a10.pdf> (Consulté le 25/06/2017)

AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 60.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 54-55.

Concernant la situation des femmes militantes des Farc, voir p. 93 du présent document

**Tableau No. 1 Structure politique – militaire des FARC en 2018**



**Source :** Elaboration propre selon l'information publiée dans la vidéo « Estructura político-militar FARC-EP », (**en ligne**). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html> (Consulté le 29/09/2018)

Pour connaître les noms des Blocs des FARC voir annexe No. 9

Cette structure constitue la colonne vertébrale des FARC laquelle, en 2007, avait 64 Fronts distribués en sept Blocs par tout le pays, c'est-à-dire, plus de 12 200 membres de cette guérilla. En effet, Estéban Ávila explique que le Secrétariat des FARC est chargé de définir toutes les orientations et les règles stratégiques et l'État-Major Central est chargé de coordonner avec les différents Blocs la lutte armée<sup>178</sup> (Voir Annexe No. 9 Noms des Blocs des FARC).

Au début des années 1980, les FARC ont donné un peu plus de pouvoir aux commandants de chaque Front pour décentraliser leurs pouvoirs avec l'objectif d'éviter le paramilitarisme. En d'autres termes, les FARC se sont divisées en plusieurs groupes, chacun disposant de son propre leader<sup>179</sup>.

<sup>178</sup> Caracol Radio, « En Colombia hay 64 bloques de las Farc y 63 grupos paramilitares », 04 septembre 2007, (en ligne). Disponible sur : [http://caracol.com.co/radio/2007/09/04/nacional/1188919140\\_475722.html](http://caracol.com.co/radio/2007/09/04/nacional/1188919140_475722.html) (Consulté le 29/09/2018)

<sup>179</sup> DRUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 30  
AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 56,63 et 64.

Au cours de cette période, en approfondissant la pensée du libérateur Simón Bolívar, les FARC se considèrent comme héritiers de sa lutte. Également, ils décident que chaque Front porterait le nom d'un révolutionnaire ou d'un héros impliqué dans le processus d'Indépendance des pays de l'Amérique latine (certains exemples : Fronts 51, 52, 53, le Front Policarpa Salavarrieta, le Front Abelardo Romero et le Front Antonio Nariño, etc<sup>180</sup>).

Par exemple, le Front des FARC appelé « Manuel Cepeda Vargas », portait le nom de l'ancien secrétaire général du Parti Communiste Colombien assassiné en 1993 par des paramilitaires. En 2008 ce Front a été signalé comme responsable d'un attentat à la voiture piégée en 2017 à Cali, une des principales villes de la Colombie. Plus tard, on reviendra sur l'importance de Manuel Cepeda Vargas<sup>181</sup>.

Dans le cadre de cette restructuration des FARC que l'on vient de voir et pendant la présidence du libéral Alfonso López Michelsen (1974-1978), les cultures illicites étaient déjà considérées comme une économie illégale en Colombie à cause du trafic d'or, pour la période 1982-1986 pendant la présidence du conservateur Virgilio Barco, ces cultures représentaient déjà une source de financement des FARC<sup>182</sup>.

Pendant ces années, d'autres guérillas apparurent et aggravèrent le conflit armé même si on note plusieurs tentatives de faire déposer les armes : certaines réussirent comme avec le M-19<sup>183</sup> et d'autres échouèrent comme ce fût le cas pour la guérilla de l'ELN<sup>184</sup> et les FARC.

<sup>180</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 228, 230 et 275

<sup>181</sup> « Manuel Cepeda », (en ligne). Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Manuel\\_Cepeda](https://es.wikipedia.org/wiki/Manuel_Cepeda) (Consulté le 27/04/2019) et voir p. 56 et 105-106

Journal El País, « Frente Manuel Cepeda, detrás del carro bomba », 06 fevriere 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elpais.com.co/colombia/frente-manuel-cepeda-detras-del-carro-bomba.html> (Consulté le 27/04/2019)

<sup>182</sup> VÁSQUEZ Teófilo, « El papel del conflicto armado en la construcción y diferenciación territorial de la Region de 'El Caguan', amazonia occidental colombiana », 'El Ágora USB' Revista Ciencias Sociales.

Vol. 14, No. 1, Universidad de San Buenaventura, Editorial Bonaventuriana, Medellín, Colombia, article accepté en décembre 2013, p. 159, (en ligne). Disponible sur :

<https://revistas.usb.edu.co/index.php/Agora/article/view/2599> (Consulté le 21/02/2019)

<sup>183</sup> Movimiento 19 de Abril (M-19) : cette guérilla armée est connue depuis 1974 car elle faisait une critique du régime colombien. Son nom fait référence aux élections de 19 Avril 1970 quand le conservateur Misael Pastrana représentant du Front National a gagné les élections, et pour cette guérilla cette situation a été une fraude. Ce groupe a réalisé leur activité armée dans la zone urbaine. La plupart de leurs fondateurs sont sortis des Farc, de la Juventud Comunista (Juco), de la classe moyenne colombienne et des intellectuels (Pécaut Daniel, p. 68-72), en effet, Gustavo Petro qui a disputé les élections présidentielles de 2018 est un ex militant du M-19. Parmi ces actions perturbatrices on voit la prise du Palais de Justice colombien et l'enlèvement des ambassadeurs.

Journal BBC Mundo, « A 30 años de las 28 horas de terror : así fue la toma del Palacio de Justicia en Colombia », par COSOY Natalio, Bogotá, 5 novembre 2015, (en ligne). Disponible sur :

[http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/11/151030\\_colombia\\_30\\_aniversario\\_toma\\_palacio\\_de\\_justicia\\_c](http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/11/151030_colombia_30_aniversario_toma_palacio_de_justicia_c) (Consulté le 18/06/2017)

<sup>184</sup> ELN - Ejército de Liberación Nacional : a commencé depuis 1962 influencé par la révolution cubaine et par la théologie de la libération avec une tonalité religieuse. Certains des premiers militants ont été formés à Cuba. Depuis

Le tableau ci-dessous met en évidence certains processus colombiens de désarmement avec succès :

**Tableau No. 2 Processus de désarmement avec différents groupes armés illégaux du conflit armé colombien entre les années 1989 et 2016**

ORGANIZACIÓN	PRÉSIDENT	ACCORD	DATE	RESULTAT	MEMBRES DESMOVILISÉS
Movimiento 19 de Abril - M19	1986-1990. Liberal Virgilio Barco Vargas	Accord Final	novembre 1989 - 09 mars 1990	Démobilisation	Environ 7 000 militants
Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT)	1986-1990. Liberal Virgilio Barco Vargas et 1990-1994 Presidente liberal César Augusto Gaviria Trujillo	Accord Final	juillet 1990 - 25 janvier 1991	Démobilisation	
Ejército Popular de Liberación - EPL	1986-1990. Liberal Virgilio Barco Vargas et 1990-1994 Presidente liberal César Augusto Gaviria Trujillo	Accord Final	mai 1990 - 15 février 1991	Démobilisation	
Movimiento Armado Quintín Lame.	1986-1990. Liberal Virgilio Barco Vargas et 1990-1994 Presidente liberal César Augusto Gaviria Trujillo	Accord Final	juin 1990 - 27 mai 1991	Démobilisation	
Comando Ernesto Rojas - Ejército Popular de Liberación - EPL	1990-1994. Liberal César Augusto Gaviria Trujillo	Accord Final	20 mars 1992	Démobilisation	
Corriente de Renovación Socialista	1990-1994. Liberal César Augusto Gaviria Trujillo	Accord Final	09 avril 1994	Démobilisation	
Milicias Populares del Pueblo y para el pueblo; Milicias independientes del Valle de Aburrá et Milicias Metropolitanas	1990-1994. Liberal César Augusto Gaviria Trujillo	Accord Final	26 mai 1994	Desmovilización de trois groupes des milices urbaines à Medellín ( Antioquia)	
Frente Francisco Garnica - Coordinadora Guerrillera	1990-1994. Liberal César Augusto Gaviria Trujillo	Accord Final	34515	Desmovilización	
Movimiento Independiente Revolucionario – Comandos Armados MIR-COAR.	1994-1998. Liberal Ernesto Samper Pizano	Accord Final	35977	Desmovilización	
Autodefensas Unidas de Colombia (AUC).	2002-2010 Álvaro Uribe Vélez	Accord Final	2002 - 2006	Desmovilización	31 670 militants de ce groupe de paramilitaires.
Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo (Farc-EP)	2010-2018 Liberal Juan Manuel Santos Calderón	Accord Final	2012 - 2016	Desmovilización	6 900 militants

Source: élaboration propre à partir de l'information trouvé sur :

Reconciliación Colombia, « El M-19 abrió las puertas a las desmovilizaciones guerrilleras », (en ligne).

Disponible sur :

<http://reconciliacioncolombia.com/web/historia/2060/el-m-19-abrio-la-puerta-a-las-desmovilizaciones-guerrilleras> (Consulté le 17/05/2017)

Verdadabierta.com, « La desmovilización : el proceso de paz (2003-2006) », 11 février 2008, (en ligne).

Disponible sur : <https://verdadabierta.com/periodo4/> (Consulté le 17/05/2017)

BBC Mundo, « 6.900 guerrilleros de las FARC ya están concentrados en 26 zonas en Colombia... ¿y qué sigue ahora ? », par Natalio Cosoy, 22 février 2017, (en ligne). Disponible sur :

<https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-38888897> (Consulté le 17/05/2017)

Cette massification de la rébellion a intensifié le conflit colombien en occasionnant de nouvelles dynamiques du conflit : des tentatives de paix de la part du gouvernement, la mise en place de

---

1965 el ELN est intégré par étudiants des universités colombiennes et de diverses zones du pays et certains prêtres colombiens et espagnole (Daniel Pécaut, p. 52-56) ... Ils ont lutté contre les Farc pour certains territoires colombiens et cultures du coca. Ils ont réalisé aussi d'attentats terroristes aussi.  
Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 222-299.

techniques contre-guérilla de la part de l'armée colombienne, l'augmentation du paramilitarisme et la mise en œuvre du nouveau plan militaire des FARC <sup>185</sup>.

Dans ce contexte national et sous la pression de groupes socialistes, et de gauche, le gouvernement mit en place plusieurs lois agraires cherchant à transformer la réalité rurale, sans résultat<sup>186</sup>.

*« Tous les gouvernements de la coalition 'Frente Nacional' ont eu pour souci de combattre la violence et de neutraliser le boom de mouvements rebelles de gauche, mais sans succès puisque pendant cette période apparurent les plus importants mouvements guérilleros comme les cas des FARC, l'ELN et le M-19. Pendant cette époque-là, il y eu aussi plusieurs tentatives de mise au point des réformes agraires pour mettre en place la répartition des terres aux paysans mais le processus a été lent et insuffisant<sup>187</sup> »*

## 2.5 Nouvelles dynamiques du conflit

Le 23 mars 1981 le gouvernement colombien rompit ses relations diplomatiques avec Cuba après avoir vérifié la complicité de La Havane avec la guérilla colombienne. En même temps, le Congrès adopta la loi 37 de 1981 (23 mars) qui assignait une amnistie pour les membres des guérillas ayant commis des crimes politiques mais n'incluant ni l'enlèvement, ni l'extorsion ni les homicides hors de combat, raison pour laquelle cette initiative resta sans succès<sup>188</sup>.

En mai 1982 les FARC s'élargirent<sup>189</sup> et réalisèrent la *VII Conferencia Nacional de Guerrilleros* où ils exposèrent le besoin de nouvelles lignes directrices pour la stratégie militaire car l'armée colombienne avait mis en place des techniques contre-guérilla. Également, les FARC ajoutèrent le sigle EP (Ejército del Pueblo) à leur nom, s'appelant ainsi *Fuerzas Armadas y Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo (FARC -EP)*.

<sup>185</sup> ROLDÁN ZULUAGA Sergio, « Procesos de Paz, Antecedentes legales en Colombia », 18 mars 2014, (en ligne). Disponible sur : <http://www.sergioroldan.co/blog/2014/03/procesos-de-paz-antecedentes-legales-en-colombia/> (Consulté le 18/06/2017)

FARC-EP, « Séptima Conferencia de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo, Mayo 4 -14 de 1982 », (en ligne). Disponible sur : <http://www.farc-ep.co/septima-conferencia/septima-conferencia-de-las-fuerzas-armadas-revolucionarias-de-colombia-ejercito-del-pueblo.html> (Consulté le 18/06/2017)

AGUILERA PEÑA, Mario, *Op.cit.*, p. 77-83.

<sup>186</sup> CELIS Luis Eduardo, « El paro civico de septiembre de 1977 », Corporacion Nuevo Arco Iris, Corporacion Viva la Ciudadania. 14 septembre 2007, p. 1-2, (en ligne). Disponible sur : [www.viva.org.co](http://www.viva.org.co) (Consulté le 03/06/2017)

Franco, A., De los Rios, I., *Op.cit.*, p. 105.

<sup>187</sup> Subgerencia Cultural del Banco de la República, *Op. cit.*

<sup>188</sup> Journal El Tiempo, « Cuba y Colombia : recuento de una historia de amor y dolor », 29 octobre 1993, (en ligne). Disponible sur : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-251166> (Consulté le 16/06/2017)

ROLDÁN ZULUAGA Sergio, *Op.cit.*

<sup>189</sup> FARC-EP, *Op.cit.*

De même, ils fixèrent un programme agricole pour les membres de la guérilla et ont mis en œuvre un plan politique et militaire qui se fixait un délai de 8 ans pour prendre le pouvoir colombien en augmentant le nombre des membres, structures rurales et urbaines<sup>190</sup>.

Entre les années 1982-1986 sous la présidence du conservateur Belisario Betancur, une commission de paix fut créée dont l'objectif était d'offrir une amnistie avec, la possibilité d'une remise de peine aux condamnés de délits politiques antérieurs, la diminution de la durée de la peine et des ressources du budget national pour un programme de réhabilitation des démobilisés et victimes de la violence<sup>191</sup>.

En mai 1984, ce gouvernement et les FARC signèrent un accord qui comprenait un cessez-le-feu et la possibilité, pour la première fois, de réaliser le rêve des FARC : celui d'être un parti politique. Cependant, l'obligation de laisser les armes n'étant pas contenue au sein de cet accord, conduisit à un échec<sup>192</sup>.

*« ... le processus de paix entre les FARC et Belisario Betancur a entraîné un scénario qui menaçait de reconfigurer l'ordre politique régional et local, et pour cette raison le consensus régional sur la paix a duré peu de temps. Également, ces dialogues ont coïncidé avec l'insertion et la consolidation de l'économie 'cocalera' dans la zone colombienne du Medio et Bajo Caguán ...<sup>193</sup> »*

C'est dans le cadre de cette commission de paix qu'est apparu le projet politique des FARC appelé Unión Patriótica (UP) afin d'intégrer la guérilla à la vie politique légale en Colombie. Ce parti (UP) était soutenu par le Parti Communiste afin d'attendre le pouvoir par la voie démocratique<sup>194</sup>.

L'UP fut constitué des membres des FARC, du Parti Communiste colombien et certains sympathisants libéraux qui ont cherché l'unification de la pensée de gauche en Colombie afin de faire opposition aux groupes politiques traditionnels.

En effet, Jaime Pardo Leal, avocat et membre du Parti Communiste Colombien (PCC), devint le candidat présidentiel de l'UP en 1985 et, pendant la campagne électorale de 1986, il obtint de

<sup>190</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 77-83 et FARC-EP, *Op.cit.*

<sup>191</sup> ROLDÁN ZULUAGA Sergio, *Op. cit.*

<sup>192</sup> Verdadabierta.com, « Conflicto armado 1981-1989 », (en ligne). Disponible sur : <http://www.verdadabierta.com/victimarios/244-la-historia/auc/77-conflicto-armado-1981-1989> (Consulté le 20/06/2017)

<sup>193</sup> «... el proceso de paz entre las Farc y Belisario Betancur implicó un escenario que amenazaba con reconfigurar el orden político regional y local, y por tanto el consenso regional sobre la paz duró poco. Además, esos diálogos coincidirían con la inserción y consolidación de la economía cocalera en el medio y bajo Caguán ...», VÁSQUEZ, Teófilo, *Op.cit.*, p.159.

<sup>194</sup> RAMÍREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 18 et LEAL BUITRAGO Francisco et ZAMOSCO León, *Op.cit.*, p. 60.

nombreux partisans et l'UP gagna une forte popularité au sein de la gauche colombienne. Mais fut assassiné en 1987<sup>195</sup>.

Bernardo Jaramillo était avocat, membre du Parti Communiste Colombien et de la Juventud Comunista (JUCO). Devenu en 1987 dirigeant national de l'UP et, en 1989, candidat présidentiel de l'Union Patriotique, il fût assassiné par des paramilitaires colombiens en 1991<sup>196</sup>.

La plupart des militants de l'UP ont été assassinés au cours de la première année de fondation et, au total, plus de 1 500 personnes sont mortes. Par ailleurs, cette situation a été reconnue comme un génocide à caractère politique. Loïc Ramirez signale que les forces de sécurité nationales et les paramilitaires ont orchestré ce génocide<sup>197</sup>. En effet, en 2011 le gouvernement colombien présenta ses excuses au sein du Congrès pour l'assassinat de Manuel Cepeda Vargas, ancien militant de l'UP assassiné en 1994. Vargas avait été chargé de réactiver le JUCO en 1958 et était devenu secrétaire général du PCC en 1992<sup>198</sup>.

En 1975 à l'âge de 13 ans, Ivan Cepeda, fils de Manuel Cepeda, est devenu membre de JUCO<sup>199</sup> et, en 2013, il est devenu un des négociateurs du dernier processus de paix avec les FARC. Également, en 2014 Ivan Cepeda est devenu sénateur et réélu en 2018 jusqu'en 2022 comme-représentant du Parti Politique Polo Democrático<sup>200</sup>.

En 1986, la fin du mandat de Belisario Betancur, est marquée par l'échec du processus de paix avec les FARC. Selon la politologue Ana María Bejarano plusieurs causes à cet échec eurent lieu telles que la faiblesse des commissions de vérification, le manque de clarté du projet de paix et la forte opposition des forces militaires colombiennes, d'organisations économiques et sociales avec l'idéologie conservatrice et libérale<sup>201</sup>.

---

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 11

<sup>196</sup> Voir p. 48-49 du présent document et RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 11

<sup>197</sup> Verdadabierta.com, « Exterminio de la UP fue un genocidio político », 15 septembre 2016, (en ligne). Disponible sur : <http://www.verdadabierta.com/victimas-seccion/asesinatos-colectivos/4390-exterminio-de-la-up-si-fue-un-genocidio-politico> (Consulté le 21/06/2017)

RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 11, 18-19

<sup>198</sup> Colombia.com, « Gobierno pide perdón por la muerte de Manuel Cepeda », 10 août 2011, (en ligne). Disponible sur : <https://www.colombia.com/actualidad/politica/sdi/17390/gobierno-pide-perdon-por-muerte-de-manuel-cepeda> (Consulté le 29/04/2019)

<sup>199</sup> Journal El Espectador, « La nueva batalla de Iván Cepeda », 31 mars 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/politica/la-nueva-batalla-de-ivan-cepeda-articulo-747468> (Consulté le 29/04/2019)

<sup>200</sup> « Perfil », (en ligne). Disponible sur : <http://www.ivancepedacastro.com/inicio/> (Consulté le 29/04/2019)

<sup>201</sup> LEAL BUITRAGO Francisco et ZAMOSC León, *Op.cit.*, p. 69-71.

Également, au cours de cette période présidentielle (1982-1986), on remarque que les FARC avaient pris davantage de pouvoir avec 5.159 membres distribués sur 33 Fronts au niveau national et qu'elles ont continuées son renforcement militaire, son financement avec les cultures de coca et les exécutions<sup>202</sup>.

Dans son livre, Ingrid Betancourt ancienne otage des FARC se souvient des années 1980 et rappelle la trêve proposée aux FARC. Elle signale que celle-ci a échouée à cause de la montée du trafic de drogue qui été une manière de financer les FARC. De même, elle raconte la terreur semée par les FARC dans les campagnes, tuant paysans et travailleurs ruraux qui les ont refusés<sup>203</sup>.

Au cours des deux présidences suivantes les FARC se fortifièrent. Entre 1986 et 1990, au cours de la présidence du libéral Virgilio Barco Vargas, cette guérilla étendit sa couverture nationale avec 43 Fronts et 6.778 membres. Pendant la période présidentielle de 1990 à 1994, avec la présidence du libéral César Augusto Gaviria Trujillo, les FARC augmentèrent leur « troupes » au niveau national avec 9.324 membres<sup>204</sup>.

Concernant la violence en Colombie, Daniel Pécaut expose qu'elle ne doit pas être considérée uniquement comme un conflit social ni une guerre politique. En revanche, il propose de parler de « réseaux de pouvoir » car les contextes des acteurs sociaux se transforment concernant leur contrôle sur un territoire, une population et leurs ressources<sup>205</sup>.

Il précise que plusieurs secteurs de la population colombienne ont été insérées dans différents réseaux de pouvoir comme les guérillas et les paramilitaires comme conséquence de la précarité qui a causé la migration interne. Il explique que ces populations ont migré sans appui de l'État en raison de la violence mais que depuis des années 1980, ces migrations se sont intensifiées à cause de l'économie du narcotrafic<sup>206</sup>.

---

<sup>202</sup> SAUMETH CADAVID Erich, « Historia de la guerrilla en Colombia », Punto 3. Crecimiento, Universidad Federal de Juiz de Fora, Centro de Pesquisas Estratégicas Paulino Soares de Sousa, (en ligne). Disponible sur : <http://ecsbdefesa.com.br/defesa/fts/HGC.pdf> (Consulté le 21/05/2017)

VÁSQUEZ Teófilo, *Op.cit.*, p. 159 et Rutas del Conflicto, « Masacre de Almaguer 1985 », (en ligne). Disponible sur : <http://rutasdelconflicto.com/interna.php?masacre=287> (Consulté le 21/05/2017)

<sup>203</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op.cit.*, p. 55

<sup>204</sup> SAUMETH CADAVID Erich, *Op. cit.*

<sup>205</sup> PÉCAUT Daniel, *Op.cit.*, p. 11, 12 et 18

<sup>206</sup> «... unos parece que las condiciones y las formas de adhesión de las poblaciones remiten en gran medida a un proceso previo de carencia o de crisis de modelos globales o parciales de regulación social: la precariedad de las formas de existencia colectiva ...», *Ibid.*, p. 21

Dans ce contexte de vulnérabilité Pécault démontre que la possibilité de l'intégration ou adhésion de la population à un de ces groupes soit liée à la nécessité d'un acteur souverain dans la zone, afin que celui-ci instaure l'ordre.

En effet, concernant l'occupation de la terre, notamment dans les zones d'immigration, la dimension de la protection des terres par la voie armée est acceptée par cette population en Colombie et le parti Communiste avait joué un rôle clé dans cette situation<sup>207</sup>.

Cette explication nous aide à mieux comprendre la dynamique du conflit et leurs changements au cours de l'histoire immédiate de la Colombie. Elle permet aussi de comprendre la pensée qu'avaient les Colombiens par rapport aux acteurs du conflit et son adhésion aux groupes des guérillas.

## 2.6 La participation des guérillas en la construction de la Constitution politique colombienne

En 1991 avec le Président libéral Cesar Gaviria, la Constitution Politique de l'État Colombien fut changée pour, entre autres, résoudre le conflit interne et chercher un renforcement institutionnel. Cela a donné naissance à la Constitution de 1991 qui a permis de renfoncer la légitimité démocratique de l'appareil judiciaire national tout comme de plusieurs et nouvelles institutions telles que la Fiscalía General de la Nación, la Defensoría del Pueblo, entre autres<sup>208</sup>.

Le changement de la Constitution a également mis en place des sanctions disciplinaires aux politiques, a réaffirmé les droits humains, la reconnaissance des minorités, a promu une ouverture de participation politique pour surmonter le système politique bipartite et pour permettre de consolider l'accord de paix de cette époque-là, entre autres<sup>209</sup>.

Pour cette raison, et pour l'élaboration de cette nouvelle Constitution, une *Asamblea Nacional Constituyente* avec la participation des guérillas colombiennes à travers de la *Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar* (CGSB)<sup>210</sup> a été réalisé.

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 22 et 60

<sup>208</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 76.

Fiscalía General de la Nación : organisme public qui gère la justice en Colombie, (en ligne). Disponible sur : <http://www.fiscalia.gov.co/colombia/la-entidad/quienes-somos/> (Consulté le 18/07/2017)

Defensoría del Pueblo : organisme de contrôle de l'État colombien pour les Droits de l'Homme, (en ligne). Disponible sur : <http://www.defensoria.gov.co/es/public/institucional/5847/?Qu%C3%ADenes-somos.htm> (Consulté le 18/07/2017)

<sup>209</sup> Journal El Pais, « Cinco grandes cambios que trajo la Constitución de 1991 », 03 juillet 2016, (en ligne). Disponible sur : <http://www.elpais.com.co/colombia/cinco-grandes-cambios-que-trajo-la-constitucion-de-1991.html> (Consulté le 18/07/2017)

<sup>210</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 91-92.

La CGSB a été fondée en 1987 dans le cadre de la 1<sup>e</sup> *Conferencia Bolivariana* par les guérillas des FARC, l'EPL et l'ELN en détriment de l'*Unión Patriótica* (UP) et l'échec des dialogues de paix avec le président Betancur<sup>211</sup>.

La CGSB cherchait à négocier avec le Président Gaviria sa participation dans la construction de la nouvelle Constitution, cependant, le Gouvernement a exigé aux trois guérillas de déposer les armes et arrêter le conflit, mais ni les FARC ni l'ELN ont accepté cette demande. Ce dernier groupe n'aurait pas accepté déposer ces armes considérant que la nouvelle Constitution ne représentait pas une véritable ouverture de la démocratie<sup>212</sup>.

Dans ce contexte et dans le contexte international on assiste à la chute du mur de Berlin (1989) et à la fin de l'URSS (1990-1991), deux événements qui entraînerent l'arrivée à terme de la révolution communiste. À ce moment-là, les FARC se sont centrées dans des zones rurales avec des cultures illicites tout comme des zones stratégiques pour le narcotrafic afin de se financer. Cependant, cette stratégie aurait provoqué la perte de leur légitimité sociale, c'est-à-dire, qu'elle a brouillé l'image révolutionnaire des FARC et ils commencèrent à perdre toute crédibilité.

## 2.7 Les FARC et le narcotrafic

Au début des années 1980 il y a eu une confrontation entre les guérillas et les groupes armés illégaux du narcotrafic dans le but de prendre le contrôle des zones de cultures illicites. Plusieurs affrontements gagnés par les FARC provoquèrent que certains fronts de cette guérilla—furent consacrés à cultiver et produire de la pâte de coca<sup>213</sup>.

En effet, les FARC ont pris le contrôle d'une grande partie des zones stratégiques pour le narcotrafic et les cultures illicites. Cette situation aurait permis aux FARC d'augmenter leurs membres rapidement puisqu'ils recensaient environ 30 000 hommes armés au début des années 1990<sup>214</sup>. (Voir Annexe No. 10 Localisation des FARC - 1991).

---

<sup>211</sup> Ejército Popular de Liberación –EPL : est né en 1967. Parmi ses fondateurs il y eu des militantes communistes ; en suite il a été intégré par des jeunes paysans, des étudiants, syndicalistes, professeurs des zones urbaines (Daniel Pécaut, p. 56-58). Il a été influencé par la révolution cubaine et le Che Guevara. Ses actions ont perduré jusqu'à début des années 1990. VILLARRAGA SARMIENTO Álvaro, présentation pour le Centro Nacional de Memoria Histórica, (en ligne). Disponible sur : [http://centrodehistoriahistorica.gov.co/descargas/CatedraBY/presentaciones/Sesion\\_-4/Presentacion-EPL.pdf](http://centrodehistoriahistorica.gov.co/descargas/CatedraBY/presentaciones/Sesion_-4/Presentacion-EPL.pdf) (Consulté le 25/07/2017) et Voir p. 55 - 57

<sup>212</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 76, 92 et 94

<sup>213</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 95-98

<sup>214</sup> AGUILERA PEÑA Mario, *Op.cit.*, p. 77, 80 et 95

Dans la première moitié des années 1990, 41% de leur financement venait de la drogue et à partir de 2003 le pourcentage s'élevait à plus de 50%. Entre 1990 et 2000 la drogue a constitué la principale source de revenus des FARC. À cette source, s'ajoute l'enlèvement de citoyens : entre les années 1991 et 2007 les FARC ont fait 50% des enlèvements du pays (8.644 des enlèvements) et au cours de l'année 2003, 40% de leurs revenus venaient de l'extorsion<sup>215</sup>.

C'est ainsi que les FARC, groupe de paysans communistes qui cherchaient à prendre le pouvoir par l'armée, sont devenus les acteurs d'une des guérillas les plus riches du monde. Par ailleurs, et selon le Centro Nacional de Memoria Histórica, lorsque les FARC contrôlaient pleinement les territoires, la guérilla avait réussi à obtenir entre 500 et 800 millions de dollars par an et, grâce aux enlèvements, entre 1996 et 2003 elle aurait perçu 24,8 millions de dollars<sup>216</sup>.

Comme l'explique la recherche de Jorge Orlando Melo et Katherine Ríos, le gouvernement a constaté que les revenus des FARC provenant de la coca auraient été estimés entre 20 et 30 millions de dollars par an entre 1993 et 1994<sup>217</sup>.

En 1993 dans le cadre de la *VIII Conferencia Nacional de Guerrilleros*, les FARC mirent en place de nouvelles stratégies telles que l'adoption de structures clandestines et agirent de manière à ce que l'opinion publique pense que leur lutte était justifiée par la défense des droits<sup>218</sup>.

Selon le Centro de Memoria Histórica, depuis les années 1990, les FARC ont structuré leurs milices avec des jeunes provenant de quartiers populaires et ils ont cherché à faire des accords avec certains candidats aux élections électorales au niveau local. De même, les FARC se sont séparés du Parti Communiste mais cette guérilla a continué avec la même idéologie<sup>219</sup>.

<sup>215</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 195-199

<sup>216</sup> PÉCAUT Daniel, *Las Farc. ¿Una guerrilla sin n o sin nes?*, Grupo Editorial Norma, Bogotá, 2008, p. 89, extrait du *Op.cit.*, p.196.

« Entre 1996 et 2003 la rentabilité économique des enlèvements pour tous les groupes armés illégaux en Colombie a été environ \$162.709,6 millions de pesos, c'est-à-dire, à 2003 environ US \$56,5 millions dont 43.9% auraient été pour les Farc ». Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p.196, extrait del Observatorio del Programa Presidencial de Derechos Humanos y DIH, *Dinámica espacial del secuestro en Colombia 1996-2007* (Bogotá : Vicepresidencia de la República, 2009), p. 12-31,

Journal El Universal, « Los 10 grupos terroristas más ricos del mundo, según Forbes », Novembre 13 de 2014, (en ligne). Disponible sur : <http://www.eluniversal.com.co/multimedia/galerias-de-fotos/los-10-grupos-terroristas-mas-ricos-del-mundo-segun-forbes-1494> (Consulté le 04/02/2017)

<sup>217</sup> MELO Jorge Orlando, « Narcotráfico y democracia : la experiencia colombiana », Bogotá, octobre 2016, (en ligne). Disponible sur : <http://www.jorgeorlandomelo.com/narcotrafico.htm> (Consulté le 17/07/2017)

<sup>218</sup> Farc-EP, « Octava Conferencia Nacional de Guerrilleros, conclusiones generales, 27 de mayo – 03 de abril 1993 », (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/octava-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html> (Consulté le 18/07/2017)

<sup>219</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 224.

Également, les FARC ont planifié de contrôler et d'isoler trois départements colombiens, un plan que le gouvernement a interrompu avec des opérations militaires. En même temps, fut proposée une réforme agraire intégrale où la distribution de la terre figurait parmi les propositions dont devaient bénéficier les populations<sup>220</sup>.

C'est dans ce contexte, qu'entre 1993 et 1996 le paramilitarisme a pris davantage de pouvoir dans les zones d'élevage et les zones bananières qui se trouvent en Urabá. Par ailleurs, en 1997 apparaissent les *Autodefensas Unidas de Colombia – AUC*, un nouveau groupe armé illégal considéré comme une extension du paramilitarisme<sup>221</sup>, qui commet des assassinats de manière sélective au niveau national. Entre 1997 et 2002, le paramilitarisme aurait intensifié ses actions contre la guérilla (Voir Annexe No.11 Présence des FARC pendant l'année 2002).

## 2.8 Nouveaux dialogues pour la paix

Entre 1997 et 1998 le président libéral Ernesto Samper, accusé d'avoir des liens avec des groupes du narcotrafic, s'est approché des FARC pour promouvoir de nouveaux dialogues sans succès. Cependant, c'est en 1998 avec le président Andres Pastrana que s'est initié un nouveau processus de paix avec les FARC accompagné de facilitateurs internationaux, la radiodiffusion télévisuelle et d'autres mécanismes de surveillance<sup>222</sup>.

A ce moment-là, les FARC comptaient près de 20 000 militants et de nombreux prisonniers de guerre<sup>223</sup>. De plus, pour ces dialogues, les FARC ont exigé au gouvernement de retirer les forces armées qui se trouvaient dans cinq municipalités colombiennes afin de prendre le contrôle total de ces zones. Avec l'objectif d'initier les dialogues le gouvernement a accepté.

Pendant ce processus le gouvernement et les FARC avaient 12 points de négociation, les principaux étant : une solution politique au conflit, les droits de l'homme, le droit international, la

<sup>220</sup> Les départements de Caquetá, Putumayo et Chocó.  
Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 203-204 et 234-235.

<sup>221</sup> Urabá : zone géographique colombienne qui se trouve entre plusieurs départements.  
*Autodefensas Unidas de Colombia – AUC* : groupe armé illégal créé pour lutter contre les Farc.  
Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 205 - 206.

<sup>222</sup> Journal El Tiempo, « Diálogo de sordos entre gobierno y Farc », 03 avril 1998, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-769149> (Consulté le 01/03/2017)

<sup>223</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 124

responsabilité de l'État dans le conflit, une réforme agraire, une réforme de la justice pénale, la corruption de l'État, la question du narcotrafic...<sup>224</sup>.

Également, les FARC ont exigé au Gouvernement d'éliminer le paramilitarisme et les *Cooperativas Convivir*<sup>225</sup>. Voyons ce qui signifie le paramilitarisme pour les FARC :

« ... Le paramilitarisme devient dès l'ouverture du dialogue un obstacle difficile à surmonter; ce qui conduit au premier gel durant les échanges initiaux. La posture des FARC -EP face au phénomène paramilitaire compromet l'institution même de l'État et les Forces Armées, concevant le phénomène comme un dispositif additionnel de la stratégie officielle de contre-insurrection<sup>226</sup> »

Pour le déroulement des négociations, les forces Armées colombiennes démilitarisèrent cinq municipalités dans lesquelles les FARC prirent le contrôle total. Elles représentaient plus de 40 000 Km<sup>2</sup> de terre et elles furent reconnues comme *zona de distensión*<sup>227</sup>. (Voir Annexe No. 12 Les cinq municipalités qui ont fait parti de la *zona de distension* pendant le processus de paix 1998-2002).

Dans cette *zona de distensión* les FARC ont mis en œuvre leurs propres règles comme, exiger aux habitants de posséder et de présenter un passeport (pièce d'identité créée par les FARC) pour avoir accès à leurs propriétés. Chaque paysan devait payer aux FARC un tribut pour avoir le droit de transporter librement ses produits, respecter les horaires imposés pour certaines activités, supporter des détentions arbitraires tout comme des assassinats pour ceux qui furent accusés d'être paramilitaires. Parmi d'autres lois fixées par les FARC pendant la même période on peut trouver<sup>228</sup>:

- La loi 001, « réforme agraire » avec laquelle les propriétaires terriens accusés d'être ennemis ou alliés des paramilitaires furent persécutés.
- La loi 002, d'« imposition » créée en 2000 qui a exigé des Colombiens et des entreprises avec un actif net de plus d'un million de dollars de se rendre en *zona de distensión* et de payer un

<sup>224</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 207

<sup>225</sup> Asociaciones Comunitarias de Vigilancia Rural (Convivir) : Elles sont créées par le gouvernement en septembre 1994 comme soutien de l'armée pour défendre les zones rurales et assurer le renseignement tactique. Cependant, elles seraient devenues une extension du paramilitarisme. Journal El Tiempo, « Así nacieron las convivir », 14 juillet 1997, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-605402> (Consulté le 06/12/2018)

<sup>226</sup> Extrait du Farc-EP, « Notas para una historia política 1958-2006 », Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, Carlos Medina Gallego, p. 179. Cité par RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 125

<sup>227</sup> Les cinq municipalités citées sont : la Uribe, la Macarena, Vista Hermosa et Mesetas. RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 124

<sup>228</sup> La Colombie possède 1.120 municipalités et 1.109.500 Km<sup>2</sup> de superficie, c'est à dire que les Farc ont exigé que les forces armées se retirent de 3.78% du pays. Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 207 et 252-257.

montant pour éviter d'être enlevés. Pour cette « obligation » les FARC envoyaient des factures par courrier postal.

- La loi 003, « loi anticorruption » qui imposait la prison pour toute personne volant les ressources de l'État ou commettant des actes de corruption.
- Certains Fronts guérilleros ont fixé un « impôt pour la paix », une obligation pour les Colombiens et les entreprises avec un actif net inférieur à un million de dollars.

Également, en 1998 les enlèvements par les FARC, l'ELN et les paramilitaires ont augmenté de 50% par rapport à l'année précédente. Cependant, entre les années 1998 et 2002 au cours du processus de paix, les FARC étaient responsables d'environ mille enlèvements par an (c'est-à-dire, 5.336 enlèvements au total pendant cette période)<sup>229</sup> (Voir Annexe No.13 Enlèvements réalisés par les guérillas et les paramilitaires entre 1991 et 2007).

Ces enlèvements, les assassinats et le progrès trop lent des dialogues ont conduit à une rupture du processus de paix en 2002. Aussi, les FARC n'ont pas accepté la mise en œuvre simultanée du *Plan Colombia* qui était financé par les États-Unis afin de lutter contre le narcotrafic et les drogues.

En 1999 avec le *Plan Colombia*, la Colombie est devenue le pays d'Amérique Latine avec le flux de financement et l'appui militaire le plus élevé de la part des États-Unis puisque les estimations indiquent que la Colombie a reçu environ US \$300 millions pour sa mise en marche et près de US \$ 60 millions de plus pour l'achat des armes supplémentaires<sup>230</sup>.

Dans le cadre de ce processus de paix, les paramilitaires ont augmenté, en passant de 6 000 membres à 12 000. De plus, même si le pourcentage de déplacements forcés augmentait depuis 1987, ce fut entre les années 2000 et 2002 qu'a été enregistré en Colombie le plus grand nombre de déplacés avec près de deux millions des personnes<sup>231</sup>. (Voir Annexe No.14 Registre Unique de Victimes – RUV, 31 mars 2017).

En septembre 2001, en même temps que le processus de paix, a eu lieu l'attentat contre les tours jumelles de New York. A partir de ce moment-là, les États-Unis se sont engagés dans la lutte contre

<sup>229</sup> *Ibid.*, p. 198

<sup>230</sup> CHOMSKY Noam, « Plan Colombia », INNOVAR: Revista de ciencias administrativas y sociales. No. 16, juillet – décembre 2000, p. 9-10, (en ligne). Disponible en : <http://www.bdigital.unal.edu.co/26721/1/24370-85361-1-PB.pdf> (Consulté le 11/07/2018)

<sup>231</sup> Registro Único de Victimas RUV, (en ligne). Disponible en : <http://rni.unidadvictimas.gov.co/RUV> (Consulté le 30/06/2017)

le terrorisme mondial<sup>232</sup>. Pour cette raison, les FARC commencèrent à être traitées comme un groupe de terroristes mais aussi de narcotraffiquant, ce qui a entraîné un blocage des biens et des avoirs de cette guérilla à l'extérieur.

À la même époque, les demandes d'extradition des membres des FARC commencèrent et en 2002, l'Union Européenne inclut les FARC dans la liste des groupes terroristes<sup>233</sup>. L'ex commandant des FARC Estéban Ávila décrit la signification de cette situation :

*« ... Une seule chose inquiète les FARC : la menace de se voir extradé et condamné à vie aux États-Unis ... Dès lors, nous restons dans la forêt, surtout en Amazonie, et intensifions notre activité pour mieux peser le jour où nous devons négocier avec le pouvoir...<sup>234</sup> »*

En effet, sept militants sur neuf qui appartenaient au Secrétariat des FARC avaient une demande d'extradition<sup>235</sup>. De même, plusieurs d'autres militants avaient été emprisonnés pour avoir été accusés de terrorisme, comme c'est le cas d'Estéban Ávila, ancien commandant du Bloc sud des FARC qui a été capturé et condamné à vingt ans de prison en Colombie pour terrorisme. Concernant ce sujet, Ávila explique<sup>236</sup> :

*« ... La guérilla peut, sur une longue durée, dans des régions où elle est bien implantée, établir des structures, mener à bien des actions qui renforcent son image et sa crédibilité ... le terrorisme et la propagande constituent d'ailleurs des moyens essentiels pour influencer les opinions publiques. Le terrorisme est un moyen de pression auquel nous ne pouvons pas échapper. Il impressionne la population ... chaque membre des FARC connaît ces principes<sup>237</sup> »*

A cette époque là, les FARC contrôlaient 70% des zones colombiennes de cultures illicites de coca et en 2003, les enlèvements et l'extorsion constituaient une ressource de financement importante pour ce groupe<sup>238</sup>. Aussi, cette guérilla intensifia ces stratégies de guerre envers la population, notamment les politiciens et les militaires.

<sup>232</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 210.

<sup>233</sup> *Ibid.*, p. 210.

<sup>234</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 79

<sup>235</sup> Concernant la Structure politique – militaire des Farc, voir p. 50

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 10 et 79

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 35 et 36

<sup>238</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 195-199 et 219

Par exemple, en 2002 les FARC ont pris en otage entre 850 et 1500 personnes, dont certaines ont été captivées pour négocier avec le gouvernement<sup>239</sup>. Parmi ces otages, Ingrid Betancourt, candidate présidentielle à ce moment-là et toujours favorable pour les négociations de paix.

Ayant pour 'objectif de continuer sa campagne présidentielle, le 23 février 2002 Betancourt a visité San Vicente del Caguan, la ville où s'est déroulé les négociations avec les FARC. Cependant, quelques kilomètres avant d'arriver, elle et Clara Rojas, sa directrice de campagne, ont été prises en otage par les FARC.

En 2003 les FARC ont tué le gouverneur d'Antioquia et son conseiller pour la paix ainsi que des soldats colombiens pendant une tentative de sauvetage<sup>240</sup>.

Au milieu de la jungle, les FARC avaient différentes prisons dans leurs campements, les unes pour les policiers et les militaires et d'autres pour les otages civils. Pascal Drouhaud explique que pendant les années 2 000 les FARC avaient 44 otages échangeables : ces personnes pouvaient être libérées contre environ 500 guérilleros emprisonnés par le Gouvernement colombien<sup>241</sup>.

De plus, pendant ce processus de paix le nombre de membres des FARC a augmenté à 26.000 personnes sans inclure les milices<sup>242</sup> ce qui montre qu'au cours de ce processus elles se sont fortifiées.

Pour la période présidentielle 2002-2006, Álvaro Uribe Vélez arrive au pouvoir. L'armée colombienne, récupéra militairement les cinq municipalités (*la zona de distensión*) que s'était acaparée les FARC. Cette situation entraîna de la part des FARC des attaques à l'explosif dans plusieurs zones du pays y compris les zones urbaines.

---

<sup>239</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 9

<sup>240</sup> Antioquia : Département colombien, situé dans le nord-ouest. (en ligne). Disponible sur : <https://wikipedia.org/wiki/Antioquia> (Consulté le 17/07/2017)

ROJAS Clara, *Captive : Otage des Farc, elle accouche au cœur de l'enfer*, Paris, 2009. Traduit de l'espagnol (Colombie) par Carole Hanna, p. 61

<sup>241</sup> ROJAS Clara, *Op.cit.*, p. 115 ; DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 9

En Colombie le terme échangeable s'utilise en en espagnol comme « canjeable ».

<sup>242</sup> Journal El Espectador, « A las Farc sólo le quedan 8.000 hombres », 27 avril 2010, (en ligne). Disponible sur : <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo200312-farc-solo-le-quedan-8000-hombres> (Consulté le 17/07/2017)

« ... C'est un Président très motivé, qui ne varie pas d'un idiota. Lorsqu'il dit quelque chose, il s'y tient. Et il a décidé de nous abattre ! L'un des objectifs de l'armée consiste désormais à capturer les membres du Secrétariat...<sup>243</sup> »

Durant l'année 2006, ce gouvernement et la DEA ont accusé les FARC d'être les plus responsables du narcotrafic international avec l'exportation de 50% de la cocaïne dans le monde<sup>244</sup>. Dans son livre de 2008, Pascal Drouhaud nous explique qu'une partie de la population colombienne considère les FARC comme un mouvement politique et une autre partie les considère comme un groupe armé lié au narcotrafic<sup>245</sup>.

Entre les années 2002 et 2010 et sous la présidence d'Álvaro Uribe plusieurs opérations militaires, ont été exécutées dont certaines ont permis d'abattre d'importants commandants des FARC, de démanteler plusieurs Fronts guérilleros et de libérer des otages<sup>246</sup>. En effet, le 2 juillet 2008 l'Opération « Jaque » a été exécutée, dont le ministre de la Défense colombien à l'époque n'était autre que Juan Manuel Santos. À travers cette opération le gouvernement colombien a libéré Ingrid Betancourt, Clara Rojas et 13 otages dont trois américaines<sup>247</sup>.

Entre 2002 et 2010 l'armée a pris le contrôle des certaines zones rurales de cultures illicites, car le contrôle de celles-ci par les FARC est passé de 70% en 2002 à 50% en 2008. Cela veut dire que, peut-être, il y a eu une baisse du financement des FARC à ce moment-là ou une baisse du pouvoir des FARC.

Il faut remarquer qu'entre les années 2006 et 2010 plus de 12 000 guérilleros des FARC se sont démobilisés dans le cadre du conflit armé colombien. Ceci constitue la plus haute démobilisation des guérilleros au sein d'un même mandat, si l'on se base sur les anciens mandats et processus de désarmement<sup>248</sup>. (Voir annexe No. 15 Démobilisation des guérilleros et paramilitaires en Colombie entre les années 2003 et 2012 ; Statistique sur la réinsertion en Colombie).

<sup>243</sup> Mots de Estéban Ávila, ancien commandant des Farc. DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p.144

<sup>244</sup> Drug Enforcement Administration (DEA) :

« ... est le service de police fédérale américaine et dépendant du Département de la Justice des États-Unis chargé de la mise en application de la loi sur les stupéfiants et de la lutte contre leur trafic ... », (en ligne). Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Drug\\_Enforcement\\_Administration](https://fr.wikipedia.org/wiki/Drug_Enforcement_Administration) (Consulté le 04/04/2017)

DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 79

<sup>245</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 9

<sup>246</sup> Álvaro Uribe Vélez est devenu le premier président colombien qui a été réélu. Donc, il a été président pour la période 2002-2006 et 2006-2010.

Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op.cit.*, p. 291

<sup>247</sup> ROJAS Clara, *Op. cit.*, p. 61

<sup>248</sup> Voir Cadre No. 1 Processus de désarmement avec différents groupes armés illégaux du conflit armé colombien entre les années 1989 et 2016, p. 52-53 du présent document.

On souligne aussi, qu'entre 2011 et 2019, *l'Agencia para la Reincorporación y la Normalización* montre un total de 60 424 personnes démobilisées en Colombie dans le cadre du conflit armé, dont 52 791 sont hommes et 7 633 sont femmes<sup>249</sup>.

En 2007 les FARC ont réalisé la Neuvième Conférence Nationale des Guérilleros où ils ont refusé l'appui militaire des États-Unis en Colombie. De même, elles ont accusé Álvaro Uribe Vélez et leur gouvernement d'avoir des liens avec les paramilitaires.

Également, pendant cette conférence les FARC ont renouvelé leurs idées de renforcer le Parti Communiste Clandestin – PC3 et de continuer la construction clandestine du *Movimiento Bolivariano por la Nueva Colombia* afin de diffuser aux masses ses propositions politiques. De même, ce groupe s'est opposé au néolibéralisme, aux latifundistes et à la corruption de l'État<sup>250</sup>.

La recherche du *Centro Nacional de Memoria Histórica* affirme que certains documents des FARC, avant et après cette conférence démontrent que la guérilla s'est fixée d'intégrer différents groupes d'étudiants, des syndicats, des paysans, des assemblées d'action communautaire de leurs zones d'influence, entre autres mais aussi, la consolidation des relations entre les FARC et des pays tels que le Nicaragua, la Bolivie, le Vietnam, la Corée du Nord et la Chine. Également, de proposer comme l'un des candidats aux élections présidentielles l'un de ses membres les plus éminents<sup>251</sup>.

---

« En efecto, de la década de los noventa hacia acá Colombia ha registrado nueve acuerdos de paz con agrupaciones y/o facciones guerrilleras, que sumados llevaron a la dejación de armas de unos siete mil hombres que empuñaban las armas, y, una década después, siguió sirviendo de modelo a las desmovilizaciones con los con grupos paramilitares, la mayoría de estos últimos asociados a las Autodefensas Unidas de Colombia (AUC), acuerdos que llevaron a la reintegración de cerca de 32 mil hombres de estos sectores ». Portail Web Reconciliación Colombia, 07 mars 2015, *Op. cit.*

<sup>249</sup> Agencia para la Reincorporación y la Normalización en Colombie, Cuadro No.1 Histórico de personas desmovilizadas, actualisé à 28 Février 2019, (en ligne). Disponible sur : [http://www.reincorporacion.gov.co/es/la-reintegracion/\\_layouts/15/xlviewer.aspx?id=/es/la-reintegracion/Cifras/Cuadro%201%20Histórico%20de%20Personas%20Desmovilizadas.xlsx&Source=http%3A%2F%2Fwww%2Ereincorporacion%2Egov%2Eco%2Fes%2F%20reintegracion%2FPaginas%2FCifras%2Easpx](http://www.reincorporacion.gov.co/es/la-reintegracion/_layouts/15/xlviewer.aspx?id=/es/la-reintegracion/Cifras/Cuadro%201%20Histórico%20de%20Personas%20Desmovilizadas.xlsx&Source=http%3A%2F%2Fwww%2Ereincorporacion%2Egov%2Eco%2Fes%2F%20reintegracion%2FPaginas%2FCifras%2Easpx) (Consulté le 28/02/2019)

<sup>250</sup> Partido Comunista Colombiano Clandestino – PC3 : est un parti communiste et clandestin qui a été créé par les FARC pendant les années 2000. Le chef du PC3 y du Mouvement Bolivarien a été l'ex-guérillero Alfonso Cano suivi par le guérillero Pablo Catatumbo. Grâce au PC3 et le Mouvement Bolivarien les FARC auraient réussi à être indépendants du Parti Communiste Colombien. RAMIREZ Loïc, *Op. cit.*, p. 133

FARC-EP, « Neuvième Conférence Nationale des Guérilleros », montañas de Colombia, avril 2007, (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/novena-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html> (Consulté le 18/06/2017)

Movimiento Bolivariano por la Nueva Colombia : Mouvement créé officiellement en 2000. Depuis 2010 il a obtenu plus de visibilité grâce à ses pages sur internet lesquelles ont été gérées depuis les zones avec présence des Farc. Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op. cit.*, p. 243-245.

<sup>251</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op. cit.*, p. 221

Dans ce contexte et après les attaques du gouvernement d'Uribe Vélez, les FARC ont fixé le « Plan Renacer » qui a cherché à récupérer son niveau politique et militaire, mais aussi de continuer les accords économiques et de contrôle des territoires avec d'autres groupes armés illégaux en incluant des groupes d'ex-paramilitaires. Ce plan a adopté aussi de nouvelles tactiques de guerre, telles que la reconstruction des Fronts guérilleros, la reconstruction de manière clandestine du Parti Clandestin - PC3 et du Mouvement Bolivarien<sup>252</sup>.

Par ailleurs, dans certaines régions du pays, les FARC ont partagé des territoires et ont tissé des relations commerciales avec certains groupes du narcotrafic et des paramilitaires afin de recevoir le financement de cultures illicites. De plus, elles se disputèrent le domaine de territoires avec l'ELN, en contribuant ainsi à augmenter le nombre des morts à cette époque-là. Cette situation s'est intensifiée au cours de l'année 2008<sup>253</sup>.

Pendant la même période, certains groupes des FARC étaient installés sur les frontières avec le Venezuela, l'Équateur et le Panama en charge des affaires liées à la coca et de la commercialisation d'armes. Également, les FARC sont restées dans le sud de la Colombie afin de conserver l'accès stratégique à l'Océan Pacifique, une zone stratégique du narcotrafic (notamment les zones du département de Nariño, Cauca y Valle) où la guérilla a recruté des indigènes pour renforcer les structures clandestines et le travail politique <sup>254</sup> (Voir Annexe No. 16 Localisation des Départements de Nariño, Cauca et Valle en Colombie).

On peut voir ainsi qu'au milieu de cette guerre, en 2008 les FARC ont adopté le « *Plan Renacer* » qui contenait de nouvelles stratégies comme agrandir l'appui international, créer des organisations politiques et sociales, changer de méthodes de guerre, entre autres. Selon le Centro Nacional de Memoria Histórica dans le cadre de ce Plan, le Secrétariat des FARC aurait consacré entre 5 et 6 millions de dollars pour réorganiser leur Front, l'achat des armes, des stations de radiodiffusion mobiles, entre autres<sup>255</sup>.

---

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 271-272.

<sup>253</sup> Parmi les différents groupes armés illégaux qui sont dédiés au narcotrafic on voit les Rastrojos, les Águilas Negras, les Paisas et l'Ejército Revolucionario Popular Antisubversivo de Colombia – ERPAC; *Ibid.*, p. 222 et 223.

<sup>254</sup> *Ibid.*, p. 278-281.

<sup>255</sup> *Ibid.*, p. 274-276

### CHAPITRE III : CONTEXTE DE L'ACCORD FINAL ENTRE LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN ET LES FARC :2012-2016

Juan Manuel Santos eu du succès dans la lutte contre les FARC. Sa campagne présidentielle avait rappelé son rôle comme Ministre de la Défense du gouvernement précédent (Álvaro Uribe Vélez) et il fut élu pour la période présidentielle 2010-2014. Il proposa une continuité au niveau des stratégies militaires ainsi que la mise en œuvre un gouvernement d'unité nationale comprenant différents secteurs.

Ce Président mit en œuvre le Plan de gouvernement *Prosperidad para todos* qui indique les grandes lignes stratégiques à suivre parmi lesquelles figure l'objectif de rétablir la paix comme garantie de l'État de Droit en Colombie. Pour parvenir à cet objectif le gouvernement chercha à renforcer la justice et se montra déterminé à mettre fin à l'impunité en précisant qu'il s'agissait d'un pas essentiel pour le respect des Droits de l'Homme<sup>256</sup>. Ce document montre la situation du conflit colombien à ce moment-là :

*« ... d'importants progrès ont été accomplis les dernières années : entre 2003 et 2009 le nombre d'enlèvements a baissé de presque 90 %, les actes terroristes ont diminué d'environ 80 % et les activités subversives ont diminué d'environ 64% ...<sup>257</sup> »*

Ce plan indique des stratégies mises en place dans une optique de développement territorial au niveau<sup>258</sup> notamment de l'exécution de macro projets de logements, d'infrastructures routières, l'amélioration des zones frontières (avec le Venezuela, le Brésil et le Pérou). De plus, il montre l'objectif présidentiel :

*« ... l'objectif est de mettre en place un gouvernement de Troisième Voie<sup>259</sup> qui se résume avec un principe fondamental : le marché dans la mesure du possible et l'État dans la mesure du nécessaire. Un*

<sup>256</sup> Plan Nacional de Desarrollo – PND 2010-2014 : nommé « Prosperidad para todos ». A été mis en œuvre par le Président Juan Manuel Santos pendant la première période présidentielle, p. 500, (en ligne). Disponible sur : <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/PND/Bases%20PND%202010-2014%20Versión%205%2014-04-2011%20completo.pdf> (Consulté le 15/04/2017)

L'État de Droit : tous les actes de l'État sont limités par la partie juridique et, en même temps, sont guidés avec légalité et le respect des droits. Il faut assurer la justice et l'égalité entre tous les citoyens. Apuntes jurídicos, (en ligne). Disponible sur : <https://jorgemachicado.blogspot.fr> web (Consulté le 23/06/2017)

<sup>257</sup> *Ibid.*, p. 499

<sup>258</sup> Développement dans une optique territoriale : Consiste à développer les zones stratégiques autour des voies de communication principales. *Ibid.*, p. 27-40

<sup>259</sup> Tercera Via : Ce mot est né des préoccupations de la démocratie européenne avec une vision sociale afin de rencontrer des idées de l'ancienne gauche. Journal El Tiempo, « Qué es la Tercera Via », par SANTOS Juan Manuel, 11 décembre 1998, (en ligne). Disponible sur : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-852547> (Consulté le 21/05/2017)

*gouvernement qui donne la priorité aux politiques qui maximisent l'impact social, quelle que soit son origine idéologique. Des politiques qui mènent à la cohésion sociale à travers l'offre d'emplois, l'offre éducative et l'égalité des opportunités, et qui promeuvent la participation des citoyens et la responsabilité sociale...<sup>260</sup>»*

En 2011 et 2012 il y a eu une crise de violence en Colombie : le pays a enregistré une augmentation d'attentats à l'explosif, des mines antipersonnelles, des embuscades contre les civils et les militaires. En 2012 ces activités ont augmenté 31% par rapport à 2011, de même, il y a eu une augmentation des attaques envers les infrastructures pétrolières et d'électricité<sup>261</sup>.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le début de nouvelles négociations à La Havane avec les FARC, moment où et selon les estimations, les FARC comptaient environ avec 8.147 personnes armées et 10.261 personnes dans les milices et réseaux de soutien social<sup>262</sup>.

En 2014, après deux années de négociations, le gouvernement avait pris le contrôle de zones où on notait une présence de la guérilla. Cependant, il n'y a pas eu de démobilisation volontaire des FARC en raison de la rentabilité du financement par l'économie illégale qui passait par le narcotrafic et par le contrôle illicite des zones minières où les FARC et quelques autres groupes armés illégaux avaient fixé un impôt pour les mineurs du secteur<sup>263</sup>.

La première période du président de Juan Manuel Santos a coïncidé avec le deuxième centenaire de l'Indépendance colombienne célébrée en septembre 2010. Dans le cadre de cette commémoration, les FARC -EP ont formulé le *Plan Independencia Definitiva 2010-2014* afin d'établir une stratégie politique en rassemblant le plus grand nombre de sympathisants, de personnages et de partis politiques de la gauche pour former une force électorale avec reconnaissance internationale en projetant la paix en Colombie<sup>264</sup>. Un plan qui coïncide avec certains paramètres relatifs à la « Tercera Via » du Plan Nacional de Desarrollo 2010- 2014.

Aussi, depuis 2011, on observe que les FARC ont réalisé des grèves armées avec y compris des menaces de violence destinées aux hommes politiques et à la population civile, d'une part comme représailles pour les opérations militaires du gouvernement et d'autre part, comme signe de

<sup>260</sup> « ... el objetivo es establecer un gobierno de Tercera Vía que se resume en un principio fundamental : el mercado hasta donde sea posible y el Estado hasta donde sea necesario. Un gobierno que prioriza las políticas que maximizan el impacto social, independientemente de su origen ideológico. Políticas que conducen a una mayor cohesión social a través de la generación de empleo, la educación y la igualdad de oportunidades, y que también promueven la participación ciudadana y la responsabilidad social... ». Plan Nacional de Desarrollo *Op. cit.*, p. 24

<sup>261</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op. cit.*, p. 282-286.

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 282-286.

<sup>263</sup> *Ibid.*, p. 289-291

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 302

protestation contre l'exploitation de ressources naturelles par des entreprises multinationales. Cette situation a provoqué des grèves impulsées par les communautés. Par exemple, dans la Région de Chocó, la population manifesta contre la violence exercée par les FARC<sup>265</sup>.

### 3.1 Les négociations : la démarche de l'Accord Final avec les FARC -EP

Même si le document de l'Accord Final montre que les dialogues trouvent leur origine grâce à une « rencontre exploratoire » ayant eue lieu entre le 23 février et le 26 août 2012 à La Havana (Cuba)<sup>266</sup> et faite de manière confidentielle, on note qu'il y a eu des approches précédentes entre le gouvernement et les FARC où il a été convenu que Cuba, la Norvège et le Venezuela accompagneraient le processus.

En effet, Loïc Ramirez souligne que depuis l'élection du président Juan Manuel Santos, plusieurs rencontres et échanges clandestins ont eu lieu à Cuba entre le gouvernement et les FARC afin de mettre fin au conflit armé d'une manière pacifique<sup>267</sup>.

En effet, pendant les années 2012, l'ex-président Álvaro Uribe Vélez a été le premier colombien à dénoncer à travers les médias ces rencontres<sup>268</sup>. Cela fut une des situations qui le menèrent à se placer à la tête de l'opposition aux accords de paix avec les FARC.

Entre ces deux dates a eu lieu la « rencontre exploratoire »<sup>269</sup> où les représentants du gouvernement colombien et des FARC signèrent un document appelé *Acuerdo General para la Terminación del Conflicto y la Construcción de una Paz Estable y Duradera* ». Le 26 août 2012, les délégués de Cuba et la Norvège, devinrent garants de cet accord.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 286, 288, 310 et 312.

<sup>266</sup> « Acuerdo final », Préambule, *Op. cit.*, p. 1.

Oficina del Alto Comisionado para la Paz, « Mesa de conversaciones con las Farc-EP », Bogotá, (en ligne).

Disponible sur:

<http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/procesos-y-conversaciones/Paginas/mesa-de-conversaciones-con-las-farc-ep.aspx> (Consulté le 17/07/2017); Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op. cit.*, p. 317

<sup>267</sup> RAMIREZ Loïc, *Op. cit.*, p. 139

<sup>268</sup> Journal El Espectador, « Uribe dice que Santos está negociando con las Farc en Cuba », 19 août 2012, (en ligne). Disponible sur: <https://www.elespectador.com/noticias/politica/uribe-dice-santos-esta-negociando-farc-cuba-articulo-368724> (Consulté le 07/05/2019)

<sup>269</sup> Cette rencontre a été financée par le président cubain Raúl Castro. CNN en español, « Los protagonistas del proceso de paz en Colombia », par AGUIAR Rodrigo, 23 avril 2016, (en ligne). Disponible sur: <http://cnnespanol.cnn.com/2016/04/23/los-protagonistas-del-proceso-de-paz-en-colombia/#0> (Consulté le 23/07/2017)

Ce document a marqué la feuille de route pour l'Accord Final de paix à travers six piliers clés : « politique de développement agricole intégral », « participation politique », « cessez-le-feu bilatéral et définitif », « réintégration des FARC dans la vie civile », « solution au problème des drogues illicites », « dédommagement des victimes » et « vérification et approbation de l'Accord ». De même, avec ce document ils adoptèrent les conditions pour les négociations.

Par la suite, le Venezuela et le Chili sont devenus accompagnateurs du processus avec les FARC puis, le 18 octobre 2012, une table de conversations a été installée publiquement à Oslo en Norvège. Dans le cadre de cette table, le négociateur en chef du Gouvernement Colombien a signalé qu'un des engagements du gouvernement avait été d'établir certaines lois colombiennes qui permettraient aux FARC de participer comme force d'opposition<sup>270</sup>. Ce qui signifie qu'avant de signer l'Accord Final, des réformes constitutionnelles furent fixées pour continuer les dialogues et parvenir à celui-ci.

Depuis le 19 novembre 2012 La Havane est devenue le siège du dialogue de paix où ont été accordés les points finaux de l'*Acuerdo Final para la Terminación del Conflicto y la Construcción de una Paz Estable y Duradera*.

Finalement, le 12 novembre 2016 le document appelé *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* a été signé par le gouvernement colombien et les FARC-EP. Il a été approuvé le 30 novembre 2016 par le Congrès et le Sénat colombien, date qui marque les débuts de la période de post-conflit avec cette guérilla.

---

<sup>270</sup> Caracol Radio, « Cronología del proceso de paz », 24 janvier 2014, (en ligne). Disponible sur: [http://caracol.com.co/radio/2013/10/18/nacional/1382097060\\_997459.html](http://caracol.com.co/radio/2013/10/18/nacional/1382097060_997459.html) (Consulté le 16/07/2017)

## CHAPITRE IV : LA STRUCTURE PATRIARCALE COLOMBIENNE

### 4.1 Les femmes dans la sphère publique colombienne

D'une manière générale le rôle des femmes a été très limité sur la scène politique colombienne puisque ce n'est qu'en 1991 avec la nouvelle Constitution du pays qu'ont été établis plusieurs droits en faveur des femmes comme l'égalité entre les deux sexes et le droit d'exercer une profession, entre autres<sup>271</sup>.

D'un point de vue politique, le Gouvernement colombien a adopté en 2000 la Loi des quotas (Ley Estatutaria 581 de 2000) qui se doit d'assurer 30% minimum des femmes au plus haut niveau du gouvernement (Maximo Nivel Decisorio-MND) : au niveau des ministères, de la vice-présidence et direction de la sphère publique et politique où il y a planification, exécution et contrôle des politiques publiques. Il en est de même pour d'autres niveaux au sein de la structure administrative et politique<sup>272</sup>.

Malgré les résultats positifs de cette loi concernant la participation des femmes, il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine puisque la relation d'inégalité entre les deux sexes continue.

En effet, en 2016 la participation des hommes au plus haut niveau du gouvernement était de 68% contre 38% des femmes, un chiffre qui dépasse minimum exigé par la Loi des quotas. Cependant, ce chiffre est clairement très bas si l'on considère les 24.708.400 de femmes en comparaison aux 23.945.019 d'hommes, du total de la population colombienne la même année. Aussi, en 2017 la moyenne de participation des femmes au plus haut niveau du gouvernement a été de 36%, chiffre qui a diminué par rapport à l'année 2016<sup>273</sup>. (Voir Annexe No. 17 ; Accomplissement de la Loi des Quotas, MND-OND 2016)

<sup>271</sup> La Constitution de 1991 a transformé la Constitution de 1886. Revista Semana, « La Constitución de 1991 y los derechos de la mujer », par Defensoria Delegada para la Mujer, juin 24 de 2011, (en ligne). Disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/la-constitucion-del-91-derechos-mujer/241871-3> (Consulté le 11/03/2019)

<sup>272</sup> Ley 581 de 2000 (Mayo 31) : appelé Loi de Quota : « Por la cual se reglamenta la adecuada y efectiva participación de la mujer en los niveles decisorios de las diferentes ramas y órganos del poder público, de conformidad con los artículos 13, 40 y 43 de la Constitución Nacional ... ». Departamento Administrativo de la Función Pública, « Informe de participación de la mujer en los niveles decisorios de las diferentes ramas y órganos del poder público colombiano en la vigencia 2016, cumplimiento de la Ley 581 de 2000, Diciembre 2016 », (en ligne). Disponible sur : <http://www.funcionpublica.gov.co/documents/418537/616038/Informe+Ley+de+Cuotas+2016+DEFINITIVO.pdf/dae345b6-b792-4839-8bff-0708808c36bc> (Consulté le 11/03/2019)

<sup>273</sup> En 2016 le total de la population colombienne était de 48.748.000 habitants. Población Colombia 2017. Datosmacro.com, « Crece la población en Colombia en 544.000 personas », (en ligne). Disponible sur : <https://datosmacro.expansion.com/demografia/poblacion/colombia> (Consulté le 03/04/2019)

Cela signifie qu'en 2018 la participation et la présence des femmes dans les sphères publiques et politiques reste très fragile et continue à être variable. Une situation que l'on retrouve dans d'autres pays comme le Chili, l'Allemagne et le Royaume Uni où les femmes représentent entre 31% et 34% au niveau des ministères contre 31% en Colombie<sup>274</sup>.

#### 4.2 La participation politique des femmes en Colombie

Depuis 1990, certains pays de l'Amérique latine comme la Bolivie, la Colombie, l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine et l'Uruguay ont adopté le système de quotas. Ce système de quotas signifie qu'un pourcentage minimal est destiné aux genres afin de garantir la participation égalitaire dans les partis politiques pour les élections populaires.

L'Argentine a été le premier pays à adopter ce système de normes pour augmenter la participation des femmes au sein du parlement en 1991. En revanche, la Colombie a été un des derniers pays du continent à adopter ces normes en 2011<sup>275</sup> (Voir Annexe No. 18 Les pays et les quotas du genre).

Plusieurs réformes et projets passèrent avant l'adoption en 2011 de la loi 1475 qui mit en place les quotas du genre au moment des élections populaires. Il faut souligner que concernant « l'égalité du genre » cette loi prend en compte que la représentation doit être pour les hommes, les femmes et d'autres options de sexe sans entrer dans les détails<sup>276</sup>.

À travers cette loi, le gouvernement a promu l'égalité entre les deux sexes en exigeant aux partis politiques de consacrer au moins 30% des listes pour les femmes. Cependant, en 2018 les résultats étaient encore insatisfaisants : la présence des femmes est de 23% au Sénat, de 18% pour la

---

Departamento Administrativo de la Función Pública Dirección de Empleo Público, « Informe sobre la participación de la mujer en los cargos de los niveles decisorios del Estado colombiano », Diciembre 2017, (en ligne). Disponible sur :

<http://www.funcionpublica.gov.co/documents/418537/616038/Informe+sobre+la+participacion+de+la+mujer+en+los+cargos+de+los+niveles+decisorios+del+Estado+colombiano.pdf> (Consulté le 03/04/2019)

<sup>274</sup> « ...países como Chile, Alemania y Reino Unido, cuyos porcentajes oscilan entre el 30% y el 34,9%, de acuerdo con la publicación de las Naciones Unidas : Mujeres en la Política 2017 ». Extrait du : Unwomen.org/. *Ibid.*

<sup>275</sup> TULA María Inés, « II. Las cuotas de género en América Latina. La paridad como meta. Mujeres y política. Un panorama sobre la adopción de las cuotas de género y sus efectos en América Latina y Colombia », Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) – Colombia, p. 12, (en ligne). Disponible sur: <http://www.co.undp.org/content/dam/colombia/docs/Mujeres/undpcoMujeresPol%C3%ADticaAmerLat2015-2016.pdf> (Consulté le 03/04/2019)

<sup>276</sup> Ley Estatutaria 1475 de 2011 (julio 14) : Article 1, Chapitre 1, De los principios y reglas de organización y funcionamiento, Título I : De la organización y funcionamiento de los partidos y movimientos políticos. (en ligne). Disponible sur: [https://wsr.registraduria.gov.co/IMG/pdf/ley\\_1475\\_2011.pdf](https://wsr.registraduria.gov.co/IMG/pdf/ley_1475_2011.pdf) (Consulté le 03/04/2019)

chambre des représentants et au sein du Congrès 56 places sur 258 ont été occupées par des femmes<sup>277</sup>.

Selon l'ONU la participation des femmes colombiennes dans la sphère politique au travers des élections populaires est passé de 6% à 11% et leur participation au Congrès est passé de 7% à 21% au cours de ces vingt dernières années<sup>278</sup>.

Néanmoins, ces chiffres montrent que les efforts pour l'égalité entre les deux sexes ne sont pas suffisants. En 2014 par exemple, parmi les 15 pays d'Amérique latine qui ont adopté le système des quotas, la Colombie s'est placée au 10<sup>ème</sup> rang notamment en ce qui concerne le pourcentage de femmes élues qui peuvent occuper une place au sein des pouvoirs publics. (Voir annexe No. 19 Les femmes au Parlement en l'Amérique latine).

Il semble que les conditions des femmes colombiennes s'améliorent d'une façon constante au niveau de différentes sphères. Par exemple, l'écart entre les deux sexes dans le domaine du travail a baissé : il est passé de 26,63% en 2001 à 20,94% en 2013, ce qui porte à penser que les opportunités de travail pour les deux sexes se rééquilibrent lentement.

Par ailleurs, en 2013 les chiffres du chômage féminin sont passé de 7,38 en 2001 à 5,30% en 2013 ; c'est-à-dire, que les conditions de travail pour les femmes colombiennes se sont améliorées. Cependant, le rapport d'inégalité entre les hommes et les femmes ne diminue pas au contraire : l'écart salarial entre les genres est passé de 17,61% en 2002 à 23,28% en 2012, c'est-à-dire, qu'au cours de ces dix dernières années cet écart salarial entre les deux sexes a augmenté<sup>279</sup>.

<sup>277</sup> Ley Estatutaria 1475 de 2011 (julio 14) : Article 28, Título III : De las campañas electorales Capítulo I, De la inscripción de candidatos, (en ligne). Disponible sur: [https://wsr.registraduria.gov.co/IMG/pdf/ley\\_1475\\_2011.pdf](https://wsr.registraduria.gov.co/IMG/pdf/ley_1475_2011.pdf) (Consulté le 03/04/2019)

«... La conformación de Senado y de la Cámara quedó bastante parecida con relación a la participación de la mujer en la legislatura anterior. Básicamente, se mantuvo la presencia de las mujeres en el Congreso. Fue de un 23 % en el Senado y del 18 % en el caso de la Cámara de Representantes...».

Journal El Espectador, «La Ley de Cuotas de género debe ser del 50 %», 18 Mars 2018, (en ligne). Disponible sur: <https://colombia2020.elespectador.com/politica/la-ley-de-cuotas-de-genero-debe-ser-del-50> (Consulté le 03/04/2019)

Revista Semana, « De 258 curules en el Congreso, solo 56 candidatas lograron un escaño », 7 mai 2018, (en ligne). Disponible sur: <https://www.semana.com/educacion/articulo/la-participacion-politica-de-la-mujer-en-colombia/574099> (Consulté le 03/04/2019)

<sup>278</sup> ONU Mujeres Colombia, « Las mujeres en Colombia », ONU Mujeres Colombia, « Las mujeres en Colombia », (en ligne). Disponible sur: <http://colombia.unwomen.org/es/onu-mujeres-en-colombia/las-mujeres-en-colombia> (Consulté le 03/04/2019)

<sup>279</sup> *Ibid.*

### 4.3 La violence contre les femmes

La violence contre les femmes en Colombie constitue une problématique variable et toujours inquiétante puisque les chiffres sont toujours en hausse. Également, la vulnérabilité des droits de l'Homme augmente avec la situation de conflit armé interne aussi bien pour les enfants que pour les femmes adultes.

Concernant cette vulnérabilité en Colombie, on trouve plusieurs types de violence contre les femmes : violence conjugale, agressions sexuelles, menaces, assassinats, exécutions arbitraires, disparitions forcées ou involontaires, tortures, viol et esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée tout comme la stérilisation forcée<sup>280</sup>.

En 2014, par exemple, 2,6 femmes par jour ont été assassinées soit 1 007 femmes au total. En 2015, ce chiffre est descendu à 2,2 femmes mais a augmenté en 2016 à 2,4 femmes<sup>281</sup>. Par ailleurs, un rapport de l'organisation Terre des Hommes montre que 876 000 femmes colombiennes ont été victimes des violences sexuelles entre 2010 et 2015<sup>282</sup>.

Également, il faut signaler que la vulnérabilité des femmes est plus importante dans les zones urbaines puisque les assassinats de femmes dans celles-ci ont représenté 76,1% de cas en 2014, 77,4% en 2015 et 76,4% en 2016<sup>283</sup>.

Au long du conflit armé l'ONU recense 400 000 femmes victimes d'assassinat en Colombie<sup>284</sup>. En effet, les rapports de la Fiscalía entre 2014 et 2016, montrent que les projectiles des armes de feu constituent la principale cause de morts de femmes<sup>285</sup>.

Cependant, selon la classification entre 2014 et 2015 dans plus de 50% des cas il n'existe pas d'information sur l'agresseur et, entre 2014 et 2016, dans un grand pourcentage l'agresseur est

---

<sup>280</sup> *Ibid.*

<sup>281</sup> Cette information est enregistrée par la Fiscalía colombienne entre janvier et Octobre de chaque année. Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, Subdirección de Servicios Forenses, Grupo Centro de Referencia Nacional sobre Violencia Boletín Epidemiológico, « Violencia de género en Colombia, análisis comparativo de las cifras de los años 2014, 2015 y 2016 », Natalia Lozano Mancera, p.4, (en ligne). Disponible sur : <http://www.medicinalegal.gov.co/documents/20143/57985/Violencia+de+Género+en+Colombia.+Análisis+comparativo+de+las+cifras+de+los+años+2014%2C+2015+y+2016.pdf> (Consulté le 04/04/2019)

<sup>282</sup> Terre des Hommes, rapport « Colombie un long chemin vers la paix », La violence sexuelle, arme de guerre, Point 3. Les principales atteintes aux droits des femmes, des jeunes et des enfants, (en ligne). Disponible sur : [https://terredeshommes.fr/app/uploads/2017/10/Rapport-TDH\\_Colombie-un-long-chemin-vers-la-paix.pdf](https://terredeshommes.fr/app/uploads/2017/10/Rapport-TDH_Colombie-un-long-chemin-vers-la-paix.pdf) (Consulté le 16/02/2019)

<sup>283</sup> *Ibid.* p. 8

<sup>284</sup> OnuMujeres, *Op. cit.*

<sup>285</sup> Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, *Op. cit.*, p. 9

classé comme étant inconnu. Également, parmi ce classement, il y a des agresseurs qui font partie des groupes armés illégaux. Ceci présente le degré d'impunité par rapport à la violence subie par les femmes en Colombie. (Voir annexe No. 20 Homicides des femmes selon l'agresseur présumé. Colombie 2014, 2015 et 2016).

En outre, concernant la violence contre les femmes au long du conflit on voit :

*« Les rapports officiels signalent que plus 400 000 femmes ont été victimes d'homicide dans le cadre du conflit armé, et plus de 57 000 femmes ont été victimes de déplacement forcé. Entre 1995 et 2011 la violence dans le conflit armé a causé le déplacement interne de plus de 2 700 000 femmes (environ 6% de la population totale du pays et 51% du total des personnes déplacés). 15,8% des femmes déplacées affirment avoir été victimes d'agressions sexuelles. Les femmes indigènes et les afro descendantes ont été affectées de manière disproportionnée à cause de la violence du conflit ; sur 3 445 cas d'homicides de personnes indigènes et afro colombiennes, 65,5% ont été des femmes<sup>286</sup> ».*

Concernant la violence sexuelle, les mineures entre 0 et 17 ans sont les femmes les plus vulnérables par rapport à ce type de violence, généralement domestique. En 2014 elles représentaient 84.8% des femmes victimes d'agressions sexuelles, en 2015 85,5%, et 85% en 2016.<sup>287</sup>

Selon la classification que fait la *Fiscalia* colombienne par rapport au type d'agresseur, la plupart des agressions sont faites par une personne de la famille, quelqu'un de connu, un ami, ou un membre des groupes armés illégaux. Cependant, un pourcentage important de cas ne contient pas d'information (Voir annexe No. 21 Femmes victimes de violence sexuelle selon l'agresseur présumé. Colombie 2014, 2015 et 2016).

#### **4.4 Dernier rapport sur la violence sexuelle dans le cadre du conflit armé**

Le dernier rapport national a été fait par le *Centro Nacional de Memoria Histórica* avec l'aide de plusieurs institutions comme l'Onu Mujeres, l'OIM et la Croix Rouge Internationale. Ce rapport montre qu'aucun acteur armé ne reconnaît leur responsabilité face à la violence sexuelle dans le

<sup>286</sup> « Datos oficiales indican que más de 400.000 mujeres han sido víctimas de homicidio en el marco del conflicto armado, y hay más de 57.000 mujeres víctimas de desplazamiento forzado. Entre 1995 y 2011, la violencia en el conflicto armado ha generado el desplazamiento interno de más de 2.700.000 mujeres (cerca de 6% de la población total del país y el 51% del total de personas desplazadas). 15,8% de las mujeres desplazadas declaran haber sido víctimas de violencia sexual. Las mujeres pertenecientes a grupos étnicos indígenas y afrocolombianas se han visto afectados de manera desproporcionada por la violencia derivada del conflicto; de 3.445 casos de homicidios de personas indígenas y afrocolombianas, el 65,5% eran mujeres ». OnuMujeres, *Op. cit.*

<sup>287</sup> Depuis 1977 en Colombie l'âge de la majorité est de 18 ans pour tout acte légal ainsi que pour l'exercice de ses droits civils. Departamento Administrativo de la Función Pública, Article 1, Ley 27 de 1977 (Octobre 26), (en ligne). Disponible sur : <https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=4965> (Consulté le 12/01/2019)  
Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, *Op. cit.*, p. 17

cadre du conflit<sup>288</sup>. Également, ce rapport stipule plusieurs formes de violence sexuelle dans le cadre du conflit tels que l'esclavage sexuel, prostitution forcée, le viol, les menaces sexuelles comme mesures d'intimidation sur les femmes, la stérilisation et l'avortement forcés<sup>289</sup>.

Le 20 septembre 2017, sur 15 076 victimes de violence sexuelle comptabilisées dans le cadre du conflit, 91,6% étaient des femmes. Parmi les responsables plusieurs acteurs : les paramilitaires qui ont commis 32,2% des actes, les guérillas qui ont commis 31,5% des actes mais aussi les agents de l'État responsables de 206 cas de violence sexuelle. En revanche 3.973 cas n'ont pas réussi à identifier de responsable<sup>290</sup>.

Selon ce document, dans le cadre du conflit, la violence sexuelle a été utilisée pour différents objectifs : comme une punition vers un groupe au sein de l'occupation d'un territoire, comme une manière de terroriser et déplacer la population afin d'occuper leurs terres, comme une manière de pression, entre autres<sup>291</sup>.

Également, cette violence s'est exercée dans certains groupes comme une forme de régime disciplinaire et de hiérarchisation des pouvoirs entre les hommes et les femmes<sup>292</sup>. Par ailleurs, en 2016, six mois avant la signature de l'Accord Final, le pays a connu certains chiffres de violence de genre de la part FARC :

*« Le bureau du procureur a enregistré 4 269 cas de violence de genre (au sein des F). Selon les rapports, la plupart des victimes sont des mineures qui avaient entre 14 et 18 ans et des femmes de la société civile...<sup>293</sup> »*

<sup>288</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, « La guerra inscrita en el cuerpo, Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », Novembre 2017, p. 16, (en ligne). Disponible sur :

<http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/informes-2017/la-guerra-inscrita-en-el-cuerpo> (Consulté le 14/02/2019)

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 16-27

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 25

<sup>291</sup> *Ibid.*, p. 26-27

<sup>292</sup> *Ibid.*, p. 27

<sup>293</sup> «...La Fiscalía tiene registrados 4.269 casos activos de violencia basada en género. Según los registros, la mayor parte de víctimas son menores entre los 14 años y los 18 años y mujeres de la población civil...». WRadio, « 4.269 casos que tiene la Fiscalía sobre violencia de género en las Farc », 19 mai 2016, (en ligne). Disponible sur : <http://www.wradio.com.co/noticias/actualidad/son-4269-casos-que-tiene-la-fiscalia-sobre-violencia-de-genero-en-las-farc/20160519/nota/3137608.aspx> (Consulté le 10/04/2019)

## CHAPITRE V : LA STRUCTURE PATRIARCALE DES FARC

### 5.1 Le chef des FARC : l'homme suprême de la guérilla

Durant le conflit armé colombien, la plupart des militants FARC révélés dans les médias étaient majoritairement des hommes. L'idée d'une structure au sein de la guérilla est représentée par la figure du premier chef de la guérilla ; Pedro Antonio Marín, considéré comme l'homme suprême des FARC<sup>294</sup>.

Pour se mettre à l'abri de l'armée et du Gouvernement colombien, Marín utilisait le pseudonyme de « Manuel Marulanda Vélez » nom d'un dirigeant syndical mort en 1951 et en même temps, il utilisait l'alias « Tirofijo » comme nom de guerre<sup>295</sup>.

En effet, tous les militants des FARC utilisaient des pseudonymes qui pouvaient être le nom de politiciens, de syndicalistes, de héros de guerre déjà disparus ou d'épisode d'indépendance. Également, tous utilisaient un alias comme nom de guerre lié à leurs personnalités ou à leurs caractéristiques physiques<sup>296</sup>.

Ávila, ex commandant des FARC, décrit Marulanda comme un homme discret avec une volonté déterminée. En effet, Sandra Ramirez, ancienne combattante des FARC et femme de Marulanda durant les vingt-quatre dernières années sa vie, le décrit comme un homme discipliné et prudent, qualités qui lui auraient permis de ne jamais être capturé ni tué<sup>297</sup>.

Marulanda Vélez, nommé le guérillero le plus âgé du monde en 1990, est né dans une petite ville du département du Quindío caractérisée par de grandes exploitations caféières qui jouent le rôle de frontières de Tolima, la région colombienne la plus touchée par le communisme. À 22 ans, il intègre les guérillas de cette région où on le reconnaîtra pour ses qualités d'agitateur. Il intégrera le Parti Communiste Colombien en 1957<sup>298</sup>.

<sup>294</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit*, p. 57

<sup>295</sup> *Ibid.* p. 24

<sup>296</sup> *Ibid.* p. 61

<sup>297</sup> *Ibid.* p. 23

Plus tard on parlera de cette femme qui deviendra candidate au Sénat colombien grâce à l'Accord Final signé en 2016.

Revista Semana, « Sandra Ramirez : ancienne combattante des Farc. Los trece hijos que tuvo Tirofijo », 27 novembre 2016, (en ligne). Disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/farc-companera-sentimental-de-manuel-marulanda-tirofijo-relata-detalles-de-su-relacion/495632> (Consulté le 05/11/2018)

<sup>298</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit*, p. 20, 21 et 100

Departamento du Quindío : est situé au centre-ouest colombien. Ses limites sont : au nord du

En 1964 et depuis les opérations militaires sur Marquetalia expliquées précédemment, Marulanda a été qualifié de « dirigeant légendaire ». Lui ainsi que tous les guérilleros survivant à ces opérations devinrent de véritables héros pour d'autres guérillas<sup>299</sup>.

A l'époque de La Violence, Marulanda lutta aux côtés de libéraux colombiens avant de rejoindre par la suite les communistes et, en 1968, quatre ans après la fondation des Farc, il fût envoyé à Moscou pour compléter sa formation de révolutionnaire<sup>300</sup>.

## 5.2 Marulanda : la concentration du pouvoir chez les FARC

Pour analyser la position de Marulanda en ce qui concerne l'égalité entre les sexes, il faut revenir à la période de sa formation révolutionnaire communiste, époque, où la situation des femmes colombiennes était précaire.

Marulanda Vélez est né le 1 mai 1928, c'est-à-dire, 29 ans avant que les femmes colombiennes exercent leur droit de vote pour la première fois. Il a donc grandi dans une société patriarcale où les opinions, les idées et la voix des femmes n'étaient pas considérées comme étant importantes<sup>301</sup>.

D'ailleurs, la société patriarcale en Colombie reste toujours présente puisqu'en 2017, 60 ans après le premier vote des femmes, l'écart qui se creuse entre les deux sexes n'a pas permis un plein développement social, politique ni économique pour les femmes colombiennes. En effet, même si en Colombie la femme représentait 51,6% de la population totale et 55% des étudiants diplômés, le chômage touche toujours plus les femmes que les hommes et l'écart salarial entre les deux est de 18.9%<sup>302</sup>.

---

Risaralda, à l'est du Tolima et au ouest du Valle del Cauca, (en ligne). Disponible sur :

<https://es.wikipedia.org/wiki/Quind%C3%ADo> (Consulté le 06/11/2018)

<sup>299</sup> Voir p. 40 du présent document ; PÉCAUT Daniel, *Op. cit.*, p. 66

<sup>300</sup> Voir p. 37- 41 du présent document ; RAMIREZ Loïc, *Op. cit.*, p. 10 et DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 20-21

<sup>301</sup> Le droit du vote des femmes en Colombie a été reconnu à travers l'Acte No. 03 de 1954, cependant, elles ont participé à un processus électoral 1 décembre 1957 pour la première fois. ONU Mujeres Colombia, « Conmemoración 60 años del voto de las mujeres en Colombia », (en ligne). Disponible sur :

<http://colombia.unwomen.org/es/noticias-y-eventos/articulos/2017/11/accion60voto> (Consulté le 07/03/2019)

DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 20

<sup>302</sup> Concernant la participation des femmes dans le monde de travail, il y a 20 points de différence entre les deux sexes (54 femmes et 74% hommes), *Ibid.*

Si l'on croise ce contexte vécu par Marulanda avec sa pensée communiste, revenons sur la théorie du féminisme marxiste exposée par Mendia Azkue<sup>303</sup> afin de mieux comprendre la structure patriarcale des FARC.

Il faut rappeler que cette théorie révèle la situation d'inégalité des femmes par rapport aux hommes notamment sur les rapports de pouvoir et leurs statuts. Ce qui nous fait penser à la possibilité d'une situation de désavantage des militantes dans une structure dirigée par Marulanda à côté de leurs principaux cadres masculins<sup>304</sup>.

Concernant la structure autoritaire au sein des FARC, il faut souligner l'impact du Printemps de Prague<sup>305</sup> sur la pensée de Marulanda.

Dans le cadre de cet ancien épisode international, le Parti Communiste Tchécoslovaque a proposé une « relative libéralisation » du pays, entraînant la liberté de la presse, d'expression, de circulation, la démocratisation et la décentralisation de l'économie Tchécoslovaque. Cette liberté aurait occasionné l'occupation de l'URSS pour rétablir l'ordre du pays et pour faire respecter le Pacte de Varsovie<sup>306</sup>.

Cependant, même si le Printemps de Prague avait été la seule innovation politique à survivre à l'intervention soviétique<sup>307</sup>, selon Estéban Ávila, Marulanda lui, considérait cet épisode comme une situation de trahison :

*« Ces évènements firent comprendre à Marulanda que le pouvoir ne se partageait pas. Il réalisa que lorsque les décisions étaient prises par un seul homme, le risque que certains recherchent l'indépendance s'en trouvait réduit ... il voulait être le seul chef au sein d'une organisation affichant une vision modèle de la*

<sup>303</sup> Voir p. 29-31 du présent document

<sup>304</sup> Concernant la Structure politique – militaire des Farc, voir p. 50 du présent document

<sup>305</sup> Printemps de Prague : « ... période de l'histoire de la République socialiste tchécoslovaque durant laquelle le Parti communiste tchécoslovaque introduit le « socialisme à visage humain » et propose une relative libéralisation ». Elle s'est déroulée du 5 janvier 1968 jusqu'au 21 août 1968. « Printemps de Prague », (en ligne). Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Printemps\\_de\\_Prague](https://fr.wikipedia.org/wiki/Printemps_de_Prague) (Consulté le 09/03/2019)

<sup>306</sup> « ... Il débute le 5 janvier 1968, avec l'arrivée au pouvoir du réformateur Alexander Dubček et s'achève le 21 août 1968 avec l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie... », *Ibid.*

Pacte de Varsovie : « ... est une ancienne alliance militaire regroupant les pays d'Europe de l'Est avec l'URSS dans un vaste ensemble économique, politique et militaire. Il est conclu le 14 mai 1955 entre la plupart des pays communistes du bloc soviétique par un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Nikita Khrouchtchev qui en fut l'artisan, l'avait conçu dans le cadre de la guerre froide comme un contrepoids à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui avait vu le jour en avril 1949... ». « Pacte de Varsovie », (en ligne). Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte\\_de\\_Varsovie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_de_Varsovie) (Consulté le 09/03/2019)

<sup>307</sup> « Printemps de Prague », *Op. cit.*

*société révolutionnaire, tout en pratiquant les méthodes d'un système autoritaire ...tout pour la révolution disait-il quelques années plus tard...<sup>308</sup>»*

En effet, Ingrid Betancourt décrit Marulanda comme l'homme qui « avait le contrôle absolu de tous ces hommes » et qui, une fois assis sur sa chaise ressemblait à un empereur<sup>309</sup>.

On remarque aussi que la structure des FARC est restée très fidèle à son chef. Cette situation est illustrée avec les causes et la date de mort de Marulanda, une information qui reste toujours hermétique même si elle a entraîné diverses spéculations dans les médias colombiens. Si aux dernières nouvelles, la date de son décès par cause naturelle correspondrait à l'année 2008, la recherche de Drouhaud montre que :

*« ... la décision du retrait de Marulanda fut prise d'un commun accord avec l'ensemble du Secrétariat et dans l'intérêt des FARC. Tout ce que je vous dis est confidentiel. Ce serait même le secret le mieux gardé de la guérilla, qui n'a jamais officiellement laissé transparaître quoi que ce soit...<sup>310</sup>»*

Après la mort de Manuel Marulanda Vélez en 2008, Alfonso Cano est devenu commandant en chef des FARC-EP<sup>311</sup> jusqu'en 2011 année où il fut tué dans les combats avec l'armée colombienne. Finalement, les FARC désignèrent à Timoléon Jiménez, alias « Timochenko », toujours chef suprême de cette guérilla.

### **5.3 L'importance des hommes dans la structure des FARC**

Le pouvoir des hommes dans la structure des FARC est toujours remarquable quand on voit que la plupart des articles publiés par la guérilla<sup>312</sup> font référence aux hommes militants. D'une manière générale, on trouve la même situation parmi la plupart des articles publiés dans les médias et la littérature qui considère les FARC comme des hommes militants.

Par exemple, souvent on note Marulanda Vélez à la tête et Jacobo Arenas comme un de ses premiers commandants. Également, sont nommés d'autres fondateurs comme Rigoberto Losada, Isauro Yosa, Isaías Pardo et Jaime Guaraca qui sont reconnus comme les auteurs du programme

<sup>308</sup> Mots d'Estéban Ávila, ancienne commandant des Farc. DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 21, 22

<sup>309</sup> Ingrid Betancourt, *Même le silence a une fin*, 2010, p. 98

<sup>310</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 108

<sup>311</sup> RAMIREZ Loïc, *Op. cit.*, p. 141

<sup>312</sup> <http://www.farc-ep.co> est l'ancien site Internet des Farc. Dans le cadre de cette recherche il a été consulté jusqu'au mois de Janvier 2019.

agraire des guérilleros créée en 1964, qui représente le principal facteur de lutte des FARC contre les latifundiums<sup>313</sup>.

Le livre de Pascal Drouhaud, donne certaines pistes lorsque par exemple il parle de Fabian Ramirez comme étant responsable important des FARC et d'Estéban Ávila comme un des anciens membres de l'entourage immédiat de Marulanda. Dans ce cas on voit que le récit sur des rôles importants de la guérilla renvoie à des hommes<sup>314</sup>.

Il est également commun de trouver les noms des hommes suivants cités ci-dessous. En effet ils occupèrent un rôle important au sein d'une hiérarchie où la prédominance des hommes se constate clairement :

**Ricardo Palmera, alias « Simon Trinidad »** : est un économiste et ex-haut fonctionnaire de la Banque en Colombie, il était le trésorier des FARC. Né en 1951, il devient militant de l'UP mais avec la pression paramilitaire il décida de rejoindre les FARC en 1987. Il fut arrêté en Équateur et extradé aux États-Unis en 2004 pour avoir participé à l'enlèvement de trois américains. Sa peine finira en 2056, il aura 106 ans<sup>315</sup>.

---

<sup>313</sup> Jacobo Arenas : était chargé de l'endoctrinement idéologique des Farc (DROUHAUD Pascal, p. 57-58). Son nom était Luis Alberto Morantes Jaimés qui était un ex-leader syndical colombien avant de fonder les Farc. « 26 años de la partida de Jacobo Arenas ». FARC-EP, « 26 años de la partida de Jacobo Arenas », (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/comunicado/26-anos-de-la-partida-de-jacobo-arenas.html> (Consulté le 08/02/2019)

Rigoberto Losada Perdomo Joselo : à 64 ans, il a été un des fondateurs et des premiers idéologues des Farc. Il faisait partie de l'État-Major des Farc, c'est-à-dire, de l'organe suprême des Farc. Cependant, depuis des années 1964 il avait un ordre de capture à cause de multiples délits notamment celui d'assassinat. Depuis 1978 il était recherché par la rébellion et a finalement été assassiné par l'armée en 1992. Journal El Tiempo, « Muerto en Bogotá uno de los fundadores de Farc », 15 octobre 1992, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-223248> (Consulté le 10/02/2019)

Isauro Yosa, alias Mayor Lister est né en 1910. C'était un paysan colombien et militant communiste qui lutta du côté de la résistance contre le gouvernement pendant la période La Violence. Plus tard Marulanda est devenu un de ses camarades. Isauro aurait été à la tête d'une des colonnes mobiles des guérillas après l'offensive militaire à Marquetalia. Journal El Tiempo, « El militar que incautó la cédula de 'Tirofijo' », 21 mars 2009, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4892893> (Consulté le 10/02/2019)

Isaías Pardo alias Sargento Tula : est un des paysans guérilleros morts pendant l'Opération militaire à Marquetalia. Journal El Tiempo, « Tula tenía la cédula de Tirofijo », par Jineth Bedoya, 7 juin 2003, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-996674> (Consulté le 10/02/2019)

Jaime Guaraca : est un paysan colombien devenu guérillero 13 ans avant la période de La Violence et qui a continué la révolution aux côtés de Marulanda Vélez. Il est devenu commandant une seconde fois que les Farc sont nées. Journal El Espectador, « Entrevista con Jaime Guaraca en La Habana » par Alfredo Molano Bravo, 28 Juin de 2014, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/politica/entrevista-jaime-guaraca-habana-articulo-501259> (Consulté le 10/02/2019)

« Breve esbozo biográfico sobre el comandante 'Jacobo Arenas' », par Bernardo Peñalosa, intégrante de la Comisión Relaciones Políticas Farc-EP, 11 août de 2011, (en ligne). Disponible sur : <http://insurgenciafariana.blogspot.com/2011/08/breve-esbozo-biografico-sobre-el.html> (Consulté le 10/02/2019)

<sup>314</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 11

<sup>315</sup> Simon Trinidad est le pseudonyme utilisé par Juvenal Ovidio Ricardo Palmera, alias Federico. Il a été capturé à Quito (Équateur) en 2002 dans le cadre d'une opération des services secrets de Colombie. En 2006 il a été extradé aux États-Unis. DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 61

**Luis Morantes, alias « Jacobo Arenas »** : devient depuis les années 1940 un des membres du Parti Communiste Colombien. Il est un des fondateurs des FARC, un des créateurs de l'Union Patriotique et ex-chef politique et idéologique des FARC. À la fin des années 1985, les FARC voulaient proposer Jacobo Arenas comme représentant de l'UP pour les élections présidentielles de Colombie. Cependant, à cause du risque élevé d'assassinat elles ne le font pas. Mort en 1990 il a été remplacé par Alfonso Cano. Il a été considéré comme un héritier du Che Guevara et a été chargé d'enseigner la doctrine marxiste-léniniste aux guérilleros<sup>316</sup>.

#### 5.4 Les membres de l'organe le plus important des FARC : le Secrétariat

La structure la plus importante des FARC est représentée par le Secrétariat. Jusqu'en 2007, sept membres des FARC, tous hommes, ont intégré le Secrétariat<sup>317</sup> :

**Manuel Marulanda** : était le Chef maximum des FARC<sup>318</sup>.

**Luis Edgar Devia Silva**, pseudonyme « Raul Reyes » : était le porte-parole des FARC et pendant plusieurs années il était en charge des relations internationales des FARC, raison pour laquelle on l'avait appelé le *Canciller des FARC*. Avant de rejoindre les FARC en 1970, il était vendeur et activiste syndical. Né en 1948, ses parents étaient sympathisants du Parti Libéral et furent déplacés pendant la période La Violence. Il fit partie de la Jeunesse Communiste (JUCO) et membre du Parti Communiste Colombien. Il fut un des négociateurs pendant le processus de paix entre 1998-2002<sup>319</sup>.

**Luciano Marín Arango**, pseudonyme « Iván Márquez » : est né en 1955. Il était militant communiste et intégra les FARC en 1983. Il est un des idéologues des FARC et commandant

Concernant l'UP voir p. No. 55 et 56 du présent document ; RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 107

Revista Semana, « Así pasa sus días 'Simón Trinidad' », 03 octobre 2016, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/simon-trinidad-sus-dias-en-prision-y-su-rol-en-el-proceso-de-paz/464776> (Consulté le 10/02/2019)

<sup>316</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 10, 52 et 53 ; ROJAS Clara, *Op.cit.*, p. 49

<sup>317</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 79 et 112

<sup>318</sup> Voir p. 82 du présent document

<sup>319</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 61 et 112

BBC Mundo, « La guerrillera holandesa que negociará por las Farc », 16 octobre 2012, (en ligne). Disponible sur : [https://www.bbc.com/mundo/noticias/2012/10/121016\\_colombia\\_farc\\_perfil\\_tania\\_holandesa\\_guerrillera\\_aw](https://www.bbc.com/mundo/noticias/2012/10/121016_colombia_farc_perfil_tania_holandesa_guerrillera_aw) (Consulté le 11/02/2019)

Revista Semana, « El pequeño gigante de las Farc », 01 janvier 2008, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/el-pequeno-gigante-farc/91364-3> (Consulté le 11/02/2019)

Concernant la période La Violence, voir p. 37- 41 du présent document

du Bloc Caribe. Entre 1986 et 1988, comme membre de l'UP, il fut un des représentants de la Chambre de Représentants colombienne<sup>320</sup>.

**Manuel Jesús Muñoz**, alias « Ivan Rios » : a utilisé plusieurs identités et son vrai nom était José Juvenal Velandia. Né en 1955, la presse et différents portails d'Internet montrent qu'il suivit des études en sociologie à l'Université d'Antioquia, d'autres montrent qu'il a des études en économie, en médecine et qu'il a étudié en l'Union Soviétique. Il est retourné en Colombie en 1989. Ce fut un des hommes le plus proche de Marulanda. À cause d'un envoi de cocaïne d'une valeur de 25 millions de dollars, Ivan Rios et tous les membres du Secrétariat des FARC ont été accusés de narcotrafic<sup>321</sup>.

**Oscar Riaño**, pseudonyme « Jorge Briceño Suárez », alias « Mono Jojoy » : était le chef militaire des FARC et un stratège militaire guérillero. Né en 1949, il a eu sa formation militaire et révolutionnaire à côté de son père qui était un guérillero des années 1950. Il fut responsable de plusieurs attaques mortelles contre l'armée colombienne. Également il défendit l'idée de l'acceptation de toutes formes de lutte contre l'État, c'est-à-dire, tant les dialogues comme l'utilisation des armes. Il est mort en novembre 2011 dans le cadre d'une des opérations militaires du gouvernement d'Álvaro Uribe<sup>322</sup>.

**Rodrigo Londoño Echeverry**, pseudonyme « Timoléon Jiménez », alias « Timochenko » : est né en 1959. Fils d'un couple communiste il fut proche de Marulanda Vélez. D'ailleurs, depuis le décès de Marulanda, Timochenko devint le chef suprême des FARC jusqu'à nos jours. Il a été envoyé par la JUCO à l'Université Patricio Lumumba de Moscou, la plus importante de l'Union soviétique et qui aujourd'hui est connue comme *Universidad Rusa de la Amistad de los Pueblos* – RUDN. Timochenko a été également le chef du *Partido*

<sup>320</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 112 ; Voir annexe No. 9 Noms des Blocs des FARC Revista Semana, « Quién es Iván Márquez ? », 11 octobre 2007, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/recuadro/quien-ivan-marquez/130144-3> (Consulté le 12/02/2019)

<sup>321</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 112  
Caracol Radio, « Quién era Iván Ríos? », 07 mars 2008, (en ligne). Disponible sur: [http://caracol.com.co/radio/2008/03/07/judicial/1204914300\\_560171.html](http://caracol.com.co/radio/2008/03/07/judicial/1204914300_560171.html) (Consulté le 13/02/2019)  
El Espectador, « Quién era Iván Ríos? », 07 mars 2008, (en ligne). Disponible sur: <https://www.google.com.co/amp/s/amp.elespectador.com/noticias/judicial/articulo-quien-era-ivan-rios> (Consulté le 13/02/2019)

« Iván Ríos », (en ligne). Disponible sur: [https://es.m.wikipedia.org/wiki/Iván\\_RC3%ADos](https://es.m.wikipedia.org/wiki/Iván_RC3%ADos) (Consulté le 13/02/2019)

<sup>322</sup> « Oscar Riano » est un pseudonyme son nom réel est Luis Suarez, alias « Mono Jojoy ». DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 61 ; RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 141  
Revista Semana, « El nuevo No. 1 », 10 juillet 1996, (en ligne). Disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/el-nuevo-no/30316-3> (Consulté le 13/02/2019)

*Comunista Clandestino* – PC3 et du Mouvement Bolivarien qui a permis aux FARC d’être indépendants du Parti Communiste Colombien<sup>323</sup>.

Par rapport à Timochenko et Mono Jojoy, l’ex commandant des FARC Ávila raconte qu’ « ils s’amuse d’un usage calculé de la brutalité »<sup>324</sup>.

**Guillermo León Saenz Vargas**, pseudonyme « Alfonso Cano », alias « El Ciego » : fut un idéologue des FARC. Né en 1948, il suivit des études d’anthropologie et fut formé par les jeunesses communistes. Après avoir intégré le Parti Communiste Colombien il rejoigna les FARC au début des années 1980 et devint un des cadres des FARC tout comme son épouse. Depuis juin 2004, Alfonso Cano devint responsable politique des FARC. Il meurt en 2011<sup>325</sup>.

Finalement, depuis la IX<sup>e</sup> Conférence des FARC de 2007, ils intégrèrent deux membres supplémentaires, Ceux-ci sont <sup>326</sup> :

**Jaime Alberto Parra Rodríguez**, pseudonyme « Mauricio Jaramillo », alias « El Medico » qui depuis 1975 fait partie de JUCO. Il fit six semestres de médecine à l’Université Nationale. À cette période il se lie avec les FARC et termine ses études à Cuba grâce au Parti Communiste. Après, il s’est spécialisé en dermatologie à l’Union Soviétique. Mauricio est devenu combattant des FARC dans les années 1980. Il a appris des connaissances en médecine à certains militants, a participé à la structuration du réseau hospitalier des FARC pendant les années 1990 et il est devenu le médecin personnel de Marulanda. Plus tard, la fonction des hôpitaux des FARC et leurs impacts sur les femmes militantes<sup>327</sup> seront analysés.

**Milton de Jesús Doncel Redondo**, pseudonyme « Joaquín Gómez » était le chef de la sécurité stratégique du Secrétariat des FARC. Il a été un des négociateurs pendant les deux processus de paix avec les FARC. Provenant d’une famille de paysans, il affirme que sa

<sup>323</sup> Voir p. 69 du présent document ; Farc-EP, « Neuvième Conférence », *Op.cit.*, p.

<sup>324</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 112

<sup>325</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 12 ; DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 61 et 109 et RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 20

<sup>326</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 112

<sup>327</sup> Revista Semana, « ¿Quién es 'Mauricio', la ficha de las FARC detrás de las negociaciones ? », 28 août 2012, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/quien-mauricio-ficha-farc-detras-negociaciones/263759-3> (Consulté le 14/02/2019)

famille sont les guérilleros. Avec 55 ordres d'emprisonnement, Joaquín Gómez affirme qu'il ne regrette rien. Il a étudié Ingénierie agricole en Union soviétique et a été membre de la Jeunesse Communiste JUCO. Plus tard, Gómez est devenu commandant du *Bloque Sur* des FARC<sup>328</sup>.

---

<sup>328</sup> Noticias Caracol, « Es una calma chicha : Joaquín Gómez se dedica ahora al campo pero con incertidumbre », 08 juillet 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://noticias.caracol.com/colombia/es-una-calma-chicha-joaquin-gomez-se-dedica-ahora-al-campo-pero-con-incertidumbre-11269> (Consulté le 17/02/2019)  
« Joaquín Gómez (guerrillero) », (en ligne). Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Joaqu%C3%ADn\\_G%C3%B3mez\\_\(guerrillero\)](https://es.wikipedia.org/wiki/Joaqu%C3%ADn_G%C3%B3mez_(guerrillero)) (Consulté le 17/02/2019)  
Voir annexe No. 9 Noms des Blocs des Farc

## CHAPITRE VI : LES FEMMES PENDANT LE CONFLIT ARMÉ DES FARC

Comme précédemment mentionné, la période de La Violence<sup>329</sup> laisse apparaître les premières guérillas colombiennes, structurées via des systèmes de domination patriarcal. Or, au sein de cette guérilla, la présence des femmes révolutionnaires est à prendre en compte.

Au début du conflit, la plupart des femmes vivaient au sein d'une structure dite patriarcale comme il l'a été montré dans le chapitre précédent.

Elles assumaient des charges pour la survie quotidienne des hommes militants. Elles effectuaient plusieurs tâches domestiques, s'occupaient des enfants et des travaux ménagers<sup>330</sup>. Mais, lors du processus de paix qui a eu lieu entre 1998 et 2002, une autre image des FARC apparaît et c'est la première fois que l'on remarque le visage féminin de la guérilla : des femmes apparaissent les armes à la main. Lors du processus de paix de 2012-2016, on évalue à 40 % le pourcentage de femmes ayant intégré les FARC<sup>331</sup>.

D'ailleurs, dans sa recherche G. Y. Castrillón Pulido affirme que pendant le processus de paix de 1998-2002, les médias qui avaient publié une image montrant un groupe de femmes portant l'uniforme des FARC et tenant des fusils à la main, surprisent l'opinion publique. Aussi, cette recherche montre que dans le cadre du processus de paix 2012-2016, les médias ont également publié qu'un groupe composé de plusieurs femmes soutenait, à La Havane, les relations entre le Gouvernement et les FARC<sup>332</sup>.

Il faut souligner qu'avant ces deux processus de paix, une grande partie de l'information sur le fonctionnement et la structure des FARC est restée pratiquement hermétique. En effet, on remarque que peu de connaissances nous est parvenue sur la réalité des femmes depuis la guérilla.

<sup>329</sup> Voir p. 37- 41 du présent document

<sup>330</sup> Comité Internacional de la Cruz Roja-CICR, « Mujeres guerrilleras », Extractos, par Karen Marón, 03 mars 2003, (en ligne). Disponible sur : <https://www.icrc.org/es/doc/resources/documents/misc/5tecqs.htm> (Consulté le 04/11/2018)

<sup>331</sup> Voir p. 62-66 du présent document

El País Internacional, « Lo que quieren las mujeres de las Farc, Sally Palomino », 24 Avril de 2017, (en ligne). Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578\\_863705.html](https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578_863705.html) (Consulté le 016/11/2018)

<sup>332</sup> Castrillón Pulido, G. Y. (2014), « ¿Víctimas o victimarias? El rol de las mujeres en las arc. Una aproximación desde la teoría de género », Revista Opera, Universidad Externado de Colombia, p. 77-95, (en ligne). Disponible sur: <https://revistas.uexternado.edu.co/index.php/opera/article/view/4142/4824> (Consulté le 16/02/2019)

Les femmes qui intégrèrent les FARC, le firent pour diverses raisons et objectifs. En effet, le processus de paix de 2012-2016 montre qu'il n'existe pas une position unanime concernant le militantisme des femmes au sein de la guérilla.

Certaines femmes ont en effet décidé d'intégrer les FARC comme une manière de se rebeller contre le gouvernement ou comme une façon de vivre avec un traitement égalitaire par rapport aux hommes tout comme d'autres, affirment avoir été obligées à rentrer dans la guérilla.

### **6.1 Certaines femmes les plus proches de Marulanda**

Il semble que la structure fondée par Marulanda ait été fidèle à sa pensée. Concernant les femmes, Estéban Ávila expose que Marulanda avait un tel succès auprès des femmes qu'il fut connu au sein des FARC comme « l'homme aux mille femmes <sup>333</sup>».

Ce surnom nous fait penser à plusieurs aspects. D'une part, on peut penser que de nombreuses femmes aient été attirées par le pouvoir qu'avait Marulanda, et d'autre part, que son succès avec les femmes pourrait être une explication à la soumission des femmes militantes face à la structure patriarcale des FARC, comme on le verra plus tard<sup>334</sup>.

Il semble en tout cas que les femmes les plus proches de Marulanda restèrent fidèles à ses actes quelques en soient les motifs déclenchés soit par la séduction ou bien la révolution.

Par exemple, pendant les années 1960 Domitila Ducuara, une femme paysanne et ex-compagne de Marulanda, s'est élevée en armes à Marquetalia, le petit village où a été effectuée l'offensive militaire du Gouvernement en 1964.

Lorsque le Gouvernement signala Marulanda comme étant un bandit Domitila Ducuara fut reconnue comme étant sa première femme<sup>335</sup>. Toujours opposée au Gouvernement, Domitila aurait été la chef d'un groupe de 15 femmes paysannes avant l'opération militaire de 1964 dont le rôle

---

<sup>333</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*

<sup>334</sup> Voir p. 98 du présent document

<sup>335</sup> Journal El Espectador, « Viudas que dejó 'Manuel Marulanda Vélez' », par Gloria Castrillón, 31 mai 2008, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/impreso/judicial/articuloimpreso-viudas-dejo-manuel-marulanda-velez> (Consulté le 18/03/2019)

était de désigner différents types de tâches aux femmes tout comme de gérer la surveillance ou d'imposer des punitions entre autres.

Après cette offensive militaire, Domitila Ducuara aurait été protégée à Bogotá par les groupes communistes, tandis que Marulanda resta à Marquetalia où il y fonda les FARC<sup>336</sup>.

En deuxième lieu, certaines références sont disponibles sur Clementina Cruz, une femme paysanne qui était la cuisinière et la blanchisseuse de Marulanda à l'époque de Domitila Ducuara. Cependant, et selon son propre récit, elle n'aurait jamais été rémunérée tandis que son mari travaillait lui, aux côtés de Marulanda. Plus tard, Clementina a été capturée pour avoir collaboré avec Marulanda<sup>337</sup>.

A titre de dernier exemple, Sandra Ramirez fût la dernière femme de Marulanda. Militante des FARC, Sandra avait 20 ans lorsqu'elle a commencé sa relation avec Marulanda qui lui avait cinquante-cinq ans et 13 enfants de précédentes relations. Elle n'aura jamais d'enfant avec lui à cause du contexte de confrontation armée de la guérilla<sup>338</sup>.

Concernant les treize fils de Marulanda, Sandra affirme que trois d'entre eux sont devenus commandants des FARC alors que les autres seraient restés dans la vie civile<sup>339</sup>.

Par ailleurs, plusieurs fils des membres du Secrétariat des FARC comme ceux d'Alfonso Cano et d'Iván Márquez, ont déménagé en Europe et/ou d'autres pays d'Amérique latine entre les années 1980 et 2000 grâce au financement de leurs parents.

Federico, fils d'Alfonso Cano<sup>340</sup> a été diplômé en Suisse et a travaillé pour différents projets liés à l'ONU et la Croix Rouge. Également, les deux filles d'Iván Márquez se sont installées à l'étranger : Adriana en France et Judy Andrea au Venezuela<sup>341</sup>.

---

<sup>336</sup> *Ibid.*

<sup>337</sup> *Ibid.*

<sup>338</sup> Revista Semana « Los 13 hijos que tuvo Tirofijo », 27 septembre 2016, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/farc-companera-sentimental-de-manuel-marulanda-tirofijo-relata-detalles-de-su-relacion/495632> (Consulté le 18/03/2019)

<sup>339</sup> *Ibid.*

<sup>340</sup> Voir 'Alfonso Cano', p. 94 du présent document

<sup>341</sup> Revista Semana, « Los hijos del secretariado », 20 septembre 2008, (en ligne). Disponible sur : « <https://www.semana.com/nacion/articulo/los-hijos-del-secretariado/95394-3> (Consulté le 23/05/2019)

Sandra est considérée comme la dernière femme de Marulanda grâce à leur relation qui dura 24 ans. Elle est perçue comme son auxiliaire de vie et aurait eu à charge plusieurs responsabilités qu'elles soient domestiques : s'occuper de ses vêtements, de sa nourriture ou encore de ses médicaments, ou qu'elles soient logistiques au sein de la guérilla ; le conseiller, faire partie du petit groupe de gardes du corps (entre 5 et 10 personnes maximum) ou encore, répondre à tous les besoins du chef des FARC<sup>342</sup>.

Le regard sur ces trois femmes proches du chef suprême des FARC apporte des éléments qui amènent à penser que les femmes liées à Marulanda aient fait partie du même cercle social révolutionnaire. Mais également, qu'elles furent attachées aux devoirs propres d'une structure patriarcale où les femmes étaient chargées des tâches ménagères alors que les hommes participaient eux au combat.

## 6.2 Les premières femmes chez les FARC

Même si l'on visualise un certain degré de soumission et de servitude qui montre que les femmes occupent une place de second rang chez les FARC, on trouve également que, depuis la naissance de cette guérilla certaines femmes jouèrent un rôle important au sein de cette structure.

En 1964, année de fondation des FARC avec la signature du *Programa Agrario de los Guérilleros*<sup>343</sup>, on trouve la signature de deux femmes militantes parmi les hommes : Miryam Narváez et Judith Grisales. Ce qui laisse supposer un certain rôle important de ces femmes à ce moment-là car ce programme constitue la première déclaration politique des FARC datée du 20 juillet 1964<sup>344</sup>.

Ces deux femmes auraient fait partie de la résistance des guérillas des paysans vis-à-vis de la mise en place de l'Opération Soberanía à Marquetalia. De même, il semblerait qu'à ce moment-là, une

---

<sup>342</sup> *Ibid.*

<sup>343</sup> Traduction : Programme Agraire des Guérilleros.

<sup>344</sup> Miryam Narváez et Judith Grisales : reconnues comme les premières femmes des FARC. Elles étaient des paysannes qui avaient résisté vis-à-vis des attaques armées du Gouvernement colombienne durant les années 1960. Plus tard elles seront reconnues comme des « guérilleras » grâce à leur résistance qui sans armes n'avaient pas suffi. Delegación de Paz de las Farc-EP, « 51 años de aporte de las mujeres a la construcción del ejército del pueblo », par Viviana Hernández, 27 mai 2015, (en ligne). Disponible sur : <https://www.mujerfariana.org/vision/344-51-anos-de-aporte-de-las-mujeres-a-la-construccion-del-ejercito-del-pueblo.html> (Consulté le 28/03/2019)

Programa Agrario de los Guérilleros de las Farc-EP : est destiné à inverser les injustices des grands propriétaires fonciers. FARC-EP, « Octava Conferencia », *Op.cit.*

troisième femme, Georgina Ortiz, aurait été proche des FARC mais, qu'elle serait morte au milieu de cette Opération quelques jours avant la signature du *Programa Agrario de los Guérilleros*<sup>345</sup>.

Ce programme a été publié le 02 avril 1993 sur le site internet des FARC dans le cadre de la *VIIIe Conferencia Nacional de Guerilleros*. A la fin de celle-ci, en dessous de la date, sont mentionnés les noms de toutes les personnes qui participèrent à la structuration ou à la signature de ce document. Celui-ci confirme l'intégration de deux femmes au sein d'un groupe de plus de trentes hommes <sup>346</sup>.

En revanche, sur le site internet des femmes des FARC appelé *Mujer Fariana*, un texte anonyme et sans date réaffirme la trajectoire de femmes guérilleras au cours des années 1940-1960. Ce texte explique qu'une fois que le gouvernement a mis en œuvre l'offensive militaire, les femmes restées à Marquetalia s'intégrèrent à la résistance armée des guérillas colombiennes<sup>347</sup>.

D'ailleurs, Jaime Guaraca qui était guérillero depuis l'âge de 13 ans, donc avant La Violence et avant la création des FARC, déclara lors d'une interview, qu'au moment de continuer la révolution avec Marulanda et Charro Negro, ils furent suivis par plus de vingt hommes et seulement quatre femmes<sup>348</sup>.

Par ailleurs, la recherche faite par Johanna González et Rocío Maldonado note que le rôle d'une femme en tant que fondatrice de cette guérilla n'est pas évident à saisir. Elles remarquent également une absence féminine au moment d'établir les stratégies des FARC<sup>349</sup>. Elles montrent donc la difficulté de mesurer tout au long du processus de la guérilla, l'importance du rôle des femmes dans l'évolution des FARC. Elles mettent en avant l'idée qu'à cette époque-là, les femmes et les enfants intégraient la guérilla par la famille des guérilleros, et que donc celles-ci accompagnaient et aidaient les FARC reproduisant ainsi leurs tâches comme étant celles d'une maison patriarcale<sup>350</sup>.

---

<sup>345</sup> Voir p. 40 du présent document

FARC-EP, « Las mujeres en la historia de lucha de las Farc-EP », Victoria Sandino Palmera, 27 septembre 2016, (en ligne). Disponible sur: <http://www.farc-ep-occidente.org/articulo/September-2016/las-mujeres-en-la-historia-de-lucha-de-las-farc-ep/> (Consulté le 30/03/2019)

<sup>346</sup> Dans le cadre de cette conférence les Farc ont proposées une réforme agraire intégrale sur la base du Programa Agrario rédigé en 1964. Farc-EP, « Octava Conferencia », *Op.cit.*

<sup>347</sup> *Mujerfariana.org*, « Las mujeres y las Farc-EP, una constante histórica de valoración y respeto », (en ligne). Disponible sur: <http://mujerfariana.org/images/pdf/texto-guia-mujeres%20y%20farc-aspectos%20conceptuales.pdf> (Consulté le 30/03/2019)

<sup>348</sup> Journal El Espectador, « Entrevista con Jaime Guaraca en La Habana », *Op.cit.*

<sup>349</sup> GONZÁLEZ Johanna et MALDONADO Rocío, *Op.cit.* p. 6-7.

<sup>350</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

Ce rôle est évoqué aussi par Jaime Guaraca quand il affirme que le rôle des femmes était réduit à cuisiner, ranger, laver, soigner et enseigner la lecture aux enfants pendant que les hommes luttent<sup>351</sup>.

Mais, contrairement à cette image, le site internet *Mujer Fariana*, souligne que c'est à cette époque-là que les femmes révolutionnaires construisirent leur propre rôle, conformément aux besoins du conflit et du pays, avec notamment l'existence de comités organisés et dirigés par des femmes. Ces comités féminins développaient des activités communes à la structure des FARC et en même temps, répondaient à un enseignement collectif passant par l'apprentissage de la lecture et de l'écriture<sup>352</sup>.

### 6. 3 Les années 1980 : les femmes entre la paix, la politique et les armes en Colombie

Cette période devient particulièrement intéressante pour appréhender le rôle des femmes militantes. D'une part, plus de données sont disponibles pour montrer que les femmes étaient actives au sein de la guérilla, d'autre part elles se visibilisent au sein des premières tentatives de processus de paix sous le gouvernement de Betancur, entre 1982-1986<sup>353</sup>.

La recherche de Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio montre que les femmes féministes des années 1970 en Colombie auraient eu certain impact sur ces négociations puisque, pour la première fois, on voit une participation active des femmes dans le cadre d'un processus de paix dans le pays<sup>354</sup>. (Voir annexe No. 22 Commissions de Paix, par sexe, pendant le processus de paix au cours du Gouvernement de Belisario Betancur)

« ...Les chiffres montrent un panorama dans lequel environ 7,14% des personnes qui ont signé l'Accord et 9,71% des participants des différents commissions de paix ont été des femmes ...<sup>355</sup>»

Cependant, les rapports étudiés par Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio montrent que les femmes qui ont eu certain impact parmi les négociations n'ont pas été uniquement des militantes des FARC sinon des membres d'autres organisations comme *La Casa de la Mujer* et le

<sup>351</sup> Journal El Espectador, « Entrevista con Jaime Guaraca en La Habana », *Op.cit.*

<sup>352</sup> Document *mujerfariana.org*, *Op.cit.*

<sup>353</sup> Voir p. 54-56 du présent document

<sup>354</sup> CHAPARRO GÓZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Negociando desde los márgenes : la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016)*, Documentos 29 : ideas para construir la paz, p. 24-25, (en ligne). Disponible sur: <https://www.dejusticia.org/publication/negociando-desde-los-margenes-la-participacion-politica-de-las-mujeres-en-los-procesos-de-paz-de-colombia-1982-2016/> (Consulté le 26/03/2019)

<sup>355</sup> « ... Las cifras muestran un panorama en el que aproximadamente el 7,14% de la totalidad de firmantes de los acuerdos y un promedio de 9,71% de quienes compusieron las comisiones de paz fueron mujeres... ». *Ibid.*, p. 26

*Colectivo de Mujeres por Bogotá*, un groupe de femmes qui ont organisé des commissions pour influencer sur les processus de paix à cette époque-là<sup>356</sup>.

Par ailleurs, parmi les personnes ayant signé différents accords dans le cadre de ce processus, il n'y a qu'une femme qui apparaît comme représentante des différentes guérillas et du Parti Communiste de Colombia (PCC) (Voir annexe 23 Hommes et femmes qui ont signé l'Accord Final entre le Gouvernement de Belisario Betancur et certains acteurs du conflit).

Parmi les questions que ces femmes auraient posées dans le cadre de ces accords de paix on aperçoit notamment, la sécurité du contexte national, l'amélioration de la qualité de vie des femmes par rapport la santé et les conditions de travail. Ces questions auraient eu un impact sur la nouvelle Constitution colombienne : la Constitution de 1991 déjà évoquée précédemment <sup>357</sup>.

Pour mieux comprendre le rôle des femmes des FARC au cours de cette période, il faut reprendre l'histoire du communisme en Colombie, l'histoire des FARC et croiser plusieurs acteurs, témoignages et situations du contexte colombien.

#### **6.4 Le communisme dans le cœur des FARC en 1980**

Tout d'abord il faut rappeler que la Jeunesse Communiste Colombienne (JUCO) était liée au Parti Communiste Colombien (PCC) et que celui-ci pouvait compter sur les FARC comme bras armé du PCC. Comme on l'a déjà vu, la JUCO s'est chargée de recruter des jeunes colombiens et les former comme combattants, un aspect qu'on l'a déjà vu grâce aux travaux de Daniel Pécaut<sup>358</sup>.

Ensuite, la recherche faite par Loïc Ramirez s'intéresse à l'histoire de l'Union Patriotique, l'ancien parti politique des FARC. Elle donne certaines pistes sur les femmes communistes en Colombie et leurs rôles possibles au sein de la guérilla. En effet, dans le cadre du processus de paix de 2012-2016, il a rencontré depuis 2012 plusieurs femmes militantes du parti communiste colombien afin d'analyser la période 1984-1990 <sup>359</sup>.

---

<sup>356</sup> Depuis 1982, l'organisation sans but lucratif appelée "La Casa de la Mujer" a été créée. Son objectif est de soutenir des organisations de la société civile, notamment des femmes, afin d'utiliser la participation politique comme un outil pour mettre fin le conflit. *Ibid.*

<sup>357</sup> Voir p. 58-59 du présent document

<sup>358</sup> Voir p. 40- 49 du présent document

<sup>359</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p.14 et 20 ; Concernant l'UP, voir p. 55-56 du présent document

En premier lieu, l'ouvrage remarque la présence, en 2011, de militants communistes actifs en Colombie à travers le témoignage de Juana, une militante du PCC. Cette année-là, Juana et deux camarades ont rejeté les excuses du Gouvernement colombien face à l'assassinat de Manuel Cepeda Vargas, père de l'actuel sénateur colombien Iván Cepeda<sup>360</sup>.

Il semble que ces trois femmes auraient vécues tous les événements autour de l'Union Patriotique (UP) entre 1980 et 1990. Juana raconte que c'est à cause de son engagement, parce qu'elle était étudiante et militante au sein de l'UP et, que son compagnon était engagé dans la guérilla, que l'armée l'avait emprisonnée et torturée<sup>361</sup>.

Par la suite, Ramirez évoque deux vieilles militantes qui témoignent du courage auquel faisait face « Ivancito » dans la jungle. Pour se référer à Iván Márquez, membre du Secrétariat des FARC, l'usage de ce type d'expressions confirme une proximité entre certaines militantes communistes et les chefs des FARC. En effet, lors de son récit sur les années 1980, Loïc Ramirez nomme plusieurs femmes qui ont fait partie soit de la JUCO ou soit du PCC avant de raconter l'histoire de l'Union Patriótica (UP)<sup>362</sup>.

Le cas de Reinere Jaramillo met en avant les liens évoqués par Ramirez : Diplômée en sociologie de l'Université d'Antioquia<sup>363</sup>, militante communiste depuis son intégration à la JUCO en 1983, et lorsque le président Betancur commença les négociations de paix avec les guérillas, Reinere qui avait 18 ans décida par choix de s'engager pour la paix à travers de l'UP. Plus tard, en 2013, elle deviendra enseignante à l'université<sup>364</sup>.

En effet, les jeunes de l'UP avaient un mouvement appelé l'*Unión de Jóvenes Patriotas* à travers lequel de jeunes militants universitaires se sont concentrés dans les quartiers pauvres afin de sensibiliser d'autres jeunes à la question politique. Des activités sportives comme les « matchs pour

---

<sup>360</sup> L'auteur la nomme Juana par mesure de sécurité. RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 13 ; Voir p. 56 du présent Document.

<sup>361</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 14 et 19

<sup>362</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 20 ; voir p. 89 et 55-56 sur l'UP du présent document

<sup>363</sup> L'Université d'Antioquia se trouve à Medellín qui est la capitale d'Antioquia, un des départements de la Colombie. Elle se place au deuxième rang des villes les plus peuplées de Colombie, après Bogota. Elle se trouve dans la vallée de l'Aburrá entre les cordillères Occidentale et Centrale des Andes colombiennes, (en ligne). Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Medell%C3%ADn> (Consulté le 18/06/2019)

<sup>364</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 74 et sur JUCO voir p. 40-49 du présent document

la paix », ou encore l'agitation politique concernant Simón Bolívar et José Martí, avaient toutes pour but de faire connaître l'UP<sup>365</sup>.

Si on entrecroise cette information avec les nouvelles stratégies militaires adoptées dans la Septième Conférence des FARC, en incluant le changement du nom (FARC-EP : Fuerzas Armadas y Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo), on peut voir une certaine concordance entre les stratégies du PCC et les FARC. Par ailleurs, il faut rappeler que l'UP a été toujours soutenu par le Parti Communiste afin de prendre le pouvoir colombien<sup>366</sup>.

Concernant l'augmentation des membres des FARC au cours des années 1980, on peut penser que l'agitation politique de l'UP et les actes d'agression et de meurtre commis à l'encontre des membres de celui-ci, ont entraîné l'augmentation du nombre de militants des FARC. L'exemple de Simon Trinidad appuie cette idée, car lui, a rejoint les FARC à cause des menaces pour être militant de l'UP.

Cependant, il ne faut pas oublier que la JUCO formait également des combattants et que plusieurs jeunes communistes voulaient intégrer les FARC. L'un de ces cas est Estéban Ávila<sup>367</sup> tout comme on voit le cas de Jaime Nevado, un combattant décrit par Loïc Ramirez lors d'une interview à Cuba en 2013. Concernant la décision de prendre ou non les armes, Ramirez expose les propos de Nevado :

*« Le jour où j'ai rejoint la guérilla j'ai dit au revoir à ma famille. Je leur ai dit la raison. 'Je m'en vais, mais oubliez-moi ! Je n'existe plus !' car garder des contacts en Colombie c'est risqué qu'on les tue. Et la même chose s'est produite avec les militants de l'UP. Maintenant à Cuba, j'ai pu rencontrer à nouveau de vieux camarades, les embrasser. Ils me disent 'mais tu étais où ?' 'Dans la guérilla maintenant !'<sup>368</sup> ».*

Il faut rappeler que le Parti Communiste acceptait toutes les formes de lutte contre l'État, en incluant les armes. Cette situation a pu représenter une menace pour le gouvernement qui occasionna une violente réponse afin d'éviter une augmentation de la guérilla<sup>369</sup>.

<sup>365</sup> *Ibid.*, p. 74-75. Concernant José Martí était un des principaux leaders révolutionnaires de l'indépendance cubaine contre le colonialisme latino-américain au XIX<sup>ème</sup> siècle. Fidel Castro se présente comme un héritier de José Martí. « José Martí », (en ligne). Disponible sur : <https://www.visiter-cuba.fr/jose-marti/> (Consulté le 01/05/2019)

<sup>366</sup> Farc-EP, « Séptima Conferencia », *Op.cit.* ; Concernant le PCC voir p. 42-46 du présent document

<sup>367</sup> Voir p. 47 du présent document

<sup>368</sup> Mots de Jaime Nevado. RAMIREZ Loïc, *Op.cit.* p. 110

<sup>369</sup> Voir p. 42- 46 du présent document

*« ... Mon nom est apparu sur des listes de paramilitaires... ils savent qui je suis, où me trouver ... Ils savent que je suis enseignante à l'Université, encore aujourd'hui. J'apparais dans les documents de la 20<sup>e</sup> Brigade comme une fondatrice de milices<sup>370</sup> ! Ça parce que j'ai été dirigeante du mouvement étudiant<sup>371</sup> »*

Concernant la question de l'intégration des FARC, on trouve des anciennes militantes de l'UP qui ont refusé de rejoindre les FARC comme, Reinere qui croit à la possibilité d'un monde meilleur sans la dénutrition des enfants et l'exploitation des secteurs financiers. Elle signale qu'elle n'a jamais rejoint la guérilla car elle fut toujours opposée l'utilisation des armes<sup>372</sup>.

*« ... J'étais convaincue, et je reste convaincue, qu'il y a d'autres moyens. Aujourd'hui je donne des cours à l'Université convaincue de ça... Il faut former des consciences, ouvrir des espaces. Déjà à l'époque il y avait une volonté d'empêcher que tous nos jeunes partent dans la montagne...<sup>373</sup> »*

Pour sa part, Magnolia explique qu'après le massacre de militants de l'UP, les jeunes les plus décidés ont voulu s'intégrer à la guérilla afin de combattre. Cependant, elle n'a pas rejoint les FARC car elle ne voulait pas partir de Colombie car détestait l'idée d'être exilée :

*« ... Je n'ai jamais voulu l'exil, on m'a dit que c'était comme la mort ... Si on ne m'avait pas laissé le choix j'aurais rejoint la guérilla, mais l'exil jamais ... Moi je pensais que la JUCO devait continuer d'exister, qu'il fallait parler avec les gens dans les quartiers, continuer le travail politique envers les masses. Alors j'ai décidé de rester ... En général les membres des réseaux urbains des FARC finissent par être découverts et tués... beaucoup de jeunes garçons ont disparu comme ça... la vie d'un jeune communiste est dure également, mais je crois que ce travail politique est important...<sup>374</sup> »*

À travers le travail de Loïc Ramirez on voit que des femmes et des hommes, autant dans les zones rurales que dans les villes, ont décidé d'intégrer les FARC, motivés par la haine des épisodes de violence de la part du gouvernement. Également pour rappel, la croissance simultanée des membres des FARC et du PCC nous aide à comprendre que les militants des FARC ne sont pas tous des paysans et des illettrés, mais que leurs sympathisants rejoignirent le mouvement pour diverses raisons<sup>375</sup>.

---

<sup>370</sup> Les milices urbaines des FARC sont les structures qui a la guérilla dans les villes et milieux universitaires pour soutenir les combats. *Ibid.*, p. 110

<sup>371</sup> Mots de Jackelin, militante communiste et ex membre de l'UP, *Ibid.*

<sup>372</sup> Mots de Reinere Jaramillo en 2013. *Ibid.*, p. 76,77 et 108

<sup>373</sup> Mots de Reinere, *Ibid.*, p. 108

<sup>374</sup> Mots de Magnolia Agudelo en 2013. *Ibid.*, p. 108-109

<sup>375</sup> Voir p. 47 du présent document

## 6.5 Les femmes et la promotion active du communisme

Il semble que les militantes de l'UP aient été chargées de la diffusion du communisme dans les quartiers pauvres, comme on le voit à travers de Luz Marina Alvarez qui se souvient de cette époque-là :

*« ... On nous filait 10 ou 15 numéros de VOZ (le quotidien communiste) et il fallait les vendre ! On allait frapper de porte en porte dans les quartiers les plus modestes. Je ne le ferais plus aujourd'hui, mais à l'époque je l'ai fait avec tout mon amour ...<sup>376</sup> »*

Le récit de Magnolia Agudelo montre qu'à ses 21 ans elle partit étudier six mois à l'école du Komsomol à Moscou<sup>377</sup> et que à ses 25 ans en 1985 alors qu'elle étudiait à l'Université de Medellin elle devint membre de l'UP. Son récit reflète l'enthousiasme pour la paix pendant les années 1980.

Magnolia aidait à l'agitation politique à travers le mouvement de masse et de grandes manifestations dans les quartiers : collage d'affiches sur les murs du quartier, défilés organisés, slogans... pour mobiliser et engager les jeunes à l'UP au nom de la paix. Cependant, jamais elle n'aurait imaginé ce génocide d'une telle violence contre eux. Magnolia, qui en 2013 était enseignante à l'Université, signale que la répression est devenue plus forte depuis l'UP<sup>378</sup>.

Cependant, même si le Parti Communiste a cherché à prendre le pouvoir Colombien à travers les FARC, ce plan aurait échoué à cette époque-là. Plusieurs facteurs sont possibles : les résultats qu'a eu le communisme en Europe, la chute de l'Union soviétique, les liens des FARC avec le narcotrafic qui auraient provoqué la peur et le refus d'une partie de la société ou la poursuite militaire du gouvernement contre les guérillas et le communisme avec l'appui des États-Unis.

Par ailleurs, on peut voir une partie de cette persécution à travers d'un souvenir de Reinere le jour que les paramilitaires le suivaient :

*« ...Magnolia m'a sauvé ... elle criait que nous étions des jeunes du PC (Parti Communiste), de l'UP (Union Patriotique), que nous n'étions pas des délinquantes...<sup>379</sup> »*

<sup>376</sup> Mots de Luz Marina Alvarez, août 2011 à Bogotá. *Ibid.*, p. 78

<sup>377</sup> *Ibid.*, p. 108

<sup>378</sup> *Ibid.* p. 75

<sup>379</sup> Mots de Reinere en 2013. *Ibid.*, p. 76

Une situation est vécue de façon similaire pour Jackeline Muñoz Molina qui avait participé à la campagne présidentielle de Jaime Pardo du Parti Communiste Colombien<sup>380</sup> :

*« Il y avait un contraste. Au début on nous voyait comme le parti de la vie, tout le monde voulait entendre parler de l'UP ... Par la suite on s'est transformé en un parti dont tout le monde avait peur. Beaucoup d'amis à moi ont commencé à avoir peur de sortir avec moi ... Tu te retrouves toute seule. Seule parmi les groupes de survivants, et nous finissons par ne vivre qu'ensemble<sup>381</sup> »*

Il semble que pour les femmes militantes communistes à cette époque-là, l'UP était le parti qui sauverait le pays.

Également, en 1985 des femmes militantes des FARC faisaient partie de l'Union Patriotique, comme c'est le cas de María Eugenia Castañeda Grandas une dirigeante de l'UP, mais avec 33 membres du XI<sup>e</sup> Front des FARC elle a été arrêtée et torturée par l'armée colombienne<sup>382</sup>.

Concernant cette militance dans les FARC et les enjeux politiques de l'UP, Loïc Ramirez montre que pendant les années 1985 les FARC étaient fières de ce projet politique mais que les journaux ne les présentaient non pas comme politiciens mais plutôt comme des guérilleros. Par exemple on voit un extrait d'une nouvelle sur l'apparition de Nelly dans le cadre de l'UP :

*« ... La commandante Nelly du XIII<sup>e</sup> Front des FARC-EP fait usage de la parole durant la concentration de l'UP à Bucaramanga...<sup>383</sup> »*

Ceci fait penser à deux situations : la première, que les femmes militantes des FARC aient gagné plus d'autonomie et d'importance dans le cadre du processus de paix des années 1980 et donc l'opportunité des FARC de devenir un parti politique et la deuxième, que malgré cette opportunité de participation démocratique, les militantes seraient avant tout considérées comme des militaires.

Avant les années 1980, pour une partie de l'opinion publique colombienne les femmes des FARC n'avaient pas de rôles ni visibles ni stratégiques au sein de la guérilla. Également, il semble qu'à cause de la trajectoire des FARC, une partie de l'opinion publique considérait également les guérilleros comme une armée qui chercha à prendre le pouvoir.

<sup>380</sup> Concernant Jaime Pardo voir p. 55 du présent document

<sup>381</sup> Mots de Jackelin concernant le destin des membres de l'UP. « *Consecuencias psicosociales de las desapariciones* », Revue Margen Izquierda, No. 38, juillet 1989, p. 11. Extrait du RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 81.

<sup>382</sup> *Ibid.*, p. 49

<sup>383</sup> Journal VOZ, numéro 1347, 01 août 1985, extrait. *Ibid.*, p. 49

Finalement, la recherche de Loïc Ramirez montre qu'en 2015 il y avait des femmes communistes actives en Colombie puisque la plupart des femmes interrogées dans son livre sont présentées comme telles. Par exemple, Luz Marine Alvarez est présentée en 2011 comme : « *militante à Bogota lorsque l'UP apparaît*<sup>384</sup> », Jackelin est présentée en 2013 comme communiste :

« ... *Ma mère, encore aujourd'hui, me demande 'pourquoi ma fille ? Pourquoi avec tout ce que tu as subi tu continues d'être de gauche ? Pourquoi ?' et moi je lui réponds toujours que je suis communiste et que je mourrai communiste*<sup>385</sup> ». Enfin, Magnolia est présentée comme : « ... *la militante communiste* ...<sup>386</sup> »

## **6.6 Certaines militantes du communisme des années 1980 dans la politique colombienne actuelle et leur impact sur le processus de paix 2012-2016**

Pour comprendre l'importance des enjeux entre les FARC, le Parti Communiste Colombien (PCC), l'Union Patriotique (UP) et l'Accord Final 2012-2016, il faut retisser les liens de différents épisodes ayant eus lieu depuis 2010 en Colombie notamment, dans le cadre de rencontres clandestines entre le gouvernement et les FARC au cours des années 2010 et 2012<sup>387</sup>.

Tout d'abord, en 2011 le gouvernement de Juan Manuel Santos a présenté ses excuses pour l'assassinat de Manuel Cepeda, ex dirigeant du PCC, de l'UP et père d'Iván Cepeda, qui fut l'un des sénateurs colombiens ayant le plus participé au processus de paix avec les FARC<sup>388</sup>. Plus tard, en 2013 le Conseil d'État colombien a rétabli la personnalité juridique de l'UP, où le Président Juan Manuel Santos a déclaré :

« *Le rétablissement de la personnalité juridique de l'UP est un acte de justice et nous attendons qu'il contribue à éradiquer la politique avec les armes*<sup>389</sup> »

Ces derniers mots nous amènent à réfléchir sur le fait de « *éradiquer la politique avec les armes* », puisqu'en Colombie aucun parti politique légal a le droit de faire de la politique avec les armes.

<sup>384</sup> *Ibid.*, p. 78

<sup>385</sup> Mots de Jackeline Munoz Molina en 2013, *Ibid.*, p. 81

<sup>386</sup> *Ibid.*, p. 108

<sup>387</sup> Concernant le processus de paix 2012-2016 voir p. 73 du présent document

<sup>388</sup> Colombia.com, « *Gobierno pide perdón por muerte de Manuel Cepeda* », 10 août 2011, (en ligne). Disponible sur : <https://www.colombia.com/actualidad/politica/sdi/17390/gobierno-pide-perdon-por-muerte-de-manuel-cepeda> (Consulté le 13/04/2019)

<sup>389</sup> « *El restablecimiento de la personería jurídica de la UP es un acto de justicia y esperamos que contribuya a erradicar la política con armas* », mots du Président Juan Manuel Santos à travers Twitter. Journal El Tiempo, « *Unión Patriótica podrá volver a elecciones* », 09 Juillet 2013, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-12921988> (Consulté le 10/04/2019)

Par ailleurs, la même année et malgré l'illégalité du PCC en Colombie, Loïc Ramirez parle de Jaime Caycedo dans sa recherche, comme secrétaire général du PCC depuis 1996. Ceci signifie que le PCC a été toujours actif, même s'il a été dans la clandestinité.

En effet, en 2017 les communistes colombiens ont fêté le 87ème anniversaire de ce parti et depuis 2013, l'UP ne serait intégrée que par des membres du PCC et de jeunes membres de la JUCO. Cette situation nous fait réfléchir sur les possibilités d'une continuité du travail politique du PCC avec un bras armé si on prend en compte les mots du Président qui sont plus haut<sup>390</sup>.

D'ailleurs, quatre mois après la réouverture de l'UP, entre le 15 et le 17 novembre 2013, ce parti a fait le V<sup>e</sup> Congrès à Bogotá<sup>391</sup>, où Loïc Ramirez présente Yessica :

*« ... Sur sa page de Facebook la jeune colombienne Yessica poste une photo d'elle arborant un t-shirt jaune sur lequel trônent deux lettres majuscules de couleur verte : UP. Militante de la JUCO, âgée de 22 ans, la jeune femme est fière de poser avec les couleurs du défunt parti... Yessica est déléguée de l'Union Patriotique pour la région de Tolima ...<sup>392</sup> »*

Concernant le processus de paix entre le Gouvernement et les FARC (2012-2106), Loïc Ramirez souligne une convergence d'intérêts économiques de l'oligarchie colombienne concernant l'exploitation économique des ressources naturelles avec celui de mettre fin au conflit. Par rapport à ces intérêts et lors d'un entretien, Ramirez a publié les mots de Jaime Caycedo, dirigeant du PCC :

*« Il y a une volonté coïncidant, il y a des intérêts qui se rejoignent<sup>393</sup> »*

L'importance qu'a repris l'UP et le PCC dans le cadre du processus de paix 2012-2016, nous fait rappeler le rôle de certaines femmes militantes des années 1980 et leurs impacts actuels dans celui-ci. Cette idée est illustrée avec le cas de Aida Avella<sup>394</sup>, une militante communiste depuis les années 1960<sup>395</sup>.

<sup>390</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 145-146 ; JUCO : Jeunesse Communiste Colombienne. Voir p. 40-49 du présent Document.

<sup>391</sup> *Ibid.*, p. 145

<sup>392</sup> *Ibid.*, p. 145

<sup>393</sup> Entretien fait à Jaime Caycedo, secrétaire générale du Parti Communiste Colombien, par Loïc Ramirez, le 25 janvier 2013 à Bogotá. RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 149

<sup>394</sup> Aida Avella, est née en 1949 et diplômée de psychologie à l'Université Nationale. Elle était chargée de la partie syndicale au sein du Ministère de l'Éducation en Colombie. Entre 1991 et 1996 elle a été présidente de l'UP. En 1995, pendant les élections au Conseil de Bogotá elle a été élue avec un des scores les plus haut. Cependant, en 1996 et suite à un attentat, elle s'est réfugiée en Suisse pendant plus de 17 ans. Pendant huit ans elle fut représentante de la *Federación Sindical Mundial* et a travaillé pour la *Federación Mundial de Mujeres Democráticas* et l'ONG *Reiniciar* afin d'exiler plusieurs militants de l'UP.

Aida Avella est devenue la candidate de l'UP aux élections présidentielles de 2014 et sa campagne politique s'est centrée dans les zones colombiennes des victimes du paramilitarisme. Son équipe est rentrée dans les maisons des familles victimes des paramilitaires, mais elle ne raconte pas avoir visité celles des FARC<sup>396</sup>.

Également, dans le cadre des négociations de paix 2012-2016, l'UP est devenu l'allié du parti politique colombien « Polo Democrático Alternativo » au sein duquel Clara López, membre de l'UP depuis 1986, est devenue candidate aux élections présidentielles pour l'année 2014. Elle arrive en quatrième position lors des résultats<sup>397</sup>.

Dans son ouvrage, Ramirez explique que l'UP n'a jamais disparu car celui-ci est resté dans l'ombre du Parti *Polo democrático Alternativo*. Cependant, ces deux partis politiques se seraient séparés plus tard, mais on ne trouve pas de document évoquant la date sur cette question<sup>398</sup>. En revanche, on voit qu'en mai 2019 l'UP, le *Polo Democrático Alternativo*, le parti *Colombia Humana* et d'autres organisations sociales ont fait des alliances vis-à-vis les élections démocratiques les plus proches<sup>399</sup>.

Également, le cas d'Imelda Daza<sup>400</sup>, ex militante de l'UP qui devient connu parce qu'elle se présente en 2017 comme candidate à la vice-présidence aux côtés de la *candidature* présidentielle

Journal El Espectador, « La historia de Aida Avella, del exilio a candidata presidencial », 08 fevriere 2014, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/politica/historia-de-aida-avella-del-exilio-candidata-presidencial-articulo-473699> (Consulté le 18/04/2019)

<sup>395</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 83

<sup>396</sup> *Ibid.*, p. 148

<sup>397</sup> *Ibid.*

Clara López : femme économiste et avocate. En 2015 elle a été candidate aux élections locales en représentant trois partis politiques colombiens avec une pensée de gauche et sociale : l'UP, Movimiento Alternativo Indígena y Social (MAIS) et le Polo Democrático. « Clara López », (en ligne). Disponible sur :

[https://es.wikipedia.org/wiki/Clara\\_López](https://es.wikipedia.org/wiki/Clara_López) (Consulté le 19/04/2019)

<sup>398</sup> Polo Democrático Alternativo : Parti Politique colombien né en 2003. Parmi leurs consignes on trouve : « ... los afiliados al Polo Democrático Alternativo nos comprometemos a avanzar en el proceso de unidad de las fuerzas de izquierda democrática de nuestro país ... Defendemos la soberanía y la independencia de nuestra nación frente a Estados Unidos y cualquier centro de poder extranjero. Rechazamos la globalización neoliberal y sus instrumentos, los Tratados de Libre Comercio, TLC, lo mismo que las imposiciones del gran capital financiero y sus instituciones internacionales de control, el Banco Mundial, el Fondo Monetario Internacional y la Organización Mundial del Comercio... Apoyamos e impulsamos las protestas de la ciudadanía, las movilizaciones populares, las luchas cívicas y las distintas expresiones de resistencia y descontento contra las políticas del capitalismo internacional y los gobiernos colombianos oligárquicos », « Polo Democrático Alternativo », (en ligne). Disponible sur :

<https://www.polodemocratico.net/pdf/IDEARIO%20DE%20UNIDAD.pdf> (Consulté le 19/04/2019)

RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 148

<sup>399</sup> WRadio, « UP, Polo Democrático y Colombia Humana con un candidato por la Alcaldía de Tunja », Jorge Herrera, 10 mai 2019, (en ligne). Disponible sur : <https://www.wradio.com.co/noticias/regionales/up-polo-democratico-y-colombia-humana-con-un-candidato-por-la-alcaldia-de-tunja/20190510/nota/3901165.aspx> (Consulté le 17/06/2019)

<sup>400</sup> Pour survivre au massacre des membres l'UP, Imelda Daza s'est réfugiée à Stockholm. En 2012 elle est retournée en Colombie. Documentaire vidéo « El baile rojo » de Yesid Campos. Extrait du RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*, p. 83

de Timochenko pour les élections de 2018 en Colombie<sup>401</sup>. Ces deux candidatures ont été liées au parti politique FARC (Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común), le parti fondé par les FARC dans le cadre de l'Accord Final 2012-2016.

Il semble que depuis des années 2012 dans le cadre de l'Accord Final avec les FARC, le rôle des femmes militantes communistes lié à l'UP soit devenu actif, notamment parce qu'elles se positionnent comme pro - paix, une situation similaire aux années 1980.

### **6.7 La condition des femmes militantes dans le système normatif des FARC.**

Compte tenu du fait que plusieurs motifs aient encouragé l'intégration des femmes chez les FARC, l'analyse de leur condition et rôles au sein de cette guérilla depuis la structure patriarcale qu'on a déjà vue reste à analyser<sup>402</sup>.

Tout d'abord, il faut souligner que les documents appelés Plan Stratégique et Révolutionnaire, les rapports de Conférences Guérilleras, de l'État-Major Central (organe suprême des FARC) et le Régime Interne Général constituent la colonne vertébrale des FARC. Ces éléments, en incluant les systèmes de normes internes du commandement sont contenus dans les Statuts des FARC et sont applicables de manière égale à tous les militants de cette guérilla<sup>403</sup>.

En lisant ces documents, on se rend compte qu'à partir de la VI<sup>e</sup> Conférence Guérillera (1978) les Statuts, le règlement disciplinaire et toutes les nouvelles normatives des FARC en incluant un réajustement du Commandement Central, sont mis en place<sup>404</sup>. Ensuite, au cours des VII<sup>e</sup> Conférence (1982), VIII<sup>e</sup> Conférence (1993) et IX<sup>e</sup> Conférence (2007) le contenu de ces documents a été réformé et actualisé.

---

<sup>401</sup> Concernant Timochenko, voir p. 90 et le et Journal El Tiempo, « Con Petro tenemos enormes afinidades': Imelda Daza », par PEDRAZA Juan Camilo, 01 novembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/politica/partidos-politicos/entrevista-con-imelda-daza-formula-vicepresidencial-de-rodrigo-londono-de-la-farc-147292> (Consulté le 17/03/2019)

<sup>402</sup> Voir p. 50 du présent document

<sup>403</sup> FARC-EP, Capitulo I, Article 2 et 3, Statut Farc-EP, p. 7, 8 et 10, (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/pdf/Estatutos.pdf> (Consulté le 09/11/2018)

Normativas Internas de Comando : s'agit des normes sur l'activité quotidienne de toutes les structures des FARC (Commissions, missions, Unités des combats, etc).

Chapitre VII Del regimen interno, Statut Farc-EP, *Ibid.*, p. 19

<sup>404</sup> FARC-EP, Máxima instancia des FARC, « Qué es la Conferencia Nacional de Guerrilleros ? », (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html> (Consulté le 09/11/2018)

Parmi ces documents on voit que la question des femmes a été abordée en 1978 quand elles ont été reconnues par les FARC comme combattantes. Cependant, parmi toutes les normes qu'on trouve sur le site Internet traditionnel des FARC<sup>405</sup>, les mots « femmes », « enfants », « LGTB » ou « Genre » ne sont pas nommés dans la rédaction de la plupart de documents officiels des FARC.

Cette situation peut amener à conclure deux aspects : soit ces parties de la population sont totalement invisibles dans la structure patriarcale des FARC, soit les FARCS sont fondées sur un concept d'égalité tellement large, qu'elles appliquent leurs systèmes de normes, leurs droits et leurs devoirs de manière égale et sans distinction du genre.

Tout d'abord, il est nécessaire de rappeler que ce sont des hommes qui ont fixé le système normatif, les règles, les sanctions et les délits à l'intérieur des FARC. Par rapport à ce sujet, l'Article 8 des Statuts des FARC éclaire sur les droits des militants car il mentionne sa structure hiérarchique :

*« ... les droits et les devoirs dans les FARC sont égaux pour tous les militants mais sans l'égalitarisme de la petite bourgeoisie...<sup>406</sup> »*

Ceci nous permet de confirmer que dans les FARC il existe une structure hiérarchique qui exclue du pouvoir tous leurs militants au-dessus du Secrétariat et de l'État-major des FARC.

Il faut rappeler que les femmes ont été reconnues par les FARC comme des « combattantes » en 1978, ce qui nous laisse penser que 14 ans après la naissance des FARC, les femmes militantes sont restées éloignées du pouvoir et que par conséquent, elles sont restées plus vulnérables à toutes les formes de violence et d'injustice à l'intérieur même de cette guérilla.

En ce qui concerne le machisme et l'inexistence d'une différenciation entre les deux sexes dans le système normatif de cette guérilla, Marta Perez ou Suzana Tellez militantes depuis l'âge de 12 ans témoignent en 2005 :

*« ... Ici la lutte ne concerne pas les hommes contre les femmes, les femmes contre les hommes. La lutte c'est une lutte des classes où ici on combat, ici on n'accepte pas le machisme...nos droits et nos devoirs sont égaux pour tous les combattants, les hommes et les femmes sont égaux...<sup>407</sup> ».*

---

<sup>405</sup> Le site Internet traditionnel des Farc est <https://www.farc-ep.co> puisque ce là, c'est le site où se trouvent tous les documents des Farc. Cependant, dans le cadre du processus de paix 2012-2016 ils ont apparus d'autres pages officiels des Farc où on trouve d'autres documents plus récents.

Document [mujerfariana.org](http://mujerfariana.org), *Op.cit.*

<sup>406</sup> Chapitre IV, Statut FARC-EP, p. 15

Dans le cadre des deux derniers processus de paix (1998-2002 et 2012-2016), il sera montré que les rôles des hommes comme commandants et porte-paroles des FARC ont été plus en plus investis par les femmes militantes.

---

<sup>407</sup> « ... aqui la lucha no es de hombre a mujer, de mujer a hombre, lucha es lucha de clases y aqui se combate, aqui no se acepta machismo ... nuestros derechos y nuestros deberes son iguales para todos los combatientes hombres o mujeres son iguales ... », Vidéo « Entrevista en 2005 a Susana, guerrillera sobreviviente del ataque 2008 al campamento de Raúl Reyes », EMANUELSSON Dick, Vidéo « Entrevista en 2005 a Susana, guerrillera sobreviviente del ataque 2008 al campamento de Raúl Reyes », LATINOAMERICA Dick-Miriam, Tegucigalpa, publiée le 06 decembre 2012, (en ligne). Disponible sur : [https://mclip.tv/video/QivIq\\_7r8Ww/entrevista-en-2005-a-susana-guerrillera-sobreviviente-del-ataque-2008-al-campamento-de-raúl-reyes](https://mclip.tv/video/QivIq_7r8Ww/entrevista-en-2005-a-susana-guerrillera-sobreviviente-del-ataque-2008-al-campamento-de-raúl-reyes) (Consulté le 07/12/2018)

## CHAPITRE VII : LA TRANSFORMATION DU RÔLE DES FEMMES CHEZ LES FARC

### 7.1 Le rôle et la situation des femmes au cours des premières années des FARC

Si nous revenons au 20 juillet 1964 on constate que les leaders principaux des FARC sont des hommes<sup>408</sup>. Par ailleurs, si l'on considère la Vidéo intitulée *Rio Chiquito*<sup>409</sup> qui parle des premiers aspects de la lutte révolutionnaire des FARC, on note quelques pistes sur les premières conditions des femmes dans cette guérilla.

Il semble que certaines activités importantes au sein du conflit aient été réservées aux hommes comme le port des armes ou la rédaction de documents. D'autres activités en revanche telles que laver, cuisiner, coudre ou garder les enfants ont quant à elle été déléguées aux femmes<sup>410</sup>. De la même manière, grâce aux images montrées dans cette vidéo, seuls les hommes portent l'uniforme militaire avec un chapeau, alors que les femmes elles, portent également un chapeau, mais accompagné de vestes féminines. Ceci laisse à penser que dès les débuts des FARC les femmes se seraient adaptées également à certains codes vestimentaires de la guérilla<sup>411</sup>.

Plus loin, dans la même vidéo, on remarque un groupe d'une quinzaine d'hommes assis, chacun portant une arme et en train d'écouter un autre homme qui semblerait être d'un rang supérieur. Derrière, cinq femmes toutes d'âge différent assises elles aussi, sans armes cheveux dénoués et portant des boucles d'oreilles, écoutent attentivement<sup>412</sup>.

Ces images ressemblent à un processus de formation et font penser que les femmes étaient reléguées du combat armé mais obligées à être alignées aux consignes et aux discours de la guérilla. Donc, la question que l'on se pose concernant leur formation au sein de la guérilla, est celle du choix ou de l'obligation dont elles ont disposé pour intégrer les FARC.

Comme nous l'avons vu, le rôle des femmes au début des FARC s'est limité aux devoirs d'une maison avec une structure patriarcale. Cependant, en 1978 elles acquièrent le statut de

<sup>408</sup> FARC-EP, Secrétariat National des Farc, « Quiénes somos y porqué luchamos », (en ligne). Disponible sur : <http://www.farc-ep.co/nosotros.html> (Consulté le 07/12/2018)

<sup>409</sup> Dovi Dis, video « Rio Chiquito », version française. C'est vidéo parle sur les premiers aspects de la lutte révolutionnaires des Farc, (en ligne). Disponible sur : [https://youtu.be/OeMRiZgM5\\_M](https://youtu.be/OeMRiZgM5_M) (Consulté le 18/06/2017)

<sup>410</sup> Minute 3:49 -3:54, *Ibid.*

<sup>411</sup> *Ibid.*

<sup>412</sup> Minute 2:11-3:03, *Ibid.*

« combattants », un statut égal autant pour les devoirs que pour les obligations par rapport à tous les militants de cette guérilla<sup>413</sup>.

Cette situation aurait répondu aux besoins du conflit et aux projets révolutionnaires de la guérilla. En effet, Estéban Ávila donne des pistes par rapport à l'adhésion des femmes étudiantes à l'entraînement de JUCO à la fin des années 1970 et pour la première moitié des années 1980.

Ávila évoque son amie Isabel, une jeune femme étudiante qui était militante de JUCO et qui était inquiète des dangers du capitalisme sur la nature. Il explique qu'Isabel pensait toujours que la rupture du système capitaliste était la solution pour sauver la terre<sup>414</sup>.

Comme on l'a déjà vu, pendant les années 1980 les FARC ont étendues leur champ d'action avec de nouvelles règles et la création de l'*Unión Patriótica* (UP), ce qui pourrait avoir entraîné un impact sur la hausse du nombre des militants comme on l'a déjà vu<sup>415</sup>.

Il faut remarquer que pour toute la structure des FARC autant militaire que politique, cette recherche prend en compte les femmes ayant participé dans la confrontation armée ainsi que les femmes ayant travaillé au sein de cette structure depuis les villes, soit dans les milices ou soit comme militantes communistes avec un travail politique et clandestin<sup>416</sup>.

Afin de justifier cette position, on rappelle que les FARC ont fait partie de la structure du Parti Communiste comme étant son bras armé. Également, il faut remarquer que les intégrants des FARC, du Parti Communiste Colombien (PCC) et les *Milicias Bolivarianas* (MB)<sup>417</sup> ont été considérées comme une seule structure avec une seule mission concernant l'égalité :

*« Ce qui précède oblige à élargir notre perspective de travail concernant ce sujet, autant dans un cadre interne qui est celui des guérilleras, milices, militantes de PCC et MB, que pour l'ampleur et la diversité du mouvement des femmes colombiennes. Pour cette raison on parle en profondeur sur les problématiques des*

<sup>413</sup> Voir p. 110-111 du présent document

<sup>414</sup> DRUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 33

<sup>415</sup> Voir p. 55-56 et FARC-EP, Pleno ampliado del Estado Mayor Central de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del pueblo, Diciembre 27 de 1984 – Enero 2 de 1985, (en ligne). Disponible sur : <http://www.farc-ep.co/pleno/pleno-ampliado-dic-27-de-1984-ene-2-de-1985.html> (Consulté le 15/02/2019)

<sup>416</sup> Voir p. 69-70 du présent document

<sup>417</sup> *Milicias Bolivarianas* (MB) : c'est une organisation militaire des Farc qui travaille dans les zones rurales et urbaines sous la direction de l'État-Major des Farc, *los Plenos Ampliados* et les Conférences. Statut des *Milicias Bolivarianas*, Farc-EP, « Octava Conferencia », *Op.cit.*

*femmes en Colombie ainsi que sur les ponts d'unité et notre appui, que l'on tend en tant qu'organisation révolutionnaire ...<sup>418</sup>»*

La hausse des militants et surtout la présence des femmes militantes s'accroît à travers les trois processus de paix au cours des années 1980, 1998-2002 et 2012-2016 comme il sera vu dans les prochains chapitres. Ce qui fait penser que, les situations cruciales pour les FARC favorisent la situation des femmes militantes dans cette structure. Pour cette raison et par la suite, on essaiera de juxtaposer l'évolution du rôle des femmes des FARC et l'impact des principaux processus de paix entre cette guérilla et le Gouvernement colombien.

## **7.2 Le rôle des femmes militantes des FARC dans le cadre du processus de paix des années 1980**

Une des propositions de Belisario Betancur pour gagner la présidence en 1982 était la négociation de paix avec les guérillas, cependant, l'armée colombienne aurait intensifié, en même temps, les stratégies militaires. Tout cela coïncidait avec le besoin des FARC d'agrandir ses ressources humaines dans les villes et d'adopter de nouvelles stratégies telles que la possibilité de devenir pour la première fois un parti politique, c'est-à-dire, l'UP<sup>419</sup>.

En effet, en 1982 les FARC ont exprimé le besoin de mobiliser l'opinion publique et des masses à travers les syndicats, organisations paysannes, les organisations de femmes, les jeunes... Ces organisations avaient l'objectif de lutter pour la revendication économique, sociale et politique, ce qui coïncide avec l'analyse sur les femmes, faite précédemment par Loïc Ramirez<sup>420</sup>.

Le site web des femmes militantes des FARC montre les rôles qu'ont eu les femmes militantes pendant plus de 30 ans au sein de la structure :

<sup>418</sup> « Lo anterior obliga a ampliar nuestras perspectivas de trabajo al respecto, tanto en el marco interno (guerrilleras, milicianas, militantes de PCCC y MB) como en el de la amplitud y diversidad del movimiento de mujeres colombianas. Por ello estamos discutiendo a profundidad sobre las problemáticas de las mujeres de Colombia y sobre puentes de unidad y apoyo que tendemos, como organización revolucionaria ... ».

Document de mujerfariana, *Op.cit.*

<sup>419</sup> Colombia 2020 et Journal El Espectador, « Capítulo 1: El camino hacia la paz con las Farc, 'Hace 34 años se inició el proceso de paz con las Farc en el gobierno de Belisario Betancur' », par Jorge Cardona Alzate et Catalina González Navarro, 22 juin 2016, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/pais/hace-34-anos-se-inicio-el-proceso-de-paz-con-las-farc-en-el-gobierno-de-belisario-betancur> (Consulté le 16/02/2019)

ROLDÁN ZULUAGA, Sergio, *Op.cit.*

<sup>420</sup> FARC-EP, Conclusiones Generales de la Séptima Conferencia Nacional de las FARC-EP, 04-14 mai 1982, (en ligne). Disponible sur : <https://www.farc-ep.co/septima-conferencia/conclusiones-generales-de-la-septima-conferencia-nacional-de-las-farc-ep.html> (Consulté le 16/02/2019)

Voir p. 98-105 du présent document

« ... Depuis les années 1980 les femmes guérilleras, les plus anciennes au sein de la structure ont commencé à assumer des postes à responsabilité plus élevée tel que des postes de communication, de gestion de masses, de finances, d'infirmière, le tout les intégrant comme faisant partie d'une intelligence du combat. Également, elles ont été chargées des troupes pendant les confrontations militaires<sup>421</sup> ... »

Également, la *Septième Conferencia des FARC* (1982), a fixé le recrutement d'hommes et de femmes entre 15 et 30 ans pour intégrer les différents Fronts des FARC. Cela signifie que les FARC ont permis le recrutement des mineurs<sup>422</sup>.

Même si les femmes furent reconnues comme combattantes en 1978 par les FARC<sup>423</sup>, c'est grâce à la *Séptima Conferencia* que l'on trouve pour la première fois, un document des FARC qui souligne la non-discrimination contre les femmes à travers les droits et devoirs pour tous les militants qui sont égaux tout comme le désir de sanctionner toute discrimination contre les femmes :

« 8. *Sur les femmes* : Dans les FARC -EP il n'y a pas de discrimination à l'égard des femmes, qui, de la même manière qu'elles assument les exigences réglementaires, ont les mêmes droits que les hommes. Quiconque fait preuve de discrimination à l'égard des femmes est puni conformément au Règlement, qu'il s'agisse de commandants ou de guérilleros de base. La femme de la guérilla est libre et n'est pas une épouse et ne peut choisir d'autres formes de mariage jusqu'à ce que l'état-major général le décide, conformément à la conduite, au sérieux et à la responsabilité de la guérilla, si le moment est venu pour elle de devenir une épouse. Les femmes qui sont jugées infidèles sont automatiquement libres, tout comme les hommes...<sup>424</sup>»

Selon cette consigne, on voit que la liberté des femmes dans la guérilla est contradictoire car, les femmes doivent tout de même demander aux commandants des FARC la permission de se marier, ce qui nous montre certain degré de soumission des femmes chez les FARC.

Cependant il est difficile d'assurer cette position, le discours des FARC restant ambigu. Comme on vient de le voir, cette guérilla montre un discours patriarcal mais, en même temps, exprime un discours libéral comme on le voit en 1985 face aux membres déserteurs des FARC :

<sup>421</sup> Document de mujerfariana, *Op.cit.*

<sup>422</sup> Farc-EP, « Séptima Conferencia », *Op.cit.*  
On rappelle qu'en Colombie l'âge de la majorité est 18 ans.

<sup>423</sup> Document de mujerfariana, *Op.cit.*

<sup>424</sup> « 8. *Sobre las mujeres* : En las FARC-EP no hay discriminación para la mujer, quien de la misma manera que asume las exigencias reglamentarias, también como el hombre tiene los mismos derechos. Quien discrimine a la mujer será sancionado conforme al Reglamento, tratándose de Comandantes o guerrilleros de base. La mujer en la guerrilla es libre y siéndolo no es esposa ni puede elegir otras formas de matrimonio hasta cuando los Estados Mayores resuelvan, de acuerdo con la conducta, seriedad y responsabilidad de la guerrillera, si ha llegado el momento de su paso a la condición de esposa. A las esposas que se les compruebe infidelidad quedan automáticamente libres y de la misma manera los varones » ; Farc-EP, Conclusiones, « Séptima Conferencia », *Op.cit.*

« ...Cela n'a pas énormément d'importance si nous partons du principe que quiconque n'est pas d'ici n'a pas à être ici. Notre organisation est une organisation communiste et qui que ce soit qui ne l'est pas, ne s'y intègre pas<sup>425</sup> ».

On rappelle qu'à partir des années 1980 il y a eu une augmentation du nombre de femmes militantes au sein des FARC, ce qui peut apparaître comme une nécessité de la guérilla d'augmenter ses militants pour se renforcer notamment comme le bras armé du PCC et comme parti politique après l'accord de paix des années 1980, c'est-à-dire, l'UP<sup>426</sup>.

D'ailleurs, on trouve des commandants qui assurent que le projet politique de l'UP a favorisé l'accroissement des FARC. C'est le cas d'Adan Izquierdo du Front XIX, qui a affirmé que grâce à ce projet politique les FARC ont avancé plus rapidement que prévu<sup>427</sup>.

### 7.3 Le nombre de femmes militantes

Plusieurs témoignages d'anciens militants montrent que dans le cadre des accords de paix des années 1980, les membres des FARC ont augmenté. Par ailleurs, en 1964 les FARC avaient 48 militants et, entre 1982 et 1986 les FARC comptaient 5.159 militants comme on l'a déjà vu<sup>428</sup>.

Cependant, même si la recherche de Castrillón Pulido, G. Y. confirme que depuis la fondation des FARC jusqu'en 2002, il est difficile de trouver des chiffres exacts sur les femmes militantes<sup>429</sup>, à travers de récits des guérilleros, il est possible de se rendre compte de l'augmentation des femmes au sein des FARC à ce moment-là.

Plusieurs témoignages illustrent ces propos : Liliana López raconte qu'en novembre 1981 elle, avec d'autres deux femmes, intégrèrent les FARC à travers le Front 16 alors qu'il y avait environ 30 hommes et une femme. Aussi, Sandra Ramírez témoigne qu'elle rejoignit les FARC en 1981, car elle avait été séduite par la position de leader d'une femme FARC envers des militants qui

<sup>425</sup> «... esto no tiene mayor significación si partimos del principio de que quien no es de aquí no tiene por que estar aquí. La nuestra es una organización comunista y quien no lo sea, no cabe en ella... », Pleno Ampliado Dic. 27 de 1984 – Ene. 2 de 1985, *Op.cit.*

<sup>426</sup> SANDINO PALMERA Victoria, 27 septembre 2016, *Op.cit.* ; Farc-EP, Conclusiones, « Séptima Conferencia », *Op.cit.* ; Voir p. 56 du présent document

<sup>427</sup> RAMIREZ Loïc, *Op.cit.*

<sup>428</sup> CASTRILLÓN PULIDO, G. Y. (2014). *Op.cit.* et voir p. 56

<sup>429</sup> *Ibid.*

transitaient à côté de chez elle<sup>430</sup>. Cela révèle aussi l'intégration des femmes en 1981 dans les Fronts de combat.

En 1984 les FARC ont modifié l'organisation de leurs Fronts et, en même temps, il semble qu'elles aient augmenté l'égalité entre les sexes au sein de la guérilla<sup>431</sup>. On remarque également des signatures de femmes dans des documents importants. On voit par exemple, la signature d'une femme appelée Alejandra García, membre du Front 26 au sein du rapport du *Pleno Ampliado des FARC* daté de 1985.

On rappelle que le *Pleno Ampliado* a été signé seulement par les représentants du Front. Dans ce cas, Alejandra García est l'unique femme parmi 27 hommes comme représentante d'un un Front, puisque toutes les autres signatures sont celles d'hommes<sup>432</sup>. Cela fait penser à l'amélioration du statut de certaines femmes au sein des FARC pour les années 1985, dans le cadre de l'UP.

Un autre rôle des femmes militantes que l'on note durant cette période, est celui de porte-parole sur le plan national et international en ce qui concerne le volet diplomatique des FARC. En effet, cette fonction apparaît autour de 1985 lorsque les FARC eurent un succès national et international après la dénonciation des tortures faites par le gouvernement<sup>433</sup>.

Même si les FARC ne donnent pas de détails en ce qui concerne ces tortures, on peut imaginer qu'elles font référence au cas de l'UP entre 1983 et 1985 comme on l'a vu précédemment. Également, on pourrait penser au rôle des militantes communistes exilés à l'extérieur, comme celles présentées par Loïc Ramirez, qui ont travaillé pour exiler les militants de l'UP et, on peut donc aussi penser aux combattants des FARC<sup>434</sup>.

C'est important de remarquer que l'augmentation des hommes chez les FARC correspond pour les années 1980 avec la crise économique de 1981. Le krach boursier de 1987 a occasionné une incertitude économique mondiale qui coïncidait également avec le moment de la hausse du narcotrafic colombien avec Pablo Escobar et les liens des FARC avec les cultures de la coca.

---

<sup>430</sup> *Ibid.*

Colombia 2020 et Journal El Espectador, « 'Sandra Ramírez', la viuda del fundador de las Farc », par CASTRILLÓN Gloria, 20 juillet 2018, (en ligne). Disponible sur: <https://colombia2020.elespectador.com/politica/sandra-ramirez-la-viuda-del-fundador-de-las-farc> (Consulté le 02/04/2019)

<sup>431</sup> FARC-EP, Pleno ampliado (27 Decembre 1984 – janvier 2 de 1985), *Op.cit.*

<sup>432</sup> À la signature d'un des rapports des FARC on peut voir le nom : Alejandra García, Frente 26. FARC-EP, Pleno ampliado (27 Decembre 1984 – janvier 2 de 1985), *Op.cit.*

<sup>433</sup> *Ibid.*

<sup>434</sup> Yezid Arteta Dávila, p. 121 et Magnolia, p. 103

De même, il faut rappeler la précarité de la situation colombienne en 1983 : 27% de la population se trouvait dans pauvreté absolue, 13,4% de la population était au chômage et 20% de la population était analphabète<sup>435</sup>. Grâce à ces statistiques on peut visualiser la faiblesse de l'État colombien à ce moment-là tout comme la vulnérabilité de la population face à l'intégration des groupes armés et du narcotrafic avec le rêve d'améliorer leurs conditions et la condition du pays.

#### 7.4 Les femmes : entre la décision et l'obligation d'être militantes

Parmi les rapports des FARC, on peut lire qu'en 1985 il y a eu plusieurs militants déserteurs dont Adriana et Sonia, deux femmes ayant démissionné et qui auraient par la suite décidé d'intégrer d'autres groupes armés anti-communistes et antiguérillas<sup>436</sup>.

Ces cas de désertion auraient poussé les chefs des FARC à mettre en place une campagne idéologique communiste plus forte au sein de leur structure avec une mise en marche plus rigoureuse du *Reglamento de Régimen Disciplinario*<sup>437</sup>. On rappelle que ce règlement stipule que la désertion et la collaboration avec des groupes ennemis, sont deux délits qui peuvent entraîner la fusillade, sous permis du Secrétariat de cette guérilla<sup>438</sup>.

Cette situation fait penser qu'entre les femmes militantes de cette époque-là, certaines n'auraient pas pu quitter les FARC à cause de la peur face aux représailles du système normatif des FARC. Dans le cadre du processus de paix 2012-2016, on remarque que ces règles ont continué à être en vigueur sur le site Internet de cette guérilla.

Au cours des années 2000 on remarque que des femmes ont voulu démissionner du conflit mais que celles-ci ne pouvaient pas, comme le montre le cas de Yiseth, une jeune femme FARC qui trouva Ingrid Betancourt cachée au milieu de la forêt lors de sa quatrième tentative d'évasion<sup>439</sup>. La description que fait Ingrid Betancourt de sa rencontre avec Yiseth à ce moment-là, devient révélateur de l'aspect physique mais aussi des sentiments de certaines femmes militantes<sup>440</sup>:

---

<sup>435</sup> Chiffres de la revue ALAI (l'Agence Latino-Américaine d'Information), extrait de RAMIREZ Loïc, *Op.cit.* 25

<sup>436</sup> FARC-EP, Pleno ampliado (27 Decembre 1984 – janvier 2 de 1985), *Op.cit.*

<sup>437</sup> *Ibid.*

<sup>438</sup> «...Fusilamiento solo en caso de extrema gravedad, como: la traición, la delación y otras formas de colaboración voluntaria con el enemigo, el asesinato de compañeros de filas o de las masas, la deserción con armas o dinero del movimiento y otros delitos de acuerdo con su gravedad. El fallo no podrá materializarse hasta tanto el organismo de dirección respectivo no haya consultado la opinión del Secretariado...».

Article 4 et 3, Reglamento de Régimen Disciplinario, FARC-EP, « Octava Conferencia », *Op.cit.*

<sup>439</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op.cit.*, p. 11, 27, 28

<sup>440</sup> *Ibid.*

*« ... Elle était arrivée au trot, sans fusil mais le revolver au poing. Elle portait un débardeur en tissu de camouflage auquel sa féminité donnait un air inoffensif ( ... ) Elle me tendit la main avec un sourire triste, comme pour m'aider à sortir de ma cachette ... <sup>441</sup> »*

Ensuite, dans cette même description, Betancourt rajoute :

*« (...) Elle n'avait pas le discours emprunté de gardes toujours soucieux de ne pas être pris en défaut par un camarade ( ...) elle finit par m'avouer qu'elle aussi avait pensé s'enfuir à plusieurs reprises( ... )Elle me raconte qu'elle avait laissé son bébé chez sa mère( ... )Elle se mordait les lèvres et ses yeux noirs se remplirent de larmes <sup>442</sup> »*

Au cours de cette rencontre entre Betancourt et Yiseth, la politicienne colombienne lui proposa ainsi de s'échapper, mais la réponse de Yiseth laisse entrevoir la réalité des menaces de mort aux intégrants des FARC dans la même guérilla et la structure patriarcale :

*« (...) Ils nous trouveraient et nous tueraient(...)S'ils me voient vous parler, ils me tueront( ... ) ils ne sont pas loin. Marchez devant moi et écoutez attentivement ce que je vais vous dire ( ... )L'ordre du commandant est de vous maltraiter. Quand ils arriveront, ils vont vous hurler dessus, vous insulter, vous pousser. Ne répondez pas surtout ( ... ) Il n'y aura que des hommes avec vous. Nous les femmes, nous avons l'ordre de rentrer au campement ... <sup>443</sup> »*

Betancourt et Yiseth laissent voir que des femmes au sein des FARC ont été forcées à rester comme militantes à cause de la peur d'être tuées ou maltraitées. Par ailleurs, elles montrent que, malgré l'aspect rude du conflit armé des femmes militantes ne laissent pas leur côté féminin et maternel. Également, la solidarité de certaines militantes face à la violence exercée par les hommes des FARC envers elles, sont exprimées comme le témoigne Yiseth envers Ingrid Betancourt.

Cependant, il est aussi possible que les femmes militantes aient continué au sein des FARC convaincues de la lutte révolutionnaire, les principes communistes et l'opportunité de participation politique comme l'affirme la militante des FARC Susana Tellez :

*« Chacun d'entre nous qui prenons les armes, hommes et femmes le font volontairement, parce que nous ne voulons pas voir plus de souffrance, (...) et un jour j'ai décidé d'entrer à 'l'Université Fariane', la plus grande université du monde,*

---

<sup>441</sup> *Ibid.*, p. 27

<sup>442</sup> *Ibid.*, p. 27-28

<sup>443</sup> *Ibid.*, p. 28

*où l'on apprend et voit vraiment la lumière de la bonne voie(...) ce pays ne donne pas aux jeunes la possibilité de développer et exercer ce qu'ils ont appris(...) il n'y a aucune garantie pour cela <sup>444</sup>».*

On trouve une situation similaire pour certains hommes comme Estéban Ávila, qui était commandant du Bloc Sud<sup>445</sup>. Il explique qu'il est rentré dans les FARC très jeune et par conviction politique, puisque les FARC représentaient une source de libération<sup>446</sup>, un chemin pour des jeunes enthousiastes et révoltés, idéalistes et engagés. En 2008 il a réaffirmé que sa vie était consacrée à la lutte révolutionnaire<sup>447</sup>.

*« (...) Mon rêve était de me battre avec les FARC. Imaginez ce que cela signifie à l'époque, pour un jeune, l'idée de rejoindre cette guérilla. Partout, nous pensions que les peuples se levaient et allaient l'emporter. Nous rêvions, bien sûr, mais nous ne le savions pas<sup>448</sup>»*

Le témoignage de Susana Tellez montre une autre réalité des FARC : en utilisant le terme d'université certains militants voient les FARC et la guérilla comme un lieu d'apprentissage, comme une opportunité qu'ils n'auraient jamais eue dans la vie civile. Concernant cet aspect, Yezid Arteta, ex-commandant des FARC, explique que dans les cachettes d'armes et de munitions il y avait aussi des livres :

*« (...) Pendant mon rôle de guérillero je n'ai jamais arrêté la lecture(...) Dans le campement où se trouvait le Secrétariat des Farc, chaque jour j'ai lu Bolivar (...) Bolivar y el Arte Militar. Dans la même cachette j'ai trouvé Trochas y Fusiles et Selva adentro(...) <sup>449</sup>»*

Concernant le niveau éducatif des militants, le récit de Clara Rojas<sup>450</sup> donne des pistes sur les conditions sociales de certains guérilleros chez les FARC :

*« (...) Nous avons peu de contacts avec les guérilleros, et seulement avec les commandants intermédiaires et nos gardes: des personnes modestes, d'origine paysanne ou indigène, venues pour la plupart du sud du pays(...) ils étaient généralement jeunes (entre 18 et 35 ans), dynamiques, disciplinés, bien entraînés*

<sup>444</sup> (...) cada uno que empuñamos las armas, hombres y mujeres lo hacemos de manera voluntaria, porque no queremos ver más sufrimiento, (...) y un día cualquiera decidí ingresar a la universidad fariana, la universidad más grande del mundo, donde uno aprende y verdaderamente ve la luz del camino correcto ... este país no brinda oportunidades a la juventud para que se desarrolle y ejerza lo que ha aprendido ... no hay garantías para eso ... » Vidéo EMANUELSSON Dick, *Op.cit.*

<sup>445</sup> Voir Annexe No. 9 Noms des Blocs des FARC

<sup>446</sup> Quand Estéban Ávila parle de « libération » on peut imaginer qu'il fait référence à la situation de pauvreté et d'injustice des grands propriétaires fonciers en Colombie. DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 20

<sup>447</sup> DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 10, 13 et 14

<sup>448</sup> *Ibid.*, p. 20

<sup>449</sup> ARTETA DÁVILA Yezid, *Op. cit.*, p. 14

<sup>450</sup> Corcenant Clara Rojas voir p. 67 du présent document

*militairement, mais illettrés, peu instruits et sans aucune connaissance de leur pays ou du monde, bref de la civilisation<sup>451</sup> »*

En effet, Estéban Ávila décrit que la plupart des militants des FARC provenaient des secteurs ruraux, déplacés par la violence entre 1950 et 1960 vers l'intérieur du pays<sup>452</sup>. Cependant, il faut rappeler qu'il y avait aussi des militants universitaires et intellectuels comme on l'a déjà vu avec le cas de la JUCO et le Parti Communiste.

Également, Ávila remarque qu'en 1980 les camps des FARC étaient pleins de jeunes, organisés, disciplinés et qui ne parlaient pas beaucoup de politique. Par ailleurs, tous avaient un même discours sur la situation du pays<sup>453</sup>.

Pendant ces années correspondant à une vague du narcotraffic, chaque jour à la même heure tous les commandants se connectaient à travers une radio avec Jacobo Arenas. Il faisait une narration des événements politiques les plus importants en Colombie et le risque que représentait le soutien de Washington à l'armée colombienne dans sa lutte contre le narcotraffic et les groupes de la drogue<sup>454</sup>.

D'ailleurs, pendant les années 2000 le récit d'Ingrid Betancourt raconte le décalage de la jeunesse chez les FARC avec le politique :

*« J'entrais donc dans le groupe des otages politiques, dont le crime était selon les FARC d'avoir fait passer des lois en faveur de la guerre. La réputation de notre groupe était odieuse. Nous étions des sangsues, nous prolongions la guerre pour en tirer des bénéfices économiques. La plupart de ces jeunes gens ne comprenaient pas le sens du mot 'politique'. On leur apprenait que la politique était l'activité de ceux qui réussissent à duper le peuple et qui s'enrichissent en volant les impôts( ... )pour eux, tous ceux qui n'étaient pas avec les Farc étaient des crapules<sup>455</sup> »*

## 7.5 La possibilité d'une vie luxueuse chez les FARC

En 1987 les FARC ont exprimé leurs inquiétudes concernant des rumeurs sur leur machisme excessif et l'exhibitionnisme d'objets luxueux autant de la part d'hommes que de femmes militantes, notamment dans les zones de cultures illégales de coca. Les FARC refusèrent ce comportement car

<sup>451</sup> ROJAS Clara, *Op. cit.*, p. 50

<sup>452</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 100

<sup>453</sup> *Ibid.*, p. 57-58

<sup>454</sup> Concernant 'Jacobo Arenas', voir p. 87 ; DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 58

<sup>455</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 44

il ne correspondait pas l'éthique de la révolution<sup>456</sup>. Face à cette situation les FARC interdirent aux militants l'utilisation de bijoux :

*« Cette Plénière doit produire une résolution en ce sens que l'utilisation de bagues, de chaînes, de bracelets, et d'autres bijoux qui ne révèlent pas chez le combattant sa ressemblance avec les pauvres, avec les travailleurs, avec les travailleurs des campagnes, mais sa ressemblance avec la mafia qui n'est pas exactement un secteur révolutionnaire, est désormais strictement interdite aux FARC-EP. <sup>457</sup> »*

Concernant la vie luxueuse de certains militants des FARC qui selon la plénière dénonce un type de comportement lié au narcotrafic, le témoignage d'Ingrid Betancourt nous donne quelques exemples.

Le jour où Ingrid Betancourt a été prise en otage par les FARC elle fut obligée de monter dans un gros pick-up Toyota, dernier modèle et avec des vitres automatiques<sup>458</sup>. À cette époque-là, le narcotrafic était florissant et ce type de voiture représentait le cliché matériel que pouvait accumuler un narcotrafiquant, tout comme la guérilla puisque celle-ci avait besoin de ce type de véhicule pour traverser des chemins type raccourcis mais aussi des sentiers.

De plus Betancourt raconte que cette voiture a été conduite par un commandant appelé El Mocho Cesar et nous montre un autre cliché de la culture narcotrafiquante adopté par les FARC à travers la musique qu'il a mise <sup>459</sup>:

*« C'était une musique grinçante qui vous déchirait les tympans. L'appareil semblait ultramoderne, avec des lumières fluorescentes qui partaient dans tous les sens comme le tableau de bord d'un vaisseau spatial :  
Digne d'un narco ! Ne pus-je m'empêcher de penser<sup>460</sup> »*

En plus, Betancourt parle d'un autre jour où elle rencontra le même commandant :

<sup>456</sup> « ... Hay una gran cantidad de gente que afirma, señalando como un defecto de las FARC-EP la incapacidad política de los Comandantes, su machismo llevado a muchos excesos y en muchos Frentes, especialmente aquellos que operan en áreas coqueras, donde Comandantes y guerrilleros andan pareciéndose a mafiosos y mujeres de mafiosos con lazos de oro colgándoles del pescuezo y anillos con piedras preciosas hasta en el dedo gordo. Los revolucionarios no nos distinguimos por eso. Nunca ha sido así y tampoco tiene por qué ocurrirnos ahora... ». FARC-EP, Pleno ampliado (27 Decembre 1984 – janvier 2 de 1985), *Op.cit.*

<sup>457</sup> « Este Pleno debe producir una resolución en el sentido de que de ahora en adelante queda terminantemente prohibido en las FARC-EP el uso de anillos, cadenas, brazaletes, esclavas y otras joyas que no revelan en el combatiente su parecido con los pobres, con los obreros, con los trabajadores del campo, sino su parecido con los mafiosos que no es precisamente un sector revolucionario », *Ibid.*

<sup>458</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 83, 84

<sup>459</sup> *Ibid.*, p. 83-84

<sup>460</sup> Note explicative: les Colombiens utilisent le diminutif « Narcos » pour nommer les narcotrafiquants. De même, certains clichés circulent sur les goûts des « narcos » et sur les personnes qui travaillent dans le monde du narcotrafic comme par exemple, les objets lumineux, les grosses voitures, la musique à haut volume et les Gross bijoux en or. *Ibid.*, p. 86

« Il était arrivé au campement en début d'après-midi dans sa grosse camionnette rouge, trop luxueuse pour un rebelle...<sup>461</sup> »

D'ailleurs, grâce à une carte publiée dans l'ouvrage d'Ingrid, on peut constater que la zone où elle a été kidnappée correspond à une des zones plus touchées par les cultures illicites en Colombie<sup>462</sup>. Cela corrobore les rumeurs de la vie luxueuse des FARC dans les zones les plus touchées par les narcotrafiquants (Voir annexe No. 24 Carte de la zone où Ingrid Betancourt a été pris en otage).

## 7.6 Les possibles impacts du narcotrafic et les militants des FARC

Cette situation de la vie révolutionnaire mélangée avec le luxe de la culture du narcotrafic nous fait réfléchir sur deux aspects qui pourraient influencer les femmes militantes, comme nous le verrons par la suite.

En premier lieu, les mesures adoptées par les FARC afin d'éviter la vie luxueuse de certains militants pourraient avoir eu un impact sur l'image des femmes militantes. Par exemple, certaines vidéos des FARC datant des années 1980 montrent des femmes avec l'air rude, les cheveux désordonnés et parfois, sans boucles d'oreille. Une image contraire à ce que la société colombienne connaît comme stéréotype de beauté féminine<sup>463</sup>. Ici, on remarque que cette image des militantes change dans le processus de l'Accord Final 2012-2016.

En deuxième lieu, cette situation fait penser à la possibilité d'une certaine influence du narcotrafic sur l'augmentation des militants dans la guérilla. Il est possible que certains militants aient été séduits par les possibilités d'une vie plus luxueuse en militant dans les zones des cultures illicites protégées, comme on l'a vu par les FARC.

---

<sup>461</sup> *Ibid.*, p. 116

<sup>462</sup> On suggère une lecture croisée entre l'annexe No. 1 Distribution par région selon la permanence des cultures illégales de coca 2007-2016 et l'annexe No. 23 Carte de la zone où Ingrid Betancourt a été kidnappée.

<sup>463</sup> Geneviève Fraisse explique que « ...les images s'appellent 'stéréotypes', répétition à l'infini des archétypes des êtres sexués, femmes et hommes, et de leurs qualités respectives, féminin/masculin, comme figures en leur caricature respective... Le stéréotype résume, en une représentation imagée, les assignations auxquelles chaque sexe est renvoyé, psychologiquement, socialement, comme des identités sûres et intangibles ». Chapitre III, Les images et le stéréotype, « Les excès du genre. Concept, image, nudité », FRAISSE Geneviève, *Op. cit.*, p. 43.

## 7.7 Le machisme et la sexualité dans les FARC-EP

On remarque que dans les archives des FARC datant de 1985, le constat d'une augmentation d'actes sexuels ainsi que phénomènes d'alcoolisme qui sont condamnés par la hiérarchie.

Ces problématiques des militants des FARC coïncident avec trois aspects différents : le premier, l'augmentation du nombre des femmes dans la guérilla<sup>464</sup> ; le deuxième, avec les dénonciations des paysans concernant le machisme excessif qu'ils ont aperçu des militants des FARC dans ces zones et le troisième, avec la forte stratégie du mouvement de masses de l'UP concernant le processus de paix des années 1980 et la participation politique des FARC.

En effet, on voit qu'en 1987 les FARC ont soulevé le problème de l'alcoolisme et des actes sexuels excessifs de leurs propres militants car ils dénoncent ces comportements comme ne faisant pas partie de leur idéologie et, expliquent en quoi ils constituent une faiblesse la guérilla face aux ennemis :

*« ... le moment politique-militaire que traverse le pays exige des commandants un comportement à la hauteur de notre engagement historique. Nous condamnons pour cette raison l'alcoolisme dans nos rangs, l'immoralité manifeste avec la libéralisation sexuelle, le maintien de relations avec des femmes dédiées à la prostitution. Cette condamnation est élargie à toutes les conduites qui violent notre discipline, qui diminuent l'autorité de nos commandos face aux masses et qui facilitent que le travail de l'ennemi...<sup>465</sup> ».*

Parmi les militants, certains hommes haut gradés chez les FARC comme Hernan Bénitez, un de membres de l'État-Major Central et chef du Front 31 ainsi que Rafael Ayudantia, membre de l'État-Major du Bloc Oriental ont été condamnés pour ce type de comportement<sup>466</sup>.

*« **Hernan Bénitez** : pour l'abandon des fonctions du Front, pour l'excessif gaspillage des biens de l'organisation qui reflète la conduite bourgeoise dans la gestion des finances. Pour la consommation de boissons alcoolisées, pour son mauvais comportement envers les masses qui serait toute une politique de discrédit pour le mouvement. Pour son comportement immoral vers les femmes militantes et civiles avec la circonstance aggravante de mentir à la Direction à plusieurs reprises. Cela montre son incapacité et sa décomposition morale, reste exclu de la Direction du Front et de l'État-Major Central ...*

<sup>464</sup> FARC-EP, Pleno ampliado (27 Decembre 1984 – janvier 2 de 1985), *Op.cit.*

<sup>465</sup> « ...El momento político-militar que atraviesa el país exige de los Mandos una conducta a la altura de nuestro compromiso histórico. Condenamos por esto el alcoholismo en nuestras filas, la inmoralidad manifiesta en el relajo sexual, en el mantenimiento de relaciones con mujeres dedicadas a la prostitución. Y esta condena se extiende a todas las conductas que quebrantan nuestra disciplina, que rebajen la autoridad de nuestros Mandos ante las masas y faciliten el trabajo del enemigo... » ; FARC-EP, Pleno ampliado (27 Decembre 1984 – janvier 2 de 1985), *Op.cit.*

<sup>466</sup> *Ibid.*

*Rafael Ayudantia : En raison de son incapacité à exercer ses fonctions 'd'Ayudantia' et à faire preuve de faiblesse dans ses relations avec ses camarades femmes durant son mandat dans le bloc oriental, ce qui a entraîné de graves difficultés et le ressentiment de certains commandements (...) Exclu du corps des 'Ayudantías' et de l'Etat Major du Bloc Oriental <sup>467</sup>»*

Ces deux cas montrent l'existence d'une certaine pression des chefs de la guérilla envers les femmes militantes et des agressions et injustices dans cette structure. Également, ces cas font réfléchir à l'utilisation de la féminité comme un instrument de pouvoir dans l'organisation, comme, la réaffirmation de l'obtention de postes importants par les femmes au sein de la guérilla.

Le récit d'Ingrid Betancourt montre l'existence de relations amoureuses chez les FARC qui donnaient un peu de pouvoir. On voit cette situation quand Betancourt est arrivée chez le commandant Andres qui était fou amoureux d'une fille assoiffée de pouvoir :

*« (...) Il était clair qu'elle s'ennuyait avec lui, mais le fait d'être la femme du commandant lui donnait accès aux luxes de la jungle : elle régnait sur les autres et, comme cela était concomitant, grossissait à vue d'œil... il avait deux faiblesses : l'alcool et les femmes <sup>468</sup>»*

Également, Ingrid Betancourt parle de Sonia, une femme commandante d'un des campements des FARC qui vivait avec son compagnon qui était plus jeune et moins gradé qu'elle, raison pour laquelle il recevait des ordres de façon ostentatoire de la part de Sonia<sup>469</sup>.

Finalement, on ne peut pas assurer que l'intégration des femmes chez les FARC pendant les années 1980 soit seulement liée à l'opportunité de participation politique, car cette période a coïncidé avec plusieurs autres situations : la rencontre entre le narcotrafic et le conflit, la massification de la rébellion colombienne<sup>470</sup> et, en même temps, la rupture des relations diplomatiques entre la

---

<sup>467</sup> « Hernan Benitez : Por abandono de las funciones del Frente, por excesivo despilfarro de bienes de la organización que refleja la conducta burguesa en el manejo de las finanzas. Por el continuo consumo de bebidas embriagantes, por su mala conducta frente a las masas que fuera toda una política de desprestigio para el movimiento. Por su conducta inmoral con las mujeres guerrilleras y de las masas con la agravante de mentirle a la Dirección en repetidas ocasiones. Esto demuestra su incapacidad y su descomposición moral, queda excluido de la Dirección del Frente y del Estado Mayor Central ... Rafael Ayudantia : Por incapacidad en el cumplimiento de sus funciones como Ayudantía y por mostrar debilidad en las relaciones con las compañeras durante su presencia en el Bloque Oriental que trajo serias dificultades y resentimiento de algunos Mandos ... Queda excluido del cuerpo de Ayudantías y del Estado Mayor del Bloque Oriental ». *Ibid.*

<sup>468</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 39

<sup>469</sup> *Ibid.*, p. 94

<sup>470</sup> Pendant les années 1980 sont nés divers groupes révolutionnaires comme le Partido Revolucionario de los Trabajadores – PRT (1982). Journal El Tiempo, « El PRT quemó sus últimos cartuchos », par JAIMES Arturo, 26 de enero de 1991, (en ligne). Disponible sur :

<https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-15036> (Consulté le 02/12/2018)

Colombie et Cuba accusée d'appuyer les guérillas<sup>471</sup>, en enfin, le plan des FARC de la prise de pouvoir au niveau national entre autres.

*« Les temps ont bien changé depuis les années 1970 et 1980( ..). On se battait pour changer le monde( ...) Aujourd'hui, tout est stratégique, calculé. Nous sommes devenus une machine lourde, chère, qui nous a obligé à faire des compromis que je n'aurais jamais accepté à l'époque(...) C'est avant tout une lutte sur l'esprit, pour pénétrer le cerveau de l'ennemi et le convaincre que vous êtes le meilleur le plus fort, le plus obstiné, le plus libre aussi ...<sup>472</sup>»*

### **7.8 Le contexte des femmes militantes des FARC : 1990 – 2000**

Pendant cette période, on verra que l'activité des femmes militantes se fait de façon plus dynamique chez les FARC : où en effet elles intègrent des postes de commandement. Cependant, comme on verra plus tard, elles n'ont pas atteint des postes au sein de la plus haute direction comme le Secrétariat chez les FARC.

En 1989, l'organisation militaire des FARC présenta le Règlement et le Statut des *Milicias Bolivarianas*. Ces deux documents fixèrent l'âge de 17 à 30 ans comme une des conditions pour être milicien de la guérilla. En d'autres termes, femmes mineures sont désormais acceptés. Cela pourrait être une autre raison de la rapide augmentation des militants des FARC qui comptèrent 6.778 membres en 1986 pour 9.324 en 1994 comme vu précédemment<sup>473</sup>.

Comme on peut noter, depuis des années 1980 et débuts des années 1990 les nouveaux membres recrutés chez les FARC auront été de jeunes gens compris entre 17 et 30 ans disposant de toute la vitalité nécessaire pour pouvoir supporter physiquement les conséquences du conflit armé.

Sans avoir de chiffres précis sur l'âge des militants des FARC, on note que la jeunesse des FARC a continué d'une manière évidente durant les décennies suivantes. On observe ces phénomènes à travers les images des guérilleros pendant le processus de l'Accord Final 2012-2016 mais aussi à travers le récit d'Ingrid Betancourt à différents moments.

Par exemple, le jour de sa captivité on remarque qu'Ingrid Betancourt est restée étonnée de la jeunesse de certains membres des FARC lorsqu'elle décrit que les côtés de la route sur laquelle les

<sup>471</sup> Journal El Tiempo, « Cuba y Colombia : recuento de una historia de amor y dolor », 29 de octubre de 1993, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-251166> (Consulté le 23/02/2017)

<sup>472</sup> Mots d'Estéban Ávila, DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 15

<sup>473</sup> Voir p. 57 et 114 du présent document. On rappelle qu'en Colombie l'âge de la majorité est 18 ans en Colombie.

FARC l'ont amenée, étaient pleins de jeunes gens en uniforme, notamment de jeunes filles souriantes ayant les cheveux tressés<sup>474</sup>. Également, Betancourt se souvient de sa quatrième tentative d'évasion, moment où elle décrit ces kidnappeurs guérilleros comme de jeunes gens, très habillés et physiquement résistants<sup>475</sup>.

*« Je voyais cette jeunesse à l'aise dans la jungle et je me sentais maladroite, handicapée et usée. Je commençais à percevoir que c'était l'idée de moi-même qui était en crise... »<sup>476</sup>*

### 7.8.1 Les mineurs chez les FARC

Jusqu'en 2014, concernant le recrutement de mineurs dans le cadre des négociations de l'accord de paix à La Havane, les FARC ont recruté des mineurs de 15 ans comme militants.

En effet, The New York Times a visité un des campements des FARC en 2016 où plusieurs soldats de 15 ans venaient d'être recrutés quelques mois auparavant. Également, ce journal a rencontré des ex-militants des FARC dans un centre de réhabilitation du gouvernement, lesquels avaient été recrutés beaucoup plus jeunes dont certains à l'âge de 9 ans :

*« Fabio, par exemple, a raconté qu'il avait été kidnappé à 9 ans par la guérilla. Quand il avait 13 ans, ses commandants lui assignèrent des missions individuelles, comme égorger des soldats du gouvernement pendant qu'ils dormaient. Il expliqua que ses parents ne l'avaient ni cherché ni informé les autorités de sa captivité ... 'Ils auraient été tués', a dit Fabio, qui actuellement à 19 ans<sup>477</sup> »*

Par ailleurs, un des engagements des FARC prévus dans les négociations pour la paix fut la libération des mineurs. De la même manière, une des conditions pour le cessez-le-feu a été la suspension du recrutement de mineurs. Cependant, en 2018 l'ONU publia que les FARC n'avaient

<sup>474</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 80

<sup>475</sup> *Ibid.*, p.18.

<sup>476</sup> Mots de Betancourt, *Ibid.*, p. 19

<sup>477</sup> « Fabio, por ejemplo, contó que también lo secuestraron cuando tenía nueve años. Para cuando cumplió 13, sus comandantes comenzaron a asignarle misiones en solitario, como degollar a soldados del gobierno mientras estaban dormidos. Explicó que sus familiares no lo buscaron ni informaron a las autoridades sobre su secuestro... 'Los habrían matado', dijo Fabio, que ahora tiene 19 años ».

The New York Times, « Una adolescente que creció en las filas de las FARC trata de rehacer su vida en Colombia », CASEY Nicholas, 27 avril 2016, (en ligne). Disponible sur : <https://www.nytimes.com/es/2016/04/27/una-adolescente-que-crecio-en-las-filas-de-las-farc-trata-de-rehacer-su-vida-en-colombia/> (Consulté le 07/04/2019)

pas libéré la totalité des enfants car seulement 75 filles et 60 garçons, soit 135 mineurs furent libérés le 31 décembre 2017<sup>478</sup>.

Selon les registres du *Centre de la Memoria Histórica*, entre 1960 et 2015, 16 879 enfants et jeunes militants auraient été mobilisés par les FARC, soit 54% des recrutements liés au conflit armé. Les paramilitaires en recrutèrent 27%, l'ELN 10% et les GAPD 7%<sup>479</sup> (Voir annexe No. 25 Enfants et adolescents recrutés et démobilisés entre 1960 et 2016 en Colombie).

« *Le recrutement est réel et il augmente. Les enfants sont utilisés comme guides ou pour charger entre 40 et 50 kilos d'armes sur une traversée de 12 heures pour la rivière Atrato.* <sup>480</sup> »

La rivière Atrato représente la troisième rivière navigable en Colombie avec une superficie de 38 500 km<sup>2</sup>. Grâce à son emplacement stratégique entre la cordillère occidentale et la région du Golfo de Uraba, ses rives sont connues pour être des plus touchées par le narcotrafic<sup>481</sup> et le trafic en général et, représente une zone contrôlée par les FARC.

Concernant le recrutement, 40% des mineurs ont été recrutés au travers de la persuasion, pour 49% de recrutés on ne dispose pas d'information et les 11% restant ont été recrutés par la contrainte.

Pour le cas des FARC, 32% des mineurs recrutés ont été des filles : Catalina est rentrée chez les FARC en 2011 à 13 ans, raconte que sa famille était dysfonctionnelle et qu'un jour, les FARC arrivèrent chez elle et huit jours après elle disposait de sa première arme. Son récit donne des pistes

<sup>478</sup> Journal El Espectador, « ONU reporta que FARC no entregó a todos los menores reclutados », 20 Mars 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/politica/onu-reporta-que-farc-no-entrego-todos-los-menores-reclutados-articulo-745424> (Consulté le 27/03/2019)

FISAS Vicenç, *Op. cit.*, p. 66 et 68

<sup>479</sup> « Una guerra sin edad. Informe nacional de reclutamiento y utilización de niños, niñas y adolescentes en el conflicto armado colombiano », Centro Nacional de Memoria Histórica CNMH, Bogotá, Primera edición, Décembre 2017, p. 17 et 23, (en ligne). Disponible sur :

[http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2018/una\\_guerra-sin-edad.pdf](http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2018/una_guerra-sin-edad.pdf) (Consulté le 22/11/2018)

<sup>480</sup> « El reclutamiento es real, está disparado. Los usan como guías o como costaleros para cargar entre 40 y 50 kilos de armamento en una travesía a orillas del Atrato que puede tomar 12 horas ». Mots du Defensor del Pueblo, Carlos Alfonso Negret. Journal El Tiempo, « Gobierno pide a ONU documentar casos de menores que FARC no entregaron », 20 mars 2018, (en ligne). Disponible sur :

<https://www.eltiempo.com/justicia/conflicto-y-narcotrafico/informe-de-onu-revela-que-farc-no-entrego-a-todos-los-ninos-reclutados-195800> (Consulté le 25/11/2018)

<sup>481</sup> Voir annexe Carte No. 7. Zones d'expansion des FARC au cours des années 1960-1970

sur le travail des mineurs effectué par les garçons et les filles chez les FARC<sup>482</sup>. Catalina restera trois ans chez les FARC, à 19 ans elle raconte son histoire en 2017<sup>483</sup> :

*« Rien n'était comme je l'imaginai. Il y avait des abus envers mes camarades et la vie a commencé à devenir très dure. Quand les militants se mettaient en colère nous étions obligés de faire un trou de trois mètres de long sur un mètre de large. Ils nous faisaient marcher beaucoup et nous lançaient à la guerre.*

*L'ennemi nous tirait et nous aussi<sup>484</sup>»*

Catalina se remémore son frère mort dans une attaque surprise de l'armée colombienne. Elle décida de s'échapper des FARC pour éviter de mourir. Selon les chiffres, depuis l'année 2002 un total de 2.500 mineurs sont morts chez les FARC<sup>485</sup>.

*« Quand je suis arrivée à 16 ans chez le Centre Don Bosco (des missionnaires salésiens)<sup>486</sup> j'ai trouvé des câlins, une famille. J'avais besoin d'apprendre à être une femme, car dans la guérilla ça n'existait pas : nous étions tous des soldats et il n'y avait aucunes différences entre les hommes et les femmes (... ) il y a beaucoup des jeunes, (on estime qu'il reste encore entre 8 000 et 13 000 enfants soldats en Colombie) qui ont commis quelques erreurs comme moi. Mais il est arrivé l'heure de lâcher les armes et de prendre un cahier et un crayon<sup>487</sup> »*

Le cas de Catalina illustre certaines conditions des femmes mineures chez les FARC: certaines d'entre elles ont vécu leur enfance au sein de l'armée avec une vision déformée de leur liberté en tant qu'être humain, femme et mère.

Également, on souligne la possibilité qu'au moment de la signature de l'Accord Final en 2016 avec les FARC, une grande partie des enfants rentrés dans cette guérilla avaient déjà l'âge de la majorité. Pour cette raison, quantifier le pourcentage et l'impact réel du conflit sur cette population reste une des principales difficultés.

<sup>482</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica (2017), *Op. cit.*, p. 55  
Elespañol.com, « Niños soldado en Colombia : 'Decidí escapar de la guerrilla cuando fusilaron a mi hermano », 9 février 2017, (en ligne). Disponible sur : [https://www.elespanol.com/reportajes/20170209/192481165\\_0.html](https://www.elespanol.com/reportajes/20170209/192481165_0.html) (Consulté le 26/11/2018)

<sup>483</sup> *Ibid.*

<sup>484</sup> « Nada era como yo creía que iba a ser. Muchas compañeras sufrían abusos y la vida empezó a ser muy dura. Cuando se enfadaban, nos obligaban a cavar agujeros de tres metros de largo por uno de ancho. Caminábamos mucho y nos lanzaban a la guerra. El enemigo te disparaba y tú disparabas », *Ibid.*

<sup>485</sup> FISAS Vicenç, *Op. cit.*, p. 75

<sup>486</sup> Centro Don Bosco : c'est un centre social et éducatif, « Centro Don Bosco », (en ligne). Disponible sur : <http://www.centrodonbosco.edu.co> (Consulté le 26/11/2018)

<sup>487</sup> « Cuando llegué con 16 años al centro Don Bosco (de los misioneros salesianos) me encontré con que me abrazaban, que tenía una familia. Tenía que aprender a ser una mujer, porque en la guerrilla eso no existía : éramos todos soldados y no distinguían entre hombre y mujer ... Hay muchos chicos (se calcula que aún quedan entre 8.000 y 13.000 niños soldado en Colombia) que cometieron algún error igual que el mío. Pero es hora de soltar las armas y de coger un cuaderno y un lápiz », mots de Catalina. Elespañol.com, 9 février 2017, *Op. Cit.*

On notera qu'une partie de la population colombienne âgée entre 55 ans et 70 ans et ayant vécu la plupart du conflit armé avec les FARC, demandent ainsi la libération de leurs enfants déjà adultes.

## CHAPITRE VIII : LA STRUCTURE PATRIARCALE DES FARC ET SON IMPACT SUR LES FEMMES MILITANTES

Le Statut des *Milicias Bolivarianas* de 1989, signale que les agressions sexuelles envers les femmes sont pénalisées, ce qui montre trois aspects. Premièrement, les femmes jouèrent un rôle dans les milices des FARC dans les années 1990. Deuxièmement, ce statut confirme l'existence d'agressions sexuelles envers les femmes militantes à cette époque-là et troisièmement il montre la vulnérabilité des femmes militantes chez les FARC<sup>488</sup>.

Par rapport aux agressions sexuelles et à la vulnérabilité des femmes, le cas de Vanessa, alias Edna, rentrée chez les FARC à 9 ans en 2000 illustre ces propos ; elle a dénoncé en 2015 le recours à deux avortements à cause des multiples agressions sexuelles par deux commandants des FARC. Elle exprime qu'elle a été violée chez les FARC jusqu'à 15 ans<sup>489</sup>.

Sara Morales a été enrôlée chez les FARC à 11 ans. À 22 ans, Sara est sortie des FARC à cause des abus et les viols qu'elle a subis au sein de la guérilla. En 2017, une année après la signature de l'Accord Final, Sara témoigne du rôle de présentatrice du Bloc Magdalena Medio des FARC, un poste important dans cette guérilla. Sara fut violée plusieurs fois et compte tenu de l'importance de son rôle, elle a eu le droit d'accoucher de ses enfants ainsi nés de viol. À cette époque-là, la zone de combat de Sara était subordonnée par le commandant Pastor Alape, une zone qu'elle décrit comme un « campement d'avortements »<sup>490</sup>.

Également, Luz Fary Palomar est rentrée chez les FARC à 10 ans. Cependant, trois ans après son entrée Palomar a été violée par Timochenko, et obligée d'avorter. Selon son témoignage, elle a été violée une deuxième fois par alias El Paisa à l'âge de 15 ou 16 ans et obligée d'avorter une deuxième fois :

---

<sup>488</sup> On rappelle que les *Milicias Bolivarianas* représentent une organisation militaire des FARC. FARC-EP, Estado Mayor des FARC-EP, « Estatuto de las Milicias Bolivarianas », mayo de 1989, (en ligne). Disponible sur : <http://www.farc-ep.co/octava-conferencia/estatuto-de-las-milicias-bolivarianas.html> (Consulté le 06/11/2018)

<sup>489</sup> HERNANDEZ-MORA Salud, « Abusos contra las mujeres en las FARC : 'El comandante me violó a los 11 años y me obligó a abortar tres veces' », El Mundo.es, 12 decembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elmundo.es/internacional/2017/12/12/5a2e9fb1ca4741036f8b46c8.html> (Consulté le 06/11/2018)

<sup>490</sup> Pastor Alape est un des principaux commandants des FARC. En 2018 il devient sénateur du parti fondé par les FARC dans le cadre de l'Accord Final (Force Alternative Révolutionnaire Commune). Ouest-France, « Pastor Alape, ancien des FARC, sera en Normandie en juin », 14 novembre 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://www.ouest-france.fr/normandie/colombie-pastor-alape-ancien-des-farc-sera-en-normandie-en-juin-6044208> (Consulté le 12/04/2019)

Voir annexe No. 9 Noms des Blocs des FARC

« ... Ils m'ont donné beaucoup de drogue pour avorter mais le bébé n'a pas sorti ... aujourd'hui, c'est un bébé spécial (il a un syndrome) et il 11 ans ...<sup>491</sup> »

Concernant les avortements dans les FARC, Sara Morales exprime :

« (...) le Secrétariat des FARC connaissait tous les avortements( ... )Pastor Alape a connu plus de 100 avortements( ...)<sup>492</sup> »

Par rapport à ce sujet et lors d'une interview en 2017, Clara López<sup>493</sup>, ancienne membre de l'UP et ex candidate à l'élection présidentielle 2018-2022, a souligné :

« Ici tous ont commis des abus sexuels : les guérilleros, les paramilitaires ; et dans une moindre mesure la force publique, avec une proportion moins élevée. Donc, la question n'est pas du pardon, mais plutôt d'apprendre à vivre ensemble...<sup>494</sup> »

Dans le cadre de l'Accord Final 2012-2016, plusieurs femmes ex-militantes des FARC ont intégré la *Corporación Rosa Blanca*, une ONG à travers laquelle, elles purent dénoncer les viols et les abus dans cette guérilla. En effet, à travers les témoignages de plusieurs femmes abusées chez les FARC, cette ONG a demandé plus de justice dans le cadre de l'Accord Final 2016 et la période de post-conflit<sup>495</sup>.

Cependant, en 2017 un groupe de femmes militantes du parti politique fondé par les FARC dans le cadre de l'Accord Final remarquèrent que les exigences de la guerre les obligèrent à renoncer à la maternité. Également, elles signalèrent que toutes les femmes militantes des FARC connaissaient la réglementation avant d'être militantes<sup>496</sup>.

<sup>491</sup> Mémoires de un delito. @javieroliver\_ct, (en ligne). Disponible sur : <https://www.facebook.com/mario.j.gallo.1/videos/10156978254250967/UzpfSTc0OTI2MjQ5MT0xMDE1Njk4MjgyNDY2NzQ5Mg/> (Consulté le 09/04/2019)

<sup>492</sup> Mots de Sara Morales. Noticias RCN, « La exguerrillera que contó de frente los abusos que recibió en las FARC por 11 años », 04 décembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://noticias.canalrcn.com/nacional-pais/exguerrillera-conto-frente-los-abusos-recibio-las-farc-11-anos> (Consulté le 13/04/2019)

<sup>493</sup> Voir p.107 du présent document

<sup>494</sup> « ... Aquí todos cometieron abusos sexuales : los guerrilleros, los paramilitares ; importante señalar que la Fuerza Pública, en mucha menor proporción. Entonces, el tema no es de perdón, es de aprender a vivir juntos ... ». Journal El Tiempo, « FARC están en la consolidación de su propio proyecto : Clara López », par Maria Isabel Rueda, 11 décembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/elecciones-colombia-2018/presidenciales/entrevista-de-maria-isabel-rueda-a-clara-lopez-sobre-sus-aspiraciones-presidenciales-160354> (Consulté le 19/04/2019)

<sup>495</sup> RESTREPO Margarita, Corporación Rosa Blanca, 11 Décembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.losirreverentes.com/corporacion-rosa-blanca/> (Consulté le 19/04/2019)

<sup>496</sup> Telesur, « Mujeres de la FARC aseguran que nunca las obligaron a abortar », 07 décembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.telesurtv.net/news/Mujeres-de-la-Farc-aseguran-que-nunca-las-obligaron-a-abortar-20171207-0059.html> (Consulté le 19/04/2019)

Également, en mars 2018, le Gouvernement de Juan Manuel Santos a publié le Règlement Général de la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP)<sup>497</sup>, un des principaux accords qui font partie de l'Accord Final signé en 2016 avec les FARC. La JEP est chargée, entre autres, de juger les cas de violence sexuelle dans le cadre du conflit armé.

On rappelle que la JEP s'inscrit dans le Point 5 de l'Accord Final sur les victimes du conflit :

« Système intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition », l'un des six points qui composent le document appelé « *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* », signé le 12 novembre 2016<sup>498</sup>.

En ce sens, en mars 2019 le Président colombien Iván Duque, élu pour la période 2018 - 2022, a proposé de faire certains changements à six des 159 articles qui composent la JEP. Les six changements sont : la responsabilité des coupables, le rôle du Bureau du Haut-Commissariat à la restauration de la paix, la procédure pénale, la non limitation de la procédure pénale ordinaire, l'extradition mais aussi d'inclure dans l'Article 153 de la JEP, une procédure ne permettant pas l'esquive sur la vérité et la culpabilité<sup>499</sup>.

Cette proposition du Président Duque peut entraîner un virage de l'histoire du processus de paix

Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común (FARC) est le nom du parti politique avec les ex militants de la guérilla des FARC.

<sup>497</sup> Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP): c'est le point central du système intégral de la Vérité, la Justice, la Réparation et la non répétition de tous les délits commis dans le cadre du conflit armé. La JEP cherche à protéger les droits à la justice et la vérité des victimes du conflit armé en Colombie afin de contribuer à l'obtention de la paix. La JEP est composée de plusieurs magistrats, chargés de définir : les conditions, les délits, les sanctions et des amnisties. Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP), « Objeciones al proyecto de Ley Estatutaria de la JEP buscan que tengamos una justicia transicional que les dé confianza a los colombianos : Presidente Duque », 16 mars 2019, (en ligne). Disponible sur : <https://id.presidencia.gov.co/Paginas/prensa/2019/190316-Objeciones-proyecto-Ley-Estatutaria-JEP-justicia-transicional-confianza-colombianos-Presidente-Duque.aspx> (Consulté le 07/05/2019)

La JEP stipule que les cas de violence sexuelle confirmés n'auront pas d'amnistie. Voir p. 174, 175 du présent document

<sup>498</sup> Le document de l'Accord Final se trouve sur le site Internet :

<http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/procesos-y-conversaciones/Documentos%20compartidos/24-11-2016NuevoAcuerdoFinal.pdf> (Consulté le 028/05/2019)

<sup>499</sup> La responsabilité des coupables : le changement cherche à préciser, d'une manière plus claire, la responsabilité de chaque personne accusée coupable.

Le rôle du Bureau du Haut-Commissariat à la restauration de la paix : le changement cherche à défendre la responsabilité de ce bureau pour analyser l'identité de toutes les personnes concernant à la JEP afin d'éviter de bénéficier aux personnes coupables d'autres délits qui n'ont rien à avoir avec le conflit armé.

La procédure pénale : le changement cherche que cette procédure s'applique aux responsables des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qui sont stipulés par documents comme les Droits de l'Homme. Un des crimes trouvés dans ce document est de suspendre le droit à la vie. Voir p. 2.

La non limitation de la procédure pénale ordinaire : le changement cherche à ne pas limiter la procédure pénale normale en Colombie.

L'extradition : le changement cherche à ne pas limiter les accords qui sont déjà stipulés avec d'autres pays en matière d'extradition. Également, que soient extradés les responsables de délits commis après la signature de l'Accord Final, comme par exemple le trafic de la drogue ; Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP), Op. cit.

avec les FARC, puisqu'en mars 2019, il a provoqué une division de l'opinion publique entre ceux qui sont pour et ceux qui y sont défavorables.

L'une des principales raisons de cette dispute politique : ce qui a été acté dans le document de l'Accord Final concernant la JEP. Pour l'opinion publique favorable aux changements, cet accord présente un haut risque d'impunité face aux différents crimes commis par les FARC.

Concernant ce point de vue, on verra cinq points qui sont interdépendants dans l'Accord Final et qui fixent une amnistie générale pour les militants des groupes armés illégaux, notamment, les FARC.

*« 10. À la fin des hostilités, l'amnistie des rebelles sera conditionnée uniquement à la finalisation de la rébellion des respectives organisations armées et de l'accomplissement de ce qui a été établi dans l'Accord Final, sans préjudice des dispositions des points 23 et 27 ...<sup>500</sup> »*

*«Point 23. À la finalisation des hostilités, d'accord avec le DIH, l'État colombien peut octroyer l'amnistie « plus large possible ». Aux rebelles qui ont souscrit un accord de paix... sera octroyée l'amnistie la plus large possible, en respectant ce qu'a été établi par rapport à cette question, selon ce que dit le point 38<sup>501</sup>»*

*« Point 27. La concession d'amnisties ou de grâce ou l'accès à quelque traitement spécial, n'exempte pas du devoir de contribuer, individuel ou collectivement, à l'élucidation de la vérité conformément à ce qui a été établi dans ce document<sup>502</sup> ».*

*«Point 38. Conformément à la disposition qui précède le Point 37, seront amnistiés et seront graciés les crimes politiques et connexes commis dans le cadre de la rébellion pour les personnes faisant parti des groupes rebelles avec lesquels se signe un accord de paix. En respectant ce qui a été établi dans l'Accord Final et dans le présent document, les normes d'amnisties détermineront d'une manière claire et précise les délits qui sont amnistiables ou graciés et les critères connexes (... ) Avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord Final, sera déterminée la manière de coordonner la remise des armes et la réinsertion des FARC-*

<sup>500</sup> « A la terminacion de las hostilidades, la amnistía para los rebeldes únicamente estará condicionada a la finalización de la rebelión de las respectivas organizaciones armadas y al cumplimiento de lo establecido en el Acuerdo Final, sin perjuicio de lo dispuesto en los puntos 23 y 27... », ítem 10, 5. Acuerdo sobre las Víctimas del Conflicto: « Sistema Integral de Verdad, Justicia, Reparación y No Repetición, incluyendo la Jurisdicción Especial para la Paz; y Compromiso sobre Derechos Humanos », JEP, Accord Final, Op. cit., p. 145

<sup>501</sup> « 23. A la finalización de las hostilidades, de acuerdo con el DIH, el Estado colombiano puede otorgar la amnistía 'más amplia posible'. A los rebeldes que pertenezcan a organizaciones que hayan suscrito un acuerdo final de paz ... se otorgará la más amplia amnistía posible, respetando lo establecido al respecto en el presente documento, conforme a lo indicado en el numeral 38 », II. Contenidos, alcances y límites de la concesión de amnistías e indultos así como de otros tratamientos especiales, *Ibid.*, p. 147

<sup>502</sup> « 27. La concesión de amnistías o indultos o el acceso a cualquier tratamiento especial, no exime del deber de contribuir, individual o colectivamente, al esclarecimiento de la verdad conforme a lo establecido en este documento », *Ibid.*, p.148.

*EP à la vie civile, la date d'entrée en vigueur du composant de justice du SIVJRNR et l'accès efficace à l'amnistie*<sup>503</sup>»

« Point 37. Sera appliqué l'article 6.5 du Protocole II des Conventions de Genève, duquel la Colombie est un État partisan, lequel dispose : « À la finalisation des hostilités, les autorités dans le pouvoir se procureront de donner l'amnistie la plus large possible aux personnes qui ont fait partie du conflit armé ou qui sont privées de liberté, internés ou emprisonnés pour des motifs liés au conflit armé »<sup>504</sup>».

Cependant, l'Accord Final, signé en 2016 montre une ambiguïté car les Point N. 40, 30 et 28 disent :

«40. Ne feront pas objet d'amnistie ni de grâce les actions équivalant aux crimes contre l'humanité ... la disparition forcée, la relation sexuelle délictueuse et d'autres formes de violence sexuelle, le déplacement forcé, ainsi que le recrutement des mineurs, conformément à ce qui a été établi dans le Statut de Rome »<sup>505</sup>»

«Point 30. Les délits qui ne font pas l'objet d'amnistie ni de grâce feront l'objet du Sistema integral de Verdad, Justicia, Reparación y No Repetición (SIVJRNR) signé par les parts»<sup>506</sup> ».

« 28. Le degré de contribution volontaire de chaque personne ou collectif (démobilisés) à la vérité sera lié avec le traitement à recevoir dans la partie de justice (SIVJRNR)»<sup>507</sup> »

<sup>503</sup> SIVJRNR : Sistema integral de Verdad, Justicia, Reparación y No Repetición

« 38. Conforme a la anterior disposición, se amnistiarán e indultarán los delitos políticos y conexos cometidos en el desarrollo de la rebelión por las personas que formen parte de los grupos rebeldes con los cuales se firme un acuerdo de paz. Respetando lo establecido en el Acuerdo Final y en el presente documento, las normas de amnistía determinarán de manera clara y precisa los delitos amnistiables o indultables y los criterios de conexidad ... Antes de la entrada en vigor del Acuerdo Final se determinará la forma en que se coordinarán la dejación de las armas y la reincorporación de las FARC-EP a la vida civil, la entrada en vigor del componente de justicia del SIVJRNR y el acceso efectivo a la amnistía... », *Ibid.*, p. 150

<sup>504</sup> « 37. Se aplicará el artículo 6.5 del Protocolo II de los Convenios de Ginebra, del cual Colombia es Estado Parte, el cual dispone lo siguiente: "A la cesación de las hostilidades, las autoridades en el poder procurarán conceder la amnistía más amplia posible a las personas que hayan tomado parte en el conflicto armado o que se encuentren privadas de libertad, internadas o detenidas por motivos relacionados con el conflicto armado », *Ibid.*, p. 150.

L'article 6.5 du Protocole II des Conventions de Genève : « Article 6 -- Poursuites pénales. 5. A la cessation des hostilités, les autorités au pouvoir s'efforceront d'accorder la plus large amnistie possible aux personnes qui auront pris part au conflit armé ou qui auront été privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues » Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), adopté le 8 juin 1977 par la Conférence Diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. Entrée en vigueur : le 7 décembre 1978, conformément aux dispositions de l'Article 23. Nations Unies Droits de l'homme, Haut Commissariat, (en ligne). Disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ProtocolII.aspx> (Consulté le 08/05/2019)

<sup>505</sup> « 40. No serán objeto de amnistía ni indulto ni de beneficios equivalentes los delitos de lesa humanidad ... la desaparición forzada, el acceso carnal violento y otras formas de violencia sexual, el desplazamiento forzado, además del reclutamiento de menores, todo ello conforme a lo establecido en el Estatuto de Roma », ítem 10, JEP, Accord Final, *Op. cit.*, p. 151.

<sup>506</sup> « 30. Los delitos no amnistiables ni indultables deben ser objeto del componente de justicia del Sistema integral de Verdad, Justicia, Reparación y No Repetición (SIVJRNR) acordado por las partes », *Ibid.*, p. 148.

<sup>507</sup> « 28.- El grado de contribución voluntaria de cada persona o colectivo a la verdad estará en relación con el tratamiento a recibir en el componente de justicia » , *Ibid.*, p. 148.

Ceci veut dire que les cas de violence sexuelles ne pourraient pas être amnistiés et que pour cela il faut démontrer la culpabilité des militants. Également, dans le cadre de la JEP, il a été stipulé qu'il faut raconter et accepter la vérité. Ceci devient préoccupant quand on constate que des femmes rapportent des actes de violence sexuelle et ce depuis les années 1980 alors que les autorités des FARC nient ses actes :

*« On voudrait nous stigmatiser et responsabiliser du plus grand nombre des crimes pour ne pas permettre la réconciliation<sup>508</sup> »*

Mais Lorena Murcia, présidente de la Corporación Rosa Blanca, expose que :

*« ...Nous avons la preuve la plus évidente et la plus catégorique qui est que les survivants qui ont souffert de ces actes peuvent aller, témoigner et dénoncer que ces personnages (ex dirigeants des FARC) ont vraiment commis ces délits, ces abus ... selon nos informations nous disposons de 300 viols ...<sup>509</sup> ».*

Par rapport aux sanctions de la JEP dans l'Accord Final, on trouve le point suivant concernant les responsabilités des militants des violences sexuelles :

*« Point 60. ... Les propres sanctions du JEP, qui seront imposées à ceux qui reconnaissent la vérité et la responsabilité devant la 'Sala de Reconocimiento', en ce qui concerne certaines infractions très graves, auront une durée minimale de réalisation des fonctions réparatrices et réparatrices de la sanction de cinq ans et un maximum de huit ans.<sup>510</sup> »*

On remarque que si les changements proposés par le Président Duque sont approuvés par le Congrès et le Sénat colombien, les peines appliquées aux militants des FARC et d'autres groupes armés illégaux comme les paramilitaires, pourront être de 8 à 20 ans d'emprisonnement selon l'âge

<sup>508</sup> « Nos quieren estigmatizar y cargar el mayor número de crímenes para no permitir la reconciliación », mots de 'Timochenko' en 2019 concernant les agressions sexuelles dans les FARC. WRadio, « Con las denuncias de las violaciones nos quieren estigmatizar: 'Timochenko' », par Fabián Romero Garzón, 15 mars 2019, (en ligne). Disponible sur : <http://www.wradio.com.co/noticias/actualidad/con-las-denuncias-de-las-violaciones-nos-quieren-estigmatizar-timochenko/20190315/nota/3877762.aspx> (Consulté le 08/04/2019)

<sup>509</sup> «... nosotros tenemos la prueba más evidente y la prueba más contundente que son los sobrevivientes que sufrieron estos hechos y que pueden ir a denunciar y comprobar que estos personajes realmente cometieron estos delitos, estos abusos ... según los datos que tenemos, tenemos aproximadamente 300 violaciones ... », RCN Radio, « Solo tres mujeres se han atrevido a denunciar al 'Paisa', dice Rosa Blanca, 18 mars 2019, (en ligne). Disponible sur : <https://www.rcnradio.com/colombia/solo-tres-mujeres-se-han-atrevido-denunciar-al-paisa-dice-rosa-blanca> (Consulté le 08/04/2019)

<sup>510</sup> « 60. ... Las sanciones propias de la JEP, que se impondrán a quienes reconozcan verdad y responsabilidad ante la Sala de Reconocimiento, respecto a determinadas infracciones muy graves, tendrán un mínimo de duración de cumplimiento de las funciones reparadoras y restauradoras de la sanción de cinco años y un máximo de ocho años », III. Procedimiento, órganos y sanciones del componente de justicia del SIVJNRN, ítem 10, JEP, Accord Final, *Op. cit.*, p.164.

et la typologie de la violence. Également, pour les cas d'avortement forcés illégaux la loi établie entre un et trois ans d'emprisonnement<sup>511</sup>.

Également, on voit que la norme colombienne protège les droits des mineurs qui sont âgés entre 0 et 17 ans. Parmi ces droits on trouve la protection contre les conduites qui provoquent la mort, la violence sexuelle ou psychologique. La pénalisation des actes de violence sexuelle contre les mineurs de 14 ans sont inclus dans la Loi 1236 de 2008<sup>512</sup>.

Au milieu de cette dispute politique, apparaissent deux profils de femmes ex-militantes qui ont été victimes de violence sexuelle dans les FARC. D'une part, on trouve la *Red de Mujeres Víctimas y Profesionales* qui regroupe plus de 665 victimes favorables à l'Accord Final<sup>513</sup> qui ont pour objectif de connaître la vérité et de finir la guerre.

D'une autre part, la *Corporación Rosa Blanca* a dénoncé plusieurs cas de violence sexuelle au sein des FARC et qui exige plus de justice de la part de la JEP. Cette organisation est favorable par rapport aux changements proposés. On souligne que le 18 mars 2019, cette corporation a rendu publique une liste accusant de viols 25 ex-dirigeants des FARC dont 'Timochenko', 'Pablo Catatumbo', 'Pastor Alpaé', 'Iván Márquez' et 'Victoria Sandino'<sup>514</sup> (Ver annexe No. 26 Représentants des Farc dans le Congrès colombien pour la période 2018-2022).

La plupart de ces dirigeants des FARC sont devenus des Sénateurs et des représentants au sein de la Chambre des Représentants en Colombie après la signature de l'Accord Final en 2016<sup>515</sup>. Concernant cette situation on trouve la consigne suivante de la JEP dans l'accord :

<sup>511</sup> Loi 1236 de 2008 (23 juillet), (en ligne). Disponible sur : [http://www.oas.org/dil/esp/ley\\_1236\\_de\\_2008\\_colombia.pdf](http://www.oas.org/dil/esp/ley_1236_de_2008_colombia.pdf) (Consulté le 08/04/2019)

Article 122, (en ligne). Disponible sur : <https://www.asuntoslegales.com.co/consultorio/abc-del-aborto-en-colombia-2783040> (Consulté le 08/04/2019)

<sup>512</sup> *Ibid.* Et Capítulo II, Derechos y libertades, Article 17, 18, Ley 1098 de 2006 (noviembre 8). Cette loi stipule el Código de Infancia y Adolescencia en Colombie, (en ligne). Disponible sur : [https://www.oas.org/dil/esp/Codigo\\_de\\_la\\_Infancia\\_y\\_la\\_Adolescencia\\_Colombia.pdf](https://www.oas.org/dil/esp/Codigo_de_la_Infancia_y_la_Adolescencia_Colombia.pdf) (Consulté le 08/04/2019)

<sup>513</sup> Colombia 2020-Journal El Espectador, « La JEP: una esperanza para las víctimas de violencia sexual », par Red de Mujeres Víctimas y Profesionales, 30 août 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/opinion/la-jep-una-esperanza-para-las-victimas-de-violencia-sexual?fbclid=IwAR0HIER3WAc6-1URAX6MN0ZHDxLH-ad35zlPAqg6BxGXE2pT5ePgEY3tkhA> (Consulté le 08/05/2019)

<sup>514</sup> Victoria Sandino: femmes militante des FARC. Après la signature de l'Accord Final elle a occupé une de places du Sénat colombien. Voir p. 170-171

<sup>515</sup> Colombia 20/20-Journal El Espectador, « Estos son los 10 congresistas del partido FARC », 11 mars 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/politica/estos-son-los-nuevos-10-congresistas-del-partido-farc> (Consulté le 11/04/2019)

« Point 36. L'imposition de quelque sanction dans le SIVJRNR (JEP) n'interdira pas la participation politique ni ne limitera l'exercice d'aucun droit, actif ou passif, de participation politique, raison pour laquelle les parts vont accorder les réformes constitutionnelles pertinentes<sup>516</sup> ».

### 8.1 Les méthodes de contraceptions chez les FARC, les hôpitaux clandestins des FARC et des nouveaux rôles des femmes

Parmi les conclusions de la VIII<sup>e</sup> Conférence (1993) on remarque que pour la première fois, la question des femmes est abordée plus largement dans les documents des FARC, la guérilla ayant décrété deux aspects non sans importance : le premier, la planification familiale obligatoire à travers des méthodes de contraceptions et le deuxième, l'interdiction de la discrimination envers les femmes militantes et la mise en place de sanctions face à cette discrimination<sup>517</sup>.

Dans cette même conférence, les FARC ont fixé le mandat de création de cliniques clandestines afin d'éviter de mettre en danger les militants. Ces cliniques auraient été reconnues également comme des hôpitaux de campagne et lors de cette recherche, ces hôpitaux entraînent un nouveau rôle pour les femmes militantes comme on verra plus tard<sup>518</sup>.

### 8.2 La planification familiale obligatoire

On a vu plus haut que certaines femmes ex-militantes dénoncèrent des avortements obligatoires en lien avec les viols chez les FARC. Cependant, Victoria Sandino signale que l'avortement est devenu une condition inhérente à la guerre car la grossesse représente une situation qui altère le rendement des femmes dans le conflit armé<sup>519</sup>.

<sup>516</sup> « 36.- La imposición de cualquier sanción en el SIVJRNR no inhabilitará para la participación política ni limitará el ejercicio de ningún derecho, activo o pasivo, de participación política, para lo cual las partes acordarán las reformas constitucionales pertinentes », *Op. cit.*, Accord Final, JEP, p. 150.

<sup>517</sup> « ...En las FARC-EP es obligatoria la planificación familiar. La Conferencia recomienda el uso del anticonceptivo NORPLAN, salvo prescripción médica autorizada ».

Point 13. Sanidad. FARC-EP, « Octava Conferencia », *Op. cit.*

« ...En las FARC-EP no puede haber discriminación para la mujer, quien de la misma manera que asume las exigencias reglamentarias, también como el hombre tiene los mismos derechos. Quien discrimine a la mujer será sancionado conforme al Reglamento, trátese de Comandantes o guerrilleros de base. La mujer en la guerrilla es libre ».

Point 14. Femmes, *Ibid.*

<sup>518</sup> « ...Nuestra política sanitaria en esta época se orientará fundamentalmente en dirección a resolver nuestros problemas de salud, clínicos, de heridos y de enfermedades con nuestros propios recursos y en nuestras áreas evitando al máximo tener que sacar enfermos a las ciudades, poniendo en grave riesgo su seguridad y la de la organización. En casos especiales se solicitará autorización a la dirección de los Bloques y al Secretariado. Los Estados Mayores de los Bloques y el Secretariado asumirán la tarea por la conformación de las clínicas clandestinas farianas », Point 13. Sanidad. FARC-EP, « Octava Conferencia », *Op. cit.*

DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 107

<sup>519</sup> Victoria Sandino. Voir p. 170-171 du présent document

Sandino remarque que pendant les années 1980 les femmes militantes n'utilisaient pas de méthodes de planification familiale, raison pour laquelle beaucoup d'enfant naquirent chez les FARC. De même, elle souligne que cette situation aurait empêché les femmes d'avoir des postes au niveau de la direction de la guérilla<sup>520</sup>.

Également, Victoria Sandino réaffirme que les conditions du conflit armé en Colombie pendant les années 1990 ont rendu obligatoire la planification familiale chez les FARC. Il y avait l'option pour les femmes de quitter la guérilla avec ses enfants ou de laisser l'enfant chez une famille des paysans. On trouve que cela coïncide avec la VIII<sup>e</sup> Conférence de 1993.

Il faut souligner que Sandino dénonce également la disparition de plusieurs enfants des guérilleras à cause de l'armée colombienne<sup>521</sup>.

En 2008, la *Oficina d'Acción Social de la Presidencia* a exposé que plusieurs des enfants nés chez les FARC ont été en condition de misère et que plusieurs femmes militantes ont eu des avortements forcés. Également, on remarque que plusieurs femmes militantes ont fait partie d'un système d'exploitation sexuelle chez les FARC et que tous les enfants nés au sein de la guérilla furent obligés de devenir militants à 12 ans<sup>522</sup>.

Ceci réaffirme l'idée que toutes les femmes militantes sont pas toutes rentrées chez les FARC d'une manière volontaire ni avec une idéologie révolutionnaire contre le Gouvernement colombien puisque plusieurs femmes ont été obligées de rentrer ou de rester dans la guérilla.

Également, on réaffirme que les FARC ont recruté des mineurs pour lutter dans le conflit armé colombien et que cette guérilla a violé toutes les Conventions et pactes internationaux signé par la Colombie concernant les droits des mineurs et des femmes<sup>523</sup>.

Journal El Tiempo, « 'El aborto fue una práctica que tuvimos que vivir': Victoria Sandino », 26 juin 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/politica/proceso-de-paz/victoria-sandino-habla-de-los-abortos-en-las-farc-102740> (Consulté le 13/04/2019)

<sup>520</sup> *Ibid.*

<sup>521</sup> *Ibid.*

<sup>522</sup> Bureau d'Acción Social de la Presidencia : un bureau public au niveau national, chargé des familles déplacées par le conflit et la coopération internationale.

Journal El Tiempo, « 253 niños nacidos en la guerrilla están bajo la custodia del Bienestar Familiar de Tolima », 10 janvier 2008, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-3916105> (Consulté le 13/04/2019)

<sup>523</sup> Voir p. 5-10 du présent document

### 8.3 Les femmes et les structures clandestines des Farc

Parmi les conclusions de la VIII<sup>e</sup> Conférence réalisée en 1993, les FARC ont ratifié leur structure patriarcale avec Manuel Marulanda Vélez à la tête. Également, elles adoptèrent de nouvelles stratégies comme l'intensification de la communication, l'augmentation du niveau éducatif, idéologique, politique et culturel chez les militants et le renforcement de structures clandestines<sup>524</sup>.

Elles avaient la fonction de dénoncer les ennemis, de faire la vigilance afin de protéger la structure des FARC et de répandre l'idéologie de la guérilla, c'est-à-dire, de faire un travail politique plutôt que de faire seulement de la lutte armée. La plupart de ces structures clandestines étaient connues comme des 'milices' chargés de travailler dans les zones urbaines plutôt marginales du gouvernement. Les membres de ces structures sont connus comme étant des 'miliciens'<sup>525</sup>.

En 2017, les chiffres ont montré que sur 10 015 militants des FARC recensés 29% ont été des miliciens, dont, 12% ont été des femmes et 88% des hommes<sup>526</sup>. En ce qui concerne les milices des FARC et le Parti Communiste Clandestin, la militante des FARC Susana Tellez a signalé :

*« ... On a besoin de l'organisation du peuple sans armes mais avec une organisation politique. C'est une autre manière d'aider...<sup>527</sup> »*

Concernant le rôle des femmes dans les milices, on peut revenir sur une lecture du rôle des femmes pendant les années de l'UP. En effet, l'UP a intégré des membres du Parti Communiste et des FARC pour intensifier le travail politique des masses dans les zones urbaines à travers la propagande et des matchs. Également, on voit peut voir les structures de ces milices avec les membres de JUCO, qui ont été de jeunes colombiens chargés de faire un travail politique du Parti Communiste avec des jeunes étudiants de l'Université dont certains ont été entraînés pour combattre avec les FARC.

Également, on revient à l'ouvrage de Loïc Ramirez qui montre certaines pistes de ces structures clandestines à travers le témoignage de Sébastien, un membre du IX Front des FARC qui raconte les visites des militants aux villages pendant la période de l'UP :

<sup>524</sup> FARC-EP, « Octava Conferencia », *Op. cit.*, p.

<sup>525</sup> Journal El Tiempo « Milicias : la guerilla en las ciudades », 15 octobre 1995, (en ligne). Disponible sur : <https://m.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-423979> (Consulté le 06/04/2019)

<sup>526</sup> Journal El Espectador, « Caracterización Comunidad FARC-EP, Resultados generales », Universidad Nacional con apoyo del Dane, 06 juillet 2017, (en ligne). Disponible sur : [https://www.elspectador.com/sites/default/files/pdf/presentacion\\_rueda\\_de\\_prensa\\_julio\\_6\\_2017.pdf](https://www.elspectador.com/sites/default/files/pdf/presentacion_rueda_de_prensa_julio_6_2017.pdf) (Consulté le 02/11/2018)

<sup>527</sup> Vidéo de Dick Emanuelsson, *Op. cit.*

*« ... Ils se divisaient en petits groupes, la moitié habillée en civil, l'autre en uniforme. Chaque groupe visitait plusieurs maisons le matin pour informer les paysans qu'il y aurait réunion l'après-midi autour du nouveau parti politique de la guérilla, l'UP<sup>528</sup> »*

Grâce au travail de Pascal Drouhaud des pistes concernant les liens entre clandestinité et liberté sont mis en avant avec le récit d'Estéban Ávila qui voit la clandestinité comme un sentiment de liberté pour certains les militants des FARC :

*« ... Libre d'attaches sentimentales, libre de se battre pour la cause, libre de changer d'identité. Tout cela fait de vous une arme de combat de très grande qualité. Combien de fois me suis-je transformé en jeune fonctionnaire, en ouvrier ou en agent de sécurité pour mieux observer une cible, pour mieux connaître un environnement hostile que nous devons investir !<sup>529</sup> »*

Par ailleurs, lorsqu'Ingrid Betancourt décrit les différents scénarios qu'elle imagina pour s'enfuir des FARC, elle évoque son besoin de chercher une base militaire car *« la guérilla avait des espions partout<sup>530</sup> »*.

*« Il faudrait marcher jusqu'à l'aube et se cacher pendant la journée. Impossible de demander l'aide aux civils, ils pourraient être de mèche avec les Farc. L'attitude du conducteur était révélatrice, il y avait là des relations presque féodales entre la paysannerie et la guérilla, faites de dépendance, de soumission, d'intérêt et de peur<sup>531</sup> »*

Cependant, il faut souligner que cet aspect des milices des FARC a occasionné d'autres conflits au niveau politique en Colombie. Par exemple, on voit que certaines figures de la vie politique colombienne ont été accusés d'être militants des FARC. C'est le cas de Piedad Cordoba, une des sénatrices colombiennes du Parti Liberal et adepte de la révolution bolivarienne. Cordoba a été prise en otage par les paramilitaires et, à ce moment-là, Carlos Castaño, le chef des Paramilitaires, l'accusait d'être alliée aux FARC.

En effet, bien avant sa prise d'otage, Piedad Cordoba avait présenté Manuel Marulanda Vélez, chef des FARC à Ingrid Bétancourt. De même, des années plus tard, Cordoba *« a lancé un appel au*

<sup>528</sup> RAMIREZ Loïc, *Op. cit.*, p. 36

<sup>529</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 15

<sup>530</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 98

<sup>531</sup> *Ibid.*, p. 116-117

Vénézuélien Hugo Chavez pour qu'il oeuvre à la libération des otages », notamment, des otages colombiens par les FARC<sup>532</sup>.

Cependant, en 2010, Piedad Cordoba a nié d'avoir des liens avec des groupes illégaux y compris les Farc. En revanche, elle a signalé que toutes les actions qu'elle a promu pour la libération des otages des Farc ont été approuvés par le gouvernement colombien<sup>533</sup>.

D'autre point de vue, Yezid Arteta, ex-combattant des FARC, explique que certaines personnes civiles étaient chargées de fournir aux FARC des médicaments, livres et d'autres choses depuis les zones urbaines et dans le cadre de la légalité. Par exemple, Betancourt expose un commentaire d'El Mocho Cesar, chef du Front Quinze des FARC, sur l'achat d'une voiture qui peut illustrer cette situation<sup>534</sup>:

*« Il avait fait acheter la voiture à Bogota, par un milicien des FARC qui l'avait conduit jusqu'à la zone démilitarisée où il la lui avait remise. Il l'avait ensuite déclaré volée et avait touché la prime de l'assurance. C'était la manière des Farc. Plus que des insurgés, c'étaient de véritables voyous !<sup>535</sup> »*

Finalement, Ávila explique la clandestinité comme une stratégie de survie pour les militants des FARC :

*« ... Les Farc se sont organisées autour de ces responsables qui ont acquis une expérience clandestine durant des années à la tête des fronts les plus importants, à savoir le bloc sud et le bloc oriental. Bien que les Farc soient extrêmement hiérarchisées, le choix depuis 2002 de retourner dans la clandestinité les oblige à renforcer une décentralisation qui est aujourd'hui une condition de survie...<sup>536</sup> »*

#### **8.4 Les cliniques clandestines des FARC et les femmes militantes**

Pour comprendre le fonctionnement des cliniques clandestines des FARC, on reprendre le récit d'Ingrid Betancourt otage des FARC pendant plus de six ans et demi. Ce récit nous donne certaines

<sup>532</sup> *Ibid.*, p. 98 et Journal Le Monde, « Piedad Cordoba, pasionaria colombienne », par Marie Delcas, 11 septembre 2007, (en ligne). Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2007/09/11/piedad-cordoba-pasionaria-colombienne\\_953798\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2007/09/11/piedad-cordoba-pasionaria-colombienne_953798_3222.html) (Consulté le 12/04/2019)

<sup>533</sup> Dinero.com, « Piedad Cordoba niega lazos con las FARC », 04 mars 2010, (en ligne). Disponible sur : <https://www.dinero.com/actualidad/noticias/articulo/piedad-cordoba-niega-lazos-farc/94365> (Consulté le 12/01/2019)

<sup>534</sup> ARTETA Yezid, *Op. cit.*, p. 14 ; BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 19

<sup>535</sup> *Ibid.*, p. 116

<sup>536</sup> Mots de Estéban Ávila en 2008. DROUHAUD Pascal, *Op.cit.*, p. 113

pistes sur la vie des FARC au milieu de la jungle et sur l'architecture, le fonctionnement et le but des hôpitaux de cette guérilla<sup>537</sup>.

Dans un premier moment, Betancourt décrit son arrivée chez Sonia qui est commandante d'un des campements des FARC. Sonia disposait d'un espace où il y avait un matelas posé à même le sol, une chaise en plastique et un petit réfrigérateur électrique qui contenait quelques bouteilles. Ce campement était un hôpital des FARC<sup>538</sup>.

*« C'est pour les médicaments ... Oui, ce campement, c'est un hôpital des FARC. Nous recevons tous les blessés de la région, ceux qui attendent pour se faire opérer en ville, et ceux qui sont en convalescence<sup>539</sup> »*

Le cas de Sonia montre qu'en 2000 il y avait déjà des femmes militantes avec la fonction de commandant et, certaines d'entre elles, comme Sonia, étaient chargées des hôpitaux clandestins des FARC. Ces hôpitaux étaient placés au milieu de la jungle avec une architecture dissimulée, comme nous montre Ingrid Betancourt lorsqu'elle se souvient d'un homme blessé le jour de sa prise d'otage et que l'on a amené vers un endroit demi caché<sup>81</sup> :

*« C'est notre hôpital, déclara fièrement le garçon assis avec nous en cabine. Il va s'en tirer, nous avons l'habitude ... »*

Un autre récit qui donne des pistes sur ces hôpitaux et les démarches médicales des FARC, est celui de Clara Rojas qui en 2006, prisonnière chez les FARC depuis 4 ans, lorsque les médias annoncèrent qu'elle avait un fils de deux ans nés chez les FARC<sup>540</sup>. Clara raconte qu'en 2003 elle et Betancourt sont arrivées chez le commandant Martin Sombra<sup>541</sup> chargé de suivre sa grossesse. Cependant, il lui avait été refusé de sortir en ville dans un centre médical pour permettre l'intervention de la Croix-Rouge internationale<sup>542</sup> :

*« ... Il a fait appeler une infirmière, une jeune guérillera de vingt-cinq ans dont la beauté m'a surprise ... Elle a observé mon ventre sans rien dire, et Martin Sombra lui a demandé de se procurer un test de grossesse. Je*

<sup>537</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>538</sup> I. Betancourt raconte que pour arriver à ce campement ils ont traversé de grands arbres centenaires à travers d'une route rouge. Elle décrit ce campement comme une place en terre battue, nettoyée de toute végétation, avec des huttes, des bancs et une petite télévision suspendue à la branche d'un arbre. *Ibid.*, p. 93-94.

<sup>539</sup> C'est une explication que Sonia donne à Ingrid Betancourt à son arrivée à ce campement. Dans le livre, Betancourt cite ces mots de manière textuelle. *Ibid.*, p. 94

<sup>540</sup> Concernant la maternité de Clara pendant son captivité, Clara Rojas a réservée l'exclusivité de son histoire à leur fils. ROJAS Clara, *Op. cit.*, p. 113-114.

<sup>541</sup> Le vrai nom de Martin Sombra est Hely Mejía Mendoza, connu aussi comme étant le geôlier des FARC car il était chargé de la plupart des otages de cette guérilla. Il a été capturé en 2008. *Ibid.*, p. 55

<sup>542</sup> *Ibid.*, p. 114 et 118

*devais récupérer mes urines le lendemain matin à jeun, avant qu'il ne me fasse appeler. J'ai été étonnée par sa réaction, froide, rapide, presque clinique*<sup>543</sup>»

À travers le récit de Clara on voit trois aspects nouveaux chez les FARC : le premier, est le rôle d'infirmière qu'avaient les femmes militantes ; en effet, elles évitaient de mettre en danger la guérilla en ne se déplaçant pas dans un hôpital en ville. Le deuxième, est le comportement rapide des militants face à une grossesse chez les FARC, comme si le cas de Clara n'avait pas été unique. En d'autres termes, la guérilla aurait eu plusieurs cas, ce qui fait penser à une autre raison de l'augmentation des militants dans l'avenir. Le troisième aspect, est l'interdiction de l'intervention de la Croix-Rouge Internationale, une situation qui montre la violation des FARC de la Convention de Genève et au Protocole Additionnels II, deux documents qui expriment le droit de la Croix-Rouge afin d'aider et de visiter les personnes impliquées dans le conflit interne<sup>544</sup>.

Finalement, il faut signaler que ces hôpitaux clandestins étaient tellement importants chez les FARC que Manuel Marulanda, le chef de cette guérilla, y a été amené pour traiter son cancer de la prostate<sup>545</sup>.

Comme on l'a vu plus haut, en 1993 les femmes continuaient à être subordonnées à la structure patriarcale des FARC celle-ci prenant toutes décisions dans cette guérilla en incluant les méthodes de contraception obligatoires<sup>546</sup>. Concernant la clandestinité des cliniques chez les FARC et les avortements forcés qui ont été dénoncés, certaines militantes fournissent une estimation du nombre d'avortements : « ... *plus de 10 avortements par semaine* ...<sup>547</sup>». Également, on ne trouve pas de registres numériques concernant les possibles décès des femmes militantes au moment de l'accouchement ou d'avortements chez les FARC.

Le cas de Héctor Arboleda, reconnu comme 'El Enfermero', recherché depuis 2015 par la justice colombienne, fut accusé en 2017 par le Ministère de la Justice de crimes contre l'humanité<sup>548</sup>.

---

<sup>543</sup> *Ibid*, p. 116-117

<sup>544</sup> ICRC, « Typologie des conflits armés en droit international humanitaire : concepts juridiques et réalités », Sylvain Vité, (en ligne). Disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/irrc-873-vite-fre.pdf> (Consulté le 21/01/2019)

<sup>545</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 107

<sup>546</sup> Voir p.136-141 du présente document

<sup>547</sup> Mots d'Estela, une exmilitante des FARC. RCN Radio, RCN Radio, « Los niños que no nacieron en las Farc », 08 février 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.rcnradio.com/colombia/los-ninos-no-nacieron-las-farc> (Consulté le 17/04/2019)

<sup>548</sup> Journal El Espectador, « El 'Enfermero de las FARC', a juicio por abortos forzados en las FARC y el Eln », par Juan David LAVERDE PALMA et José David ESCOBAR MORENO, 10 Juillet 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/el-enfermero-de-las-farc-juicio-por-abortos-forzados-en-las-farc-y-el-eln-articulo-702380> (Consulté le 17/04/2019)

Un rapport de ce Ministère montre que depuis 1997, une année avant de commencer le processus de paix avec le Gouvernement de Pastrana et jusqu'en 2004, plusieurs femmes militantes de tous âges tant des FARC comme d'autres guérillas colombiennes ont été forcées à avorter avec El enfermero et la complicité de certains dirigeants guérilleros. Cependant, Luciano Marín Arango ou Iván Márquez qui faisait partie du Secrétariat des FARC nia le fait que El Enfermero soit connu au sein des FARC<sup>549</sup>.

Également, le document du Ministère expose le témoignage de Marco Fidel Giraldo ou Garganta, militant du Front 47 des FARC, qui a constaté l'obligation de la contraception chez les FARC depuis 1993. De même, il témoigne que les avortements forcés furent effectués aux femmes dès le premier mois jusqu'au huitième mois de grossesse<sup>550</sup>.

Le cas d'avortements forcés et l'hypothèse de violence chez les FARC envers les femmes militantes, oblige à revenir sur le concept d'agressivité et violence exposée par Francisco Alonso-Fernández concernant l'agressivité destructive qui motive une personne à tuer quelqu'un d'une manière irrationnelle et laquelle, est motivée par la haine et la jalousie<sup>551</sup>. Ce concept pourrait cadrer avec les différentes situations de vulnérabilité des femmes militantes chez les FARC depuis plusieurs points de vues.

En premier lieu, et comme on vient de le voir, il y a une situation de violence envers les femmes enceintes au sein de la structure patriarcale des FARC. En deuxième lieu, il fait référence au récit d'Ingrid Betancourt par rapport Yiseth lorsque celle-ci laisse entrevoir les menaces de mort aux intégrants des FARC s'ils n'obéissent pas aux ordres des commandants<sup>552</sup>. Cela nous amène à penser qu'il y avait une manière violente d'agir des membres des FARC face à l'outrage des normes.

Si on voit ces deux aspects, il est légitime de s'interroger sur la facilité de réagir de manière violente des membres des FARC, soit par la haine ou soit par la jalousie comme nous explique Alonso-Fernández. De même, il est également légitime de poser la question sur la raison de la haine des membres des FARC, par exemple : une haine envers qui ? ses camarades, les femmes, les hommes, l'État ou le système en général ?

---

<sup>549</sup> *Ibid.*

<sup>550</sup> *Ibid.*

<sup>551</sup> Voir p. 22 du présent document

<sup>552</sup> Concernant Yiseth, voir p. 119-120 du présent document

En troisième lieu, le fait que l'utilisation des hôpitaux clandestins soit obligatoire pour éviter de mettre en danger les militants des FARC en allant à un hôpital en ville, nous amène à penser à la privation des droits fondamentaux à la santé et à la liberté de décision sur son corps<sup>553</sup>.

Concernant ces rapports de violence, on trouve une certaine acceptation ou, à défaut, soumission des femmes face à l'agressivité des FARC, une situation qu'on peut voir à travers le récit de Clara López sur le père de son fils :

*« ... les hommes du camp m'ont tendu un piège. Ils m'ont invitée à m'asseoir à leur table, et ont commencé à me bombarder de questions : de vrais inquisiteurs. Ils voulaient savoir qui était le père, ils me disaient que si je n'avouais pas, cela affecterait leurs familles, que j'étais une irresponsable... Ils avaient peur, je suppose, qu'on accuse chacun d'entre- eux d'être le père, mais cela ne me paraissait pas très logique, qu'on les tue... ils ont réagi comme des hyènes...<sup>554</sup> »*

Deux femmes militantes qui étaient mères ont été témoins de ce moment vécu par Clara qui, selon elle, n'ont pas réagi face à la situation<sup>555</sup>. Cela fait penser à plusieurs situations en ce qui concerne les femmes militantes chez les FARC :

La première, que les femmes militantes avaient déjà vécu d'autres situations similaires chez les FARC puisqu'aucune d'entre elles a réagi ou, à défaut, elles étaient tellement bien formées qu'elles avaient l'interdiction de réagir. La deuxième situation fait penser que ce type d'agressions était exercé que par les hommes chez les FARC, comme on le voit à travers de Clara et, à travers le récit d'Ingrid concernant Yiseth. En même temps, ça nous fait penser que certaines femmes militantes pourraient percevoir comme normal les agressions exercées par les hommes envers les femmes.

### 8.5 La place des sentiments chez les FARC

On peut penser que les structures patriarcales au cours de l'histoire humaine ont influencé le rôle des militantes chez les FARC puisqu'il semble qu'elles ont été reléguées au second plan comme des infirmières ou des assistantes, comme on le verra plus tard<sup>556</sup>.

<sup>553</sup> Organisation mondiale de la santé, « La santé est un droit humain fondamental », Journée des droits de l'homme 2017, 10 décembre 2017, (en ligne). Disponible sur :

<https://www.who.int/mediacentre/news/statements/fundamental-human-right/fr/> (Consulté le 24/01/2019)

<sup>554</sup> Clara utilise le mot 'camp' pour faire référence au campement. ROJAS Clara, *Op. cit.*, p. 119-120

<sup>555</sup> *Ibid*, p. 120

<sup>556</sup> Voir 'Le jour de la naissance du fils de Clara Rojas chez les FARC', page suivant.

Également, les agressions et la violence de la structure patriarcale chez les FARC nous amènent à réfléchir sur la position des femmes militantes par rapport à la condition de « mère » et de « femme » dans le conflit.

Le récit de Clara Rojas par exemple montre qu'il a toujours eu une femme militante - infirmière pour suivre sa santé pendant sa grossesse. On voit à travers son récit que certaines femmes militantes avaient une image très légère de la grossesse, une méconnaissance des risques et une confiance pleine en des capacités et traitements médicaux de la guérilla face aux procès de grossesses<sup>557</sup> :

« ... Clara vous n'avez pas besoin d'aide médicale, vous êtes enceinte, pas malade <sup>558</sup>»

En effet, Estéban Ávila remarque que les stratégies de guerre chez les FARC ne donnaient pas lieu aux sentiments et l'idée de la mort était toujours présente. Par ailleurs, Pascal Drouhaud décrit les FARC comme un groupe d'hommes et des femmes dont la plupart se sont engagés pour tuer ou mourir<sup>559</sup>.

Concernant la froideur chez les FARC, on prend le témoignage de Laura Villa devenue militante à 21 ans lorsqu'elle était étudiante de médecine à l'Universidad Nacional. En 2002, elle a quitté l'université avant de finir sa carrière pour intégrer les FARC, motivée par la lutte armée afin de lutter en faveur de problématiques sociales, pour l'éducation, constatant qu'il était impossible de le faire politiquement<sup>560</sup>.

La journaliste María Jimena Duzán lui a fait en 2013 un interview dans laquelle elle témoigne :

« *M.J.D. : ¿la première fois que vous avez tiré votre fusil et vous avez tué vous avez senti que le monde était en train de changer ou que vous étiez en train de changer ? L.V. : ...la première fois que j'ai tiré a fut pendant l'entraînement. Je suis médecin. Mon travail est de m'occuper des blessés, donner des instructions pour la santé et gestion des hôpitaux. Cependant, je suis aussi guérillera et quand c'est nécessaire je suis prête pour le combat. Cela ne signifie pas que je n'ai pas vu le visage de la guerre. Regardez, la guerre est dure et on change en plusieurs aspects. On perd le sens du temps et il faut apprendre les choses d'une*

<sup>557</sup> À ce moment-là, Clara Rojas avait 40 ans. ROJAS Clara, *Op. cit.*, p. 118 et 126

<sup>558</sup> *Ibid*, p. 120

<sup>559</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 10-12

<sup>560</sup> Revista Semana, « Los que más queremos que pare esta guerra somos nosotros », par María Jimena Duzán, 12 juillet 2013, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/entrevista-de-maria-jimena-duzan-con-guerrillera/367320-3> (Consulté le 21/02/2019)

*manière accéléré. Il faut avoir un visage dur face à plusieurs choses et résister à des choses que jamais on a imaginées qu'on pourrait supporter. On ne peut pas pleurer parce que les larmes peuvent se finir.*

*M. J. D.: ¿Les Farc sont-ils autant machistes que la société colombienne ? L.V. : Je ne vais pas vous mentir. Les Farc sont en Colombie et la Colombie c'est une société machiste. D'où viennent-ils les guérilleros ? ... puis de ce même pays. Dans les Farc on essaye de briser les stéréotypes : si vous étiez femme vous n'alliez pas à la cuisine pendant que les hommes se battent. Non. Il y a un moment au sein du quel les hommes et les femmes ont les mêmes devoirs<sup>561</sup>».*

## 8.6 Le jour de la naissance du fils de Clara Rojas chez les FARC

Cet épisode devient important pour mieux comprendre le statut des femmes militantes et les démarches de santé chez les FARC. Clara raconte que le jour de son accouchement un homme est apparu avec deux femmes militantes en expliquant qu'elles avaient des connaissances en médecine mais sans diplôme.

Ces trois personnes se sont chargées de la faire accoucher par voie naturelle en attendant une césarienne qui a été autorisée plusieurs heures après. D'autres guérilleros se sont chargés des installations électriques, de l'anesthésie et deux femmes militantes ont été chargées d'éclairer avec la torche et de s'occuper du bébé<sup>562</sup>.

On peut se poser la question de la responsabilité pour faire cette autorisation car il n'y avait pas un médecin certifié et, l'unique pouvoir décisionnel qu'il restait venait des commandants et du Secrétariat des FARC<sup>563</sup>. Ce qui nous amène à confirmer que la structure patriarcale des FARC prit toutes les décisions. Également, le rôle des femmes militantes pendant la césarienne de Rojas fait penser que s'il y avait un homme infirmier, les femmes seraient reléguées au second plan comme des assistantes.

---

<sup>561</sup> « **M.J.D.:** ¿La primera vez que disparó su fusil y mató se sintió que estaba cambiando el mundo o que usted era quien estaba cambiando? **L. V.:** Las veces que he disparado lo he hecho en entrenamiento. Soy médica. Mi trabajo es atender heridos, dar instrucción en salud y manejo de hospitales. Sin embargo, yo soy guerrillera y cuando sea necesario estaré lista para entrar en combate. Eso no significa que no le haya visto la cara a la guerra. Mire, la guerra es una vaina muy tesa que lo cambia a uno en muchos aspectos. Se pierde el sentido del tiempo y toca aprender las cosas de manera acelerada. Tiene uno que hacer cara dura frente a muchas cosas y resistir vainas que nunca pensó que podría aguantar. Uno no puede andar llorando porque se le acaban las lágrimas.

**M. J. D.:** ¿Son las FARC tan machistas como la sociedad colombiana? **L. V.:** No le voy a mentir. Las FARC están en Colombia y Colombia es una sociedad machista. ¿De dónde vienen los guerrilleros?... pues de ese mismo país. En las FARC por lo menos se intentan romper los estereotipos: si usted es mujer no se va para la cocina mientras los hombres van y pelean. No. Hay una minuta en la que hombres y mujeres cumplen esas mismas tareas ».

*Ibid.*

<sup>562</sup> ROJAS Clara, *Op. cit.*, p. 131-132

<sup>563</sup> Concernant le Secrétariat des FARC, voir p. 89

D'ailleurs, le rapport de l'accouchement de Clara Rojas permet de connaître les conditions de précarité et vulnérabilité chez les FARC par rapport à la santé. On verra, par le suivi, un extrait de ce rapport qui fait une des guérilleras à Clara Rojas :

« ... L'opération a été très longue, on a eu du mal à sortir l'enfant parce qu'il ne donnait aucun signe de vie, c'est pour ça que son bras est un peu tordu, et ensuite vos viscères sont sortis et il a fallu les remettre... <sup>564</sup> »

## 8.7 Le rôle des femmes militantes dans le cadre du Processus de Paix des années 1998-2000

### 8.7.1 La communication : un nouveau rôle

Après la réalisation de la *VIII<sup>e</sup> Conferencia (1993)* avec laquelle les FARC ont décrété la nécessité d'intensifier leur communication, la guérilla a réaffirmé son besoin d'élargir le travail idéologique et politique à travers la production de textes et vidéos<sup>565</sup>. Cette mesure datant de 1997, pouvait constituer un autre impact dans le rôle des femmes chez les FARC, une année avant le nouveau processus de paix avec le président Andres Pastrana qui commençait en 1998.

Concernant ce sujet, le reportage « Farc-EP 50 años en el monte (III) » aborde l'année 1999 pendant le processus de paix à travers d'une interview réalisée à Manuel Marulanda Vélez, le chef des FARC<sup>566</sup>. Même si le contenu de cette vidéo n'a rien à voir avec les femmes militantes, en le regardant attentivement, des pistes sur le rôle et la situation des femmes chez les FARC nous sont livrées, notamment dans le domaine des communications.

Parmi les images on voit une femme en arrière-plan qui porte un uniforme de camouflage avec une petite caméra qui enregistre la rencontre entre le président Andres Pastrana et Marulanda dans le cadre des négociations<sup>567</sup>.

A un autre moment, on observe que la plupart des militants armés sont des hommes et que pendant un défilé militaire enregistré on remarque que ce ne sont que des hommes qui paradent<sup>568</sup>. Cependant, à la moitié de la vidéo et en arrière-plan, on observe une femme en uniforme de

<sup>564</sup> *Ibid.*, p. 133

<sup>565</sup> FARC-EP, Pleno Ampliado Noviembre de 1997, Conclusiones Generales, Noviembre de 1997, (en ligne). Disponible sur : <http://www.farc-ep.co/pleno/pleno-ampliado-noviembre-de-1997.html> (Consulté le 27/02/2019)

<sup>566</sup> Cartago TV Neuquen, Yves Billo, Documentales de Cartago : « FARC-EP 50 años en el monte (III) », 15 février 2012, (en ligne). Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=XPNBBrvB600> (Consulté le 16/12/2018)

<sup>567</sup> Minute 13:43 – 13:45, *Ibid.*

<sup>568</sup> Minute 14:43 – 14:51, *Ibid.*

camouflage et qui porte une arme. Ce qui confirme la participation active des femmes dans le conflit au cours des années 1990. Cependant on a observé certaines différences de rapport entre les sexes chez les FARC.

À ce sujet, Castrillón Pulido, G. Y. (2014) souligne la discrimination des femmes militantes dans la guérilla par rapport à l'assignation des rôles en accord aux stéréotypes et des compétences selon le sexe. Par exemple, elle remarque que gérer le contrôle du microphone pour les communications internes ou être infirmière ou secrétaire ne répondait pas aux stéréotypes des hommes militants<sup>569</sup>.

Il semble qu'au cours des années 1990, les femmes militantes ont joué d'autres rôles et ont acquis beaucoup plus d'importance dans la structure des FARC que par rapport aux débuts de la guérilla. Cependant, les rapports de la structure patriarcale n'ont pas disparu comme on peut l'observer avec Sandra, dernière femme de Marulanda : au cours des dialogues de Pastrana on remarque qu'elle a conduit sa voiture 4x4, géré son agenda des événements, enregistré et pris des photos de rencontres importantes. Parmi l'une des images les plus célèbres, on trouve celle où Sandra porte un costume militaire donnant la main à Marulanda mais en même temps, elle le protège de la pluie avec une toile plastique camouflée. Cependant, lorsque le président Pastrana arriva, Sandra couru avec la bâche pour le protéger<sup>570</sup>.

Dans le cadre du processus de paix des années 1998-2002, on voit que les femmes militantes ont joué des rôles plus importants chez les FARC par rapport aux années précédentes. Par ailleurs, pour Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio ce processus a été mémorable concernant la mobilisation des femmes et leur participation dans les commissions de paix<sup>571</sup>. (Voir Annexe No. 27 Commissions de paix, par sexe, pendant le processus de paix au cours du gouvernement d'Andrés Pastrana).

Cependant, pour la deuxième fois, on remarque que les femmes qui ont eu une incidence sur ce processus ne sont pas membres des FARC sinon d'organisations externes comme *la Red Nacional de Mujeres*<sup>572</sup>.

<sup>569</sup> Castrillón Pulido, G. Y. (2014). *Op. cit.*

<sup>570</sup> « ... Durante la época de los diálogos con el gobierno de Andrés Pastrana, ella conducía la camioneta 4x4 en la que se desplazaban ... le manejaba la agenda y hasta filmaba y tomaba fotos de algunos encuentros cruciales con los delegados del gobierno. Una de las imágenes que le dieron la vuelta al mundo muestra a Sandra, ataviada como su esposo con un uniforme militar, tomándolo de la mano y protegiéndolo de la lluvia con un plástico camuflado, el 8 de febrero de 2001, cuando el presidente Andrés Pastrana viajó al Caguán para destrabar el proceso. En medio de la lluvia, ella corrió a cobijar al presidente ... »

Journal El Espectador, « Viudas que dejó 'Manuel Marulanda Vélez' », CASTRILLON Gloria, 31 mai 2008, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/impreso/judicial/articuloimpreso-viudas-dejo-manuel-marulanda-velez> (Consulté le 13/01/2019)

<sup>571</sup> CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p. 51

<sup>572</sup> Red Nacional de Mujeres : Celle-ci a collecté à l'échelle de chaque région les principales questions des

Il faut souligner que dans le cadre de ce processus, des audiences publiques ont eu lieu avec la participation du gouvernement, les FARC et la société civile dont plus de 80 organisations de femmes. Leurs proportions ont abordé la perspective du genre pour la première fois dans le cadre d'un processus de paix en Colombie. Pour cette raison, le gouvernement a nommé une femme comme porte-parole et les FARC ont désigné une autre femme<sup>573</sup>, ce qui souligne l'émergence d'un nouveau rôle des femmes chez les FARC :

*« Ana Teresa était le véhicule pour promouvoir l'agenda urbain, elle était un des agents les plus visibles à ce moment-là ; et du côté des Farc au Caguán Mariana Páez fut nommée. Aborder la question du genre au sein de la guérilla à ce moment-là, paraissait la chose plus étrange au monde, il y n'avait pas de conscience<sup>574</sup> »*

Si l'on considère que Mariana Páez, appelée aussi Mariana Paz, fut une des premières femmes visibles au cœur d'un processus de paix avec les FARC, il est intéressant d'évoquer son profil et son rôle chez les FARC.

Páez était membre de la JUCO et rentra en 1989 chez les FARC. Plus tard, elle fit partie des *Milicias Bolivarianas* à Bogotá et devint une des idéologues connues des FARC et la femme militante qui fit partie du comité thématique dans le cadre des dialogues de paix 1998-2002<sup>575</sup>. Au niveau de la communication chez les FARC, Páez a fait partie de la station de radio des FARC appelée « Voix de la Résistance » et grâce à sa proximité avec le Mono Jojoy<sup>576</sup>, elle fut en charge des communications du Bloc Oriental (voir annexe 9). Mariana est morte en 2009 lors d'un combat entre les FARC et l'armée colombienne<sup>577</sup>.

Le cas de Mariana, souligne l'importance qu'ont pris les femmes militantes au cours des années 1990. Cette décennie pourrait être considérée comme le point de départ de la plupart des recherches concernant le rôle des femmes dans la guérilla colombienne. Par ailleurs, on trouve que la plupart des documents trouvés par rapport aux femmes des FARC datent des années 2000.

femmes afin de les intégrer au programme de négociations entre le gouvernement et les FARC. *Negociando desde los márgenes : la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016)*, *Ibid.*, p. 52-53

<sup>573</sup> *Ibid.*, p. 54

<sup>574</sup> « Ana Teresa era el vehículo para promover la agenda ciudadana, era una de las agentes más visibles en ese momento ; y por el lado de las FARC en el Caguán nombran a Mariana Páez. El tema de género en la guerrilla era como hablar de la cosa más rara del mundo entero, no había conciencia », mots de Gloria Tobón, extrait. *Ibid.*, p. 54

<sup>575</sup> Revista Semana, « Mariana Páez, de las FARC, murió en combate », 03 avril 2009, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/conflicto-armado/articulo/mariana-paez-farc-murio-combate/100722-3> (Consulté le 22/04/2019)

<sup>576</sup> 'Mono Jojoy': voir p. 91

<sup>577</sup> Semana.com, 03 avril 2009, *Op. cit.*

Finalement, on ne trouve aucune proposition incluant la perspective de genre parmi les différents documents signés dans le cadre de ce processus<sup>578</sup>, lequel a échoué. Cependant, on confirme que le processus de paix des années 1998-2002<sup>579</sup> a marqué le point de départ d'un questionnement concernant les femmes militantes au sein des FARC.

*« Malgré l'absence de représentation dans les accords, la pression exercée depuis la base, avec l'organisation du mouvement, la création des réseaux et la production des connaissances sur les impacts du conflit sur les femmes, (le processus de paix) marque un tournant avec la participation, puisque les processus de paix, ci-après, devraient répondre pour l'intégration d'une perspective de genre dans les accords et les négociations<sup>580</sup> »*

### **8.8 Le contexte des femmes militantes des FARC au cours les années 2002 – 2018**

En ce qui concerne cette décennie, on remarque une évolution du rôle des femmes militantes à tous les niveaux, et de nouveaux rôles dans les domaines de relations internationales, les finances des Farc et le narcotrafic apparaissent.

Il faut souligner que certaines opérations militaires entre les années 2002 et 2010 contre les FARC ont permis de connaître de nouvelles réalités des femmes chez les FARC qui seront illustrées via les cas de Tanja Nimeijer, une militante néerlandaise et de Sonia qui fut le premier membre des FARC extradé aux États-Unis. De même, ces opérations ont laissé voir la proximité de certaines femmes des FARC avec le Gouvernement du Nicaragua.

L'Accord Final entre le Gouvernement et les FARC qui s'inscrit entre 2010 et 2016 a permis de connaître la composition réelle des FARC : 40% femmes et 60% hommes.

Depuis l'année 2017 la Colombie est rentrée dans la période du Post-conflit avec la responsabilité de la mise en place de l'Accord Final de paix contenant une perspective de genre. Cela entraîne le défi de la participation réelle des femmes militantes au sein de la société et la vie économique et politique colombienne.

<sup>578</sup> CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p. 55

<sup>579</sup> Castrillón Pulido, G. Y. (2014), *Op. cit.*

<sup>580</sup> « A pesar de esta falta de representación en los acuerdos, la presión ejercida desde abajo, con la organización del movimiento, la creación de redes y la producción de conocimiento sobre cómo afecta el conflicto armado a las mujeres, sí marca un hito en la participación, pues los procesos de paz, de aquí en adelante, tendrían que responder por la incorporación de la perspectiva de género en los acuerdos y las negociaciones ». CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p., 55

### 8.9 Entre 2002-2010 : des nouveaux rôles féminins chez les FARC ?

On rappelle que pendant ces années, les FARC contrôlaient 70% des zones colombiennes de cultures illicites de coca. Les enlèvements et l'extorsion étaient une ressource de financement importante pour cette guérilla. Et, le nombre de militants avait augmenté à 26.000 personnes sans y inclure les milices<sup>581</sup>.

Pour cette raison, le Gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez a mis en place plusieurs opérations militaires contre les FARC dont, l'Opération Fenix qui a permis de connaître d'autres rôles des femmes chez les FARC comme on le verra par la suite.

### 8.10 Les femmes militantes et les relations internationales des FARC

Le *Centro Nacional de Memoria Histórica* montre que la guérilla a cherché la consolidation de ses relations avec des pays comme le Nicaragua, la Bolivie, le Vietnam, la Corée du Nord et la Chine<sup>582</sup>. En effet, l'ex militant Estéban Ávila avait signalé que les FARC avaient plusieurs soutiens au niveau international comme Fidel Castro à Cuba, le Front Farabundo Martí de Libération National (FMLN) dirigé par Shafik Handal au Salvador et avec au Nicaragua le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) de Daniel Ortega.

Pour mieux comprendre ces relations internationales des FARC on prend le cas de Nicaragua<sup>583</sup>. À la fin des années 1970 le Nicaragua est devenu un exemple pour la révolution en Amérique latine puisqu'en 1979, la Révolution Sandinista a conduit à la chute d'une dictature dans ce pays<sup>584</sup>. Grâce à cette révolution, entre 1979 et 1990 Daniel Ortega est devenu le président de Nicaragua avec le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), un parti reconnu pour son idéologie marxiste-léniniste, la même idéologie des FARC et du Parti Communiste Colombien.

---

<sup>581</sup> Voir p. 67 du présent document

<sup>582</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica, *Op. cit.*, p. 221

<sup>583</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 25

Front Farabundo Martí de Liberation National (FMLN) : guérilla du Salvador. Estéban Ávila est parti chez eux en 1982 pour son apprentissage révolutionnaire. *Ibid.*, p. 41-42

Shafik Handal : mort en 2006, il a été secrétaire général du parti communiste au Salvador. Il a été proche de Fidel Castro. *Ibid.*, p. 191

Daniel Ortega : a dirigé le Nicaragua entre 1979 et 1990. Plus tard il a été à nouveau élu comme président en 2006 jusqu'à aujourd'hui (2018). *Ibid.*, p. 191

<sup>584</sup> *Ibid.*, p. 33 et « Revolución Sandinista », (en ligne). Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Révolution\\_sandiniste](https://fr.wikipedia.org/wiki/Révolution_sandiniste) (Consulté le 22/04/2019)

En effet, Estéban Ávila se souvient : la JUCO lui permit de voyager vers l'Amérique Centrale pour apprendre les clés de la clandestinité, une des caractéristiques des FARC<sup>585</sup>.

Plus tard, en 2007 le Gouvernement colombien a accusé le Gouvernement du Nicaragua d'être lié aux FARC et, finalement, Vincenc Fisas signale que sans la participation de Fidel Castro (Cuba) et de Hugo Chávez (Venezuela) le processus de paix 2012-2016 avec les FARC n'aurait jamais eu lieu<sup>586</sup>.

Un autre aspect illustre la proximité du Nicaragua envers les FARC avec l'Opération Fenix. Cette opération a fait partie d'une des opérations militaires du Gouvernement colombien au cours de 2008 sur le campement de Raul Reyes, le second commandant dans toute la hiérarchie des FARC.

Dans ce campement qui se trouvait en Équateur, Raul Reyes fut abattu et plusieurs guérilleros furent blessés dont Susana Tellez, Esperanza et une étudiante mexicaine appelée Lucía Morett qui aurait voyagé pour participer au *II Congreso de la Coordinadora Continental Bolivariana* afin de faire une recherche sur les groupes insurgés<sup>587</sup>.

Après l'opération militaire, Esperanza, Lucia Morett et deux militantes des FARC appelées Martha Pérez Gutierrez et Doris Torres Bohórquez ont été protégées par le gouvernement de Daniel Ortega au Nicaragua comme un geste humanitaire. Concernant le cas de Esperanza, le Nicaragua a signalé une demande d'asile de sa part<sup>588</sup>.

Par ailleurs, on ne trouve pas d'autre explication exprimée sur les différentes nouvelles de cette protection de Nicaragua envers les FARC et ces femmes. D'ailleurs, on ne trouve aucune information additionnelle sur l'identité et les rôles de ces militantes des FARC. Cependant, cette situation fait penser que ces femmes avaient une telle importance dans la guérilla qu'elles ont été protégées à l'extérieur.

---

<sup>585</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*

<sup>586</sup> El Pais Internacional « Colombia acusa a Daniel Ortega de connivencia con las FARC », 18 decembre 2007, (en ligne). Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2007/12/18/actualidad/1197932404\\_850215.html](https://elpais.com/internacional/2007/12/18/actualidad/1197932404_850215.html) (Consulté le 22/04/2019) ; FISAS Vincenc, *Op. cit.*, p. 28

<sup>587</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 790 ; Video de Dick Emanuelsson, *Op. cit.*  
Elnuevodiario.com.ni, « Mexicana que estuvo con FARC está en Nicaragua », 17 avril 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/13416-mexicana-que-estuvo-farc-esta-nicaragua/> (Consulté le 21/04/2019)

<sup>588</sup> LaHora.com, « Guerrilleras de las FARC continúan en Nicaragua », avril 09 2010, (en ligne). Disponible sur : <https://lahora.com.ec/noticia/1018555/guerrilleras-de-las-farc-continc3baan-en-nicaragua-> (Consulté le 21/04/2019)

Ultimahora.com, « Uribe dice que aceptaría las guerrilleras de las FARC en Nicaragua si se desmovilizan », 18 août 2008, (en ligne). Disponible sur : <https://www.ultimahora.com/uribe-dice-que-aceptaria-las-guerrilleras-las-farc-nicaragua-si-se-desmovilizan-n146614.html> (Consulté le 21/04/2019)

Sur le portail web [mujerfariana.org](http://mujerfariana.org), on trouve une publication datée du 27 décembre 2014 qui montre l'admiration et la proximité de Daniel Ortega avec Marulanda Vélez grâce à sa lutte et révolution<sup>589</sup>.

Si on considère que le Nicaragua a fait partie de l'Accord Final signé en 2016<sup>590</sup>, on peut penser à la possibilité que ces femmes ont joué un rôle important au niveau des relations internationales. Il faut rappeler que les FARC avaient des responsables de relations internationales comme Rodrigo Granda<sup>591</sup>.

## 8.11 'Tanja' et 'Sonia' : deux femmes clés dans les relations internationales des FARC

### 8.11.1 Tanja Nimeijer: la militante néerlandaise des FARC

Tout d'abord, une publication de la BBC, un des médias le plus célèbres qui a reproduit une interview de Tanja fait par Radio Netherlands Worldwide en 2010<sup>592</sup> est analysée. Cette publication est intéressante non seulement pour connaître de profil de Tanja Nimeijer, mais aussi parce qu'elle donne d'autres pistes sur la structure des FARC et les femmes.

En 2002, Tanja Nimeijer est devenue membre des FARC en Colombie à 24 ans et prend plusieurs alias : « Eileen », « Alexandra » et « Holanda ». Née aux Pays-Bas, elle est arrivée en Colombie pour faire un stage en 1998 dans le but de finir ses études en culture et langues latines à l'Université de Groningen. Cependant, après être rentrée chez elle, Tanja retourne en Colombie pour devenir militante des FARC<sup>593</sup>.

---

<sup>589</sup> Mujerfariana.org, « Nicaragua por la paz para Colombia », 27 décembre 2014, (en ligne). Disponible sur : <http://www.mujerfariana.org/nos-gusta-2/228-nicaragua-por-la-paz-para-colombia.html> (Consulté le 21/04/2019)

<sup>590</sup> « Le 12 novembre 2016 est signé le deuxième document : '*Acuerdo Final para la Terminación del Conflicto y la Construcción de una Paz Estable y Duradera*' par trois représentants du Gouvernement colombien, trois représentants des FARC, un délégué du gouvernement cubain et un délégué du Nicaragua ». « Acuerdo final », extrait. VILLA JARAMILLO Natalia, *Op. cit.*, p. 52

<sup>591</sup> Rodrigo Granda a été capturé par le Gouvernement colombien en 2004 et libéré en 2007 avec d'autres 149 guérilleros comme une initiative unilatérale du présidente Uribe Vélez. DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p.10

<sup>592</sup> BBCMundo.com, « La guerrillera holandesa que negociará por las FARC », 16 octobre 2012, (en ligne). Disponible sur : [https://www.bbc.com/mundo/noticias/2012/10/121016\\_colombia\\_farc\\_perfil\\_tania\\_holandesa\\_guerrillera\\_aw](https://www.bbc.com/mundo/noticias/2012/10/121016_colombia_farc_perfil_tania_holandesa_guerrillera_aw) (Consulté le 21/04/2019)

<sup>593</sup> Ibid.

Au début, Tanja fut une milicienne des FARC à Bogotá, et six mois après elle s'interna dans la jungle avec les FARC. En 2003, elle sera traductrice des commandants des FARC<sup>594</sup>. Ceci fait penser à l'importance du rôle de Tanja comme traductrice car cela leur aurait permis de tisser des liens ou de participer aux négociations importantes entre les FARC et d'autres organisations internationales. Également, la BBC souligne que Raul Reyes aurait pensé que le rôle de Tanja aurait pu améliorer l'image des FARC en Europe et d'attirer des nouveaux militants étrangers<sup>595</sup>.

Plus tard, en 2007 après une des opérations militaires du Gouvernement, l'armée colombienne a publié plusieurs passages d'un journal intime de Tanja, lequel confirme sa promiscuité chez les FARC mais aussi, pose la question d'une autre réalité des femmes militantes<sup>596</sup> :

*« A quoi cela ressemblera quand nous prenons le pouvoir ? Les femmes des commandants en Ferrari avec de grandes chirurgies plastiques aux seins et mangeant du caviar ?<sup>597</sup> »*

Ce récit nous amène à réfléchir à trois aspects différents chez les FARC. Le premier, est que chez les FARC il y avait une certaine vie luxueuse pour les femmes des commandants, ce qui laisse penser à un classement social dans la structure des FARC par rapport à la hiérarchie.

Le deuxième aspect repose sur la description que fait Tanja de l'image des femmes de commandants dans les FARC où elle livre une image de vie luxueuse qui rassemble plus à la culture du narcotrafic comme on l'a déjà vu<sup>598</sup>. Ceci pourrait occasionner un changement sur l'image révolutionnaire et sociale que veulent montrer les FARC dans la société.

La publication de ce journal intime aurait mis en danger Tanja chez les FARC : en effet, certains guérilleros ont demandé sa peine de mort à cause de ses déclarations, un traitement qui aurait été appliqué aux militants appartenant à l'échelle la plus basse des FARC s'ils avaient fait les mêmes déclarations<sup>599</sup>.

Ceci peut conduire à poser la question sur le troisième aspect : Y a-t-il une inégalité au sein de la hiérarchie des FARC au niveau de la mise en place du Règlement Interne des FARC concernant les sanctions et les punitions envers les militants ?

---

<sup>594</sup> Ibid.

<sup>595</sup> Concernant 'Raul Reyes', voir p. 82 du présent document ; BBCMundo.com, 16 octobre 2012, Op. cit.

<sup>596</sup> Ibid.

<sup>597</sup> Mots de Tanja : « ¿Cómo será cuando tomemos el poder? ¿Las mujeres de los comandantes en Ferraris, con implantes en los pechos y comiendo caviar ? », Ibid.

<sup>598</sup> Voir p. 127-29 du présent document

<sup>599</sup> BBC Mundo, 16 octobre 2012.

### 8.11.2 Sonia: la première femme militante des FARC extradée aux États-Unis

En avril 2007 le rapport de la IX Conférence des FARC, stipule que les FARC accueillent Sonia et Simón, deux guérilleros qui sont d'accord avec une solution politique au conflit et avec l'échange de personnes pris en otage par les FARC par des guérilleros emprisonnés par le gouvernement.

Ce rapport que l'on trouve sur internet, montre que pour la première fois, on donne une certaine importance d'une femme militante même si ce document ne décrit pas le rôle exact de Sonia<sup>600</sup>.

Également, il est intéressant car il nous amène à évoquer deux guérilleros importants dans la structure des FARC. En premier lieu, il est possible que le guérillero appelé 'Simon' soit Juvenal Ricardo Ovidio Palmera ou 'Simón Trinidad', un idéologue des FARC condamné à une peine d'emprisonnement de 60 ans aux États-Unis pour l'enlèvement de trois américains<sup>601</sup>.

Également, il est possible que la guérillera appelée 'Sonia' soit Anayibe Rojas Valderrama, responsable des finances du Front 14 des FARC et le premier membre de cette guérilla condamnée aux États-Unis pour narcotrafic. En effet, Estéban Ávila a décrit la capture de Sonia comme « une lourde perte » pour les FARC<sup>602</sup>.

Le nom de Sonia est Anayibe Rojas Valderrama, il est possible qu'elle soit la femme référencée dans le document des FARC, cependant on trouve aussi le nom 'Omaira Rojas Cabrera', avec l'alias Sonia. Née en 1967 au sein d'une famille de paysans du Département d'Huila, elle n'a pas fini son lycée et est devenue militante des FARC à la fin des années 1980<sup>603</sup>.

<sup>600</sup> FARC-EP, Novena Conferencia Nacional de Guerrilleros, « Declaración Política », Por La Nueva Colombia, La Patria Grande y El Socialismo !, avril de 2007, (en ligne). Disponible sur : <http://www.farc-ep.co/octava-conferencia/novena-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html> (Consulté le 22/03/2019)

<sup>601</sup> Revista Semana, « Simón Trinidad se acogería a la Justicia Especial para la Paz », 25 novembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/simon-trinidad-se-acogeria-a-la-justicia-especial-para-la-paz/544823> (Consulté le 22/03/2019)

<sup>602</sup> Journal El Tiempo, « 'Sonia', guerrillera de las FARC, fue declarada culpable de narcotráfico en una Corte de E.U. », GÓMEZ MASERI Sergio, 19 fevriere 2007, (en ligne). Disponible sur : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-3445848> (Consulté le 22/03/2019)

<sup>603</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 80  
« Omaira Rojas Cabrera », (en ligne). Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Omaira\\_Rojas\\_Cabrera](https://es.wikipedia.org/wiki/Omaira_Rojas_Cabrera) (Consulté le 22/03/2019)

En 2004, quand l'armée colombienne l'a capturée, son nom est devenu connu parce qu'elle était responsable de la partie financière des FARC en incluant l'argent du narcotrafic. En 2005, Sonia a été extradée aux États-Unis accusée de narcotrafic<sup>604</sup>.

En 2008, Leonel Rojas Valderrama alias 'Farol, son frère et son successeur chez les FARC, a été capturé par l'armée colombienne. Leonel était chargé de collecter la pâte de coca achetée aux paysans à travers les milices des FARC<sup>605</sup>.

Sonia a été libérée en 2018, cependant elle a un ordre d'emprisonnement en Colombie pour rébellion et blanchiment d'argent. Pour cette raison, et dans le cadre de l'Accord Final signé en 2016, les FARC ont demandé d'inclure son nom parmi les personnes jugées par la Justicia Especial para la Paz (JEP)<sup>606</sup>.

Finalement, il reste le doute de si Sonia ou Anayibe Rojas Valderrama correspond à la même femme commandante qui a été chargée d'un des hôpitaux clandestins des FARC<sup>607</sup>.

---

<sup>604</sup> Journal El Espectador, « Tras ser deportada a Colombia, alias 'Sonia' será procesada por lavado de activos », 25 Septembre 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/vuelve-colombia-sonia-la-primera-guerrillera-de-las-farc-extraditadas-ee-uu-articulo-814287> (Consulté le 22/03/2019)

<sup>605</sup> Journal El Espectador, « Capturan a hermano de alias 'Sonia' », 22 Août 2008, (en ligne). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo-capturan-hermano-de-alias-sonia> (Consulté le 22/03/2019)

<sup>606</sup> Journal El Espectador, 25 Septembre 2018, Op. cit.

<sup>607</sup> Voir p. 139 du présent document

## CHAPITRE IX : DESCRIPTION D'UN CAMPEMENT CHEZ LES FARC COMMANDE PAR UNE FEMME MILITANTE

Ici le récit d'Ingrid Betancourt pendant sa captivité chez les Farc entre 2002 et 2008 est repris, car, elle donne plusieurs pistes sur la situation, les rôles et la description des femmes militantes au cours de ces années. Également, ces pistes nous permettent de voir les rapports de pouvoir chez les FARC pendant le même période. D'ailleurs, dans son ouvrage Ingrid Betancourt intitula un de ses chapitres : « Chez Sonia<sup>608</sup> », dans lequel elle donne des pistes clés qui aident à comprendre le fonctionnement d'un campement commandé par une femme.

Le campement de Sonia était tout près d'une base militaire colombienne et, il a été également un des hôpitaux clandestins les mêmes, décrits précédemment<sup>609</sup>. Chez Sonia il y avait des militants, des guérilleros convalescents mais aussi des otages importants comme Ingrid Betancourt et Clara Lopez. Pour cette raison et par la suite, le présent travail reprend toutes les pistes trouvées à travers du livre afin de faire une reconstruction la plus exhaustive de ce campement.

Par exemple, le premier jour de son arrivé à un campement des FARC, le commandant El Mocho Cesar a ordonné à alias Sonia de prendre soin d'Ingrid Betancourt avec délicatesse. Une fois reçu cet ordre, Betancourt a confirmé que Sonia commandait ce campement<sup>610</sup>. Ici on remarque que, même si Sonia avait un certain degré de pouvoir comme commandante d'un campement, elle n'avait pas la totalité de sa liberté pour prendre des décisions et on remarque qu'elle reste toujours comme subalterne d'un homme.

Par la suite, on reprend une conversation qu'Ingrid a eu avec Maria, l'une des militantes de chez Sonia. Cette conversation qui s'est déroulée après l'arrivée du commandant César, donne la dimension des rapports de pouvoir chez les FARC même pour les aspects plus basiques tels que la manière de manger :

- Ingrid parle à 'Maria' : « Vous avez des fourchettes ? Demandai-je. Je n'avais pas l'habitude de manger avec une cuillère ».

**Maria** : « Il faudrait faire la requête au commandant, me répondit-on »

**Ingrid** : « à Sonia ? »

---

<sup>608</sup> Nom d'un des chapitres du livre d'Ingrid Betancourt

<sup>609</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 98 et Voir p. 139 du présent document

<sup>610</sup> *Ibid.*, p. 84 et 94.

**Maria** : « Non, au commandant César !<sup>611</sup>»

Betancourt remarque que chez les FARC tout était contrôlé et surveillé, aucun guérillero et encore moins les otages étaient libres de prendre des initiatives, ils ne pouvaient ni faire ni recevoir de cadeaux<sup>612</sup>.

Il semble que l'endoctrinement chez les FARC fut tellement fort, qu'Ingrid fit la suivante description sur les femmes militantes :

*« Ces femmes m'étonnaient : elles semblaient toutes provenir d'un même moule et avoir perdu toute individualité ... Être prisonnière, c'était déjà beaucoup. Mais être une femme prisonnière aux mains des Farc, c'était encore plus délicat. Il m'était difficile de le formuler. Intuitivement je sentais que les Farc avaient réussi à instrumentaliser les femmes avec leur consentement ... Je venais de perdre ma liberté, je ne voudrais pas rendre mon identité <sup>613</sup>»*

En effet, quand Ingrid Betancourt explique sa vulnérabilité à cause de la violence qu'elle a reçue au sein des FARC, elle renforce l'idée d'un endoctrinement mais aussi, les menaces à l'intérieur des FARC :

*« L'endoctrinement était une des responsabilités du commandant. Chaque campement était construit sur le même modèle ... tout le monde était tenu de dénoncer n'importe quelle attitude non révolutionnaire dont il aurait été témoin, sous peine d'être considéré comme complice, d'être passible d'un jugement en cour martiale et d'être fusillé<sup>614</sup>»*

En effet, il est difficile de faire une reconstruction exacte des militants des FARC qui ne soient pas les plus célèbres, car toutes les identités sont cachées. On a vu dans cette recherche que toutes les femmes et les hommes chez les FARC utilisent des pseudonymes, des alias et plusieurs noms différents comme le cas d'Estéban :

*« Comme beaucoup de responsables des Forces armées révolutionnaires de Colombie, Estéban a longtemps refusé de donner son âge exact(...) une mesure de sécurité, un brouillage de piste. Toujours se camoufler et rester sur sa réserve pour mieux réagir si besoin...<sup>615</sup>»*

---

<sup>611</sup> *Ibid.*, p. 116

<sup>612</sup> *Ibid.*, p. 109

<sup>613</sup> *Ibid.*, p. 110

<sup>614</sup> *Ibid.*, p. 44

<sup>615</sup> DROUHAUD Pascal, *Op. cit.*, p. 13

En effet, Betancourt confirme que les guérilleros n'utilisaient pas leurs vrais prénoms.

*« Les guérilleros avaient tous des noms d'emprunt, choisis par le commandant qui les avait recrutés. Souvent un prénom étranger ou biblique, ou sorti d'une série télévisée ... De plus, voici que nous avons un nouveau chef avec le même nom <sup>616</sup>»*

Tous ces aspects font également penser à la possibilité d'avoir des vies clandestines hors de la jungle comme c'est le cas des milices qu'on a déjà vu.

Concernant l'aspect physique Betancourt décrit Sonia comme une femme grande, avec les cheveux blonds dressés sur la tête avec une coupe militaire, avec l'air d'être forte et d'avoir beaucoup de force dans ces mains<sup>617</sup>.

À travers la description de diverses situations comme la forte manière des femmes de couper des branches on remarque deux aspects : que les femmes militantes avaient toujours de la force physique et qu'elles faisaient des travaux égaux à ceux des hommes. Par ailleurs, tous les guérilleros dans les campements portaient des bottes en caoutchouc pour marcher dans la montagne et chacun, les femmes comme les hommes, portait un fusil<sup>618</sup>.

Lors d'un autre épisode Betancourt montre d'autres rôles des militantes notamment lorsqu'elle raconte que Sonia demanda à Ana et Isabelle de relayer la garde, faire le lit pour le séjour de Betancourt et de dormir à ses côtés. D'ailleurs, Betancourt et Clara López ont été surveillées par cinq filles<sup>619</sup> dont, l'une d'entre elles appelée « Isabel » :

*« C'était une toute petite femme, d'une trentaine d'années, les cheveux extrêmement longs et crépus qu'elle portait en chignon à l'arrière de la tête. Elle avait de jolies boucles d'oreilles en or et des barrettes enfantines pour tenir des mèches rebelles loin de son visage. Un peu en surpoids, elle portait des pantalons en toile de camouflage un peu trop serrés pour être confortables. Visiblement enchantée de s'occuper de nous, elle accueillit ma requête en m'offrant un de ses plus beaux sourires<sup>620</sup>»*

<sup>616</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 118

<sup>617</sup> Ingrid Betancourt explique que 'Sonia' l'a tendu la main et elle l'a broyé les os. *Ibid.*, p. 93

<sup>618</sup> *Ibid.*, p.110, 103 et 114

<sup>619</sup> Parmi ces instructions on trouve : utiliser une torche électrique sauf s'elle été strictement nécessaire, ne pointer jamais le ciel avec celle-ci et, en cas d'utilisation et en même temps, si on entendre un avion ou un hélicoptère il fallait l'entendre. *Ibid.*, p.95

<sup>620</sup> *Ibid.*, p.100

Ici on peut penser qu'il y avait des militantes qui faisaient leur travail avec plaisir, sans signes de méchanceté. Peut-être à cause de leur condition de vulnérabilité et de pauvreté comme colombiennes, elles auraient trouvé une opportunité de vie chez les FARC, comme l'a raconté Susana Tellez précédemment<sup>621</sup>. Par ailleurs, Betancourt rappelle une phrase qu'Isabel lui dit :

« *Vous allez vous plaire avec nous, vous allez voir, vous n'aurez plus envie de partir après*<sup>622</sup> »

Une autre militante appelée Maria a été assignée à Ingrid, une jeune fille qui serait sa réceptionniste. À cette époque-là, être réceptionniste chez les FARC signifiait se charger des repas et des cafés, c'est-à-dire qu'elle s'occuperait désormais des repas d'Ingrid Betancourt<sup>623</sup>.

Concernant le nombre des femmes chez Sonia, Betancourt avait compté une commandante et cinq filles pour une trentaine d'hommes, c'est-à-dire, que les femmes étaient un groupe minoritaire dans ce campement de guerre. Malgré ce contexte militaire, Betancourt parle d'une féminité des militantes<sup>624</sup>.

Également, Ingrid Betancourt décrit certain contraste des sentiments chez les FARC. D'une part, elle remarque une certaine froideur des militants vis-à-vis la situation du calvaire des otages et, d'autre part, elle remarque des sentiments étouffés.

Par exemple, Betancourt expose le cas de Betty, une des réceptionnistes des FARC qui semblait d'avoir des sentiments cachés car, selon la description fait par Betancourt, elle portait tout le temps son fusil et, toujours, elle semblait avoir l'envie de rire mais il semblait qu'elle faisait des efforts pour le dissimuler<sup>625</sup>.

---

<sup>621</sup> Voir p. 110 du présent document

<sup>622</sup> BETANCOURT Ingrid, *Op. cit.*, p. 100

<sup>623</sup> *Ibid.*, p.104

<sup>624</sup> *Ibid.*, p.109-110

<sup>625</sup> *Ibid.*, p.118-120

## CHAPITRE X : LES FARC ET LA PERIODE 2010-2018 EN COLOMBIE

On rappelle qu'entre 2012 et 2016, le président Juan Manuel Santos a promu de nouvelles négociations de paix avec les FARC, lesquelles ont fini avec la signature d'un document appelé « *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* ». Cet Accord Final insiste sur les points avec lesquels s'est terminé le conflit armé entre les FARC-EP et le gouvernement colombien<sup>626</sup>.

Ce document ouvre les négociations sur la nécessité de reconstruire une nouvelle zone rurale via une réforme agraire intégrale (RRI), la participation politique et une ouverture démocratique pour la construction de la paix, mettre fin au conflit, trouver une solution à la problématique des drogues illicites, présenter un accord en ce qui concerne les victimes via le « Système intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition » qui inclue la Juridiction Spéciale pour la paix et le compromis sur les Droits de l'homme, enfin, la mise en œuvre, la vérification et l'approbation de cet accord.

**Point 1.** À une nouvelle zone rurale colombienne : Réforme Rurale Intégrale (RRI)

**Point 2.** Participation politique : ouverture démocratique pour la construction de la paix.

**Point 3.** La fin du conflit

**Point 4.** Solution au problème des drogues illicites

**Point 5.** Accord sur les victimes du conflit : « Système intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition », en incluant la Juridiction Spéciale pour la paix et le compromis sur les Droits de l'homme.

**Point 6.** Mise en œuvre, vérification et approbation de l'Accord.

### 10.1 Le processus de paix des années 2012-2016 : un processus patriarcal

Il convient de noter que, malgré les avancées sur la perspective de genre dans le cadre des négociations de paix 1998-2002, cette question n'a été adoptée qu'en 2014 par les négociations entre le gouvernement et les FARC à travers la création d'une Sous-commission de Genre (*Subcomisión de Género*)<sup>627</sup> comprenant des représentants de chaque côté. Cette sous-Commission sera évoquée plus loin.

<sup>626</sup> Voir document « Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera » (12 novembre 2016) et Voir p. 71-108 du présent document

<sup>627</sup> « Comunicado Conjunto », La Habana Junio 7 de 2014, (en ligne). Disponible sur: [http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Comunicado%20Conjunto%2C%20La%20Habana%2C%202007%20de%20junio%20de%202014%2C%20Versi\\_n%20Espa\\_ol.pdf](http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Comunicado%20Conjunto%2C%20La%20Habana%2C%202007%20de%20junio%20de%202014%2C%20Versi_n%20Espa_ol.pdf) (Consulté le 29/03/2019)

« On a accordé la création d'une Sous-commission de Genre composée par des délégations afin de vérifier et garantir, avec l'appui d'experts nationaux et internationaux, que les accords attendus et un éventuel accord final aient une perspective de genre adéquate <sup>628</sup> »

Cependant, malgré la volonté d'inclure les femmes dans les négociations, on voit que les personnes qui ont été à la tête du processus de paix ne sont autres que des hommes. Par conséquent, cela constitue une source de préoccupation majeure en Colombie concernant les nouvelles politiques à mettre en place pour répondre aux besoins des femmes dans le cadre du post conflit.

Tout d'abord, on remarque que toute la structure des commissions a été intégrée par des membres du gouvernement et des FARC<sup>629</sup> et que les principaux acteurs lors des négociations à La Havane ont été des hommes (Voir Annexe No. 28 Les principaux acteurs des négociations de paix 2012-2016).

Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio montrent que finalement les négociateurs du Processus de paix à La Havane s'élevaient à 20 personnes : 17 hommes et trois femmes, soit 15% des négociateurs furent des femmes<sup>630</sup>. Cette structure de négociations a été toujours à la tête, fixant les six points de l'Accord qu'on a exposé plus haut.

## 10.2 La question des armes : un sujet masculin parmi le processus de paix

Dans le cadre des négociations, il est intéressant d'analyser les responsables de certaines sous-commissions qui avaient été créées pour d'identifier une partie de la structure des négociations.

Tout d'abord, la recherche de Vincenç Fisas<sup>631</sup> a montré qu'il y eu une sous-commission chargée de la fin du conflit appelée sous-commission de Remise des Armes et Insertion à la Société<sup>632</sup>, chargée de toutes les questions techniques de la fin du conflit comme le désarmement et la sécurité. Cette sous-commission technique était liée au Point No. 3 de l'Accord Final appelée : « *Fin del Conflicto* », notamment pour le cesser le feu et la remise des armes.

Dans le cadre de cette dernière, le Gouvernement colombien aurait créé un Commando Stratégique pour la Transition, intégré par des militaires et des policiers actifs, avec le général Javier Florez et le

<sup>628</sup> « Acordamos crear una subcomisión de género, compuesta por integrantes de las delegaciones, para revisar y garantizar, con el apoyo de expertos y expertas nacionales e internacionales, que los acuerdos alcanzados y un eventual acuerdo final tengan un adecuado enfoque de género ». Comunicado Conjunto, Junio 7 de 2014, *Op. Cit.*

<sup>629</sup> Comunicado Conjunto, Junio 7 de 2014, *Op. cit.*

<sup>630</sup> CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p., 69

<sup>631</sup> FISAS Vincenç, *Negociar la paz con las FARC, una experiencia innovadora*, 2017

<sup>632</sup> Subcomisión de Dejación de Armas e Incorporación a la Vida Civil

Coronel Vicente Sarmiento à la tête. De la même manière, les FARC ont créé un Commando Guérillero de Normalisation pour analyser le rôle constitutionnel de l'armée colombienne et démonter des bataillons de contre-insurrection avec les militantes Joaquin Gomez et Carlos Antonio Lozada à la tête<sup>633</sup>.

Ces quatre hommes, deux du gouvernement et deux des FARC, ont été à la tête de toutes les règles techniques, pas de négociations, pour la fin du conflit armé entre le gouvernement et les FARC en incluant des questions telle que l'inventaire des militants des FARC ou la réincorporation à la vie civile avec les conditions de sécurité exigées<sup>634</sup>.

Cependant, suite à sa création en 2014 certaines femmes militantes ont fait partie de cette Sous-commission technique pour la fin du conflit : *la Subcomisión Técnica del Fin del Conflicto*. Également, certaines femmes militantes ont intégré la *Subcomisión de Género* du processus de paix<sup>635</sup>.

Cette participation des femmes militantes nous montre trois aspects nouveaux : le premier c'est qu'avec le processus de paix 2012-2016 il y a eu une participation plus active des femmes. Le deuxième, c'est que cette participation toujours restée subalterne aux hommes, dans une structure patriarcale. Et le troisième, même si les négociations ont commencé en 2012, la Sous-commission de Genre n'a été adoptée qu'en 2014, deux années après le début des négociations à La Havane, Cuba.

### 10.3 Les femmes militantes dans les négociations du processus de paix 2012-2016

Tout d'abord, on remarque qu'en 2012 lorsque les négociations entre le Gouvernement et les FARC ont commencé, les médias ont été envahis par des images de représentants du gouvernement et de militants des FARC incluant des hommes et des femmes.

*« ... Ainsi voilà que ces hommes et ces femmes, que l'on croyait broyés par le temps, tout droit sortis des époques turbulentes des années 50 et 60, se hissent à la table des négociations et obligent un gouvernement à s'y asseoir avec eux...<sup>636</sup> »*

<sup>633</sup> FISAS Vincenç, *Op. cit.*, p., 61, 74

<sup>634</sup> *Ibid.*, p. 74

<sup>635</sup> CASTRILLÓN PULIDO, G. Y. (2014), *Op. cit.*

<sup>636</sup> RAMIREZ Loïc, *Op. cit.*, 17

Par rapport au rôle des femmes militantes depuis 2012, il faut remarquer que pour ce processus de paix, les FARC ont nommé un groupe des femmes militantes pour les appuyer à La Havane. En effet, le 21 novembre 2012, deux jours après le début des conversations, douze militantes ont été présentées à l'entrée du *Palacio de las Convenciones* à la Havane comme étant une sorte de soutien<sup>637</sup>.

D'ailleurs, la recherche faite par Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio montre qu'il y a eu une participation plus active des femmes par rapport aux processus précédents concernant la proximité entre les femmes et les négociateurs de paix<sup>638</sup>.

*« María Emma Wills partage une opinion similaire. Pour elle, le contact que les déléguées des tables de négociation ont eu avec les femmes victimes et avec les organisations féminines et féministes présentes à La Havane a été fondamental pour sensibiliser le processus en faveur de la perspective de genre. Elle raconte, par exemple, comment les femmes des FARC ont rencontré une ex-guérilla qui 'vous a dit combien vous aviez mal fait avec vos camarades dans la transition vers la politique, ou plutôt, se préparer parce que vous qui êtes des femmes militantes, des commandantes, vous ne savez pas ce qui vous attend. Les victimes de violences sexuelles de différentes régions ont également parlé... »<sup>639</sup>*

María Emma Wills est politologue. Elle est connue pour son travail de recherche sur la question du genre, des femmes et du conflit, mais aussi parce qu'elle est conseillère du *Centro Nacional de Memoria Histórica* – CNMH, une institution publique colombienne chargée de récupérer le matériel documentaire sur le conflit armé<sup>640</sup>. María Emma Wills a été la seule femme participant à

<sup>637</sup> CASTRILLÓN PULIDO, G. Y. (2014), *Op. cit.*

<sup>638</sup> CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p., 66, 67

<sup>639</sup> « María Emma Wills comparte una opinión similar. Para ella, el contacto que los delegados de las mesas de negociación han tenido con las mujeres víctimas y con las organizaciones de mujeres y feministas que han hecho presencia en La Habana ha sido fundamental para sensibilizar el proceso a favor de la perspectiva de género. Ella relata, por ejemplo, cómo se reunieron las mujeres de las FARC con una exguerrillera que “les habló de cómo les había ido de mal con sus compañeras en la transición a la política, mejor dicho, prepárense porque ustedes que son mujeres militantes, comandantes, ustedes no saben lo que les espera”. También hablaron las víctimas de violencia sexual provenientes de diversas regiones... »

*Ibid.*, p. 67

<sup>640</sup> [Cienciagora.com.co](http://cienciagora.com.co), « María Emma Wills », 7 juin 2007, (en ligne). Disponible sur: [http://cienciagora.com.co/infodetail/galeria\\_de\\_cientificos/ciencias-sociales-afines/maria-emma-wills-247.html](http://cienciagora.com.co/infodetail/galeria_de_cientificos/ciencias-sociales-afines/maria-emma-wills-247.html) (Consulté le 07/04/2019)

Le CNMH a été créée par la Loi de Victimes de 2011 (Ley de Víctimas) pendant la présidence de Juan Manuel Santos. Una memoria por todos los medios. El Centro de Memoria Histórica de Colombia y la difusión de informes sobre el conflicto armado colombiano. ZULUAGA Marda, « Una memoria por todos los medios. El Centro de Memoria Histórica de Colombia y la difusión de informes sobre el conflicto armado colombiano », Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, 2014, (en ligne). Disponible sur: <http://www.aletheia.fahce.unlp.edu.ar/Vinculos/una-memoria-por-todos-los-medios-el-centro-de-memoria-historica-de-colombia-y-la-difusion-de-informes-sobre-el-conflicto-armado-colombiano> (Consulté le 10/04/2019)

la Commission Historique du Conflit et ses Victimes, commission chargée de reconstruire les causes et les effets du conflit armé en Colombie<sup>641</sup>.

Cependant, même s'il y a eu une participation plus importante des femmes au cours des négociations, on voit que cette participation se fait autour de femmes qui sont soit des leaders paysannes ou de minorités, soit des membres d'une organisation de femmes ou encore des femmes victimes du conflit. Par contre, on ne voit pas une telle participation chez des femmes militantes des FARC.

En effet, il n'y a eu que trois femmes dans les négociations comme on l'a déjà vu. Par ailleurs, il semble que la pression exercée par des femmes au cours des années 2013 a obligé le gouvernement à déléguer deux femmes pour les dialogues : Nigeria Rentería, Haute conseillère pour l'équité des femmes en Colombie<sup>642</sup>, et María Paulina Riveros, directrice des Droits Humains au Ministère de l'Intérieur.

*« ... De la part des FARC on ne dispose pas d'un chiffre exact de l'équipe des négociateurs puisqu'ils n'ont pas fait de différence entre les négociateurs et les conseillers. Cependant, il y avait toujours dix personnes (qui changeaient de manière périodique) dont seulement une femme a été nommée comme négociatrice :  
Tanja Nijmeijer...<sup>643</sup> »*

Concernant les femmes victimes qui se sont rendues à la Havane, il faut dire qu'elles ne représentent pas les femmes militantes de la guérilla puisque l'article No. 3 de la Loi de Victimes et Restitution de Terres de 2011<sup>644</sup>, signale que les victimes sont :

<sup>641</sup> Comisión Histórica del Conflicto y sus Víctimas (CHCV) : a été composé par 12 experts et 2 conteurs. En 2015, elle a rendu le rapport final à 'la Mesa de Diálogos de la Habana'. Alto Comisionado para la Paz, « Contribución al entendimiento del conflicto armado en Colombia », février 2015, (en ligne). Disponible sur: [http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Informe%20Comisi\\_n%20Hist\\_rica%20del%20Conflicto%20y%20sus%20V\\_ctimas.%20La%20Habana%2C%20Febrero%20de%202015.pdf](http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Informe%20Comisi_n%20Hist_rica%20del%20Conflicto%20y%20sus%20V_ctimas.%20La%20Habana%2C%20Febrero%20de%202015.pdf) (Consulté le 27/04/2019)

Centro Nacional de Memoria Histórica – CNMH, « ¿Quién es la única mujer de la Comisión Histórica del Conflicto ? », 21 Août 2014, (en ligne). Disponible sur: <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/noticias/noticias-cmh/quien-es-la-unica-mujer-de-la-comision-historica-del-conflicto> (Consulté le 27/04/2019)

<sup>642</sup> Alta Consejera para la Equidad de la Mujer en Colombia

<sup>643</sup> «... Por parte de las FARC es difícil tener una cifra exacta del equipo negociador pues no diferenciaron bien entre negociadores y asesores. Lo cierto es que había una mesa de diez personas (que no siempre eran las mismas) y de las que se puede decir que solo había una mujer nombrada como negociadora: Tanja Nijmeijer...». CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p., 69 ; Voir aussi page 156 du présent document.

<sup>644</sup> Au total 60 victimes sur 8 millions de victimes du conflit armé en Colombie (Voir page 2) ont voyagé à La Habana dont 36 ont été des femmes. Selon ces chiffres, les femmes victimes ont représenté 60% du total des victimes parmi les négociations. *Ibid.*, 69

Ley de Víctimas y Restitución de Tierras : Cette loi « fixe les mesures d'attention, d'assistance et de réparation intégrale des victimes du conflit armé interne et d'autres dispositions ».

« ...les personnes qui de manière individuelle ou collective ont été impactées par les événements depuis le 1 janvier 1985 à cause des infractions au Droit International Humanitaire ou des Droits Humains dans le cadre du conflit armé... seront considérées comme victimes aussi leurs conjoints et leurs enfants...<sup>645</sup> »

Cependant, on remarque que le Paragraphe No. 2 de cette loi signale que :

« ... les membres des groupes armés illégaux organisés en marge de la loi ne seront pas considérés victimes, sauf dans les cas des garçons, des filles ou des adolescents qui auraient été détachés du groupe armé organisé en marge de la loi étaient mineurs...<sup>646</sup> »

#### 10.4 La Sous-commission de Genre du processus de paix

Il semble que la pression de plus de 18 organisations de femmes cherchant à inclure les impacts des victimes dans les négociations de paix, a entraîné la création de la Sous-commission de Genre en 2014, c'est-à-dire, deux ans après d'avoir initié le processus. Cette sous-commission a été chargée d'inclure la perspective du genre dans l'Accord Final, cependant, elle ne disposait d'aucun pouvoir de décision dans le processus<sup>647</sup>.

On remarque que les négociateurs à La Havane ont analysé les propositions de différents groupes d'appui, où la plupart des participants ont été des femmes, cependant, aucune d'entre elles étaient des militantes des FARC (Voir annexe 29 Les instances de négociation du processus de paix 2012-2016 entre les FARC et le Gouvernement colombien).

Également, il faut souligner que le deuxième document appelé « *Acuerdo final para la terminación*

Centro Nacional de Memoria Histórica – CNMH « Ley de Víctimas y Restitución de Tierras », 2012, (en ligne). Disponible sur : <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/micrositios/caminosParaLaMemoria/descargables/ley1448.pdf> (Consulté le 20/04/2019)

<sup>645</sup> « ... aquellas personas que individual o colectivamente hayan sufrido un daño por hechos ocurridos a partir del 1o de enero de 1985, como consecuencia de infracciones al Derecho Internacional Humanitario o de violaciones graves y manifiestas a las normas internacionales de Derechos Humanos, ocurridas con ocasión del conflicto armado interno ... También son víctimas el cónyuge, compañero o compañera permanente, parejas del mismo sexo y familiar en primer grado de consanguinidad... », Article 3, Ley de Víctimas y Restitución de Tierras, *Op. Cit.*, p. 9

<sup>646</sup> On rapelle que l'âge de la majorité est de 18 ans. Parágrafo 2°: « Los miembros de los grupos armados organizados al margen de la ley no serán considerados víctimas, salvo en los casos en los que los niños, niñas o adolescentes hubieren sido desvinculados del grupo armado organizado al margen de la ley siendo menores de edad ».

<sup>647</sup> CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p., 69-70

« Lo que busca la subcomisión de género, a la que pertenece, es incidir para que los acuerdos reflejen la igualdad de oportunidades que deben tener las mujeres en la paz. Sólo incidir, porque la subcomisión no tiene voz ni voto en la Mesa. Su papel se reduce a presentar propuestas que reflejen el diálogo que han sostenido con las organizaciones de la sociedad civil », CASTRO Yira, ANDRADE Mireya et MONTERO Erika, « Si en la Mesa hubiera más mujeres la negociación iría más rápido », Verdadabierta.com, 08 mai 2015, (en ligne). Disponible sur : <http://verdadabierta.com/si-en-la-mesa-hubiera-mas-mujeres-iria-mas-rapido/> (Consulté le 22/04/2019)

*del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*<sup>648</sup>», lequel a permis l'arrêt du conflit entre le Gouvernement et les FARC, n'a pas été signé par une seule femme. (Voir annexe 30 Signature des hommes et des femmes de l'Accord Final 2012-2016)

### 10.5 Les négociations, la perspective du genre et le rôle des femmes militantes à Cuba

Comme on l'a vu à travers tout le document, les FARC n'ont jamais parlé d'une perspective de genre durant le conflit. En effet, trois femmes ayant plus de 20 ans d'expérience comme militantes chez les FARC, signalent que c'est la première fois qu'elles parlent d'une perspective de genre<sup>649</sup>.

Ces trois femmes voyagèrent à La Havane afin de soutenir les FARC dans le cadre des négociations, où leur rôle fut, la rédaction des documents, les communications des FARC et certains travaux pour les stations de radios et télévision des FARC<sup>650</sup>.

Également, dans le cadre de ces négociations les médias signalent environ une participation des femmes qui s'élève à environ 16 %<sup>651</sup>. Cependant, on voit que la participation des femmes militantes dans le cadre des négociations s'est développée d'une manière instable et que seulement une femme a représenté les FARC comme signataire autorisée (Voir annexe 30 Signature des hommes et des femmes de l'accord Final 2012-2016)

### 10.6 Victoria Sandino : la leader féministe des FARC

Concernant la participation des femmes dans les processus de paix, Victoria Sandino est une des militantes qui est dénommée par un média colombien comme « la leader féministe des FARC »<sup>652</sup>. Victoria avait 13 ans lorsqu'elle est devenue membre du JUCO, au cours des années 1980. Elle a commencé à travailler pour les FARC d'une manière clandestine à Bogotá et de manière simultanée

<sup>648</sup> On rappelle que le Gouvernement a publié le 24 août 2016 un premier document de l'Accord Final avec le même nom pour obtenir la validation de la population. Cependant, les colombiens l'ont refusé avec 50,23% des votes en contre. Pour cette raison, le deuxième document « *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* », a été publié, puis signé le 12 novembre 2016 et approuvé le 30 novembre 2016 par le Congrès et le Sénat colombien. VILLA JARAMILLO Natalia Villa, *Op. cit.*, p., 47-51.

<sup>649</sup> CASTRO Yira, ANDRADE Mireya et MONTERO Erika, *Op. cit.*

<sup>650</sup> Ibid.

<sup>651</sup> Colombia2020 / Journal El Espectador, « Las mujeres que negociaron los procesos de paz en Colombia 'desde los márgenes' », colección Ideas para construir la paz, Dejusticia, 6 avril 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/opinion/las-mujeres-que-negociaron-los-procesos-de-paz-en-colombia-desde-los-margenes> (Consulté le 22/04/2019)

<sup>652</sup> Colombia2020 / Journal El Espectador, « 'Victoria Sandino', la líder feminista des FARC », 20 juillet 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/politica/victoria-sandino-la-lider-feminista-de-la-farc> (Consulté le 20/04/2019)

elle fit ses études de journalisme<sup>653</sup>.

*« Mon travail chez les FARC était plutôt politique, sur les questions des femmes, avec le mouvement syndical et les étudiants. Je faisais un travail de 'propagande', c'est-à-dire, on faisait des documents, des vidéos, des revues, on a travaillé à la radio et dans l'enregistrement de vidéos de guerre <sup>654</sup>»*

En effet, dans le cadre des négociations de paix 1998-2002, Victoria a été conseillère d'Alfonso Cano<sup>655</sup> concernant la question de communication face aux médias.

En avril 2013, Victoria Sandino arriva à La Havane. Dans le cadre des négociations elle fut déléguée au sein de la commission de rédaction, la même commission chargée de la rédaction de l'Accord Final de paix en collaboration avec d'autres personnes des FARC et du Gouvernement.

Également, à La Havane elle a commencé à travailler avec des femmes militantes FARC en lisant sur le féminisme, sur la lutte des femmes en Colombie et en donnant des cours pour s'exprimer face aux médias. Finalement, elles créèrent ensemble le portail web [mujerfariana.com](http://mujerfariana.com)<sup>656</sup>, destiné aux femmes militantes FARC.

Dans ce portail web les femmes « farianas » font des publications sur des questions concernant les femmes comme, la dépénalisation de l'avortement. Également, elles racontent leurs histoires de vie et elles publient des poèmes, des textes sur le féminisme, l'égalité du genre, entre autres.

---

<sup>653</sup> Ibid.

<sup>654</sup> « Mi trabajo en las FARC estuvo orientado a la parte política, en asuntos de mujeres, con el movimiento sindical y el estudiantil. Me dedicué al trabajo que llamábamos de propaganda, que era hacer documentos, videos, elaborar las revistas, trabajar en la radio, en la formación de camarógrafas de guerra », *Ibid.*

<sup>655</sup> On rappelle qu'Alfonso Cano est devenu commandant en chef des FARC-EP en 2008 et qu'il était le chef du Partido Comunista Clandestino. Voir p. 69-91 et Colombia2020 / Journal El Espectador, 20 juillet 2018, *Ibid.*

<sup>656</sup> <http://mujerfariana.org>

## CHAPITRE XI : L'ACCORD FINAL ET LA PERSPECTIVE DU GENRE

Comme on l'a vu plus précédemment, l'Accord Final présente six points<sup>657</sup> où la perspective de genre est présentée comme un élément fondamental.

On voit depuis son Préambule que l'Accord Final constitue une contribution du gouvernement et des FARC pour résoudre les causes profondes du conflit colombien, parmi lesquelles la propriété foncière, la migration massive interne et la négligence étatique. Il présente également les droits aux libertés et à la paix, les droits des victimes, des minorités et des femmes.

Par la suite, seront analysés les points de l'Accord qui présentent certains impacts directs sur les femmes. L'ouvrage de Vincenç Fisas qui a participé à la création des conditions du processus de paix 2012-2016 en Colombie<sup>658</sup> éclaire ces phénomènes.

**Point 1. À une nouvelle zone rurale colombienne : Réforme Rurale Intégrale (RRI) :** Ici se pose la question d'une réforme structurelle pour la zone rurale afin d'obtenir un développement social et économique, intégral et équitable. Par ailleurs, ce point souligne une distribution égale de la terre.

Également, les programmes de ce point signalent une attention en fonction du sexe, de l'âge et de l'ethnie, d'encourager l'agriculture familiale, c'est-à-dire, en incluant les femmes.

D'ailleurs, Vincenç Fisas explique que cette Réforme évoque les besoins spécifiques des femmes paysannes face à l'inégalité par rapport aux hommes notamment, pour l'authentification devant notaire des propriétés, l'utilisation de la terre, leur participation dans des projets économiques, la commercialisation de leurs produits, l'éducation et les crédits<sup>659</sup>.

**Point 2. Participation politique : ouverture démocratique pour la construction de la paix :**

Ce point a pour objectif d'élargir la participation des femmes dans le champ politique. Ici, Vincenç Fisas aborde : le droit des femmes à participer dès l'opposition au gouvernement, l'accès aux autorités, le renforcement des organisations des femmes, de la jeunesse et des personnes LGTB. Également, la protection de femmes élues démocratiquement<sup>660</sup>.

---

<sup>657</sup> Voir p. 162 du présent document

<sup>658</sup> FISAS Vincenç, *Op. cit.*, p., 6

<sup>659</sup> *Ibid.*, p. 133

<sup>660</sup> *Ibid.*, p. 133-134

**Point 4. Solution au problème des drogues illicites :**

Ce point reconnaît que la production et la commercialisation des drogues illicites représentent une importante économie pour les groupes criminels, ce qu'implique de graves effets comme la traite d'êtres humains, l'exploitation sexuelle et la violence. Vincenç Fisas explique que ce point exprime la nécessité de la perspective du genre à travers la participation active des femmes dans les programmes de substitution volontaire de cultures illicites afin de trouver des solutions qui répondent à leurs réalités et nécessités. Également, la nécessité de voir la consommation de drogues comme un problème de violence au niveau du genre, familial et sexuel<sup>661</sup>.

**Point 5. Accord sur les victimes du conflit : « Système intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition », en incluant la Juridiction Spéciale pour la paix et le compromis sur les Droits de l'homme :**

Ce point expose les droits des victimes en incluant la vérité des faits afin de revendiquer leur qualité de victimes. Également, sera désigné un groupe spécifique pour travailler la question du genre qui fera partie de la Commission de clarification de la vérité afin de clarifier les divers impacts du conflit sur les femmes. Vincenç Fisas explique que la *Justicia Especial para la Paz* (JEP) aura une équipe de travail consacré aux enquêtes sur les cas de violence sexuelle. En plus, il exprime que tous les cas de violence sexuelle, recrutement de mineurs et déplacement forcé n'auraient pas d'amnistie<sup>662</sup>.

**Point 6. Mise en œuvre, vérification et approbation de l'Accord :**

Concernant ce point, Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio remarquent qu'il y aura une participation active des organisations des femmes pour vérifier la mise en place de l'Accord<sup>663</sup>. Par ailleurs, il faut créer un espace spécial avec des représentantes de six organisations des femmes afin de suivre l'exécution de la *Comisión de Seguimiento, Impulso y Verificación a l'Implémentation del Acuerdo Final*<sup>664</sup>.

---

<sup>661</sup> *Ibid.*, p. 134

<sup>662</sup> *Ibid.*, p. 134

<sup>663</sup> CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Op. cit.*, p., 73

<sup>664</sup> *Ibid.*, p. 73

### 11.1 Les femmes après la signature de l'Accord Final

#### Les FARC au cœur de la vie politique.

Est alors nommé « post conflit », la période où le gouvernement et les FARC tentent de mettre en place l'Accord Final signé en 2016.

Un de premiers points où l'on peut déjà constater des résultats est le Point 2 qui concerne la participation politique. On constate que les ex-membres des FARC ont commencé leur vie politique à travers un parti politique appelé : Fuerza Alternativa Revolucionaria de Colombia (FARC).

En septembre 2017, la direction collégiale de ce parti politique avait 111 membres dont 26 femmes parmi lesquelles on trouve : Sandra Ramírez (ex-femme de Marulanda Vélez), Victoria Sandino, Tanja Nijmeijer, Erika Montero, qui avec 38 ans d'expérience, est une des plus anciennes militantes chez les FARC et Camila Cienfuegos reconnue pour être la leader de l'équipe de communication à La Havane<sup>665</sup>. La direction fut chargée de désigner les 10 militants pour les représenter devant le Sénat et la Chambre de Représentantes en 2018. On rappelle que ces postes ont été un des accords du Gouvernement.

Parmi les 10 représentants des FARC au niveau national, on trouve l'élection de huit hommes dont Jesus Santrich et Pablo Catatumbo et deux femmes : Victoria Sandino et Sandra Ramirez qui occupent deux places au Sénat colombien<sup>666</sup>.

### 11.2 Les autres femmes militantes dans l'étape de post conflit

Le jeudi 22 novembre 2018, le Portail Web Colombia2020 / Diario El Espectador, un des médias les plus importants en Colombie, fit un colloque intitulé : « *Una mirada del Acuerdo de paz, Panel de Colombia 2020 - El Espectador* ».

Dans ce colloque participa Laura Villa, déléguée du Conseil National de Réincorporation, qui raconta la situation générale des femmes ex-militantes des FARC en 2018, c'est-à-dire, leur processus de réincorporation à la vie civile deux ans après la signature de l'Accord Final :

<sup>665</sup> Colombia2020 / Journal El Espectador, « Esta es la dirección del nuevo partido político de las FARC », par Gloria Castrillón, 2 septembre 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/politica/esta-es-la-direccion-del-nuevo-partido-politico-de-las-farc> (Consulté le 05/04/2019)

<sup>666</sup> Colombia2020 / Journal El Espectador, « Los congresistas de FARC, Senado y Cámara », (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/especiales-multimedia-2018> (Consulté le 05/04/2019)

*« 90% d'ex-combattantes sont déjà dans le système de la santé du Gouvernement mais il en reste à la campagne sans l'accès aux médecins ni transport pour aller à un hôpital en ville ... il y a eu un 'Baby-boom'<sup>667</sup> mais aujourd'hui les femmes sont enceintes à cause de l'absence de santé sexuelle et reproductive ... »*

Pendant ce colloque, et dans le cadre de cette recherche, émergea la question sur l'état de la mise en œuvre de l'Accord Final avec la perspective du genre. La réponse de Laura Villa est révélatrice pour comprendre la situation actuelle des militantes :

*« (...) on a des lignes directrices pour avoir l'accès à la terre, au logement, à l'éducation et l'unification mais concernant la question du genre : Je suis ex-militante des FARC, j'ai été guérillera pendant 13 ans. On a utilisé les armes et nous avons été aussi un collectif avec l'esprit politique, de transformation sociale.*

*La femme est un être de communication, la plupart de notre réincorporation s'est développée dans les zones rurales où la discrimination continue, c'est situation difficile. En Colombie on a la Résolution 1325 (de l'ONU)<sup>668</sup> qui a aidé à construire une route, mais il manque encore des choses à faire( ...)*

*On arrive dans des endroits où il y a 30 enfants et on voit qu'il n'y a pas de bonnes conditions pour eux. Il y a des femmes ex-militantes avec un plan d'avenir, mais elles ne peuvent rien faire car elles ne peuvent pas laisser leur rôle de mères.*

*Aujourd'hui on a réussi à faire le plan de réincorporation à la vie civile valable jusqu'au mois d'août 2019 mais concernant le reste des projets il n'y a rien, il y a des initiatives d'égalité, mais elles ne sont pas suffisantes.*

*Tous les projets productifs sont structurés avec la perspective du genre, mais on pose la question : Comment peut-on assurer les rôles de chacun si le manque de mesures d'accompagnement entraîne l'inégalité ? ...<sup>669</sup>»*

---

<sup>667</sup> Après la signature de l'Accord Final, les FARC ont vécu une explosion démographique avec la naissance de plus 300 bébés dans le premier semestre 2017. Colombia2020 / Journal El Espectador, « El 'baby boom' de las FARC », 8 février 2017, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/territorio/el-baby-boom-de-las-farc> (Consulté le 02/04/2019)

<sup>668</sup> Voir p. 8 du présent document

<sup>669</sup> Réponse de Laura Villa à la question posée sur la mise en place de l'Accord Final et la perspective du genre. Cette question s'est posée dans le cadre du colloque : « Una mirada del acuerdo de paz » fait par le Portail web Colombia2020 / Journal El Espectador, le jeudi 22 novembre 2018.

## CONCLUSION

L'Accord Final avec les FARC a marqué un virage dans l'histoire de la Colombie puisqu'il a mis fin à un conflit d'un demi-siècle. La fin du conflit armé le plus long d'Amérique latine est marqué par la participation politique des FARC-EP.

On peut conclure que l'Accord Final entraîne plusieurs impacts sur différentes thématiques notamment pour les femmes militantes qui représentent 40% de la structure des FARC.

En effet, pendant la période de post conflit et après la signature de l'Accord Final des femmes ex-militantes réussirent à participer à la vie politique. En revanche, certaines femmes ex-militantes ne voient toujours pas de progressions significatives par rapport à la mise en place de l'Accord Final sous la perspective de l'égalité entre les genres.

D'ailleurs comme démontré auparavant, à travers l'histoire des FARC, les femmes militantes ont été conditionnées dans une structure patriarcale qui les empêchait de se développer comme personne. C'est-à-dire, que les femmes sont restées aux côtés des hommes telles des machines de guerre sans aucune perspective comme : être mère, épouse ou bien de recevoir une formation autre que militaire et la pensée politique des FARC.

D'autre part, on a constaté que l'augmentation du financement des FARC avec les activités illicites<sup>670</sup>, la recrudescence du conflit armé et les nouvelles stratégies, tant militaires que politique, des FARC ont contribué à l'augmentation du nombre de militants en incluant les femmes au sein des FARC.

Parallèlement à cette augmentation on voit qu'il y a eu une transformation du rôle des femmes militantes. Ces rôles ont été divers et ils se sont transformés au cours de l'histoire des FARC.

On a constaté qu'au début des FARC le rôle des femmes se limitait à la prise en charge des enfants et aux tâches ménagères. Cependant, 20 ans après et avec la première tentative de devenir un parti politique avec l'UP, les femmes militantes ont acquis plus de responsabilités comme, le rôle de l'agitation sociale et la propagande.

---

<sup>670</sup> Notamment des actions illicites

D'ailleurs, pendant les années 1990, moment où les FARC ont été très fortes financièrement et dans le cadre de nouveaux dialogues, on note que le rôle des femmes s'est diversifié dans différents champs tel que ceux du commandement (mais pas au plus haut de la hiérarchie), au sein des communications et de l'infirmierie.

Au cours des années 2000 lors de la recrudescence du conflit entre les FARC et l'armée colombienne, émergent de nouveaux rôles, où les femmes militantes apparaissent se charger des finances, contrôler certaines transactions avec le narcotrafic, mais aussi elles sont au coeur des relations internationales.

Cependant, c'est dans le cadre du dernier Accord Final que les femmes militantes réussirent à avoir la parole face aux médias, à avoir un rôle de représentantes de la guérilla, via des places au cœur du Sénat colombien. Aussi, c'est la première fois qu'elles ont la possibilité s'exprimer librement via la création de leurs propres moyens de communication comme le site internet « *mujer fariana* ».

Malgré toutes ces transformations du rôle des femmes, on constate que ces ressources sont utilisées par un petit pourcentage des femmes militantes et surtout par les femmes les plus anciennes dans la guérilla, celles qui ont un certain niveau éducatif ou disposant d'une qualité spécifique, le niveau de rédaction et d'analyses étant bon.

Il y a également une autre possibilité, celle que d'autres femmes soient restées dans l'anonymat comme militantes ou ex-militantes des FARC. On pense à plusieurs scénarios possibles pour elles : elles peuvent-être, dans la jungle avec une arme aux combats ; elles peuvent continuer les travaux quotidiens pour soutenir les campements ou bien, elles restent en ville et cherchent une autre manière de survivre.

En 2017, à Toulouse France et dans le cadre de ma recherche, j'ai pu rencontrer \*Carlos V.<sup>671</sup>, un fonctionnaire d'une des entités internationales ayant participé à quelques activités de la mise en place du processus de paix en Colombie. Son contact fut possible grâce à une enseignante qui a pu me transmettre ses coordonnées.

\*Carlos V. m'expliqua que petit à petit le Gouvernement de Juan Manuel Santos avait perdu la trace d'un grand pourcentage des militants démobilisés. Ce phénomène se serait déroulé à cause du manque de ressources logistiques au moment de la mise en place de l'Accord Final.

---

<sup>671</sup> \*Carlos V.: le nom a été changé à la demande de cette personne.

Également, \*Carlos V. m'a raconté une anecdote au cœur d'une des *Zones Villageoises Transitoires de Normalisation*<sup>672</sup> qui met en lumière la vulnérabilité des femmes démobilisées :

*« Un jour, une femme démobilisée dénonça face à ses camarades une agression, presque une agression domestique. Cependant à ce moment-là, il n'existait pas des paramètres précis pour gérer ce type de situation ... vis-à-vis de son insistance, elle fut finalement expulsée de la zone, une décision prise par le groupe de guérilleros ... Je crois qu'elle a marché jusqu'à la ville pour demander l'aide de la Mairie »*

Également, même si tous les militants des FARC et le système de normes parlent d'une structure égalitaire entre les deux sexes, on voit que la structure des FARC a été toujours une structure pyramidale avec des hommes à la tête. Par ailleurs, avec les divers récits mentionnés, il existe la possibilité d'un haut degré de vulnérabilité des femmes à l'intérieur de la structure.

On a constaté que les femmes ont eu des traitements injustes par rapport aux hommes comme les agressions sexuelles ou l'avortement obligatoire, où l'État et la justice colombienne apparaissent absent de ces réalités.

Cependant, face à ces situations, des femmes militantes acceptent les conditions de la guérilla comme une façon de soutenir la révolution des FARC ou de trouver une opportunité de vie au milieu de conditions défavorables de la Colombie. On remarque que la plupart des militantes ont reçu un endoctrinement de type politique, militaire et d'idéologique communiste qu'aurait eu un impact sur l'acceptation des règles des FARC.

Par ailleurs, \*Carlos V. a signalé que :

*« Aucune femme militante qui est dans les ZVTN<sup>673</sup> va parler contre ses commandants et contre le règlement de la guérilla. Aucune d'entre elles ne pense pas que les actions des FARC ont été mauvaises pour la population colombienne car elles sont tellement endoctrinées<sup>674</sup> »*

<sup>672</sup> Zones Villageoises Transitoires de Normalisation (Zonas Veredales Transitorias de Normalización - ZVTN) : ils s'agissent de 20 territoires temporaires, préalablement définis qui se trouvaient à la limite de la population civile. À l'intérieur de ces zones a été assuré l'accomplissement du cessez-le-feu, la remise des armes et le retour à la vie civile des FARC-EP contrôlés par un Mécanisme de Surveillance et vérification (MM&V). En 2017 les ZVTN ont changé du nom par : Espaces Territoriaux de Formation et de Réincorporation.

<sup>673</sup> Zones Villageoises Transitoires de Normalisation (Zonas Veredales Transitorias de Normalización - ZVTN)

<sup>674</sup> Mots d'un fonctionnaire d'une des entités internationales ayant participé dans le cadre du processus de paix. Il a demandé de conserver son anonymat.

Finalement, il faut souligner qu'en 2018, il y avait des femmes ex-militantes qui ont démissionné des FARC bien avant l'Accord Final, et ont demandé un peu plus de justice pour les militants responsables de la violence sexuelle dans les FARC. Également, il y a plusieurs victimes de la société civile qui demandent le même aspect.

*« Vous imaginez ce qui on peut sentir ... ce qu'on peut penser, quand on voit dans la télévision des personnes comme Timochenko en parlent de paix, de pardon, en proposant des choses pour le pays pendant qu'on se souvient de tout ce qu'ils nous ont fait, de tout ce qui a passé ...<sup>675</sup> »*

Au 29 mars 2019, date à laquelle s'achève cette recherche, et dans le cadre du Post conflit, la Colombie attend encore la réponse du Congrès et le Sénat face aux changements qui ont été proposés par le Président Iván Duque. Également, on remarque qu'à cette date, on ne sait toujours pas s'il y aura d'autres changements à l'Accord Final signé en 2016.

Plusieurs questions et incertitudes sur l'avenir de l'Accord Final, restent d'actualité notamment la condition des FARC démobilisés, la sortie des enfants de la guérilla et la réparation des victimes des FARC, qui restent des phénomènes à étudier pour de futures recherches.

---

<sup>675</sup> Mots d'un paysan colombien qui a été victime des FARC, raison pour laquelle, en 2017, il habitait à Bogotá. On a parlé avec lui dans le cadre d'un travail de recherche académique sur les 'Cartongrafías', une des maisons d'édition créée par un groupe des victimes en Colombie. « Cartongrafías », (en ligne). Disponible sur : <http://cartongrafias.wixsite.com/cartongrafias> (Consulté le 02/02/2018)

## BIBLIOGRAPHIE

### A. Sources primaires

- « *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* », signé le 12 novembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/procesos-y-conversaciones/Documentos%20compartidos/24-11-2016NuevoAcuerdoFinal.pdf>
- Agencia para la Reincorporación y la Normalización en Colombie, Cuadro No.1 Histórico de personas desmovilizadas, à 28 Février 2019, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.reincorporacion.gov.co/es/la-reintegracion/\\_layouts/15/xlviewer.aspx?id=/es/la-reintegracion/Cifras/Cuadro%201%20Histórico%20de%20Personas%20Desmovilizadas.xlsx&Source=http%3A%2F%2Fwww%2Ereincorporacion%2Egov%2Eco%2Fes%2Fla%2Dreintegracion%2FPaginas%2Fcifras%2Easpx](http://www.reincorporacion.gov.co/es/la-reintegracion/_layouts/15/xlviewer.aspx?id=/es/la-reintegracion/Cifras/Cuadro%201%20Histórico%20de%20Personas%20Desmovilizadas.xlsx&Source=http%3A%2F%2Fwww%2Ereincorporacion%2Egov%2Eco%2Fes%2Fla%2Dreintegracion%2FPaginas%2Fcifras%2Easpx)
- Alto Comisionado para la Paz, « Contribución al entendimiento del conflicto armado en Colombia », février 2015, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Informe%20Comisi\\_n%20Hist\\_rica%20del%20Conflicto%20y%20sus%20V\\_ctimas.%20La%20Habana%2C%20Febrero%20de%202015.pdf](http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Informe%20Comisi_n%20Hist_rica%20del%20Conflicto%20y%20sus%20V_ctimas.%20La%20Habana%2C%20Febrero%20de%202015.pdf)
- Banque Mondiale, Données « Population rurale (pourcentage total) », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?end=1961&start=1960>
- « Carta de la Organización de los Estados Americanos (A-41) », chapitre VI Seguridad Colectiva et chapitre VII Desarrollo Integral, Bogotá, 1948. Amendé par le Protocolo de Buenos Aires en 1967, par le Protocolo de Cartagena de Indias en 1985, par le Protocolo d'Washington en 1992 et par le Protocolo de Managua en 1993, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.oas.org/es/sla/ddi/docs/tratados\\_multilaterales\\_interamericanos\\_A-41\\_carta\\_OEA.pdf](http://www.oas.org/es/sla/ddi/docs/tratados_multilaterales_interamericanos_A-41_carta_OEA.pdf)
- « Cartografías », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://cartografias.wixsite.com/cartografias>
- « Centro Don Bosco », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.centrodonbosco.edu.co>
- Centro Nacional de Memoria Histórica, *Guerrilla y población civil, Trayectoria de las FARC 1949-2013*, Tercera Edición, Bogotá : CNMH, 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/informes/publicaciones-por-ano/2013/guerrilla-y-poblacion-civil-trayectoria-de-las-farc-1949-2013>
- Centro Nacional de Memoria Histórica – CNMH « Ley de Víctimas y Restitución de Tierras », Segunda edición, mars 2012, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/micrositios/caminosParaLaMemoria/descargables/ley1448.pdf>
- Centro Nacional de Memoria Histórica – CNMH, « ¿Quién es la única mujer de la Comisión Histórica del Conflicto ? », 21 Août 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/noticias/noticias-cmh/quien-es-la-unica-mujer-de-la-comision-historica-del-conflicto>
- Centro Nacional de Memoria Histórica (2017), *La guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado*, CNMH, Bogotá, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes-accesibles/guerra-inscrita-en-el-cuerpo\\_accesible.pdf](http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes-accesibles/guerra-inscrita-en-el-cuerpo_accesible.pdf)

- Centro Nacional de Memoria Histórica CNMH, *Una guerra sin edad. Informe nacional de reclutamiento y utilización de niños, niñas y adolescentes en el conflicto armado colombiano*, Primera edición, Bogotá, 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2018/una\\_guerra-sin-edad.pdf](http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2018/una_guerra-sin-edad.pdf)
- Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), « Firma y ratificación del Protocolo Facultativo de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer », actualicé le 22 avril 2009. Extrait de : Oficina del Alto Comisionado para los Derechos Humanos (Base de datos sobre el estado de firma y ratificación del Protocolo Facultativo de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer Disponible sur : <https://www.cepal.org/mujer/html/ProtocoloFacultativo.htm>
- Comisión Histórica del Conflicto y sus Víctimas (CHCV), « Contribución al entendimiento del conflicto armado en Colombia », Document rendu à la Mesa de Diálogos de La Habana, février 2015, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Informe%20Comisi\\_n%20Hist\\_rica%20del%20Conflicto%20y%20sus%20V\\_ctimas.%20La%20Habana%2C%20Febrero%20de%202015.pdf](http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Informe%20Comisi_n%20Hist_rica%20del%20Conflicto%20y%20sus%20V_ctimas.%20La%20Habana%2C%20Febrero%20de%202015.pdf)
- Comité Internacional de la Cruz Roja, « El Derecho Internacional Humanitario y el Derecho Internacional de los Derechos Humanos », 29 octobre 2010, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.icrc.org/spa/war-and-law/ihl-other-legal-regmies/ihl-human-rights/overview-ihl-and-human-rights.htm>
- Comité Internacional de la Cruz Roja, « El Derecho Internacional Humanitario, respuestas a sus preguntas », mars 2005, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.icrc.org/spa/assets/files/other/icrc\\_003\\_0703.pdf](https://www.icrc.org/spa/assets/files/other/icrc_003_0703.pdf)
- Comité Internacional de la Cruz Roja, « Principios de Derecho Internacional reconocidos por el Estatuto y por las sentencias del Tribunal de Nuremberg », 31-12-1950 Tratado, Tomado de Proyecto de Código de Delitos contra la Paz y la Seguridad de la Humanidad - Compendio de instrumentos internacionales pertinentes, ONU, A/CN.4/368,13 avril 1983, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.icrc.org/spa/resources/documents/misc/treaty-1950-ihl-nuremberg-5tdmhe.htm>
- Comité Internacional de la Cruz Roja-CICR, « Mujeres guerrilleras », Extractos, par Karen Marón, 03 mars 2003, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.icrc.org/es/doc/resources/documents/misc/5tecqs.htm>
- « Comunicado Conjunto », La Habana, 07 Juin 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Comunicado%20Conjunto%2C%20La%20Habana%2C%202007%20de%20junio%20de%202014%2C%20Versi\\_n%20Espa\\_ol.pdf](http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/mesadeconversaciones/PDF/Comunicado%20Conjunto%2C%20La%20Habana%2C%202007%20de%20junio%20de%202014%2C%20Versi_n%20Espa_ol.pdf)
- Conférence de Varsovie (1927), « Actes de la conférence », Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1929, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://data.decalog.net/enap1/Liens/fonds/F8H11.PDF>
- Constitución Política de Colombia, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.constitucioncolombia.com/titulo-2/capitulo-1/articulo-13>.

- Datosmacro.com, « Crece la población en Colombia en 544.000 personas », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://datosmacro.expansion.com/demografia/poblacion/colombia>
- Defensoría del Pueblo, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.defensoria.gov.co/es/public/institucional/5847/iQu%C3%ADenes-somos.htm>
- Departamento Administrativo de la Función Pública, Article 1, Loi 27 de 1977 (Octobre 26), **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=4965>
- Departamento Nacional de Estadística (Dane), Boletín técnico « Pobreza monetaria y multidimensional en Colombia, año 2017 », 22 mars 2018, **(en ligne)**. Disponible sur :  
[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones\\_vida/pobreza/bol\\_pobreza\\_17.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/bol_pobreza_17.pdf)
- Departamento Nacional de Estadística (Dane), Comunicado de prensa « Estadísticas de pobreza monetaria 2017. En 2017 la pobreza monetaria fue 26,9% y la pobreza extrema fue 7,4%, en el total nacional », 22 mars 2018, **(en ligne)**. Disponible sur :  
[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones\\_vida/pobreza/cp\\_pobreza\\_monetaria\\_17.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/cp_pobreza_monetaria_17.pdf)
- *Departamento Administrativo de la Función Pública, Dirección de Empleo Público, « Informe sobre la participación de la mujer en los cargos de los niveles decisorios del Estado colombiano », Décembre 2017, (en ligne)*. Disponible sur :  
<http://www.funcionpublica.gov.co/documents/418537/616038/Informe+sobre+la+participacion+de+la+mujer+en+los+cargos+de+los+niveles+decisorios+del+Estado+colombiano.pdf>
- Departamento Administrativo de la Función Pública, « Informe de participación de la mujer en los niveles decisorios de las diferentes ramas y órganos del poder público colombiano en la vigencia 2016, cumplimiento de la Ley 581 de 2000, Diciembre 2016 », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.funcionpublica.gov.co/documents/418537/616038/Informe+Ley+de+Cuotas+2016+DEFINITIVO.pdf/dae345b6-b792-4839-8bff-0708808c36bc>
- Dinero.com, « Piedad Cordoba niega lazos con las FARC », 04 mars 2010, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.dinero.com/actualidad/noticias/articulo/piedad-cordoba-niega-lazos-farc/94365>
- FARC-EP, « Conclusiones Generales de la Séptima Conferencia Nacional de las FARC-EP », 04 -14 mai 1982, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.farc-ep.co/septima-conferencia/conclusiones-generales-de-la-septima-conferencia-nacional-de-las-farc-ep.html>
- FARC-EP, Estado Mayor des Farc-EP, « Estatuto de las Milicias Bolivarianas », mayo de 1989, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.farc-ep.co/octava-conferencia/estatuto-de-las-milicias-bolivarianas.html>
- FARC-EP, « Las mujeres en la historia de lucha de las Farc-EP », Victoria Sandino Palmera, 27 septembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.farc-ep-occidente.org/articulo/September-2016/las-mujeres-en-la-historia-de-lucha-de-las-farc-ep/>
- FARC-EP, Máxima instancia des Farc, « Qué es la Conferencia Nacional de Guerrilleros ? », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html>

- FARC-EP, « Novena Conferencia Nacional de Guerrilleros, Declaración Política, Por La Nueva Colombia, La Patria Grande y El Socialismo ! », avril de 2007, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.farc-ep.co/octava-conferencia/novena-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html>
- FARC-EP, « Octava Conferencia Nacional de Guerrilleros, conclusiones generales, 27 de mayo – 03 de abril 1993 », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/octava-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html>
- FARC-EP, Pleno Ampliado, « Conclusiones Generales », Novembre 1997, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.farc-ep.co/pleno/pleno-ampliado-noviembre-de-1997.html>
- FARC-EP, Pleno Ampliado del Estado Mayor Central de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del pueblo, « Informe central », 27 Décembre 1984 – 02 Janvier 1985, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.farc-ep.co/pleno/pleno-ampliado-dic-27-de-1984-ene-2-de-1985.html>
- FARC-EP, « Qué es la Conferencia Nacional de Guerrilleros ? », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html>  
<https://www.farc-ep.co/septima-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html>
- FARC-EP, Secrétariat National des Farc, « Quiénes somos y porqué luchamos », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.farc-ep.co/nosotros.html>
- FARC-EP, « Séptima Conferencia de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo, Mayo 4 -14 de 1982 », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.farc-ep.co/septima-conferencia/septima-conferencia-de-las-fuerzas-armadas-revolucionarias-de-colombia-ejercito-del-pueblo.html>
- FARC-EP, Statut FARC-EP, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.farc-ep.co/pdf/Estatutos.pdf>
- FARC-EP, « 26 años de la partida de Jacobo Arenas », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.farc-ep.co/comunicado/26-anos-de-la-partida-de-jacobo-arenas.html>
- FARC-EP, vidéo « Estructura político-militar FARC-EP », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.farc-ep.co/octava-conferencia/que-es-la-conferencia-nacional-de-guerrilleros.html>
- Fiscalía General de la Nación, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.fiscalia.gov.co/colombia/la-entidad/quienes-somos/>
- Gouvernement Colombien, « Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera », Deuxième document, 12 novembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur :  
[www.acuerdodepaz.gov.co](http://www.acuerdodepaz.gov.co)
- Gouvernement Colombien, « Constitución Política de Colombia 1991 », 1991, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<http://www.corteconstitucional.gov.co>

- Gouvernement Colombien, « Plan Nacional de Desarrollo – PND Prosperidad para todos 2010-2014 », 2010, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/PND/Bases%20PND%202010-2014%20Versión%205%2014-04-2011%20completo.pdf>
- ICRC, « Typologie des conflits armés en droit international humanitaire : concepts juridiques et réalités », Sylvain Vité, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/irrc-873-vite-fre.pdf>
- Instituto Geográfico Agustín Codazzi (IGAC), «Tan solo el 0,3 por ciento de todo el territorio colombiano corresponde a áreas urbanas: IGAC», 11 mai 2015, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://noticias.igac.gov.co/es/contenido/tan-solo-el-03-por-ciento-de-todo-el-territorio-colombiano-corresponde-areas-urbanas-igac>
- Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, Subdirección de Servicios Forenses, Grupo Centro de Referencia Nacional sobre Violencia Boletín Epidemiológico, « Violencia de género en Colombia, análisis comparativo de las cifras de los años 2014, 2015 y 2016 », Natalia Lozano Mancera, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.medicinalegal.gov.co/documents/20143/57985/Violencia+de+Género+en+Colombia.+Análisi+s+comparativo+de+las+cifras+de+los+años+2014%2C+2015+y+2016.pdf>
- Iván Cepeda Castro, « Perfil », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.ivancepedacastro.com/inicio/>
- Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP), « Objeciones al proyecto de Ley Estatutaria de la JEP buscan que tengamos una justicia transicional que les dé confianza a los colombianos : Presidente Duque », 16 mars 2019, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://id.presidencia.gov.co/Paginas/prensa/2019/190316-Objeciones-proyecto-Ley-Estatutaria-JEP-justicia-transicional-confianza-colombianos-Presidente-Duque.aspx>
- « JUCO », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://jucoinalbogota.blogspot.com/p/que-es-la-juco.html>
- Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP), « Règlement General de la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP), Acuerdo No. 001 de 2018 », 09 mars 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.jep.gov.co/Marco%20Normativo/Sala%20Plena%20Acuerdo%20001%20de%202018%20Reglamento%20general%20JEP.pdf>
- Loi 1098 de 2006 (novembre 8, sur l'enfance et l'adolescence en Colombie, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.oas.org/dil/esp/Codigo\\_de\\_la\\_Infancia\\_y\\_la\\_Adolescencia\\_Colombia.pdf](https://www.oas.org/dil/esp/Codigo_de_la_Infancia_y_la_Adolescencia_Colombia.pdf)
- Loi 1236 de 2008 (23 juillet), sur les délits sexuels en Colombie, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.oas.org/dil/esp/ley\\_1236\\_de\\_2008\\_colombia.pdf](http://www.oas.org/dil/esp/ley_1236_de_2008_colombia.pdf)  
<https://www.asuntoslegales.com.co/consultorio/abc-del-aborto-en-colombia-2783040>
- LLANO ISAZA Rodrigo, « Historia resumida del Partido Liberal Colombiano », Bogotá D.C., mai 2009, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.partidoliberal.org.co/userfiles/file/historiaresumidadelplc.pdf>
- Ministerio de Salud y Protección Social, « Encuesta Nacional de Demografía y Salud – ENDS Colombia 2015 », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.minsalud.gov.co/Documents/General/20161212\\_B\\_ENDS%202015\\_Migracion.pdf](https://www.minsalud.gov.co/Documents/General/20161212_B_ENDS%202015_Migracion.pdf)

- Mujerfariana.org, Delegación de Paz de las Farc-EP, « 51 años de aporte de las mujeres a la construcción del ejército del pueblo », par Viviana Hernández, 27 mai 2015, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.mujerfariana.org/vision/344-51-anos-de-aporte-de-las-mujeres-a-la-construccion-del-ejercito-del-pueblo.html>
- Mujerfariana.org, « Las mujeres y las Farc-EP, una constante histórica de valoración y respeto », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://mujerfariana.org/images/pdf/texto-guia-mujeres%20y%20farc-aspectos%20conceptuales.pdf>
- Mujerfariana.org, « Nicaragua por la paz para Colombia », 27 décembre 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.mujerfariana.org/nos-gusta-2/228-nicaragua-por-la-paz-para-colombia.html>
- Naciones Unidas, « Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional », **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.un.org/spanish/law/icc/statute/spanish/rome\\_statute\(s\).pdf](http://www.un.org/spanish/law/icc/statute/spanish/rome_statute(s).pdf)
- Naciones Unidas, « Derecho Internacional y justicia », (en ligne). Disponible sur : <http://www.un.org/es/globalissues/law/>
- Nations Unies, Conseil de Sécurité, Résolution 1325 (2000), 31 octobre 2000, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://undocs.org/fr/S/RES/1325\(2000\)](http://undocs.org/fr/S/RES/1325(2000))
- Nations Unies, Droits de l'homme, Haut-commissariat, « Pacte international relatif aux droits civils et politiques », adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, entrée en vigueur : le 23 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 49, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>
- Nations Unies, Droits de l'homme, Haut-commissariat, « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966. Entrée en vigueur : le 3 janvier 1976, conformément aux dispositions de l'article 27, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>
- Nations Unies Droits de l'homme, Haut-Commissariat, « Protocole II des Conventions de Genève », (en ligne). Disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ProtocolII.aspx>
- Observatoire des Situations de Déplacement Interne (IDMC) et le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NCR), « Rapport mondial 2017 sur les déplacements internes (GRID 2017) », **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2017/downloads/IDMC-GRID-2017-Highlights\\_embargoed-FR.pdf](http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2017/downloads/IDMC-GRID-2017-Highlights_embargoed-FR.pdf)
- Observatorio del Programa Presidencial de DD. HH y D.I.H, « Dinámica espacial del secuestro en Colombia 1996-2007 », Vicepresidencia de la República, Bogotá, 2009, p. 12, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.derechoshumanos.gov.co/Prensa/Comunicados/2009/Documents/2009/Secuestro.pdf>

- Organización de Estados Americanos – OEA, « Carta de la OEA », capítulo VI : Seguridad Colectiva y capítulo VII : Desarrollo Integral, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.oas.org>
  - Oficina del Alto Comisionado para la Paz, « Mesa de conversaciones con las Farc-EP », Bogotá, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/procesos-y-conversaciones/Paginas/mesa-de-conversaciones-con-las-farc-ep.aspx>
- ONU Mujeres Colombia, « Conmemoración 60 años del voto de las mujeres en Colombia », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://colombia.unwomen.org/es/noticias-y-eventos/articulos/2017/11/accion60voto>
- ONU Mujeres, « Las mujeres en Colombia », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://colombia.unwomen.org/es/ONU-mujeres-en-Colombia/las-mujeres-en-Colombia>
  - Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, « La FAO acompañará a Colombia para alcanzar la paz y la seguridad alimentaria », 29 janvier 2016, Bogotá, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.fao.org/americas/noticias/ver/es/c/381807/>
  - Partido Comunista de Colombia, *Combatiendo unidos venceremos, Documentos 4, Partido Comunista de Colombia M.L.*, Primera edición, septembre 1975.
  - Partido Comunista de Colombia, « Charro Negro : Un crimen de Estado que prendió la guerra », Fredy Muñoz Altamiranda , 04 avril 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.pacocol.org/index.php/comites-regionales/tolima/509-charro-negro-un-crimen-de-estado-que-prendio-la-guerra>
  - Partido Conservador, « Nuestra historia », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://partidoconservador.com/el-partido/historia>
  - « Polo Democrático Alternativo », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.polodemocratico.net/pdf/IDEARIO%20DE%20UNIDAD.pdf>
  - Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) – Colombia, « II. Las cuotas de género en América Latina. La paridad como meta. Mujeres y política. Un panorama sobre la adopción de las cuotas de género y sus efectos en América Latina y Colombia », María Inés Tula, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.co.undp.org/content/dam/colombia/docs/Mujeres/undpcoMujeresPol%C3%ADticaAmerLat2015-2016.pdf>
  - Registraduría Nacional del Estado Civil, « Ley Estatutaria 1475 de 2011 (julio 14) » : Article 1, Chapitre 1, « De los principios y reglas de organización y funcionamiento, Titre I : De la organización y funcionamiento de los partidos y movimientos políticos » Article 28, Titre III: De las campañas electorales Chapitre I, «De la inscripción de candidatos», **(en ligne)**. Disponible sur : [https://wsr.registraduria.gov.co/IMG/pdf/ley\\_1475\\_2011.pdf](https://wsr.registraduria.gov.co/IMG/pdf/ley_1475_2011.pdf)
  - Registro Único de Víctimas RUV, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://rni.unidadvictimas.gov.co/RUV>
  - Taux de change monnaie TMR, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://dolar.wilkinsonpc.com.co>

- Terre des Hommes, rapport « Colombie un long chemin vers la paix », La violence sexuelle, arme de guerre, Point 3. Les principales atteintes aux droits des femmes, des jeunes et des enfants, 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://terredeshommes.fr/app/uploads/2017/10/Rapport-TDH\\_Colombie-un-long-chemin-vers-la-paix.pdf](https://terredeshommes.fr/app/uploads/2017/10/Rapport-TDH_Colombie-un-long-chemin-vers-la-paix.pdf)
- The UN Refugee Agency (UNHCR), « Colombia », septembre 2018, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.acnur.org/5b97f3154.pdf>
- UNICEF, « CEDAW, La convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en quelques mots », Juin 2011, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.unicef.org/gender/files/UNICEF-CEDAW\\_FR\\_Web.pdf](https://www.unicef.org/gender/files/UNICEF-CEDAW_FR_Web.pdf)
- VILLA JARAMILLO Natalia, Mémoire de M1 « Les impacts économiques et politiques de l'Accord de Paix signé entre le Gouvernement colombien et les Farc sur les Politiques Publiques », Sous la direction de Mme. Carmen SALAZAR-SOLER, Institute Pluridisciplinaire pour les Études des Amériques – IPEAT, 2016 /2017

## SOURCES SECONDAIRES

- AGUILERA PEÑA Mario, *Actores armados y población civil. Las FARC: La guerrilla campesina, 1949-2010 ¿Ideas circulares en un mundo cambiante?, Primer Periodo: Marginalidad guerrillera con legitimidad social. 1949-1978*, Corporación Nuevo Arco Iris – CNAI, Bogotá D.C., Primera Edición, Novembre, 2010.
- ALONSO-FERNÁNDEZ Francisco, *Raíces psicológicas de la violencia*, Madrid, 1984.
- BECERRIL RUIZ Diego et LOZANO MARTÍN Antonio M., *Sociología del conflicto en las sociedades contemporáneas, Colección Paz y Conflictos*, coordonné par Francisco Jiménez Bautista, Madrid, 2016.
- BEJARANO Ana María, LEAL BUITRAGO Francisco et ZAMOSCO León, *Al filo del caos, crisis política en la Colombia de los años 80*, Bogotá, 1990.
- BETANCOURT Ingrid, *Même le silence a une fin*, Paris, 2010.
- CHAPARRO GONZALEZ Nina et MARTINEZ OSORIO Margarita, *Negociando desde los márgenes : la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016)*, Documentos 29 : ideas para construir la paz, p. 24-25, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.dejusticia.org/publication/negociando-desde-los-margenes-la-participacion-politica-de-las-mujeres-en-los-procesos-de-paz-de-colombia-1982-2016/>
- COUET Jean-François, DAVIE Anne et LE FLANCHEC Alice, *Dictionnaire de l'essentiel en sociologie*, collection Dictionnaire de l'essentiel, quatrième édition, septembre 2004.
- DROUHAUD Pascal, *FARC, confessions d'un guérillero*, Paris, 2008
- FISAS Vincenç, *Negociar la paz con las Farc, una experiencia innovadora*, 2017.

- FRAISSE Geneviève, *Les excès du genre. Concept, image, nudité*, Paris, 2014.
- GANDILHON Michel, *La Guerre des paysans en Colombie, De l'autodéfense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, 2011.
- *Genre et Psychanalyse : la différence des sexes en question* / sous la direction de Jean-Jacques Rassial, Fanny Chevalier, Toulouse, 2016.
- LANES MARSALL Julien, MARCILHACY David, RALLE Michel, RODRÍGUEZ Miguel (eds.), *De los conflictos y de sus construcciones. Mundos ibéricos y Latinoamericanos*, Paris, 2013.
- María Cano Fundación Universitaria, « María de los Ángeles Cano Márquez », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.fumc.edu.co/institucional/maria-los-angeles-cano-marquez/>
- MEDIA AZKUE Irantzu, *La división sexual del trabajo por la paz, Género y rehabilitación posbélica en El Salvador y Bosnia-Herzegovina*, Madrid, 2014.
- Ministerio de Educación Nacional, Republica de Colombia, « 9 de abril, El Bogotazo », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.colombiaprende.edu.co/html/home/1592/article-122701.html>
- MONNEROT Jules, *Sociologie du communisme*, Paris, 1949
- PÉCAUT Daniel, *Las Farc. ¿Una guerrilla sin fin o sin fines?*, Grupo Editorial Norma, Bogotá, 2008
- PÉCAUT Daniel, *Violencia y política en Colombia, elementos de reflexión*, Medellín, 2003.
- PEÑALOSA Bernardo, « Breve esbozo biográfico sobre el comandante 'Jacobo Arenas' », membre de la Comisión Relaciones Políticas Farc-EP, 11 août 2011, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://insurgenciafariana.blogspot.com/2011/08/breve-esbozo-biografico-sobre-el.html>
- RAMIREZ Loïc, *La Rose Assassinée, Échec d'un processus de paix avec les Farc et anéantissement de l'Union patriotique, 1984-2012*, 2015.
- ROJAS Clara, *Captive : Otage des Farc, elle accouche au cœur de l'enfer*, Paris, 2009. Traduite de l'espagnol (Colombie) par Carole Hanna.
- Subgerencia Cultural del Banco de la República, « El Frente Nacional », 2015, Red Cultural del Banco de la Republica, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/ayudadetareas/politica/el\\_frente\\_nacional](http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/ayudadetareas/politica/el_frente_nacional)
- TREJOS ROSERO Luis Fernando, *Un actor no estatal en el escenario internacional, el caso de las FARC-EP (1966-2010)*, Barranquilla, Universidad del Norte – Grupo Editorial Ibáñez, 2015.

## ARTICLES SPECIALISÉS

- Biblioteca de Textos Marxistas, « La Tercera Internacional y su lugar en historia », Marxiste Internet Archive, 2000. Première publication : mai 1919, Archive V. I. Lenin (Escritos de Vladimir Ilich Lenin), Directeur de l'archive : FAJADOR, Juan, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.marxists.org/espanol/lenin/obras/1910s/iv-19.htm>
- Biblioteca virtual Biblioteca Luis Ángel Arango, « La masacre de las bananeras », Revista Credencial Historia, Bogotá D.C., Edición 190, octobre 2005, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.revistacredencial.com/credencial/historia/temas/la-masacre-de-las-bananeras>
- CASTRO CARVAJAL Beatriz, « Policarpa Salavarrieta : heroína por excelencia de la República », Red Cultural del Banco de la Republica en Colombia, **(en ligne)**. Disponible sur: <http://www.banrepultural.org/biblioteca-virtual/credencial-historia/numero-73/policarpa-salavarrieta-heroína-por-excelencia-de-la-republica>
- CASTRILLÓN PULIDO, G. Y. (2014), « ¿Víctimas o victimarias? El rol de las mujeres en las arc. Una aproximación desde la teoría de género », Revista Opera, Universidad Externado de Colombia, p. 77-95, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://revistas.uexternado.edu.co/index.php/opera/article/view/4142/4824>
- CASTRO Yira, ANDRADE Mireya et MONTERO Erika, « Si en la Mesa hubiera más mujeres la negociación iría más rápido », Verdadabierta.com, 08 mai 2015, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://verdadabierta.com/si-en-la-mesa-hubiera-mas-mujeres-iria-mas-rapido/>
- CELIS Luis Eduardo, «El paro civico de septiembre de 1977», Corporacion Nuevo Arco Iris, Corporacion Viva la Ciudadania, 14 septembre 2007, **(en ligne)**. Disponible sur : [www.viva.org.co](http://www.viva.org.co)
- Cienciàgora.com.co, « María Emma Wills », 7 juin 2007, **(en ligne)**. Disponible sur: [http://cienciagora.com.co/infodetail/galeria\\_de\\_cientificos/ciencias-sociales-afines/maria-emma-wills-247.html](http://cienciagora.com.co/infodetail/galeria_de_cientificos/ciencias-sociales-afines/maria-emma-wills-247.html)
- CHOMSKY Noam, « Plan Colombia », INNOVAR: Revista de ciencias administrativas y sociales. No. 16, juillet – décembre 2000, p. 9-10, **(en ligne)**. Disponible en : <http://www.bdigital.unal.edu.co/26721/1/24370-85361-1-PB.pdf>
- DIAZ SUASA Dora Isabel, « Situación de la mujer rural colombiana. Perspectiva de Género 9, Cuadernos Tierra y Justicia », Bogotá, Décembre 2012, p. 5-6, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://bdigital.unal.edu.co/40035/1/Situacion%20de%20la%20mujer%20rural.pdf>
- Facultad de Ingeniería, Universidad de Antioquia, Centro de Capacitación Internet, « La pérdida de Panamá », Ítem : La Guerra de los Mil Días, 1. Introducción : Los comienzos del siglo XX”, « Historia Socioeconómica de Colombia », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://docencia.udea.edu.co/regionalizacion/irs-505/contenido/clase1-3.html>
- FRANCO, A., DE LOS RÍOS, I. (2011), « Reforma agraria en Colombia : evolución histórica del concepto, Hacia un enfoque integral actual », Cuad. Desarro. Rural. 8 (67): 93-119 », recherche faite dans le cadre du projet Sustainable development in agricultura, 30 decembre 2011, p.101, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.scielo.org.co/pdf/cudr/v8n67/v8n67a05.pdf>

- GÓMEZ MARTÍNEZ Eugenio, « La Guerrilla Liberal, Ítem : El por qué de la lucha », Revista Credencial Historia, Biblioteca Virtual Luis Ángel Arango, Banco de la República, Actividad Cultural, **(en ligne)**. Disponible sur : [www.banrepcultural.org](http://www.banrepcultural.org)
- GONZÁLEZ Johanna (Instituto de Estudios Políticos de Bordeaux-Francia) et MALDONADO Rocío (Universidad Autónoma Metropolitana, Xochimilco-México), « Mujeres Guerrilleras: la participación de las mujeres en las Farc y el PCP-Sendero Luminoso, los casos de Colombia y Perú », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://gric.univ-lehavre.fr/IMG/pdf/gonzalez\\_maldonado-3.pdf](https://gric.univ-lehavre.fr/IMG/pdf/gonzalez_maldonado-3.pdf)
- HUERTA DE SOTO Jesús, « Liberalismo », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.liberalismo.org/articulo/306/13/liberalismo/>
- JEIFETS Lázaro et JEIFETS Victor, « El Partido comunista colombiano, desde su fundación y Orientación hacia la transformación bolchevique, varios episodios de la historia de relaciones entre Moscú y el comunismo colombiano », Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura, Número 28, 2001, Universidad Nacional de Colombia (Bogotá), Facultad de Ciencias Humanas, Departamento de Historia, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/16899>
- LEÓN PALACIOS Paulo César, «La ambivalente relación entre el M-19 y la Anapo», ACHSC, Vol. 39, No. 2, Colegio de México, juillet- décembre 2012, p. 241, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.scielo.org.co/pdf/achsc/v39n2/v39n2a10.pdf>
- MELO Jorge Orlando, « Narcotráfico y democracia : la experiencia colombiana », Bogotá, octubre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.jorgeorlandomelo.com/narcotrafico.htm>
- NIÑO PAVAJEAU José Francisco, « Las migraciones forzadas de población, por la violencia, en Colombia : una historia de éxodos, miedo, terror, y pobreza », doctorant en Geografía Humana, Universidad de Barcelona, Iberoamérica ante los retos del siglo XXI, Actes du I Coloquio Internacional de Geocrítica, Scripta Nova Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona, No. 45 (33), 01 août 1999, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.ub.edu/geocrit/sn-45-33.htm>
- ReconciliaciónColombia.com, « El M-19 abrió las puertas a las desmovilizaciones guerrilleras », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://reconciliacioncolombia.com/web/historia/2060/el-m-19-abrio-la-puerta-a-las-desmovilizaciones-guerrilleras>
- REHM Lukas, « La construcción de las subculturas políticas en Colombia : los partidos tradicionales como antípodas políticas durante La Violencia, 1946-1964 », Revista Historia y Sociedad, No. 27, Medellín, juillet - décembre 2014, p. 27, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.scielo.org.co/pdf/hiso/n27/n27a02.pdf>
- RODRÍGUEZ PIZARRO Alba Nubia et IBARRA MELO María Eugenia, « Los estudios de género en Colombia. Una discusión preliminar », Sociedad y Economía », Cali, juin 2013, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1657-63572013000100002](http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1657-63572013000100002)
- ROLDÁN ZULUAGA Sergio, « Procesos de Paz, Antecedentes legales en Colombia », 18 mars 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.sergioroldan.co/blog/2014/03/procesos-de-paz-antecedentes-legales-en-colombia/>

- RUEDA PLATA José Quinto, « El campo y la ciudad : Colombia, de país rural a país urbano », Protagonistas, obras y sucesos del siglo XX, Revista Credencial Historia, No. 119. Bogotá, Colombia, 1999, **(en ligne)**. Disponible sur : [www.banrepcultural.org](http://www.banrepcultural.org)
- Rutas del Conflicto, « Masacre de Almaguer 1985 », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://rutasdelconflicto.com/interna.php?masacre=287>
- SAUMETH CADAVID Erich, « Historia de la guerrilla en Colombia », Punto 3. Crecimiento, Universidad Federal de Juiz de Fora, Centro de Pesquisas Estratégicas Paulino Soares de Sousa, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://ecsbdefesa.com.br/defesa/fts/HGC.pdf>
- VÁSQUEZ Teófilo, « El papel del conflicto armado en la construcción y diferenciación territorial de la Region de ‘El Caguan’, amazonia occidental colombiana », ‘El Ágora USB’ Revista Ciencias Sociales.Vol. 14, No. 1, Universidad de San Buenaventura, Editorial Bonaventuriana, Medellín, Colombia, article accepté en décembre 2013, p. 159, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://revistas.usb.edu.co/index.php/Agora/article/view/2599>
- Verdadabierta.com, « Conflicto armado 1981-1989 », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.verdadabierta.com/victimarios/244-la-historia/auc/77-conflicto-armado-1981-1989>
- Verdadabierta.com, « Exterminio de la UP fue un genocidio político », 15 septembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.verdadabierta.com/victimas-seccion/asesinatos-colectivos/4390-exterminio-de-la-up-si-fue-un-genocidio-politico>
- Verdadabierta.com, « El origen 1953-1964 », 18 novembre 2012, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://verdadabierta.com/el-origen-1953-1964/> Verdadabierta.com, « La desmovilización: el proceso de paz (2003-2006) », 11 février 2008, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://verdadabierta.com/periodo4/>
- VILLARRAGA SARMIENTO Álvaro, présentation pour le Centro Nacional de Memoria Histórica, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/CatedraBY/presentaciones/Sesion\\_-4/Presentacion-EPL.pdf](http://centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/CatedraBY/presentaciones/Sesion_-4/Presentacion-EPL.pdf)
- ZULUAGA Marda, « Una memoria por todos los medios. El Centro de Memoria Histórica de Colombia y la difusión de informes sobre el conflicto armado colombiano », Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, 2014, **(en ligne)**. Disponible sur: <http://www.aletheia.fahce.unlp.edu.ar/Vinculos/una-memoria-por-todos-los-medios-el-centro-de-memoria-historica-de-colombia-y-la-difusion-de-informes-sobre-el-conflicto-armado-colombiano>

## ARTICLES DES MEDIAS

- BBC Mundo, « A 30 años de las 28 horas de terror : así fue la toma del Palacio de Justicia en Colombia », par COSOY Natalio, Bogotá, 5 novembre 2015, **(en ligne)**. Disponible sur : [http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/11/151030\\_colombia\\_30\\_aniversario\\_toma\\_palacio\\_de\\_justicia\\_c](http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/11/151030_colombia_30_aniversario_toma_palacio_de_justicia_c)
- BBC Mundo, « 6.900 guerrilleros de las FARC ya están concentrados en 26 zonas en Colombia... ¿y qué sigue ahora? », par Natalio Cosoy, 22 février 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-38888897>

- BBC Mundo, « La guerrillera holandesa que negociará por las Farc », 16 octubre 2012, **(en ligne)**. Disponible sur :  
[https://www.bbc.com/mundo/noticias/2012/10/121016\\_colombia\\_farc\\_perfil\\_tania\\_holandesa\\_guerrillera\\_aw](https://www.bbc.com/mundo/noticias/2012/10/121016_colombia_farc_perfil_tania_holandesa_guerrillera_aw)
  - Caracol Radio, « Cronología del proceso de paz », 24 janvier 2014, **(en ligne)**. Disponible sur:  
[http://caracol.com.co/radio/2013/10/18/nacional/1382097060\\_997459.html](http://caracol.com.co/radio/2013/10/18/nacional/1382097060_997459.html)
- Caracol Radio, « En Colombia hay 64 bloques de las Farc y 63 grupos paramilitares », 04 septembre 2007, **(en ligne)**. Disponible sur :  
[http://caracol.com.co/radio/2007/09/04/nacional/1188919140\\_475722.html](http://caracol.com.co/radio/2007/09/04/nacional/1188919140_475722.html)
- Caracol Radio, « Quién era Iván Ríos? », 07 mars 2008, **(en ligne)**. Disponible sur:  
[http://caracol.com.co/radio/2008/03/07/judicial/1204914300\\_560171.html](http://caracol.com.co/radio/2008/03/07/judicial/1204914300_560171.html)
  - Colombia.com, « Gobierno pide perdón por la muerte de Manuel Cepeda », 10 août 2011, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.colombia.com/actualidad/politica/sdi/17390/gobierno-pide-perdon-por-muerte-de-manuel-cepeda>
  - Colombia 2020 / Journal El Espectador, « Capítulo 1: El camino hacia la paz con las Farc, ‘Hace 34 años se inició el proceso de paz con las Farc en el gobierno de Belisario Betancur’ », par Jorge Cardona Alzate et Catalina González Navarro, 22 juin 2016, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://colombia2020.elespectador.com/pais/hace-34-anos-se-inicio-el-proceso-de-paz-con-las-farc-en-el-gobierno-de-belisario-betancur>
  - Colombia2020 / Journal El Espectador, « Esta es la dirección del nuevo partido político de las Farc », par Gloria Castrillón, 2 septembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://colombia2020.elespectador.com/politica/esta-es-la-direccion-del-nuevo-partido-politico-de-las-farc>
  - Colombia2020 / Journal El Espectador, « El ‘baby boom’ de las Farc », 8 février 2017, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://colombia2020.elespectador.com/territorio/el-baby-boom-de-las-farc>
  - Colombia 2020 / Journal El Espectador, « Estos son los 10 congresistas del partido Farc », 11 mars 2018, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://colombia2020.elespectador.com/politica/estos-son-los-nuevos-10-congresistas-del-partido-farc>
  - Colombia 2020 / Journal El Espectador, « La JEP: una esperanza para las víctimas de violencia sexual », par Red de Mujeres Víctimas y Profesionales, 30 août 2018, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://colombia2020.elespectador.com/opinion/la-jep-una-esperanza-para-las-victimas-de-violencia-sexual?fbclid=IwAR0HIER3WAc6-1URAX6MN0ZHDxLH-ad35zIPaqg6BxGXE2pT5ePgEY3tkhA>
  - Colombia2020 / Journal El Espectador, « Las mujeres que negociaron los procesos de paz en Colombia ‘desde los márgenes’ », colección Ideas para construir la paz, Dejusticia, 6 avril 2017, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://colombia2020.elespectador.com/opinion/las-mujeres-que-negociaron-los-procesos-de-paz-en-colombia-desde-los-margenes>
  - Colombia2020 / Journal El Espectador, « Los congresistas de Farc, Senado y Cámara », **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://colombia2020.elespectador.com/especiales-multimedia-2018>

- Colombia 2020 / Journal El Espectador, « ‘Sandra Ramírez’, la viuda del fundador de las Farc », par CASTRILLÓN Gloria, 20 juillet 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/politica/sandra-ramirez-la-viuda-del-fundador-de-las-farc>
- Colombia2020 / Journal El Espectador, « ‘Victoria Sandino’, la líder feminista des Farc », 20 juillet 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.elespectador.com/politica/victoria-sandino-la-lider-feminista-de-la-farc>
- CNN en español, « Los protagonistas del proceso de paz en Colombia », AGUIAR Rodrigo, 23 avril 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://cnnespanol.cnn.com/2016/04/23/los-protagonistas-del-proceso-de-paz-en-colombia/#0>
- Elespañol.com, « Niños soldado en Colombia : ‘Decidí escapar de la guerrilla cuando fusilaron a mi hermano », 9 février 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.lespanol.com/reportajes/20170209/192481165\\_0.html](https://www.lespanol.com/reportajes/20170209/192481165_0.html)
- Journal El Espectador, « A las Farc sólo le quedan 8.000 hombres », 27 avril 2010, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.lespectador.com/noticias/judicial/articulo200312-farc-solo-le-quedan-8000-hombres>
- Journal El Espectador, « Capturan a hermano de alias ‘Sonia’ », 22 Août 2008, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.lespectador.com/noticias/judicial/articulo-capturan-hermano-de-alias-sonia>
- Journal El Espectador, « Caracterización Comunidad Farc-EP, Resultados generales », Universidad Nacional con apoyo del Dane, 06 juillet 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.lespectador.com/sites/default/files/pdffile/presentacion\\_rueda\\_de\\_prensa\\_julio\\_6\\_2017.pdf](https://www.lespectador.com/sites/default/files/pdffile/presentacion_rueda_de_prensa_julio_6_2017.pdf)
- Journal El Espectador, « El ‘Enfermero de las Farc’, a juicio por abortos forzados en las Farc y el Eln », Juan David Laverde Palma et José David Escobar Moreno, 10 Juillet 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.lespectador.com/noticias/judicial/el-enfermero-de-las-farc-juicio-por-abortos-forzados-en-las-farc-y-el-eln-articulo-702380>
- Journal El Espectador, « Entrevista con Jaime Guaraca en La Habana » par Alfredo Molano Bravo, 28 Juin de 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.lespectador.com/noticias/politica/entrevista-jaime-guaraca-habana-articulo-501259>
- Journal El Espectador, « La historia de Aída Avella, del exilio a candidata presidencial », 08 fevriere 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.lespectador.com/noticias/politica/historia-de-aida-avella-del-exilio-candidata-presidenci-articulo-473699>
- Journal El Espectador, « La Ley de Cuotas de género debe ser del 50 % », 18 Mars 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://colombia2020.lespectador.com/politica/la-ley-de-cuotas-de-genero-debe-ser-del-50>
- Journal El Espectador, « La nueva batalla de Iván Cepeda », 31 mars 2018, (en ligne). Disponible sur : <https://www.lespectador.com/noticias/politica/la-nueva-batalla-de-ivan-cepeda-articulo-747468>

- Journal El Espectador, « ONU reporta que Farc no entregó a todos los menores reclutados », 20 Mars 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/politica/onu-reporta-que-farc-no-entrego-todos-los-menores-reclutados-articulo-745424>
- Journal El Espectador, « Quién era Iván Ríos? », 07 mars 2008, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.google.com.co/amp/s/amp.elespectador.com/noticias/judicial/articulo-quien-era-ivan-rios>
- Journal El Espectador, « Tras ser deportada a Colombia, alias ‘Sonia’ será procesada por lavado de activos », 25 Septiembre 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/vuelve-colombia-sonia-la-primera-guerrillera-de-las-farc-extraditada-ee-uu-articulo-814287>
- Journal El Espectador, « Uribe dice que Santos está negociando con las Farc en Cuba », 19 août 2012, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.elespectador.com/noticias/politica/uribe-dice-santos-esta-negociando-farc-cuba-articulo-368724>
- Journal El Espectador, « Viudas que dejó ‘Manuel Marulanda Vélez’ », par Gloria Castrillón, 31 mai 2008, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.elespectador.com/impreso/judicial/articuloimpreso-viudas-dejo-manuel-marulanda-velez>
- Journal El Espectador, « 9 de abril, El Bogotazo según Fidel Castro », Bogotá, 8 avril 2014. Extrait du livre *Fidel Castro Ruz, Guerrillero del tiempo*, une conversation autobiographique publiée en 2012 par Katuska Blanco Castiñeira, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.elespectador.com/noticias/bogota/el-bogotazo-segun-fidel-castro-articulo-485781>
- Journal ElMundo.es, « Abusos contra las mujeres en las FARC : ‘El comandante me violó a los 11 años y me obligó a abortar tres veces’ », Salud Hernández Mora, 12 décembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.elmundo.es/internacional/2017/12/12/5a2e9fb1ca4741036f8b46c8.html>
- Journal El Pais, « Cinco grandes cambios que trajo la Constitución de 1991 », 03 juillet 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.elpais.com.co/colombia/cinco-grandes-cambios-que-trajo-la-constitucion-de-1991.html>
- Journal El Pais, « Frente Manuel Cepeda, detrás del carro bomba », 06 fevriere 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.elpais.com.co/colombia/frente-manuel-cepeda-detras-del-carro-bomba.html>
- Journal El Pais, « Lo que quieren las mujeres de las Farc », par Sally Palomino, 24 Avril de 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578\\_863705.html](https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578_863705.html)
- Elnuevodiario.com.ni, « Mexicana que estuvo con FARC está en Nicaragua », 17 avril 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/13416-mexicana-que-estuvo-farc-esta-nicaragua/>
- El País Internacional, « Lo que quieren las mujeres de las Farc, Sally Palomino », 24 Avril de 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578\\_863705.html](https://elpais.com/internacional/2017/04/21/colombia/1492810578_863705.html)
- El Pais Internacional, « Colombia acusa a Daniel Ortega de connivencia con las FARC », 18 decembre 2007, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2007/12/18/actualidad/1197932404\\_850215.html](https://elpais.com/internacional/2007/12/18/actualidad/1197932404_850215.html)

- Journal El Tiempo, « Así nacieron las convivir », 14 juillet 1997, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-605402>
- Journal El Tiempo, « Con Petro tenemos enormes afinidades': Imelda Daza », Juan Camilo Pedraza, 01 novembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/politica/partidos-politicos/entrevista-con-imelda-daza-formula-vicepresidencial-de-rodrigo-londono-de-la-farc-147292>
- Journal El Tiempo, « Cuba y Colombia : recuento de una historia de amor y dolor », 29 octubre 1993, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-251166>
- Journal El Tiempo, « Diálogo de sordos entre gobierno y Farc », 03 avril 1998, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-769149>
- Journal El Tiempo, « 'El aborto fue una práctica que tuvimos que vivir': Victoria Sandino », 26 juin 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/politica/proceso-de-paz/victoria-sandino-habla-de-los-abortos-en-las-farc-102740>
- Journal El Tiempo, « El militar que incautó la cédula de 'Tirofijo' », 21 mars 2009, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4892893>
- Journal El Tiempo, « El PRT quemó sus últimos cartuchos », par JAIMES Arturo, 26 de enero de 1991, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-15036>
- Journal El Tiempo, « Farc están en la consolidación de su propio proyecto : Clara López », par Maria Isabel Rueda, 11 décembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/elecciones-colombia-2018/presidenciales/entrevista-de-maria-isabel-rueda-a-clara-lopez-sobre-sus-aspiraciones-presidenciales-160354>
- Journal El Tiempo, « Gobierno pide a ONU documentar casos de menores que Farc no entregaron », 20 mars 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/justicia/conflicto-y-narcotrafico/informe-de-onu-revela-que-farc-no-entrego-a-todos-los-ninos-reclutados-195800>
- Journal El Tiempo, « Las cifras de los 10 años de desmovilizaciones », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/Multimedia/especiales/desmovilizados/ARCHIVO/ARCHIVO-12224321-0.pdf>
- Journal El Tiempo, « Qué es la Tercera Via », par SANTOS Juan Manuel, 11 décembre 1998, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-852547>
- Journal El Tiempo « Milicias : la guerilla en las ciudades », 15 octubre 1995, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://m.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-423979>
- Journal El Tiempo, « Muerto en Bogotá uno de los fundadores de Farc », 15 octubre 1992, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-223248>

- Journal El Tiempo, « ‘Sonia’, guerrillera de las Farc, fue declarada culpable de narcotráfico en una Corte de E.U. », GÓMEZ MASERI Sergio, 19 fevriere 2007, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-3445848>
- Journal El Tiempo, « Tula tenía la cédula de Tirofijo », Jineth Bedoya, 7 juin 2003, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-996674>
- Journal El Tiempo, « Unión Patriótica podrá volver a elecciones », 09 Juillet 2013, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-12921988>
- Journal El Universal, « Los 10 grupos terroristas más ricos del mundo, según Forbes », Novembre 13 de 2014, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.eluniversal.com.co/multimedia/galerias-de-fotos/los-10-grupos-terroristas-mas-ricos-del-mundo-segun-forbes-1494>
- Journal El Tiempo, « 253 niños nacidos en la guerrilla están bajo la custodia del Bienestar Familiar de Tolima », 10 janvier 2008, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-3916105>
- Journal Le Monde, « Piedad Cordoba, pasionaria colombienne », par Marie Delcas, 11 septembre 2007, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2007/09/11/piedad-cordoba-pasionaria-colombienne\\_953798\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2007/09/11/piedad-cordoba-pasionaria-colombienne_953798_3222.html)
- La Hora.com, « Guerrilleras de las Farc continúan en Nicaragua », avril 09 2010, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://lahora.com.ec/noticia/1018555/guerrilleras-de-las-farc-continc3baan-en-nicaragua->
- Losirreverentes.com, RESTREPO Margarita, Corporación Rosa Blanca, 11 Décembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.losirreverentes.com/corporacion-rosa-blanca/>
- Noticias Caracol, « Es una calma chicha : Joaquín Gómez se dedica ahora al campo pero con incertidumbre », 08 juillet 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://noticias.caracoltv.com/colombia/es-una-calma-chicha-joaquin-gomez-se-dedica-ahora-al-campo-pero-con-incertidumbre-iel1269>
- Noticias RCN, « La exguerrillera que contó de frente los abusos que recibió en las Farc por 11 años », 04 décembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://noticias.canalrcn.com/nacional-pais/exguerrillera-conto-frente-los-abusos-recibio-las-farc-11-anos>
- Ouest-France, « Pastor Alape, ancien des Farc, sera en Normandie en juin », 14 novembre 2018, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.ouest-france.fr/normandie/colombie-pastor-alape-ancien-des-farc-sera-en-normandie-en-juin-6044208>
- RCN Radio, « Los niños que no nacieron en las Farc », 08 février 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.rcnradio.com/colombia/los-ninos-no-nacieron-las-farc>

- RCN Radio, « Solo tres mujeres se han atrevido a denunciar al 'Paisa', dice Rosa Blanca, 18 mars 2019, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.rcnradio.com/colombia/solo-tres-mujeres-se-han-atrevido-denunciar-al-paisa-dice-rosa-blanca>
- Revista Semana, « Así pasa sus días 'Simón Trinidad' », 03 octobre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/simon-trinidad-sus-dias-en-prision-y-su-rol-en-el-proceso-de-paz/464776>
- Revista Semana, « De 258 curules en el Congreso, solo 56 candidatas lograron un escaño », 7 mai de 2018, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.semana.com/educacion/articulo/la-participacion-politica-de-la-mujer-en-colombia/574099>
- Revista Semana, « El nuevo No. 1 », 10 juillet 1996, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/el-nuevo-no/30316-3>
- Revista Semana, « El pequeño gigante de las Farc », 01 janvier 2008, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/el-pequeno-gigante-farc/91364-3>
- Revista Semana, « Historia de las otras treguas », 17 janvier 2000, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/especiales/articulo/historia-otras-treguas/40722-3>
- Revista Semana, « La Constitución de 1991 y los derechos de la mujer », par Defensoria Delegada para la Mujer, juin 24 de 2011, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/la-constitucion-del-91-derechos-mujer/241871-3>
- Revista Semana « Los 13 hijos que tuvo Tirofijo », 27 septembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/farc-companera-sentimental-de-manuel-marulanda-tirofijo-relata-detalles-de-su-relacion/495632>
- Revista Semana, « Los hijos del secretariado », 20 septembre 2008, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/los-hijos-del-secretariado/95394-3>
- Revista Semana, « Los que más queremos que pare esta guerra somos nosotros », par María Jimena Duzán, 12 juillet 2013, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/entrevista-de-maria-jimena-duzan-con-guerrillera/367320-3>
- Revista Semana, « ¿Quién es 'Mauricio', la ficha de las FARC detrás de las negociaciones ? », 28 août 2012, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/quien-mauricio-ficha-farc-detras-negociaciones/263759-3>
- Revista Semana, « Quién es Iván Márquez ? », 11 octobre 2007, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/recuadro/quien-ivan-marquez/130144-3>
- Revista Semana, « Mariana Páez, de las Farc, murió en combate », 03 avril 2009, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/conflicto-armado/articulo/mariana-paez-farc-murio-combate/100722-3>
- Revista Semana, « Sandra Ramirez : ancienne combattante des Farc. Los trece hijos que tuvo Tirofijo », 27 novembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/farc-companera-sentimental-de-manuel-marulanda-tirofijo-relata-detalles-de-su-relacion/495632>

- Revista Semana, « Simón Trinidad se acogería a la Justicia Especial para la Paz », 25 novembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.semana.com/nacion/articulo/simon-trinidad-se-acogeria-a-la-justicia-especial-para-la-paz/544823>
- Telesur, « Mujeres de la Farc aseguran que nunca las obligaron a abortar », 07 decembre 2017, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.telesurtv.net/news/Mujeres-de-la-Farc-aseguran-que-nunca-las-obligaron-a-abortar-20171207-0059.html>
- The New York Times, « Una adolescente que creció en las filas de las Farc trata de rehacer su vida en Colombia », CASEY Nicholas, 27 avril 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/es/2016/04/27/una-adolescente-que-crecio-en-las-filas-de-las-farc-trata-de-rehacer-su-vida-en-colombia/>
- Ultimahora.com « Uribe dice que aceptaría las guerrilleras de las FARC en Nicaragua si se desmovilizan », 18 août 2008, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.ultimahora.com/uribe-dice-que-acceptaria-las-guerrilleras-las-farc-nicaragua-si-se-desmovilizan-146614.html>
- WRadio, « UP, Polo Democrático y Colombia Humana con un candidato por la Alcaldía de Tunja », Jorge Herrera, 10 mai 2019, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.wradio.com.co/noticias/regionales/up-polo-democratico-y-colombia-humana-con-un-candidato-por-la-alcaldia-de-tunja/20190510/nota/3901165.aspx>
- WRadio, « 4.269 casos que tiene la Fiscalía sobre violencia de género en las Farc », 19 mai 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.wradio.com.co/noticias/actualidad/son-4269-casos-que-tiene-la-fiscalia-sobre-violencia-de-genero-en-las-farc/20160519/nota/3137608.aspx>
- WRadio, « Con las denuncias de las violaciones nos quieren estigmatizar : ‘Timochenko’ », par Fabián Romero Garzón, 15 mars 2019, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.wradio.com.co/noticias/actualidad/con-las-denuncias-de-las-violaciones-nos-quieren-estigmatizar-timochenko/20190315/nota/3877762.aspx>

## VIDEOS

- Cartago TV Neuquen, Yves Billo, Documentales de Cartago : « Farc-EP 50 años en el monte (III) », 15 février 2012, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=XPnBrvB600>
- Dovi Dis, video « Rio Chiquito », version français. C'est vidéo parle sur les premiers aspects de la lutte revolutionaires des Farc, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://youtu.be/OeMRiZgM5\\_M](https://youtu.be/OeMRiZgM5_M)
- Estructura Política y Militar de las FARC-EP, ajouté par FARC-Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común, 16 septembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=PSp9vkmPWtw>
- EMANUELSSON Dick, Vidéo « Entrevista en 2005 a Susana, guerrillera sobreviviente del ataque 2008 al campamento de Raúl Reyes », LATINOAMERICA Dick-Miriam, Tegucigalpa, publiée le 06 décembre 2012, **(en ligne)**. Disponible sur :

[https://mclip.tv/video/QivIq\\_7r8Ww/entrevista-en-2005-a-susana-guerrillera-sobreviviente-del-ataque-2008-al-campamento-de-raúl-reyes](https://mclip.tv/video/QivIq_7r8Ww/entrevista-en-2005-a-susana-guerrillera-sobreviviente-del-ataque-2008-al-campamento-de-raúl-reyes)

- Mémoires de un delito. @javieroliver\_ct, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.facebook.com/mario.j.gallo.1/videos/10156978254250967/UzpfSTc0OTI2MjQ5MT0xMDE1Njk4MjgyNDY2NzQ5Mg/>

## PORTAIL WEB / ENCYCLOPEDIES / DICTIONNAIRES EN LIGNE :

- « Baldío », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://dle.rae.es/srv/search?m=30&w=bald%C3%ADo>
- « Clara López », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Clara\\_López](https://es.wikipedia.org/wiki/Clara_López)
- « Comintern », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://spartacus-educational.com/RUScomintern.htm>
- « Département de Tolima », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tolima>
- ‘Épistémologie’, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/philosophieterminale/epistemologie\\_ix026.html](https://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/philosophieterminale/epistemologie_ix026.html)
- « Département du Huila », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila\\_\(Colombie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila_(Colombie))
- Departamento du Quindio, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Quind%C3%ADo>
- Drug Enforcement Administration (DEA), **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Drug\\_Enforcement\\_Administration](https://fr.wikipedia.org/wiki/Drug_Enforcement_Administration)
- « Diócesis Apartadó », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/DiÓcesis\\_de\\_Apartadó](https://es.wikipedia.org/wiki/DiÓcesis_de_Apartadó)
- « Golfo de Urabá », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://esacademic.com/dic.nsf/eswiki/535922>
- « Iván Ríos », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.m.wikipedia.org/wiki/Iván\\_RC3%ADos](https://es.m.wikipedia.org/wiki/Iván_RC3%ADos)
- « Joaquín Gómez (guerrillero) », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Joaqu%C3%ADn\\_Gómez\\_\(guerrillero\)](https://es.wikipedia.org/wiki/Joaqu%C3%ADn_Gómez_(guerrillero))
- « José Martí », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.visiter-cuba.fr/jose-marti/>
- « Juventud Comunista Colombia », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Juventud\\_Comunista\\_Colombiana](https://es.wikipedia.org/wiki/Juventud_Comunista_Colombiana)
- « La révolution russe », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Révolution\\_russe](https://fr.wikipedia.org/wiki/Révolution_russe)
- « La IX Conférence Panaméricaine », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Conferencias\\_Panamericanas](https://es.wikipedia.org/wiki/Conferencias_Panamericanas)
- L'État de Droit, Apuntes jurídicos, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://jorgemachicado.blogspot.fr/web>
- « L'Organisation des États américains (O.E.A.) », **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/organisation-des-etats-americains/>

- « Marquetalia », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique\\_de\\_Marquetalia](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_de_Marquetalia)
- « Magdalena Medio », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Magdalena\\_Medio](https://es.wikipedia.org/wiki/Magdalena_Medio)
- « Manuel Cepeda », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Manuel\\_Cepeda](https://es.wikipedia.org/wiki/Manuel_Cepeda)
- « Medellín », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Medell%C3%ADn> (Consulté le 18/06/2019)
- ‘Ontologique’, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.significados.com/ontologico/>
- « Omaira Rojas Cabrera », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Omaira\\_Rojas\\_Cabrera](https://es.wikipedia.org/wiki/Omaira_Rojas_Cabrera)
- « Printemps de Prague », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Printemps\\_de\\_Prague](https://fr.wikipedia.org/wiki/Printemps_de_Prague)
- « Pacte de Varsovie », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte\\_de\\_Varsovie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_de_Varsovie)
- ‘Patriarcat’, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://lexicoon.org/es/patriarcal>
- « Revolución Sandinista », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution\\_sandiniste](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_sandiniste)
- « Sumapaz », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sumapaz\\_\(Bogotá\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sumapaz_(Bogot%C3%A1))
- « Urabá », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Urabá](https://es.wikipedia.org/wiki/Urab%C3%A1)

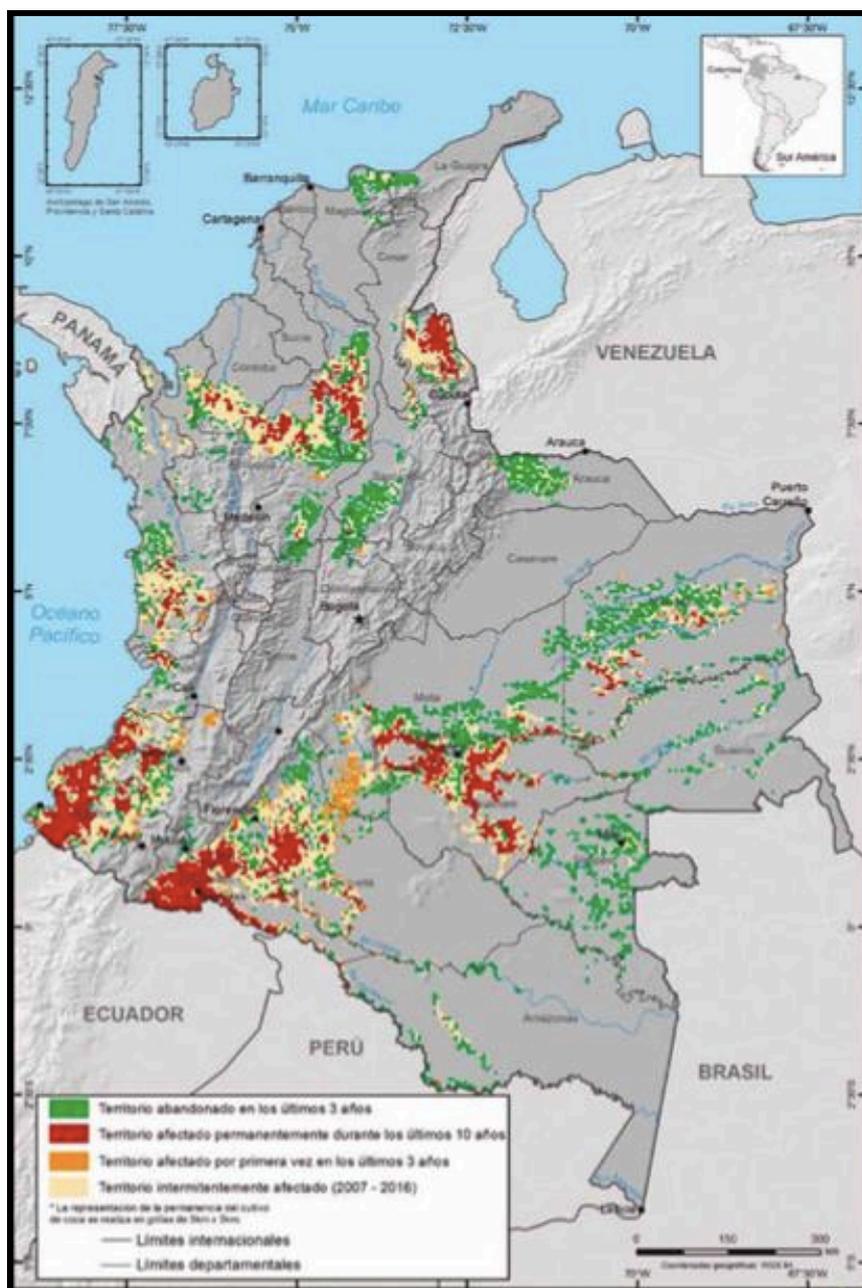
## ANNEXES

- Annexe No. 1** Localisation de la distribution par région selon la permanence des cultures illégales de coca 2007-2016.
- Annexe No. 2** Localisation du département colombiens où le Parti Communiste a eu d'activité entre 1930 et 1940.
- Annexe No. 3** Localisation de l'expansion des guérillas pendant les années 1950. Certaines zones rurales du Sud et le Centre colombien.
- Annexe No. 4** Localisation de Marquetalia, corregimiento de Gaitanita, municipio de Planadas, Département du Tolima, Colombie.
- Annexe No. 5** Localisation de Sumapaz, Département du Cundinamarca, Colombie.
- Annexe No. 6** Localisation de départements colombiens où les guérillas communistes se sont situées au cours des années 1950-1960.
- Annexe No. 7** Localisation de Zones d'expansion des FARC au cours des années 1960-1970.
- Annexe No. 8** Image site Internet de JUCO – Juventud Comunista Colombiana.
- Annexe No. 9** Noms des Blocs des FARC.
- Annexe No. 10** Localisation de des FARC – 1991.
- Annexe No. 11** Présence des FARC pendant l'année 2002.
- Annexe No. 12** Les cinq municipalités qui ont fait parti de la *Zona de Distensión* pendant le processus de paix 1998-2002.
- Annexe No. 13** Enlèvements réalisés par les guérillas et les paramilitaires entre 1991 et 2007.
- Annexe No. 14** Registre Unique des Victimes – RUV, à 31 mars 2017.
- Annexe No. 15** Démobilisation des guérilleros et des paramilitaires en Colombie, entre les années 2003 et 2012 ; Statistiques sur la réinsertion en Colombie.
- Annexe No. 16** Localisation des Départements de Nariño, Cauca et Valle, en Colombie.
- Annexe No. 17** Accomplissement de la Loi de Quota MND-ON D2016
- Annexe No. 18** Les pays et les quotas du genre.
- Annexe No. 19** Les femmes au Parlement en l'Amérique Latine.
- Annexe No. 20** Homicide des femmes selon l'agresseur présumé. Colombie 2014, 2015 et 2016.
- Annexe No. 21** Femmes victimes de violence sexuelle selon l'agresseur présumé. Colombie 2014, 2015 et 2016.
- Annexe No. 22** Commissions de paix, par sexe, pendant le processus de paix au cours du

Gouvernement de Belisario Betancur.

- Annexe No. 23** Hommes et femmes qui ont signé l'Accord Final entre le Gouvernement de Belisario Betancur et certains acteurs du conflit.
- Annexe No. 24** Carte de la zone où Ingrid Betancourt a été prise en otage.
- Annexe No. 25** Enfants et adolescents recrutés et démobilisés entre 1960 et 2016 en Colombie.
- Annexe No. 26** Représentants des FARC dans le Congrès colombien pour la période 2018-2022.
- Annexe No. 27** Commissions de paix, par sexe, pendant le processus de paix au cours du Gouvernement d'Andrés Pastrana.
- Annexe No. 28** Les principaux acteurs des négociations de paix 2012-2016
- Annexe No. 29** Les instances de négociation du processus de paix 2012-2016 entre les FARC et le Gouvernement colombien.
- Annexe No. 30** Signature des hommes et des femmes de l'Accord Final 2012-2016

**Annexe No. 1** Localisation de la distribution par région selon la permanence des cultures illégales de coca 2007-2016.



**Source :** Mapa 4. Distribución regional según la permanencia del cultivo de coca, 2007-2016. Extrait : Colombia, Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2016. Document publié en juillet 2017. Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - Gobierno de Colombia, Pag. 34 [https://www.unodc.org/documents/colombia/2017/julio/CENSO\\_2017\\_WEB\\_baja.pdf](https://www.unodc.org/documents/colombia/2017/julio/CENSO_2017_WEB_baja.pdf)

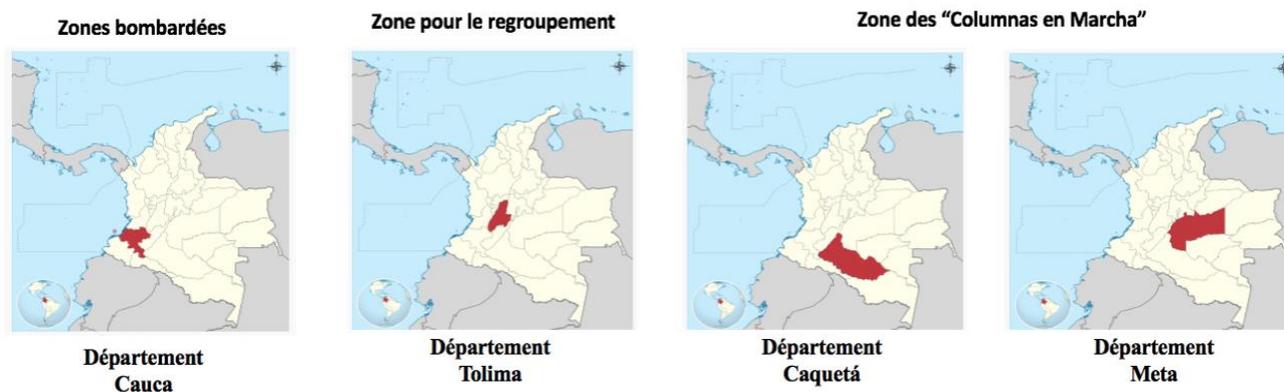
**Annexe No. 2** Localisation du département colombiens où le Parti Communiste a eu d'activité entre 1930 et 1940.



**Source :**

- Département Cundinamarca, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Cundinamarca>
- « Département de Tolima », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tolima>
- « Département du Huila », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila\\_\(Colombie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila_(Colombie))
- « Département du Caldas », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Caldas>
- « Département du Antioquia », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Antioquia>

**Annexe No. 3** Localisation de l'expansion des guérillas pendant les années 1950.  
Certaines zones rurales du Sud et le Centre colombien.



**Source :**

- Département Cauca, **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Cauca\\_\(Colombia\)](https://es.wikipedia.org/wiki/Cauca_(Colombia))
- « Département de Tolima », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tolima>
- « Département du Caqueta », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Caquetá>
- « Département du Meta », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Meta\\_\(Colombia\)](https://es.wikipedia.org/wiki/Meta_(Colombia))

**Annexe No. 4** Localisation de Marquetalia, corregimiento de Gaitanita, municipio de Planadas, Département du Tolima, Colombie.



Source :

- « Département de Tolima », (en ligne). Disponible sur :  
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Tolima>  
<https://es.wikipedia.org/wiki/Tolima>  
[https://es.wikipedia.org/wiki/República\\_de\\_Marquetalia](https://es.wikipedia.org/wiki/República_de_Marquetalia)

## Annexe No. 5

## Localisation de Sumapaz, Département du Cundinamarca, Colombie.



Source :

Sumapaz, Département du Cundinamarca, **(en ligne)**. Disponible sur :  
<https://www.google.com/maps/place/Sumapaz,+Cabrera,+Cundinamarca,+Colombie/@4.0205537,-74.4467559,114545m/data=!3m1!1e3!4m5!3m4!1s0x8e3e9271fa38a41f:0x99cf7e1f2036f54e!8m2!3d3.86667!4d-74.41667>

**Annexe No. 6** Localisation de départements colombiens où les guérillas communistes se sont situées au cours des années 1950-1960.



**Département de Tolima**

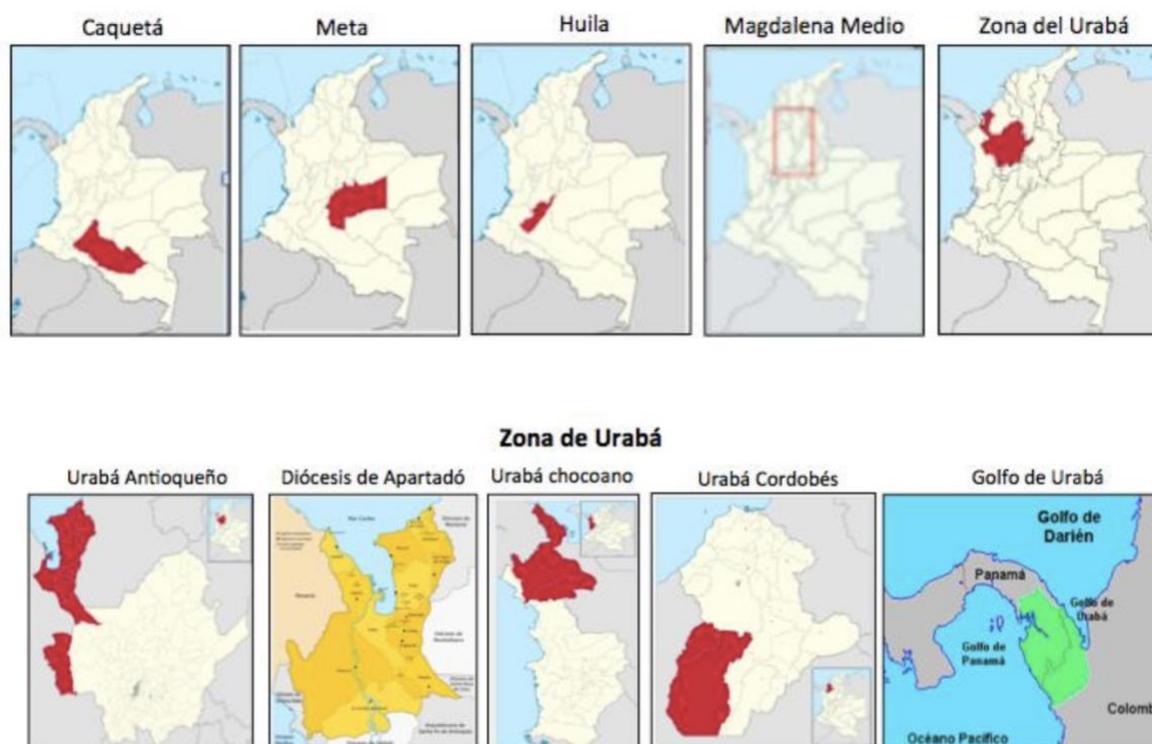


**Département de Huila**

Source :

- « Département de Tolima », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tolima>
- « Département du Huila », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila\\_\(Colombie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila_(Colombie))

**Annexe No. 7** Localisation de Zones d'expansion des FARC au cours des années 1960-1970.



Source :

« Département du Caqueta », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Caquetá>

« Département du Meta », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Meta\\_\(Colombia\)](https://es.wikipedia.org/wiki/Meta_(Colombia))

• « Département du Huila », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila\\_\(Colombie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Huila_(Colombie))

« Magdalena Medio », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/Magdalena\\_Medio](https://es.wikipedia.org/wiki/Magdalena_Medio)

• « Urabá », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://es.wikipedia.org/wiki/Uriabá>

• « Diócesis Apartadó », **(en ligne)**. Disponible sur : [https://es.wikipedia.org/wiki/DiÓcesis\\_de\\_Apartadó](https://es.wikipedia.org/wiki/DiÓcesis_de_Apartadó)

• « Golfo de Urabá », **(en ligne)**. Disponible sur : <https://esacademic.com/dic.nsf/eswiki/535922>

## Annexe No. 8

Image site Internet de JUCO – Juventud Comunista Colombiana.

JUCO U.Nacional-Bta: ¿Qué es la JUCO?

Publicaciones ¿Qué es la JUCO? ¡Vincúlate!

### ¿Qué es la JUCO?

La Juventud Comunista Colombiana es una organización juvenil de carácter político, democrática, revolucionaria y antiimperialista, que lucha por la unidad de los jóvenes, por la defensa de sus derechos, por la paz con justicia social, la liberación nacional, la democracia y el socialismo.

La JUCO es una organización patriótica, orientada por los principios del marxismo-leninismo, inspirado y recreado en las tradiciones emancipadoras de nuestro pueblo, el pensamiento bolivariano y de

DATOS PERSONALES

**JUCO**

**Juventud Comunista Colombiana**

La JUCO es una organización revolucionaria, que se guía en los principios del marxismo-leninismo, que lucha por una sociedad más humanista y justa, por el socialismo y la emancipación de la humanidad.

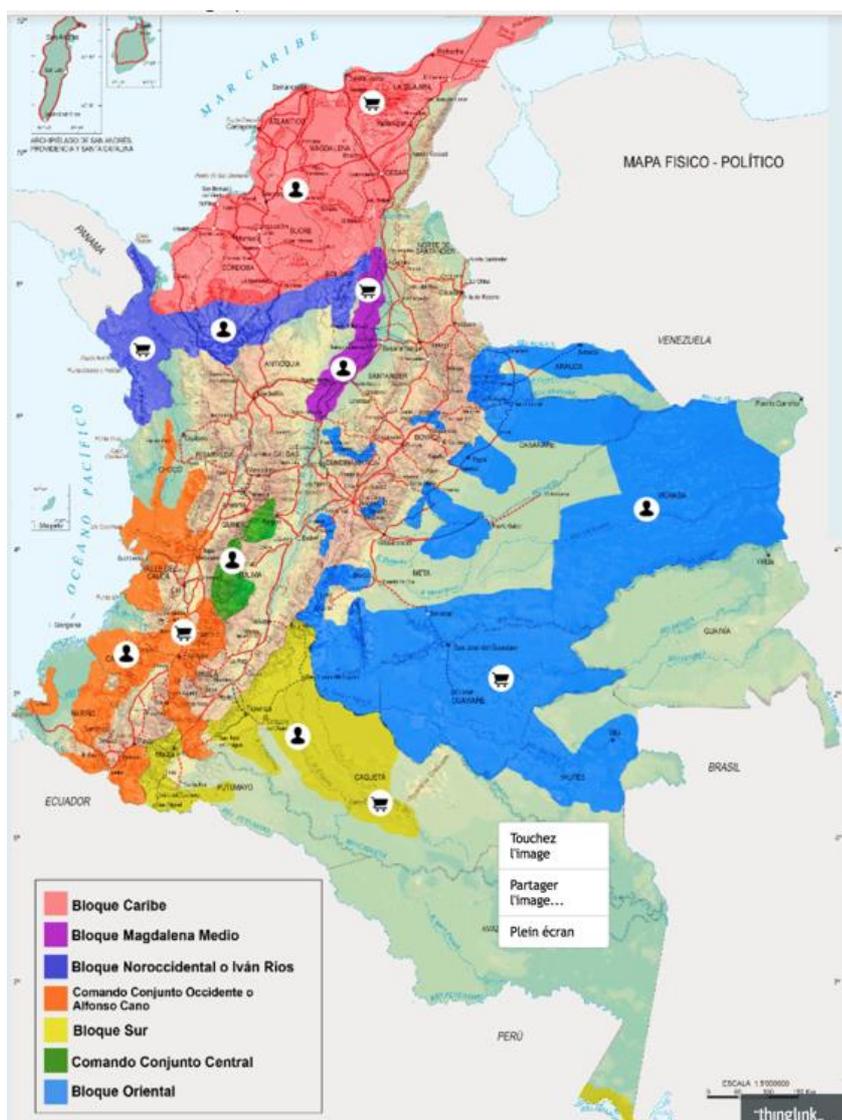
[Ver todo mi perfil](#)

Source :

- JUCO, (en ligne). Disponible sur : <http://jucounalbogota.blogspot.com>

## Annexe No. 9

## Noms des Blocs des FARC.



Source :

- Lasillavacia.com, « Al Bloque Caribe lo han relacionado con algunos cultivos »

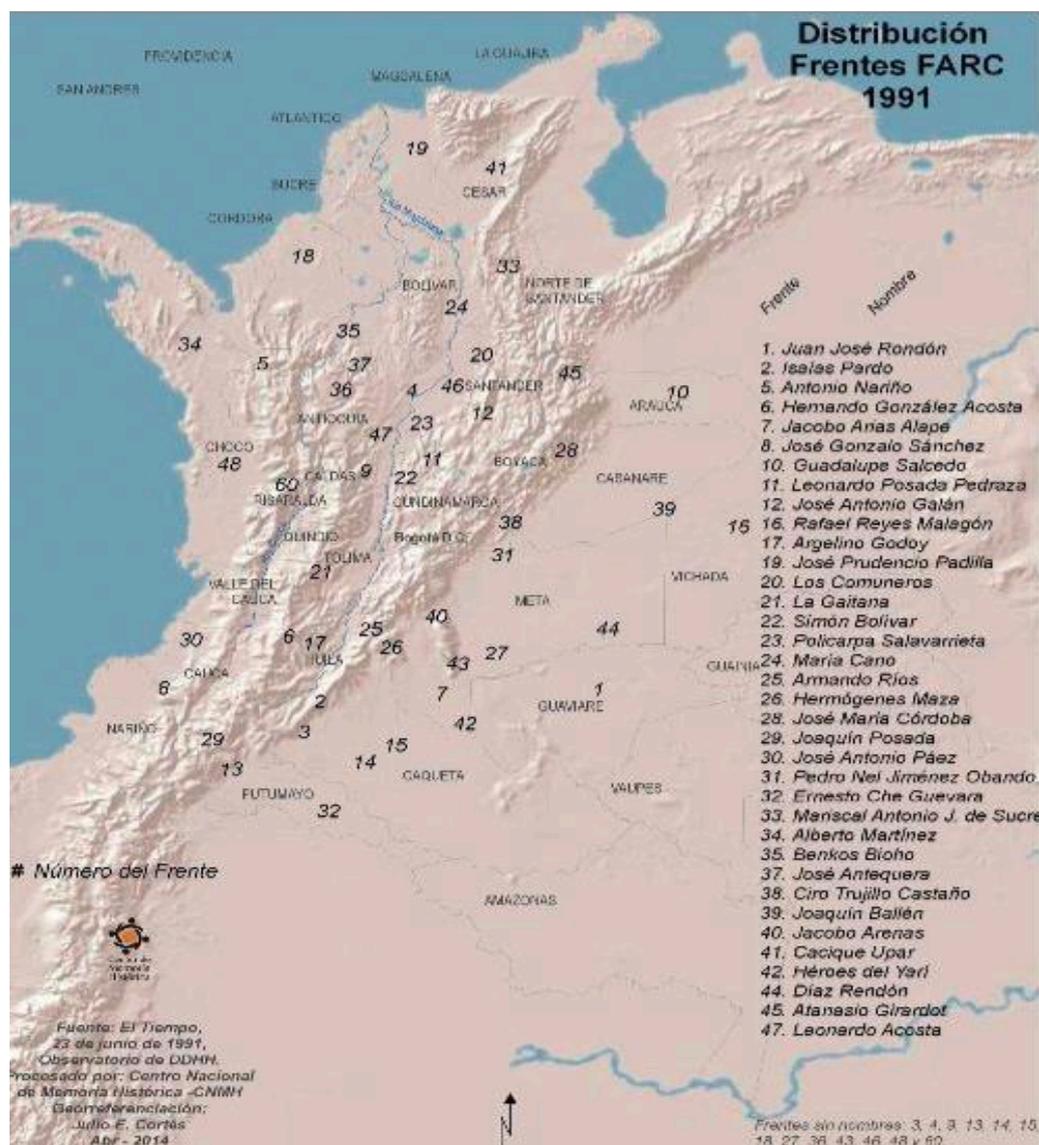
Article par Juana, 11 décembre 2012 , **(en ligne)**. Disponible sur :

<https://lasillavacia.com/historia/la-fuerza-militar-con-la-que-llegan-las-farc-la-mesa-37103>

<https://www.thinglink.com/scene/324945436936765440?buttonSource=viewLimits>

- Estructura Política y Militar de las FARC-EP, ajouté par FARC-Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común, 16 septembre 2016, **(en ligne)**. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=PSp9vkmPWtw>

## Annexe No. 10 Localisation de des FARC – 1991.

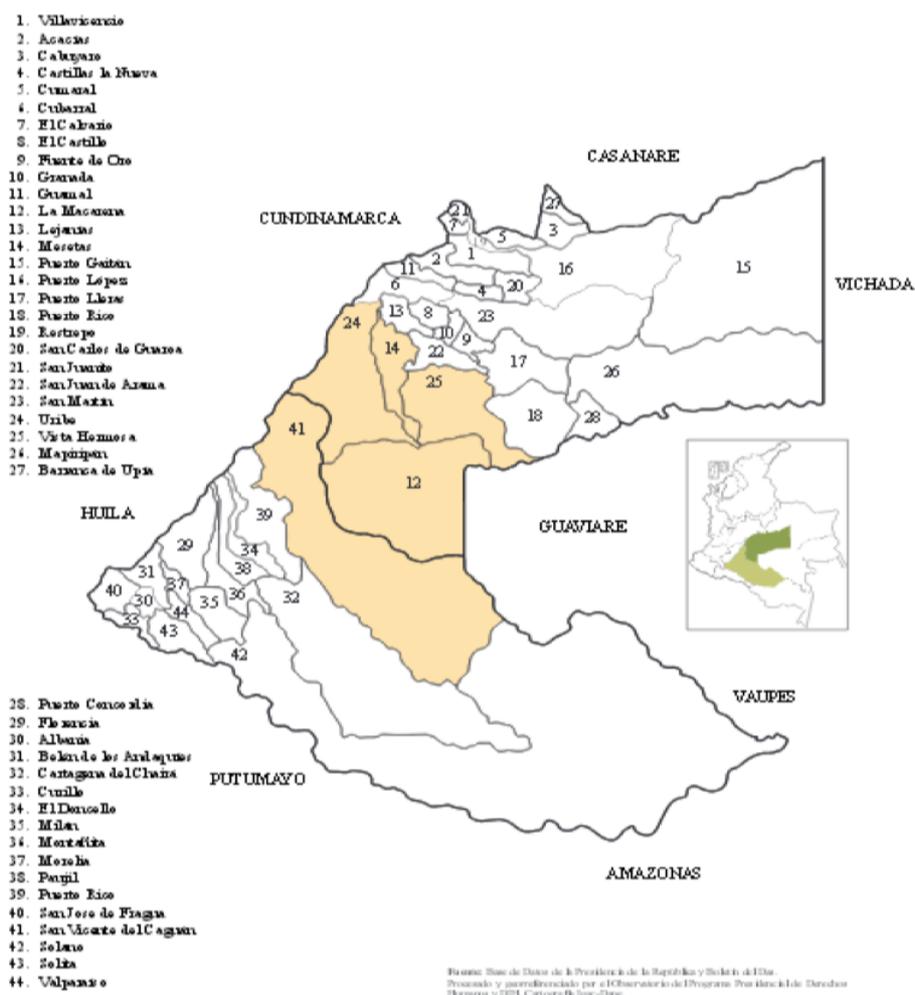


**Source:** El Tiempo, 23 de junio de 1991 / Observatorio de DDHH / CNMH, junio del 2013. Extraído de “*Guerrilla y población civil, Trayectoria de las FARC 1949-2013*”, informe del Centro Nacional de Memoria Histórica, tercera edición: mayo de 2014, Bogotá D.C., Imprenta Nacional de Colombia, p, 192, (en ligne). Disponible sur :

<http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2013/farc/guerrilla-poblacion-civil.pdf>

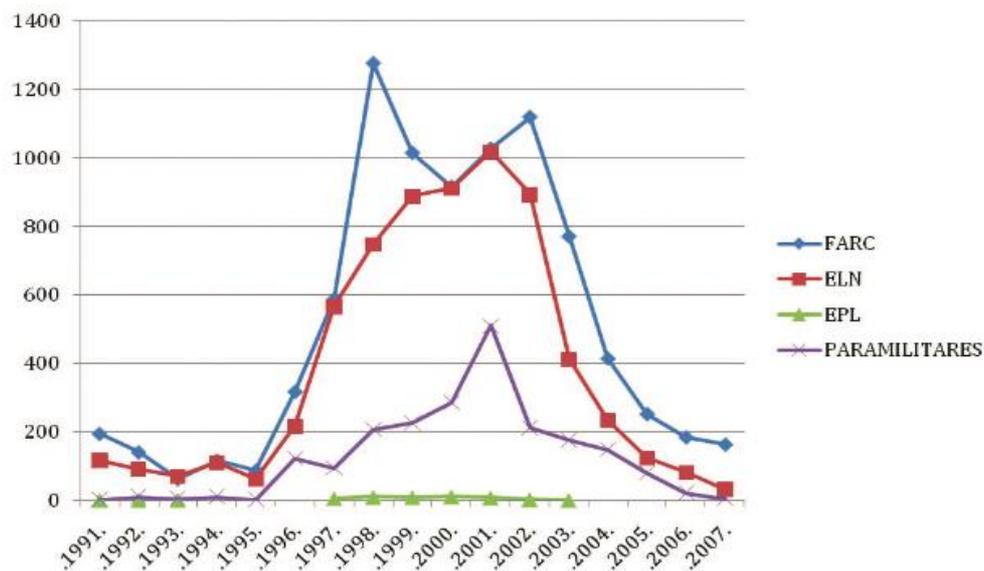


**Annexe No. 12** Les cinq municipalités qui ont fait parti de la *Zona de Distensión* pendant le processus de paix 1998-2002.



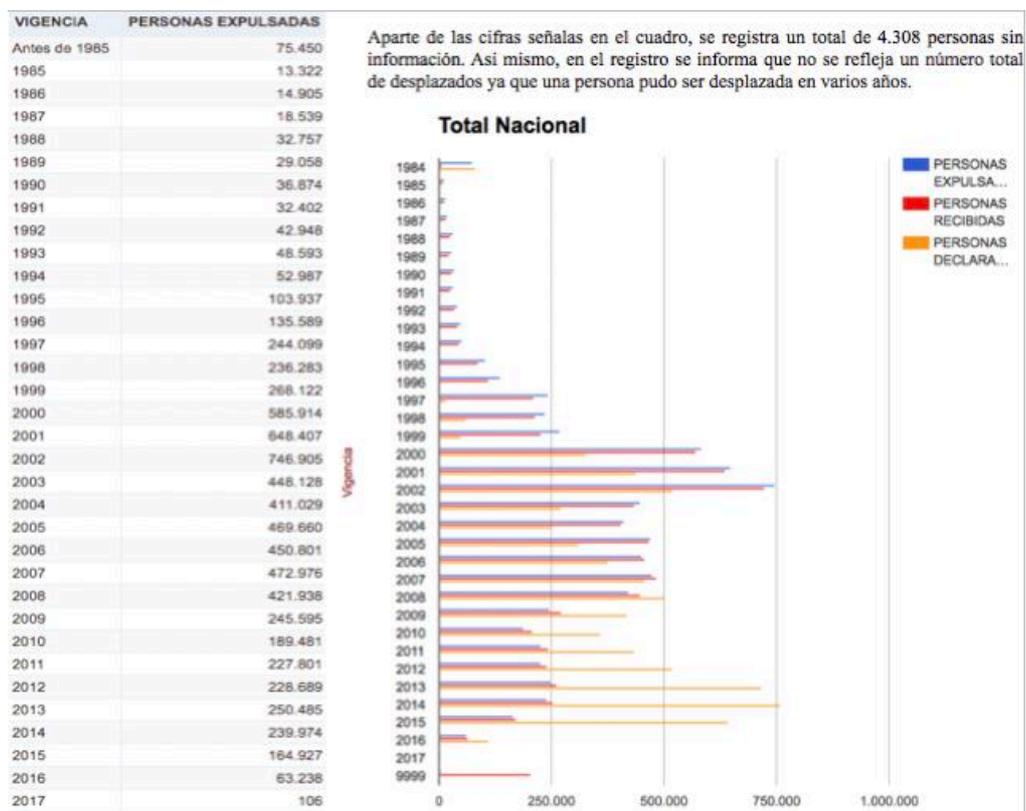
**Source :** carte de l'Observatorio del Programa Presidencial de Derechos Humanos y Derecho Internacional Humanitario, (2003, pág.2). Extrait de : ARIAS Diego Felipe, « La zona de distensión del Caguán: análisis de los factores económicos, políticos y sociales a partir del concepto de estado fallido », Gráfico 1. Municipios que conformaron la zona de distensión del Caguán en los departamentos del Meta y Caquetá, 2014, p. 17 <http://repository.urosario.edu.co/bitstream/handle/10336/8347/1030560389-2014.pdf?sequence=12>

**Annexe No. 13** Enlèvements réalisés par les guérillas et les paramilitaires entre 1991 et 2007.



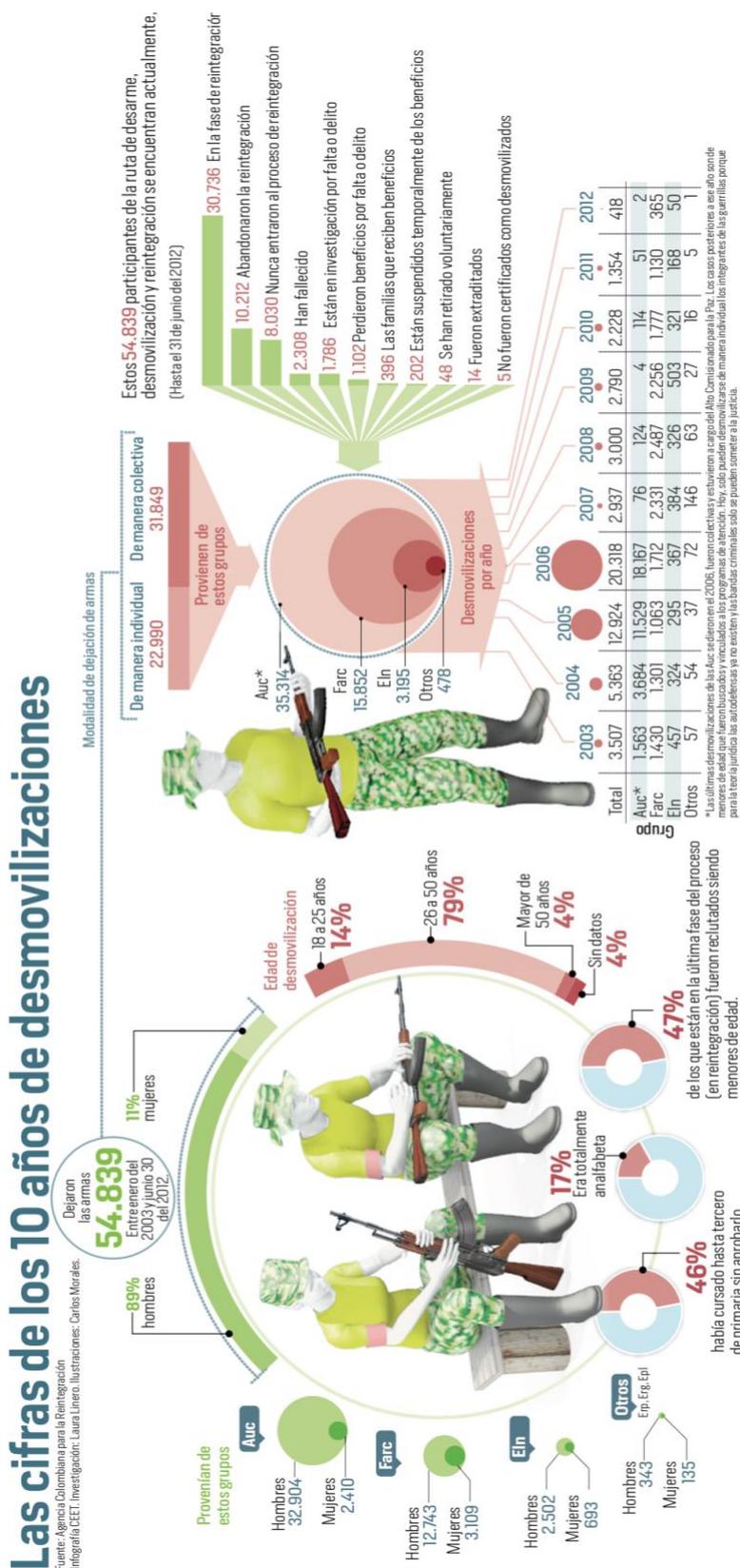
**Fuente:** CNMH / Cifras y Conceptos, 2013.

**Source :** CNMH / Cifras y conceptos, 2013. Extraído de “Guerrilla y población civil, Trayectoria de las FARC 1949-2013”, informe del Centro Nacional de Memoria Historica, tercera edición: mayo de 2014, Bogota D.C., Imprenta Nacional de Colombia, p, 196. <http://www.centrodehistoria.gov.co/descargas/informes2013/farc/guerrilla-poblacion-civil.pdf>

**Annexe No. 14**      Registre Unique des Victimes – RUV, à 31 mars 2017.


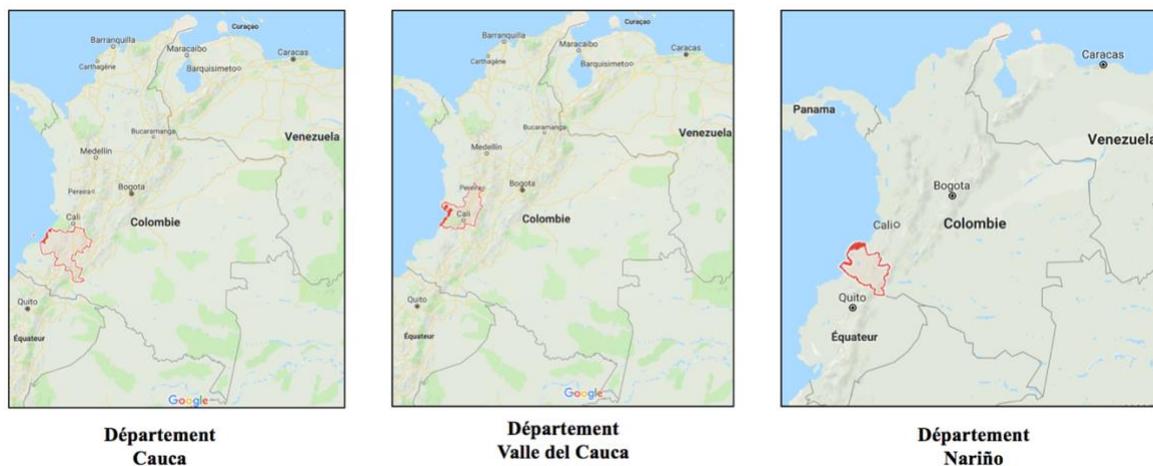
Source :

Registro Único de Victimas RUV, (en ligne). Disponible sur :  
<https://mi.unidadvictimas.gov.co>



Source: Journal El Tiempo, (en ligne). Disponible sur : <https://www.eltiempo.com/Multimedia/especiales/desmovilizados/ARCHIVO/ARCHIVO-12224321-0.pdf>

## Annexe No. 16 Localisation des Départements de Nariño, Cauca et Valle, en Colombie.

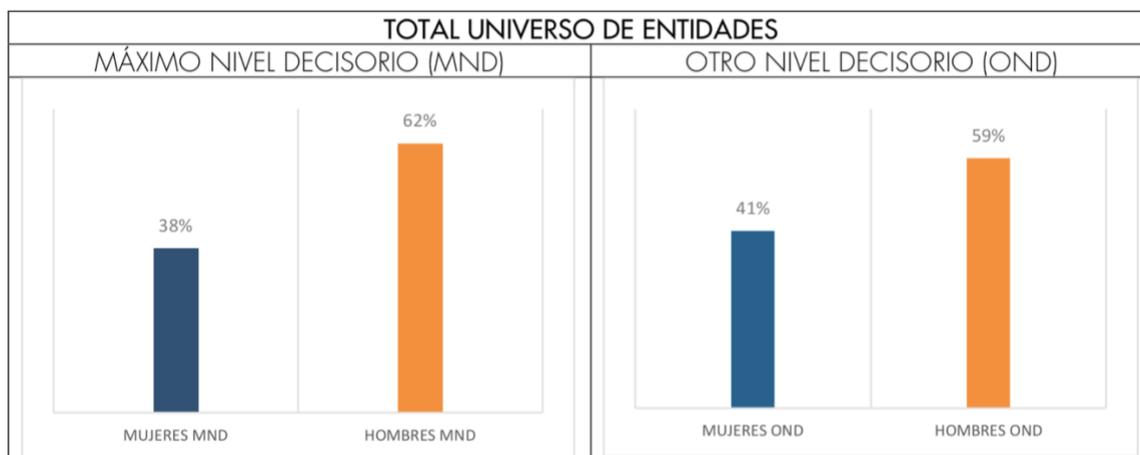


Source :

Département Cauca, Valle del Cauca et Nariño, (en ligne). Disponible sur :

- <https://www.google.com/maps/place/Nariño,+Colombie/@3.5192455,-82.565092,4.95z/data=!4m5!3m4!1s0x8e2c207ee8a60e8d:0x7b36b5fea860e6ea!8m2!3d1.289151!4d-77.35794>
- <https://www.google.com/maps/place/Valle+del+Cauca,+Colombie/@3.8280066,-76.844033,5.75z/data=!4m5!3m4!1s0x8e36f22a860c418f:0xeb83e1617a654ca0!8m2!3d3.8008893!4d-76.6412712>
- <https://www.google.com/maps/place/Cauca,+Colombie/@3.9269281,-77.2427624,5.69z/data=!4m5!3m4!1s0x8e2fc88eccc8b6ed:0x628742ce26b7fc7f!8m2!3d2.7049813!4d-76.8259652>

**Annexe No. 17**      **Accomplissement de la Loi de Quota MND-ON D2016**



Fuente: Función Pública, Dirección de Empleo Público, 2016

Source :

« Informe de participación de la mujer en los niveles decisorios de las diferentes ramas y órganos del poder público colombiano en la vigencia 2016 Cumplimiento de la ley 581 de 2000 Diciembre de 2016 », Departamento Administrativo de la Funcion Publica, Cumplimiento de la Ley 581 de 2000, **(en ligne)**. Disponible sur : <http://www.equidadmujer.gov.co/oag/Documents/Informe-Ley-Cuotas-2016.pdf>

## Annexe No. 18

## Les pays et les quotas du genre.

Tabla 1. Países con cuotas legales de género y/o paridad en América Latina. Cámara Baja o Única.

País	Año adopción	MD	EBV	% mínimo cuota	Mandato de posición	Sanción por incumplimiento
Argentina	1991	Plurinominales variables. Mínimo 2-3 y máximo 35	Cerrada y bloqueada	30	Sí (1 mujer cada 3 candidatos)	Sí
Estado Plurinacional de Bolivia	1997	Uninominales y Plurinominales variables.	Cerrada y bloqueada	30	Sí (1 mujer cada 3 candidatos)	Sí
	2009			Paridad 50	Sí (alternancia secuencial / ambos sexos)	Sí
Brasil	1997	Plurinominales variables. Mínimo 8 y máximo 70	Cerrada y desbloqueada	30 (a partir de 2002)	No	Sí
Colombia	2011	Plurinominales variables. Mínimo 2 y máximo 18	Opcional: cerrada y bloqueada/cerrada y desbloqueada	30	No	Sí
				40	Sí	Sí
Costa Rica	2009	Plurinominales variables. Mínimo 4 y máximo 19	Cerrada y bloqueada	50	Sí (alternancia secuencial / ambos sexos)	Sí
	1997			20	Sí	Sí
	2000			30 (progresivo hasta paridad)	Sí	Sí
Ecuador	2006	Plurinominales variables. Mínimo 2 y máximo 15	Abierta	45	Sí	Sí
	2008 y 2009			Paridad 50	Sí (alternancia secuencial / ambos sexos)	Sí
El Salvador	2013	Plurinominales variables	Lista cerrada y desbloqueada	30	No	Sí
Haití	2011-2012	Uninominales con ballottage	Cerrada y bloqueada	30	No	No

País	Año adopción	MD	EBV	% mínimo cuota	Mandato de posición	Sanción por incumplimiento
Honduras	2000	Plurinominales variables. Mínimo 1 y máximo 23	Cerrada y bloqueada	30	No	Sí
	2012			40 (progresivo hasta paridad)	No	No
	1996			30	Sí	Sí
México	2008	Uninominales y plurinominales	Cerrada y bloqueada	40	Sí. En cada segmento de 5 candidaturas, 2 tienen que ser de género distinto	Sí
	2014			Paridad 50	Sí	Sí
	1997			30	No	No
Panamá	2012	Plurinominales variables. Mínimo 2 y máximo 7	Cerrada y desbloqueada	Paridad 50	No	No
	1996	Plurinominales variables. Mínimo 1 y Máximo 19	Cerrada y bloqueada	20	Sí (1 mujer cada 5 candidatos)	Sí
Perú	1997	Plurinominales variables. Mínimo 1 y máximo 35	Cerrada y desbloqueada	25	No	Sí
	2000			30	Sí	Sí
	1997			25	No	No
República Dominicana	2002	Plurinominales variables. Mínimo 2 y máximo 44	Cerrada y bloqueada (desde 2010)	33	Sí	Sí
	2009	Plurinominales variables. Mínimo 2 y máximo 43	Cerrada y bloqueada	33	Sí (incluir personas de ambos sexos en cada terna de candidatos)	Sí

Siglas: MD: Magnitud de Distrito; EBV: Estructura de la Boleta de Votación.

Notas: 1) En Brasil, un partido político puede presentarse a elecciones si cumple con el máximo del 70% de candidatos de un mismo sexo, pero no es necesario que incorpore el 30% restante con candidatos del otro sexo (Marx, Börner y Caminotti, 2007, p. 303). 2) En Panamá, la paridad aplica para las elecciones primarias o internas de los partidos pero no para la lista que se presenta en elecciones generales.

Fuente: elaboración propia basada en datos del Observatorio de Igualdad de Género de América Latina y el Caribe, CEPAL/www.cepal.org/oig/#. Archenti, Néida y María Inés Tula (editoras) (2008), www.quotaproject.org y CIM (2010).

**Source :** Mujeres y política. Un panorama sobre la adopción de las cuotas de género y sus efectos en América Latina y Colombia. Autora: María Inés Tula, **(en ligne)**. Disponible sur :

<http://www.co.undp.org/content/dam/colombia/docs/Mujeres/undp-coMujeresPol%C3%ADticaAmerLat2015-2016.pdf>

## Annexe No. 19

## Les femmes au Parlement en l'Amérique Latine.

País	% de mujeres sobre total bancas antes de las cuotas/año	Última elección	Mujeres	% mujeres sobre total bancas, /última elección	Posición en el mundo, según bancas 2014
Ecuador	No hay datos	Febrero 2013	57	41,6	9
México	14,2 (1994)	Julio 2012	187	37,4	18
Argentina	8,7 (1989)	Octubre 2013	94	36,6	20
Costa Rica	15,8 (1994)	Febrero 2014	19	33,3	27
El Salvador	No aplica	Marzo 2012	23	27,4	42
Honduras	9,4 (1997)	Noviembre 2013	33	25,8	50
Bolivia	6,9 (1993)	Diciembre 2009	33	25,4	52
Perú	10,8 (1995)	Abril 2011	29	22,3	67
República Dominicana	11,7 (1994)	Octubre 2010	38	20,8	72
Colombia	12,7 (2010)	Marzo 2014	33	19,9	76
Panamá	9,7 (1994)	Mayo 2014	11	19,3	79
Venezuela	5,9 (1993)	Octubre 2010	28	17	89
Paraguay	2,5 (1993)	Abril 2013	12	15	98
Uruguay	No aplica	Octubre 2010	13	13,1	109
Brasil	6,6 (1994)	Octubre 2010	44	8,6	131
Haití	4,1 (2006)	Noviembre 2010	4	4,2	143

Nota: se consideran sólo los países que tienen normativa de cuota de género y/o paridad, aunque algunos de ellos todavía no las hayan aplicado, como son los casos de Uruguay y El Salvador.

Fuente: elaboración propia basada en diferentes aportes: <http://www.ipu.org/wmn—e/arc/classif010914.htm> v Krook (2008).

**Source :** Mujeres y política. Un panorama sobre la adopción de las cuotas de género y sus efectos en América Latina y Colombia. Autora: María Inés Tula, **(en ligne)**. Disponible sur :

<http://www.co.undp.org/content/dam/colombia/docs/Mujeres/undp-coMujeresPol%C3%ADticaAmerLat2015-2016.pdf>

**Annexe No. 20** Homicide des femmes selon l'agresseur présumé. Colombie 2014, 2015 et 2016.

<b>Presunto agresor</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Agresor desconocido	185	146	540
Amigo (a)	7	5	4
Compañero (a) de trabajo	-	1	-
Conocido	10	4	15
Conocido sin ningún trato	12	7	15
Delincuencia común	13	7	12
Encargado del niño, niña o adolescente	-	1	-
Familiar	18	26	23
Miembro de grupos alzados al margen de la ley	5	3	3
Miembro de un grupo de la delincuencia organizada	6	-	5
Miembros de las fuerzas armadas, de policía, policía judicial y servicios de inteligencia	24	19	13
Pareja o ex pareja	90	81	101
Sin información	440	370	-
<b>Total</b>	<b>810</b>	<b>670</b>	<b>731</b>

Source : Boletín Epidemiológico. Violencia de género en Colombia, análisis comparativo de las cifras de los años 2014, 2015 y 2016. Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, Subdirección de Servicios Forenses. Grupo Centro de Referencia Nacional sobre Violencia. Fait par: Natalia Lozano Mancera, p. 9, **(en ligne)**. Disponible sur :

<http://www.medicinalegal.gov.co/documents/20143/57985/Violencia+de+Género+en+Colombia.+Análisis+comparativo+de+las+cifras+de+los+años+2014%2C+2015+y+2016.pdf>

**Annexe No. 21** Femmes victimes de violence sexuelle selon l'agresseur présumé.  
Colombie 2014, 2015 et 2016.

<b>Presunto Agresor</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Agresor desconocido	926	841	915
Amigo (a)	1.199	1.291	1.321
Conocido	2.681	2.933	3.348
Delincuencia común	91	78	67
Encargado del cuidado	35	31	62
Familiar	4.696	5.517	6.101
Miembro de grupos alzados al margen de la ley	24	109	25
Miembro de un grupo de la delincuencia organizada	17	35	26
Miembros de las fuerzas armadas, de policía, policía judicial y servicios de inteligencia	26	24	38
Miembros de seguridad privada	18	17	11
Otro	356	447	457
Pareja o ex pareja	1.213	1.257	1.451
Personal de custodia	2	3	13
Profesor (a)	143	244	-
Sin información	1.187	1.194	1.247
<b>Total</b>	<b>12.614</b>	<b>14.021</b>	15.082

Source : Boletín Epidemiológico. Violencia de género en Colombia, análisis comparativo de las cifras de los años 2014, 2015 y 2016. Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, Subdirección de Servicios Forenses. Grupo Centro de Referencia Nacional sobre Violencia. Fait par: Natalia Lozano Mancera, p. 21, (**en ligne**). Disponible sur :

<http://www.medicinalegal.gov.co/documents/20143/57985/Violencia+de+Género+en+Colombia.+Análisis+comparativo+de+las+cifras+de+los+años+2014%2C+2015+y+2016.pdf>

**Annexe No. 22** Commissions de paix, par sexe, pendant le processus de paix au cours du Gouvernement de Belisario Betancur.

Comisiones	Hombres	Mujeres
Comisión Nacional de Paz	33	7
Altos Comisionados para la Paz	5	0
Comisión Nacional de Verificación	49	4
Comisión Nacional de Diálogo y Negociación	41	4
Comisión de Paz, Diálogo y Verificación (1985)	30	2

**FUENTE:** elaborada con base en la información proporcionada por Verdad Abierta (<http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/4292-acuerdos-del-cese-al-fuego-entre-1984-y-1986-con-las-farc-el-m-19-el-epl-y-la-ado>) y por el documento de la Fundación Ideas para la Paz (2008).

**Source:**

Negociando desde los márgenes: la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016), Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio, Documentos 29 : ideas para construir la paz, p. 26, (**en ligne**). Disponible sur :

[https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi\\_name\\_recurso\\_925.pdf](https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi_name_recurso_925.pdf)

**Annexe No. 23** Hommes et femmes qui ont signé l'Accord Final entre le Gouvernement de Belisario Betancur et certains acteurs du conflit.

Acuerdo	Fecha	Hombres			Mujeres		
		Guerrilla	Gobierno	Partidos	Guerrilla	Gobierno	Partidos
Acuerdo de la Uribe, realizado entre la Comisión Nacional de Paz y las FARC	28 de marzo de 1984	5	5	-	0	1	-
Acuerdo entre la Comisión de Diálogo y Negociación y el PCC ML, el EPL*	23 de agosto de 1984	7	10	-	0	1	-
Acuerdo entre la Comisión de Diálogo y Negociación y el M-19	24 de agosto de 1984	11	8	-	1	1	-
Acuerdo entre la Comisión de Paz y Autodefensa Obrera (ADO)	23 de agosto de 1984	3	3	-	0	0	-

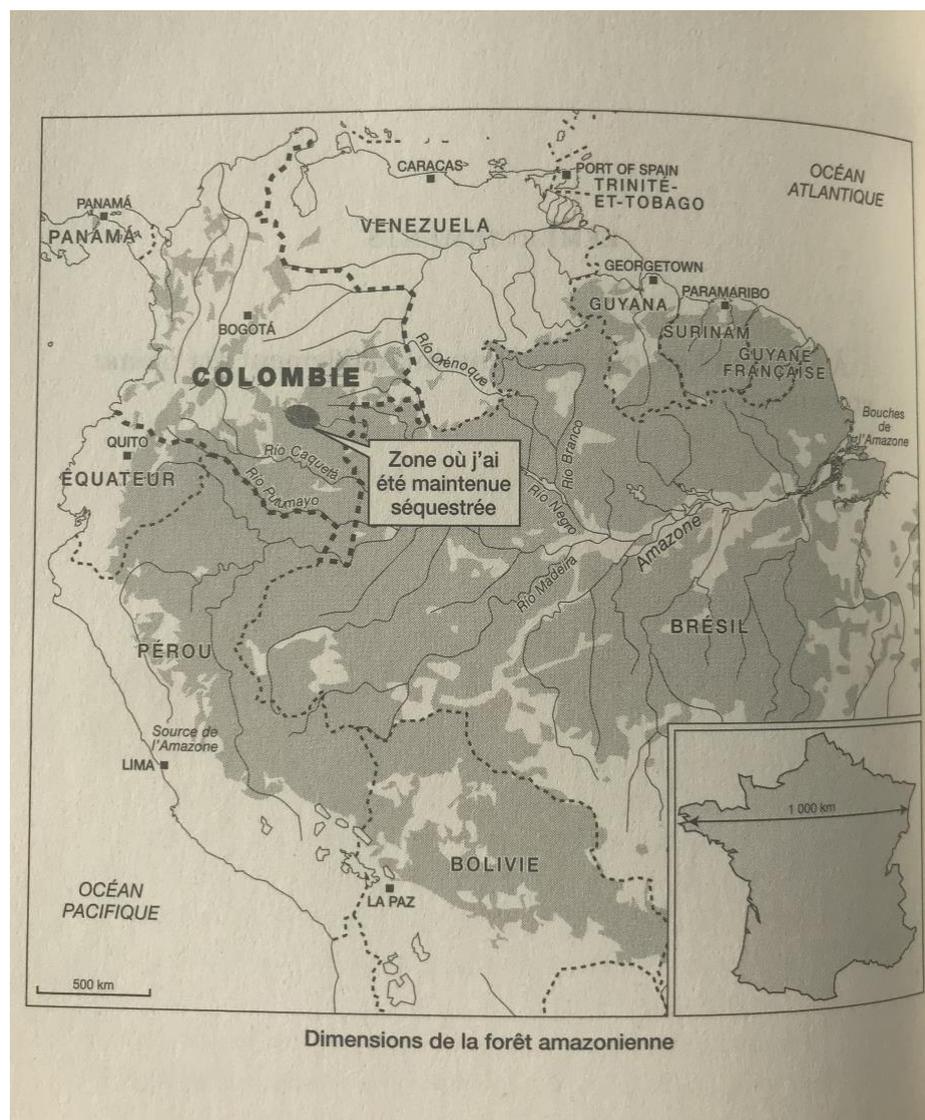
\* Cabe aclarar que los representantes del Partido Comunista de Colombia (Marxista-Leninista) firmaron en conjunto con el EPL. En esta tabla incluimos a todos los representantes de ambos grupos en la casilla de "guerrilla", pues en el acuerdo no se hace una distinción clara entre los firmantes de ambos grupos.

**FUENTE:** elaborada con base en la información proporcionada por las fuentes recopiladas en la *Biblioteca de la Paz*, tomo I (Villarraga, 2015).

**Source :**

Negociando desde los márgenes: la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016), Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio, Documentos 29 : ideas para construir la paz, p. 27, **(en ligne)**. Disponible sur :

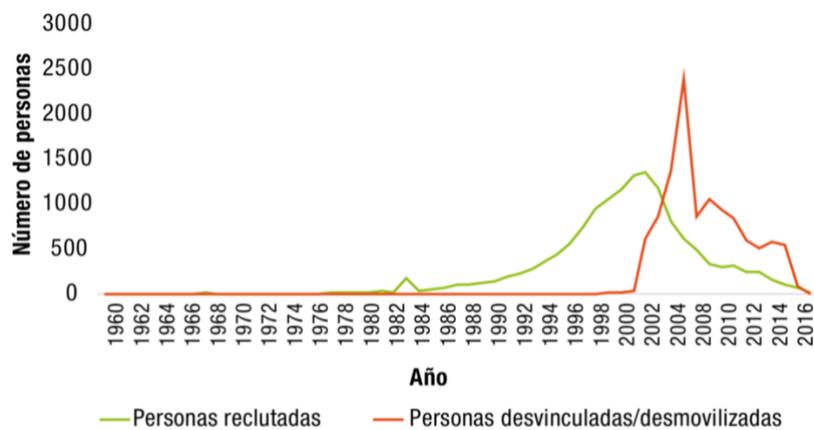
[https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi\\_name\\_recurso\\_925.pdf](https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi_name_recurso_925.pdf)



Source :

Ingrid Betancourt, *Même le silence a une fin*, 2010, p. 818

**Annexe No. 25** Enfants et adolescents recrutés et démobilisés entre 1960 et 2016 en Colombie.



Fuente: Elaboración propia CNMH, 2017, a partir de la Base de datos de reclutamiento y utilización, OMC, fecha de corte: 29/04/2017.

Source:

Centro Nacional de Memoria Histórica (2017), *Una guerra sin edad. Informe nacional de reclutamiento y utilización de niños, niñas y adolescentes en el conflicto armado colombiano*, CNMH, Bogotá, p. 54, **(en ligne)**. Disponible sur :

[http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2018/una\\_guerra-sin-edad.pdf](http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2018/una_guerra-sin-edad.pdf)

**Annexe No. 26** Représentants des FARC dans le Congrès colombien pour la période 2018-2022.



Representantes de la Farc en el Congreso de la República para el periodo 2018-2022./Colombia2020.

**Source :**

Colombia 2020/ Journal El Espectador, « Estos son los nuevos 10 congresistas del partido FARC », 11 mars 2018, (**en ligne**). Disponible sur : <https://www.elespectador.com/colombia2020/politica/estos-son-los-nuevos-10-congresistas-del-partido-farc-articulo-856410>

**Annexe No. 27** Commissions de paix, par sexe, pendant le processus de paix au cours du Gouvernement d'Andrés Pastrana.

Comisiones	Hombres	Mujeres
Alto Comisionado en la Consejería para la Paz	4	0
Consejería para la Paz	10	17

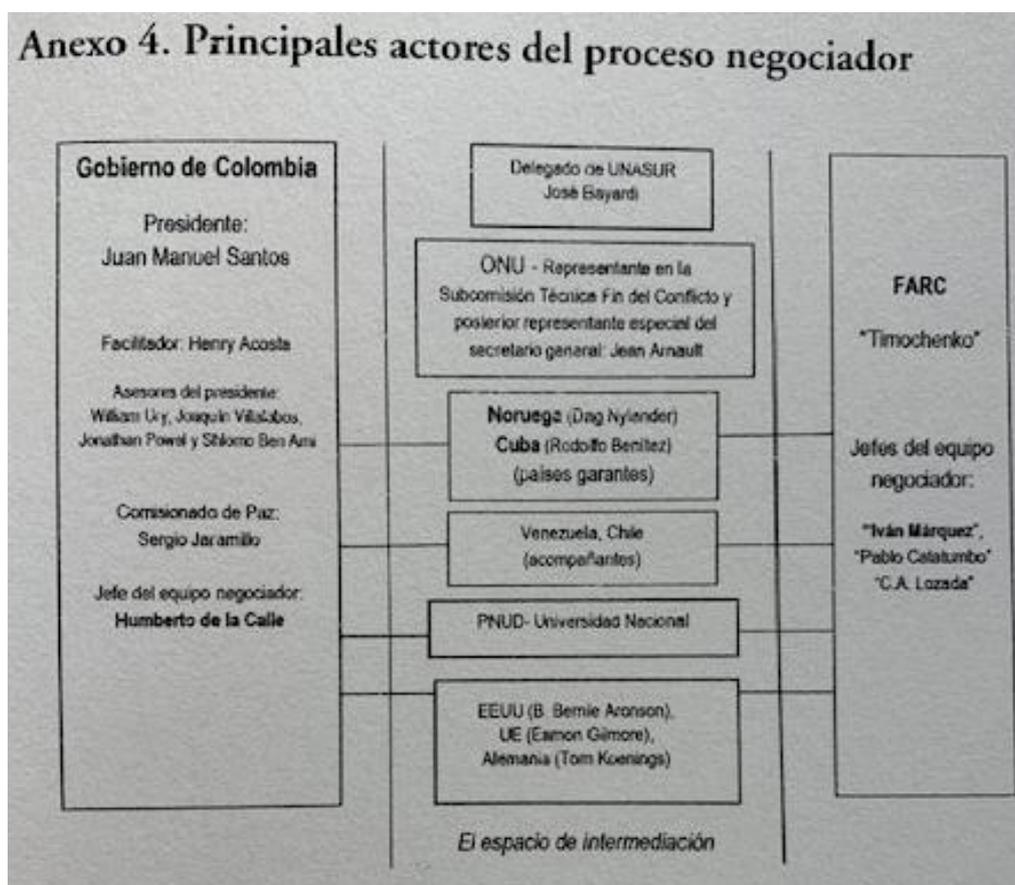
**FUENTE:** elaborada con base en la información proporcionada por el documento de Fundación Ideas para la Paz (2008).

Source :

Negociando desde los márgenes: la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016), Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio, Documentos 29 : ideas para construir la paz, Portail web [www.dejusticia.org](http://www.dejusticia.org), p. 55, **(en ligne)**. Disponible sur :

[https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi\\_name\\_recurso\\_925.pdf](https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi_name_recurso_925.pdf)

**Annexe No. 28** Les principaux acteurs des négociations de paix 2012-2016



Source :

FISAS Vincenz, *Negociar la paz con las FARC, una experiencia innovadora*, Annexe 4.

**Annexe No. 29** Les instances de négociation du processus de paix 2012-2016 entre les FARC et le Gouvernement colombien.

Composición Mesa de Negociación	Hombres	Mujeres
Plenipotenciarios(as)	17	3
Suplentes	8	2
Mesas de Apoyo a la Mesa de Negociación	13	25

**FUENTE:** elaborada con base en el IV Informe de Monitoreo a la aplicación de la Resolución 1325 en Colombia (Coalición 1325, 2014).

---

Source :

Negociando desde los márgenes: la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016), Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio, Documentos 29 : ideas para construir la paz, Portail web [www.dejusticia.org](http://www.dejusticia.org), p. 70, (**en ligne**). Disponible sur :

[https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi\\_name\\_recurso\\_925.pdf](https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi_name_recurso_925.pdf)

## Annexe No. 30 Signature des hommes et des femmes de l'Accord Final 2012-2016

Acuerdo	Fecha	Hombres			Mujeres		
		Guerrilla	Gobierno	Otros	Guerrilla	Gobierno	Otros
Acuerdo general para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera	26 de agosto de 2012	5	5	4	1	2	0
Acuerdo sobre la tramitación del Acto Legislativo N° 04/2015 Senado, 150/2015 Cámara	11 de mayo de 2016	1	1	1	0	0	1
Acuerdo especial sobre Ley de amnistías, indultos y tratamientos penales especiales	19 de agosto de 2016	1	1	1	0	0	1
Acuerdo especial de ejecución para seleccionar al secretario ejecutivo de la Jurisdicción Especial para la Paz	19 de agosto de 2016	1	1	1	0	0	1
Acuerdo para facilitar la ejecución del cronograma del proceso de dejación de armas	20 de agosto de 2016	1	1	-	0	0	-
Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera	28 de agosto de 2016	7	7	2	1	1	0
Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera	24 de noviembre de 2016	1	1	-	0	0	-

\*Los acuerdos contenidos en esta tabla son los que están oficialmente consignados en el "Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera"

Source :

Negociando desde los márgenes: la participación política de las mujeres en los procesos de paz en Colombia (1982-2016), Nina Chaparro González et Margarita Martínez Osorio, Documentos 29 : ideas para construir la paz, Portail web [www.dejusticia.org](http://www.dejusticia.org), p. 71, **(en ligne)**. Disponible sur :

[https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi\\_name\\_recurso\\_925.pdf](https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2017/04/fi_name_recurso_925.pdf)

## LISTE DE TABLEAUX

- **Tableau No. 1** Structure politique – militaire des FARC en 2018
- **Tableau No. 2** Processus de désarmement avec différents groupes armés illégaux du conflit armé colombien entre les années 1989 et 2016



## Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné·e,

Nom, Prénom : VILLA JARAMILLO NATALIA

Régulièrement inscrit à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès - Campus du Mirail

N° étudiant : 21614600

Année universitaire : 2018-2019

Certifie que le document joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse – Jean Jaurès Campus du Mirail, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à : Paris

Le : 18-06-2019

Signature :